LA DIFFICULTÉ

DE

LA SITUATION POLITIQUE

Quand le gouvernement, dans les discours de ses ministres à leurs électeurs, tient le langage de la confiance et de la satisfaction, quand il leur parle de l'apaisement des partis et de l'impuissance des factions devant la loi constitutionelle du pays, nous trouvons qu'il a tout à fait raison. D'abord n'est-ce pas son rôle et son devoir de gouvernement de rassurer le pays en laissant à ses adversaires ou à ses amis le soin de signaler, s'il y a lieu, les embarras et les périls de la situation? Ensuite, nous pensons que, sans s'abuser, on peut être optimiste en ce moment, au moins dans une certaine mesure, si l'on compare la situation actuelle avec toutes celles que nous avons traversées sous l'assemblée nationale. Depuis le vote des lois constitutionnelles, nous avons un gouvernement, non pas seulement défini, mais définitif, avec cette simple clause d'une révision légale, partielle ou totale, conséquence nécessaire du principe de la souveraineté nationale. Affirmer que cette constitution, alors même qu'elle ne serait pas révisable, suffit à l'avenir comme au présent, serait méconnaître le droit du pays, dont la volonté domine toujours les constitutions votées par les assemblées auxquelles il a délégué ses pouvoirs. Même chez les peuples où le pouvoir est placé au-dessus de la volonté nationale, toute charte octroyée ou acceptée est toujours révisable, en ce sens qu'elle est perpétuellement à l'épreuve dans nos sociétés modernes, et qu'elle ne reste légitime qu'autant qu'elle réussit à assurer l'ordre, la liberté, la prospérité du pays. Il n'y a plus de droit absolu aujourd'hui, pas plus pour les monarchies que pour les républiques. Ne voit-on pas

les dynasties traditionnelles prendre le chemin de l'exil quand elles sont frappées de ces incapacités fatales dont un ministre de la révolution de juillet parlait à propos des Stuarts et des Bourbons de la branche aînée? Tout gouvernement est tenu de faire ses preuves, de les faire sans cesse et sans relâche, et sa durée, qu'il fait trop souvent dépendre de son origine, se mesure au bienfait de son action politique et administrative. Tout ce qu'ont voulu les auteurs de la constitution actuelle, c'est qu'elle fût soumise, dans sa révision éventuelle, à la délibération des pouvoirs publics. C'est là une sérieuse garantie, soit contre les révolutions d'en bas ou d'en haut, soit contre les coups de tête du suffrage universel, qui pourraient en changer brusquement la forme. Le pays peut ainsi compter sur de longues années de paix sociale et d'ordre matériel, si aucune force extra-légale ne vient peser sur ses destinées.

Le pays a d'autant plus raison de se rassurer que cette constitution ne ferme pas seulement la porte aux guerres civiles et aux révolutions populaires, mais que, tout en respectant scrupuleusement le suffrage universel, elle en modère les entraînemens par des contre-poids et des correctifs reconnus nécessaires, tels que le partage du pouvoir souverain, un président rééligible, avec le droit de dissolution et de suspension, avec la faculté de nommer à tous les emplois, un sénat jouissant des mêmes attributions que la chambre des députés, plus le droit de concourir à la dissolution de la seconde chambre, une loi électorale substituant le scrutin uninominal au scrutin de liste, etc. Ces diverses dispositions de la loi constitutionnelle sont autant de garanties efficaces contre les tendances révolutionnaires, anarchiques ou dictatoriales, d'une démocratie absolue. Lors donc que le gouvernement insiste sur le caractère à la fois conservateur et libéral de notre république constitutionnelle, il ne fait qu'éclairer, en le rassurant, un pays où l'institution républicaine n'a point encore régulièrement fonctionné. La république de 92 ne fut que la révolution luttant contre l'ennemi extérieur et intérieur. La république de 1848, sortie tout à coup d'une émeute changée par un incident en une insurrection, glissa d'abord dans le sang de la guerre civile, puis vint tomber assassinée aux pieds de l'homme du 2 décembre. La république de 1870 ne fut qu'une dictature impuissante à sauver le pays d'une invasion provoquée par l'empire, mais qui eut le mérite de sauver l'honneur national par l'effort héroïque *d'un beau désespoir*. L'institution républicaine ne date même pas du jour où l'assemblée nationale proclama la déchéance définitive de la dynastie impériale et créa un gouvernement provisoire, avec le nom de république, sous la présidence de l'illustre homme d'état à qui elle confiait la mission

de faire la paix, de libérer le territoire et de réorganiser les forces nationales. Elle date du vote des lois constitutionnelles, qui mit fin au provisoire en tranchant la question de la forme de gouvernement.

Voilà la république dont l'épreuve commence et que le pays accepte avec plus de résolution que d'enthousiasme, ne voyant pas d'autre gouvernement possible et n'ayant jusqu'ici pas de raison de craindre pour la paix et l'ordre, dont il sent le besoin plus que jamais. L'impossibilité de tout autre gouvernement, n'est-ce pas là en effet la meilleure raison d'être de la république, la plus sûre garantie de sa durée pour l'avenir comme pour le présent? « La nécessité, a dit un jour M. de Montalembert après la révolution de 1848, est la vraie légitimité des gouvernemens. » C'est aussi l'opinion de M. Thiers et de tous les vieux parlementaires qui n'ont pas cru possible la restauration de la monarchie constitutionnelle. Et, par parenthèse, M. le ministre de l'intérieur, dans sa revue rétrospective des gouvernemens du passé, ne va-t-il pas un peu loin quand il nous assure que la république vient clore définitivement la série des changemens de gouvernement, et que la démocratie française a enfin trouvé en elle le terme de ses aspirations? S'il veut dire aspirations légitimes, il a raison contre l'école qui professe que toute démocratie veut un maître; mais il n'ignore point que la démocratie, la nôtre particulièrement, a parfois des aspirations d'un autre genre. Il sait que, si la république est le moins personnel, le plus rationnel, le plus noble des gouvernemens, elle en est aussi le plus laborieux, le plus difficile, précisément parce qu'elle est plus que tout autre le gouvernement du pays par le pays. Il sait que l'excellence logique d'une constitution n'est pas toujours ce qui la fait vivre, et qu'on ne peut juger ses chances de durée que le jour où elle est véritablement entrée dans les mœurs et les habitudes d'un pays. Sachant tout cela mieux que nous, croit-il réellement que la situation soit aussi simple, aussi facile qu'il se plaît à nous la présenter? Croit-il que la voie du salut soit toute tracée d'avance par la constitution et tellement gardée à ses deux bords qu'il n'y ait plus qu'à cheminer sans effort et sans direction? Nous ne pensons pas qu'aucun des ministres, et particulièrement le président du conseil, pousse aujourd'hui jusqu'à ce point l'optimisme. Quand on est au gouvernail d'un navire lancé à pleines voiles dans l'océan de la démocratie, on voit trop bien les obstacles et les écueils qui en obstruent la marche ou en menacent la sûreté pour ne pas s'en rendre mieux compte que les électeurs auxquels on parle, et même que les adversaires que l'on veut désarmer. Les tâtonnemens visibles, les transactions peut-être nécessaires, les ajournemens forcés, les tiraillemens continuels qui ont troublé et parfois obscurci la politique conservatrice et libérale au fond du ministère actuel, au point d'inspirer des craintes à ses

amis et des espérances à certains de ses adversaires, ne font qu'accuser ce qu'il y a d'obscur, d'équivoque, d'incertain et de vraiment difficile dans la situation présente. Si la ferveur républicaine de nos jeunes ministres se faisait illusion là-dessus, la vieille expérience de M. Dufaure ne saurait s'y tromper.

Pour nous, ces embarras et ces difficultés se ramènent à une cause : le défaut d'une majorité suffisamment large et homogène tout à la fois pour servir de point d'appui à un ministère qui a besoin d'être assuré du lendemain pour gouverner, dans le vrai sens du mot. Cette majorité s'est-elle réellement montrée dans les débats des deux chambres récemment élues? Si elle n'est pas encore faite, à quoi cela tient-il, et n'en faut-il pas chercher les causes dans l'histoire parlementaire de ces dernières années? Enfin doit-elle et peut-elle se faire avec les élémens qui composent nos chambres? Voilà ce qu'il ne nous semble pas inutile de rechercher, sans parti-pris, avec le sincère désir de faire partager au public qui nous lit notre confiance en l'avenir, mais une confiance sans illusion, et aussi avec la conviction que le pays n'a pas moins besoin d'être éclairé que d'être rassuré sur la situation politique que lui ont faite les élections et les premiers débats parlementaires.

I.

Lorsque les chambres nouvellement élues se réunirent au palais de Versailles, on put croire que, la constitution étant faite et franchement acceptée par la plupart des membres de ces deux assemblées, une forte et solide majorité allait se former dans l'une et dans l'autre, qui permettrait au ministère présidé par M. Dufaure de vivre et d'agir conformément à la politique conservatrice et libérale dont il avait fait la déclaration en prenant possession du pouvoir. C'était encore une illusion après tant d'autres. Ni dans le sénat, ni dans la chambre des députés, cette majorité ne s'est faite. La courte session qui vient de se clore fut marquée au sénat par des discussions sur la loi de l'enseignement supérieur et sur la loi municipale, qui font honneur au talent et à la haute raison des orateurs de cette assemblée; mais il n'y eut point d'occasion de s'expliquer sur un programme politique, et les votes se comptèrent soit sur des questions de personnes, soit sur des questions spéciales où des membres de droite et de gauche pouvaient confondre leurs opinions. On nous parle bien d'une majorité conservatrice qui se serait déjà formée par l'entente des diverses fractions de la droite; mais quelle majorité que cette coalition de partis qui ne pourront jamais s'entendre sur un programme politique? Quelle majorité que celle qui est à la merci de quelques dissidens, et qui peut changer

à chaque moment selon l'humeur bien connue de deux ou trois intransigeans de la droite. Les conservateurs constitutionnels, qui forment le groupe le plus nombreux au sénat, ne savent-ils point, par la cruelle expérience qu'ils en ont faite, que leurs alliés, légitimistes intransigeans et bonapartistes, sont tout prêts à les abandonner pour se joindre à leurs adversaires de gauche, même sur des questions où les intérêts et les principes conservateurs sont engagés, du moment où ces alliés peu sûrs espéreront faire sortir d'une situation mauvaise ou désespérée la restauration de leur principe ou de leur prince à tout prix? Ce n'est donc pas seulement le ministère actuel qui ne peut compter sur une pareille majorité, défiante, sinon ouvertement hostile; c'est toute majorité conservatrice, c'est même toute espèce de majorité constitutionnelle ou inconstitutionnelle, puisque, si par impossible on venait à s'entendre pour détruire la constitution, on ne pourrait se mettre d'accord pour la remplacer. Le caractère même de cette majorité est de ne pouvoir faire prévaloir aucune politique, pas plus monarchique que républicaine. Majorité de coalition, et non de conciliation, elle peut détruire sans rien édifier; majorité d'opposition, non de gouvernement, elle peut faire tomber des ministres (et encore la constitution lui donne-t-elle cette puissance)? elle ne peut faire marcher aucun ministère. On nous dit bien que dans le groupe légitimiste et dans le groupe bonapartiste de cette majorité se trouvent en très grand nombre des esprits sages et pratiques que le fanatisme politique n'aveugle ni n'égare, et qui sauront toujours, quand l'intérêt conservateur, le péril social, comme on dit, sera en jeu, faire taire l'intérêt ou la passion de parti. Nous le reconnaissons, il y a dans tout parti, surtout dans le parti bonapartiste, d'habiles gens qui ne se soucient point de courir les aventures avec les fous; mais les conservateurs constitutionnels sont-ils bien sûrs de les retrouver avec eux dans une situation grave ou troublée, où la foi ébranlée ou latente se raffermit et se montre avec l'espoir du succès? En ont-ils déjà fait l'expérience? Assurément l'entente est facile, tant qu'il ne s'agit que de se réunir contre ce qu'on est convenu d'appeler l'ennemi commun, et encore qui peut assurer que légitimistes absolus et bonapartistes impatiens ne voteront pas tout à coup avec les radicaux, comme ils l'ont fait dans la dernière assemblée? S'ils peuvent créer ainsi des obstacles et des périls pour le gouvernement qu'ils ne font que subir, si surtout leur défection peut amener une de ces situations extrêmes qui permettent à l'ambition des uns, au fanatisme des autres de tout espérer, que deviendra la majorité conservatrice alors? Nous supplions les chefs de la fragile et douteuse majorité qui n'a encore donné signe de vie que sur la collation des grades et l'élection de M. Buffet, d'y réflé-

chir, après la fausse campagne qu'ils viennent de diriger contre l'élection de M. Dufaure, et surtout après la défection de certains de leurs alliés dans le vote sur la loi des maires.

En regardant à gauche, on voit une minorité qui balance la majorité actuelle, majorité certaine dans un avenir prochain par le résultat des élections individuelles; majorité notable dans un avenir plus éloigné par le renouvellement partiel. Ce serait donc là, il semble, qu'un ministère républicain et constitutionnel devrait trouver sa majorité de gouvernement. Beaucoup de sages républicains l'espèrent et l'attendent patiemment; mais d'abord il faut l'attendre, et cependant gouverner dans l'intervalle. Comment est-ce possible sans majorité? Et le pays, qui veut être gouverné, et surtout se sentir gouverné, verra-t-il sans inquiétude et sans découragement une sorte d'interrègne plus ou moins prolongé? D'ailleurs supposons le résultat obtenu, c'est-à-dire une majorité de gauche assez forte pour qu'il n'y ait plus à craindre de défection parlementaire, d'élection individuelle ou partielle qui la réduise à une minorité, tenons-nous réellement cette majorité de gouvernement que nous cherchons? Il ne faut que parcourir la liste des sénateurs de la gauche pour en douter. Si l'on ne peut sans exagération affirmer que la gauche est aussi divisée que la droite, il n'en est pas moins vrai que, sous le drapeau de la république se réunissent des fractions entre lesquelles il existe de graves dissentimens, soit dans la façon de pratiquer les institutions républicaines, soit même dans la manière d'apprécier l'importance et le rôle de ces institutions. Nous convenons que le parti républicain est beaucoup plus uni au sénat qu'à la chambre des députés; mais enfin on y compte une extrême gauche, avec une gauche et un centre gauche. Ces fractions s'y retrouvent sans doute avec un caractère de sagesse, de mesure, d'expérience qui manque encore à la chambre des députés; il n'en est pas une qui n'ait appris à compter avec la réalité et ne comprenne les nécessités de gouvernement. Il n'en reste pas moins vrai que l'extrême gauche, même au sénat, a gardé ses principes, sinon ses passions, sur le gouvernement de la république et de la démocratie. Croit-on possible que MM. Victor Hugo, Peyrat, Laurent Pichat, Tolain, Schœlcher, Scheurer-Kestner, s'entendent avec M. Thiers ou M. Dufaure, ou même M. Jules Simon, sur la pratique des institutions républicaines, quant aux choses et aux personnes? La fraction radicale du sénat, dira-t-on, est minime, douze ou quinze membres tout au plus; cela suffit, en cas de dissidence, pour que le parti républicain perde la majorité. Il n'y a donc ni pour le présent, ni même pour l'avenir, une majorité durable de gouvernement à espérer, ni de la droite, ni de la gauche, réduites à leurs seules forces. Il faut que toutes les fractions vraiment et sincèrement

constitutionnelles, de gauche et de droite, s'entendent sur un programme bien défini pour former une majorité de conciliation. C'est la première et la plus importante question à résoudre dans la prochaine session. En attendant, nous ne croyons pas qu'il existe au sénat une majorité même de résistance, et, au besoin, de dissolution, ce qui d'ailleurs ne nous rassurerait pas du tout sur l'avenir de nos institutions; ce n'est pas la lutte entre les deux chambres, c'est l'entente qui est à désirer. La dissolution n'est qu'une mesure extrême imposée à un gouvernement par la nécessité.

La chambre des députés n'offre pas le même spectacle d'une assemblée partagée en deux moitiés presque égales. Le parti républicain y compte pour les trois quarts environ, et la minorité y est profondément divisée en constitutionnels, légitimistes intransigeans, et bonapartistes qui en forment le groupe le plus nombreux de beaucoup. C'est ce parti qui prend surtout la parole dans la minorité, et on sait avec quel aplomb, quel oubli du passé, quelle confiance dans l'avenir il s'en sert pour glorifier l'empire et dénigrer la république. On pourrait dire que, sauf quelques brillantes individualités plus ardentes à défendre la religion que la monarchie, la lutte n'existe guère qu'entre le parti républicain et le parti de l'empire. La chambre des députés ainsi composée, on pouvait espérer, ce semble, une majorité toute faite d'avance pour y soutenir le gouvernement de la république constitutionnelle. Les premiers débats, et surtout les manœuvres parlementaires qui les ont préparés, ont bien vite montré que la situation n'est point aussi simple. D'abord, au lieu de s'expliquer immédiatement sur le programme du nouveau gouvernement porté à la tribune par le nouveau ministère, ce qui était la question urgente, la majorité républicaine s'est laissé égarer dans des questions rétrospectives et dangereuses, comme l'amnistie, ou dans des questions de personnes et de partis, comme l'annulation de certaines élections. Elle en est encore là, et jusqu'ici aucune importante discussion de politique spéculative ou de politique pratique n'a révélé le talent, la portée d'intelligence, la science des affaires, l'élévation d'idées et de sentimens qui font l'honneur et la valeur des grandes assemblées. Tout ce qu'il est possible de constater dans ces discussions personnelles et passionnées, c'est un assez vif esprit de parti contre toute élection non républicaine et de violentes rancunes contre les candidatures dites cléricales. N'y eût-il, dans ces invalidations trop fréquentes d'élections antipathiques et dans ces validations invariables d'élections sympathiques, que des justices sévèrement égales, c'est ce que nous n'oserions affirmer. Ce qui ressort de ces débats, c'est une véritable colère contre l'action des préfets et des maires de *l'ordre moral*, et une méfiance extrême contre le clergé qui, en réclamant le droit de se mêler des

élections, entreprend, dit-on, une croisade contre les libertés et les idées modernes.

En attendant que la majorité républicaine de la chambre des députés nous permette de la juger sur ses paroles et sur ses actes, nous ne croyons pas risquer de nous tromper en la décomposant dans ses groupes divers. Ce qui saute aux yeux tout d'abord, c'est que ces groupes, parfaitement unis contre les adversaires de la république, ne s'entendent ni sur l'application du principe républicain, ni sur le choix des fonctionnaires chargés de le pratiquer. Il y a en premier lieu le groupe des radicaux intransigeans qui se disent les seuls vrais républicains, et que nous nous contentons de considérer comme les seuls vrais radicaux, dans le sens propre du mot. Adversaires et amis, adversaires surtout, ont tellement abusé de ce qualificatif, dans la lutte des partis, qu'il est impossible de s'entendre sur le classement des groupes, avant de l'avoir nettement défini. Radical, socialiste, jacobin, révolutionnaire, c'est tout un pour le public, qui confond toutes ces variétés de l'espèce intransigeante, parce qu'il les voit réunies le plus souvent dans l'action, sous le drapeau de la république. En y regardant de près, les différences sont visibles. Le révolutionnaire est pour les coups de force, d'en bas surtout, d'en haut au besoin, qui changent brusquement la constitution d'un pays, au risque de le jeter dans l'anarchie. Le jacobin, le lendemain de la révolution qu'il a contribué à faire, entreprend de rétablir l'ordre par la dictature et la toute-puissance de l'état, à l'exemple des montagnards de notre grande révolution. Le socialiste, préoccupé des questions dites sociales, subordonne toute forme politique à la solution de ces questions; c'est pourquoi on le trouve partout, dans les rangs des partis monarchiques, surtout du parti bonapartiste, comme dans ceux du parti républicain. Le vrai radical est le républicain qui pousse le principe à toutes ses conséquences, sans trop se soucier des difficultés pratiques qui peuvent arrêter son imperturbable logique. Noble espèce de politique s'il en fut, qui a toujours les yeux fixés sur l'idéal, et qui répéterait volontiers avec M. Royer-Collard : « Ce n'est qu'un fait, je le méprise. » Le radicalisme est la politique de l'absolu; c'est-à-dire qu'il est plutôt une école qu'un parti, et a sa place dans la philosophie plutôt que dans la politique pratique. Pris dans un sens rigoureux, le radicalisme n'est point propre au parti républicain; il peut convenir tout autant au parti monarchique intransigeant. Si l'un réclame le principe électif avec toutes ses conséquences, l'autre réclame, également avec toutes ses conséquences, le principe d'autorité traditionnelle. C'est d'un côté la démocratie, de l'autre la monarchie à outrance, c'est-à-dire l'application rigoureuse d'un principe, d'une idée, d'un droit absolu; c'est ce que les radicaux de

gauche et de droite appellent la logique et la vérité. MM. de Lorgeril, de Franclieu, de la Rochette, plus violent encore que son père contre les constitutionnels du centre droit, pourraient sourire de se voir ainsi classer; ils n'en sont pas moins radicaux sans le savoir. MM. Louis Blanc, Madier de Montjau, Marcou, Turigny, ne peuvent s'en plaindre; si cela fait leur faiblesse et leur impuissance en pratique, cela fait aussi leur force et leur honneur en théorie. Et si l'on voulait chercher des types de l'espèce, en dehors des partis politiques, combien n'en trouverait-on point parmi les écrivains, les poètes, les moralistes, les philosophes, tous plus occupés à contempler l'idéal qu'à bien observer la réalité! Quel penseur de nos jours n'a pas fait son petit voyage dans le pays des utopies, et qui pourrait parler sans respect d'une école qui compte dans l'histoire des héros et des martyrs, sinon des hommes d'état?

Après cette parenthèse, revenons à la chambre des députés, à la majorité républicaine et au groupe radical. Ce groupe se distingue essentiellement des deux autres, la gauche et le centre gauche, en ce qu'il n'accepte la constitution qu'on lui a fait voter malgré lui, que provisoirement et pour la remplacer, quand l'heure sera venue, par une autre fondée sur des bases toutes différentes. Pas de suspension ni de dissolution de l'assemblée élue par le suffrage universel, pas de président irrévocable, encore moins rééligible, pas de sénat; une assemblée unique et souveraine qui n'a à compter qu'avec le pays, la république mise au-dessus, non-seulement du droit parlementaire, mais même au-dessus du droit populaire, en un mot le gouvernement de la démocratie absolue, sans un seul de ces correctifs, sans une seule de ces garanties dites conservatrices qui l'énervent, la paralysent et l'humilient : tel est le programme constitutionnel des radicaux. Le nombre de ces radicaux, nous en convenons, n'est pas considérable dans les chambres actuelles, il est plus redoutable par la parole que par le vote; mais il ne faut point oublier que c'est l'état-major d'une grande armée qui se recrute dans les centres de population ouvrière, à Paris, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à Lille, dans le peuple des villes de quelque importance, et enfin partout où il y a des ateliers et des usines. Si le parti radical compte peu par le nombre dans les votes parlementaires, il compte pour beaucoup dans les élections populaires, où il fait prévaloir ses candidatures ou les candidatures d'une nuance républicaine moins colorée, quand il ne dispose pas de la majorité. Les autres groupes le savent par expérience, et doivent ménager ce parti, sous peine de ne plus retrouver, dans la mêlée électorale, l'appoint dont ils ont besoin pour s'assurer le succès. Quand donc des voix républicaines s'élèvent dans le parti républicain contre une alliance qu'on trouve compromettante et dange-

reuse pour l'avenir de la république, les députés, futurs candidats, qui savent ce qu'il en coûte de rompre avec un parti aussi puissant et aussi actif, font la sourde oreille, et n'en maintiennent pas moins le pacte d'union des gauches, non sans regret peut-être et sans appréhension. Voilà comment l'existence, l'action et l'influence de ce groupe, au sein de la majorité républicaine a été, est, et sera encore, nous le craignons, le premier obstacle à la formation d'une majorité de gouvernement sous la république.

Vient ensuite la fraction dite de l'union républicaine, aujourd'hui distincte de la fraction radicale des intransigeans. Ce groupe, considérable par le nombre et l'ardeur de ses soldats, par le talent et l'habileté de son chef, peut bien avoir conservé au fond les principes et les passions du radicalisme militant. Il a trop longtemps vécu en société intime avec le groupe radical pur, il a trop besoin de son concours dans les élections populaires pour pouvoir rompre avec ce groupe; mais, s'il sent et pense comme lui sur les questions de principes et de réformes, il croit devoir agir autrement sous l'empire des nécessités politiques, qu'il comprend mieux. Y a-t-il dans cette différence de conduite autre chose qu'une question de temps et de mesure? On peut le croire, après la déclaration répétée des chefs les plus habiles et les plus autorisés du groupe de l'union républicaine : « La démocratie ira lentement, mais sûrement, à toutes les conséquences de son principe. » M. Gambetta lui-même, dont l'esprit, nous aimons à lui rendre cette justice, n'a rien d'un rêveur radical, et qui personnellement est homme à se prêter à toutes les transactions, à tous les ajournemens nécessaires au succès de sa cause, ne s'est jamais prononcé contre les théories radicales de ses alliés moins accommodans. N'a-t-il pas refusé, à Belleville, de se séparer d'un parti qui compte même des amis de la commune dans son sein? Certains de ses partisans les plus dévoués s'étonnent et regrettent de voir un chef aussi avisé en politique, aussi peu esclave des formules abstraites, aussi libre de préjugés et de passions, malgré la fougue de son tempérament, de le voir, dis-je, rester fidèle à sa vieille et dangereuse clientèle. Pour nous, nous n'éprouvons point la même surprise en pensant que M. Gambetta, épris comme il l'est du prestige de la puissance, ne peut pas se priver d'une force populaire dont il croit toujours avoir besoin, à tel moment de son rôle d'opposition ou de gouvernement.

L'union républicaine est devenue, grâce aux dernières élections, le groupe le plus considérable de la majorité républicaine, après la fraction toutefois qui a gardé, dans la chambre actuelle, son nom de gauche républicaine. C'est celle-ci qui a le plus gagné à ces élections. A elle seule, elle forme maintenant presque la moitié de l'assemblée. Avec le centre gauche, si réduit qu'il ait été, elle suffirait

peut-être pour faire une majorité homogène, une vraie majorité de gouvernement. Malheureusement, si l'on en juge par son attitude dans les débats de cette première session, et particulièrement à propos des invalidations, des enquêtes et des questions qui touchent à l'ingérence du clergé dans les élections, elle a des préjugés et surtout des passions qu'il eût fallu laisser sur le champ de bataille électoral. On voit que les nouveaux députés qui composent ce groupe ont rapporté de la lutte des impressions de mauvaise humeur, même de colère contre les candidatures soi-disant officielles et cléricales. Les intentions sont excellentes, les sentimens sont généreux : on veut la république, la liberté, le progrès avec et par la constitution; mais les idées n'ont pas toute la maturité, toute la précision désirable. Ce groupe, où l'on compte tant de députés nouveaux, manque naturellement d'expérience dans les questions de politique pratique, sans avoir une science profonde des questions de haute politique. On ne peut rien affirmer de certain d'une assemblée et d'un groupe qui n'ont point encore abordé les grands principes et les grandes affaires; mais, à s'en tenir aux apparences, il semblerait que les esprits élevés n'y sont guère plus nombreux que les hommes d'affaires.

En tout cas, ce groupe auquel la modération et la sagesse ne font certainement pas défaut, ne nous paraît point avoir parfaitement compris la politique que commande la situation. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que le ministère dont M. Dufaure est le président est la dernière ressource du maréchal de Mac-Mahon et le dernier mot du gouvernement de la république constitutionnelle. Le président, si les circonstances l'exigent, pourrait prendre dans la gauche républicaine des ministres dont l'avénement au pouvoir n'aurait pas de quoi inquiéter les intérêts conservateurs; mais nous doutons qu'aucun des ministères de gauche ait plus d'autorité que le ministère actuel pour rallier une majorité, et offre en même temps plus de garanties de politique libérale aux républicains les plus ombrageux. Que peut-on craindre, en fait de mesures réactionnaires, que ne peut-on espérer en fait de réformes acceptables, de conservateurs comme MM. Dufaure, Say, Waddington, Christophle et de Marcère? Et alors, pourquoi la gauche républicaine n'a-t-elle soutenu le ministère de M. Dufaure qu'avec une certaine hésitation, en lui faisant sans cesse des conditions, en lui arrachant des concessions qui ne sont pas de nature à fortifier le pouvoir et à rendre facile la gestion des affaires? Ainsi, dans la question de l'amnistie, tout en repoussant la conclusion du parti radical, la gauche a laissé une porte ouverte à la politique de faiblesse par une série d'amendemens sur la cessation des poursuites, sur la suppression des conseils de guerre, qui avaient pour conséquence l'inégalité de

juridiction pour les prévenus. Ainsi, dans la loi municipale, elle a imposé au gouvernement libéral, mais conservateur, de M. Dufaure l'élection des maires par l'immense majorité des conseils municipaux, concession qui n'eût peut-être pas été acceptée par le sénat, si la sagesse de celui-ci n'eût voulu éviter une crise, même en désarmant le pouvoir, comme l'ont si bien démontré M. Grivart et M. Bocher. Ainsi encore, maîtresse absolue dans la commission du budget, la gauche républicaine, d'accord avec la gauche radicale, a refusé au ministre de la guerre les crédits affectés aux aumôniers militaires, sans s'assurer si la suppression de ces aumôniers ne rendait pas aux soldats la pratique des devoirs religieux plus difficile; elle a refusé au ministre de la justice le modeste supplément demandé pour les prêtres desservans, quand elle accorde, avec grande raison et toute justice, tout ce que demande le ministre de l'instruction publique pour les besoins de la science et de l'enseignement. La justice pour tous les services et la sympathie pour tous les besoins, n'est-ce pas une bonne manière de faire aimer la république, comme l'a si bien dit M. Jules Simon?

Quant au centre gauche de la chambre des députés, il a plus que la gauche le sentiment des nécessités de la situation et l'intelligence pratique des affaires. Il n'a pas sur les choses et les personnes les préjugés et les préventions de la gauche; il n'a ni sur la monarchie, ni sur la religion, ni sur l'église, ni sur le parti clérical les mêmes dédains ou les mêmes appréhensions que l'extrême gauche et même que la gauche, il ne mêle pas, dans sa politique, le sacré au profane, la théologie à la pratique des affaires. Ce n'est point à dire qu'il ait plus de foi dans le *Syllabus* que les autres groupes républicains; mais il ne fait point entrer dans son programme la guerre aux doctrines de la cour de Rome. Il a le respect des choses du passé, alors même qu'il n'en a plus le goût; ce n'est pas le républicain du centre gauche qui oublierait que la monarchie des Bourbons a fait la France, et que la religion est encore aujourd'hui la grande école de morale populaire. Il paraît donc naturellement appelé par ses aptitudes au gouvernement de la république libérale et conservatrice; seulement le nombre lui manque, dans le pays et dans la chambre des députés. Si sa politique est toujours le mot d'ordre de la majorité républicaine, il n'est plus le groupe prépondérant auquel viennent se rallier les autres groupes : il n'a plus le poids du nombre, outre l'autorité de son programme, comme dans l'ancienne assemblée. Il n'est pas resté sur le champ de bataille dans la lutte électorale, comme les trois groupes de la droite, mais il en est sorti mutilé et diminué, en sorte qu'il compte plus aujourd'hui par l'influence et l'activité de ses chefs que par le nombre et l'ardeur de ses soldats. Il semble qu'il ait maintenant la conscience

de sa faiblesse, comme il avait alors le sentiment de sa force. S'il peut encore montrer au public un assez respectable bataillon par l'adjonction d'un certain nombre de membres de la gauche pure, il sent que c'est plutôt une cause de faiblesse que de force, puisque cette adjonction ne fait que paralyser ou tout au moins énerver son initiative propre, quand il s'agit de délibérer ou de voter en commun. Aussi peut-on dire que son action a été peu sensible dans les débats qui ont marqué la première session. C'est là une grave lacune dans la majorité républicaine. On voit bien que le centre gauche ne pèse plus autant sur la gauche pour la maintenir dans la politique de conservation. On voit au contraire que c'est la gauche radicale qui pèse sur cette dernière pour l'entraîner dans son orbite. Si le centre gauche n'eût pas perdu aux élections ce que la gauche pure et la gauche radicale ont gagné, il est à croire qu'une majorité de gouvernement se fût formée dès le début de la session. Les élections faites sous l'empire d'un double mot d'ordre : vive la république et guerre aux cléricaux, n'ont point favorisé le parti d'hommes sensés, pratiques, sans fanatisme politique, qui avait fait avec la république un mariage de raison plutôt que de sentiment. Le suffrage universel, selon son habitude, a méconnu les nuances; il a souvent préféré la passion et la fougue à la sagesse et à l'expérience. Il a envoyé à Versailles une chambre encore plus jeune par l'inexpérience que par l'âge, mais pleine de bonne volonté, à laquelle il ne faut que montrer la voie du salut pour qu'elle la suive. C'est donc tout à la fois une question de direction et d'éducation pour la solution de laquelle les chefs parlementaires auront un grand pouvoir et une grave responsabilité.

Une majorité de gouvernement est donc encore à former dans la chambre des députés. L'obstacle, si notre analyse est exacte, est l'union, maintenue jusqu'ici plus étroitement que jamais, des trois gauches. Si l'habile et hardi chef de l'union républicaine eût réussi dans sa tentative de fusion de tous ces groupes, il eût pu faire un coup de maître au profit de son parti, qui prenait ainsi une importance toute nouvelle; mais il eût certainement rendu impossible cette majorité de gouvernement qui, pour nous, est le seul dénoûment désirable de la situation. Comment comprendre une pareille majorité où serait l'extrême gauche et où le centre droit constitutionnel ne serait pas? Jusqu'ici le centre gauche et la gauche ont résisté à cette fusion et ont repoussé les *réunions plénières* qui devaient la consommer. Que serait devenu le gouvernement parlementaire avec ces réunions? C'est là que se serait jouée la véritable pièce, dont les débats publics n'eussent été que la parade, seulement la parade après la pièce, ce qui lui eût fait perdre tout son intérêt. Malheureusement, en refusant la fusion, la gauche et

le centre gauche ont accepté de resserrer l'union, en établissant entre les bureaux et les comités de direction une communication plus intime et plus constante que par le passé; cela suffit pour faire espérer à M. Gambetta que le succès de son entreprise pourrait bien n'être qu'ajourné. En effet, les relations sont si suivies et si étroites entre les deux fractions les plus nombreuses du parti républicain, les divergences d'opinion se réduisent tellement à des dissentimens de conduite, à de simples questions d'opportunité, que le jour peut être prévu où, sous la pression des comités électoraux du dehors, sous l'impression des votes de résistance du sénat, le parti républicain, sauf quelques membres du centre gauche assez fermes pour résister à l'entraînement général, réaliserait enfin cette unité tant désirée par les radicaux habiles et leur chef, qui deviendrait alors le vrai général de cette grande armée. Ce jour-là, bien des républicains pourraient pousser des cris de joie; mais il en est encore qui ne verraient dans cette fusion que la ruine de la république constitutionnelle et conservatrice, celle-là même dont M. Thiers a dit qu'elle était la seule république possible. On devine facilement quel gouvernement nous ramènerait toute autre république. Grâce à Dieu, la fusion des groupes républicains n'est qu'une hypothèse peu probable. Si la première session des chambres n'a pas tranché la question dans le sens d'une majorité de gouvernement, elle l'a laissée entière à la session prochaine, avec de sérieuses chances de succès pour cette dernière solution.

II.

Comment cette session a-t-elle ainsi trompé les espérances des amis de la république constitutionnelle? Comment l'établissement de cette république, confirmé et consacré par le suffrage universel, n'a-t-il point mis fin aux vieilles luttes des partis, et débarrassé la marche du gouvernement des obstacles accumulés sur ses pas par les passions et les intrigues politiques? Comment enfin est-ce encore aujourd'hui un problème de savoir si la machine constitutionnelle pourra fonctionner sans secousses et sans accidens grâce à une majorité qui, tout en pouvant changer de conduite, selon les circonstances, reste fixe ou à peu près dans les élémens qui la composent et dans les principes qui la dirigent? Évidemment le caractère des élections faites sur un mot d'ordre est la principale cause des embarras parlementaires; mais ces élections elles-mêmes n'ont-elles pas leur cause dans la situation politique où l'assemblée précédente avait laissé le pays? Voilà ce que l'histoire parlementaire des cinq dernières années pourrait seule expliquer. Tout se tient et s'enchaîne dans la série des événemens et des situations qui se sont

succédé depuis l'élection de l'assemblée nationale jusqu'aux élections d'où sont sorties les chambres actuelles. L'assemblée de 1871 avait été élue pour faire la paix dont le pays sentait profondément le besoin, et pour substituer à la dictature du gouvernement de la défense nationale un gouvernement qui, sous un titre ou sous un autre, remît la France sur ses pieds et lui permît de reprendre ses forces. De là ce pacte de Bordeaux qui réunit tous les partis dans un commun effort de patriotisme, sous la direction de l'illustre chef dont nul parti, nous ne parlons pas des factions, ne s'avisa de contester la mission d'ordre et de salut. Ce fut un grand et consolant spectacle, dans nos plus cruels jours d'épreuve, au lendemain de nos affreux désastres, que cette véritable trêve de Dieu où la voix de la patrie mutilée et encore saignante de ses plaies se fit seule entendre dans les débats parlementaires, pendant la première année de la présidence de M. Thiers. Cette assemblée, tôt ou tard on lui rendra cette justice, ne montra alors d'autre passion que celle du bien public. Il nous souvient qu'on s'abordait, qu'on se parlait, qu'on se traitait en frères, enfans de la mère commune, non en ennemis enfermés dans leurs camps, se lançant l'injure et le défi, en attendant le moment de la bataille, sans trêve ni merci. Nous aimions d'autant plus cette patrie qu'elle était plus malheureuse. Et nous ne pouvions regarder ces nobles vaincus, plusieurs encore tout sanglans, que le suffrage universel était allé chercher sur le champ de bataille, sans saluer en eux l'image de la France elle-même. Ce n'était pas le bon temps, assurément, de notre vie parlementaire, que celui où nous travaillions sur des ruines, en face de l'étranger campé sur notre territoire; mais alors du moins nous sentions que tout pouvait se réparer par l'union de tous les cœurs vraiment patriotes.

Cette trêve fut féconde en lois utiles, en décrets nécessaires, en résolutions décisives; mais elle ne dura pas même jusqu'à la libération du territoire. La paix conclue, la guerre civile terminée, l'ordre partout maintenu, l'administration réorganisée, chaque parti, sous les yeux même de l'étranger, retrouva ses préjugés, ses passions, son égoïsme, dès qu'on vit approcher le moment où le pays réclamerait un gouvernement définitif. M. Thiers eut la sagesse de prévoir et la volonté de prévenir une crise qui pouvait faire retomber la France dans l'anarchie et la dictature, en conviant à faire avec lui le seul gouvernement possible. M. Thiers put se tromper de moment, mais l'événement prouva qu'il avait vu juste dans ce patriotique message, auquel on ne peut reprocher que d'avoir devancé la suprême décision de l'assemblée. Celle-ci, sans être pressée d'arriver au dénoûment de la crise constitutionnelle, n'avait pas cessé, en majorité du moins, de songer à la res-

tauration de la monarchie; mais elle voulait attendre le moment où elle pourrait, en la rendant acceptable, la faire accepter au pays. Elle ne pardonna point à M. Thiers d'avoir rompu aussi brusquement le pacte de Bordeaux, qui ne pouvait suffire plus longtemps au pays, et saisissant le prétexte de la partialité du président pour le parti républicain, et même de sa prétendue faiblesse pour le parti radical, elle le renversa et le remplaça dans la nuit du 24 mai 1873.

Le gouvernement qui succéda à celui de M. Thiers rencontra, dès le début, une difficulté insurmontable : l'impossibilité de gouverner avec la majorité de coalition qui avait renversé l'ancien président. Plusieurs des chefs parlementaires de cette majorité, notamment les ennemis irréconciliables de l'empire, tels que M. d'Audiffret-Pasquier, parlaient tout haut d'un rapprochement nécessaire avec le parti républicain; le chef du nouveau ministère ne le crut pas possible. Ce n'est pas seulement parce que le sentiment réciproque des conservateurs et des républicains n'était point la confiance; mais comment tenter, après la journée parlementaire du 24 mai, une conciliation qu'on eût eu beaucoup de peine à opérer auparavant? Le centre gauche, le seul avec lequel on pût négocier, si près qu'il fût de s'entendre avec le centre droit sur les principes d'une politique conservatrice, pouvait à la rigueur se résigner par patriotisme à la chute du président qui avait toutes ses sympathies : il ne pouvait traiter avec le parti victorieux que sur la base de l'établissement de la république. C'était non-seulement sauver l'honneur du parti, mais convertir la défaite du 24 mai en une grande victoire. Aucune fraction de la droite n'en était là, tout au contraire. M. Thiers n'eut pas plutôt quitté le pouvoir que la fraction impatiente de la droite crut le moment venu de rétablir la monarchie traditionnelle, se mit tout de suite en campagne après la visite du comte de Paris à Frohsdorf, et finit par entraîner, sauf le groupe bonapartiste, tout le parti monarchique dans son entreprise, malgré les hésitations très réelles du gouvernement et de ses amis les plus dévoués. On sait comment cette entreprise fut arrêtée par une lettre du comte de Chambord. S'il se fût prêté aux concessions demandées par les amis de la monarchie constitutionnelle, eût-on réussi à faire cette monarchie à quelques voix de majorité? Cela est fort douteux. Le moment était passé où le pays, dégoûté de l'empire, qui avait failli le perdre, et de la république, qui n'avait pu le sauver, l'imagination frappée par les désastres de la guerre étrangère et de la guerre civile, eût vu sans enthousiasme, mais sans résistance, s'accomplir la restauration de la monarchie des Bourbons. Entre les mains habiles d'un président conservateur, la république avait repris faveur, et l'on commençait à comprendre que son nom n'est pas synonyme

d'anarchie. Quant au parlement, à mesure que l'heure de la grande décision approchait, les illusions se dissipaient sur le chiffre de la majorité monarchique.

Quoi qu'il en soit, la question posée devant le pays entre la restauration de la monarchie et le maintien de la république avait classé les partis : d'un côté le centre droit, la droite et l'extrême droite, de l'autre le centre gauche, la gauche et l'extrême gauche dite l'union républicaine; à part, le petit groupe des partisans de l'empire qui devait se porter tantôt à droite, tantôt à gauche, pour prolonger le provisoire, l'anarchie parlementaire, dont lui seul devait profiter. La situation politique, à partir de ce moment, était déjà mauvaise, sinon irrémédiable. Nous disons mauvaise, parce qu'elle rendait toute majorité de conciliation impossible. Il ne pouvait plus y avoir, et il n'y eut réellement plus que des majorités d'occasion et de coalition. D'ailleurs elle n'était pas meilleure dans le pays que dans le parlement. Les partisans sensés de la monarchie, qui la voyaient impossible, eussent dès lors concouru, comme on les y conviait, à l'établissement de la république, que les partis parlementaires eussent pu difficilement empêcher que la question de monarchie ou de république ne primât toutes les autres. Déjà, comme plus tard, les électeurs n'eussent vu que les deux drapeaux opposés et eussent impitoyablement écarté tous les candidats suspects de sympathies monarchiques, en dépit de leurs derniers votes et de leurs professions de foi sincèrement constitutionnelles. En tout cas, la coalition était forcée, à droite comme à gauche, dans le parlement; M. de Broglie dut épuiser toutes les ressources de sa fine et subtile politique à maintenir le faisceau de la majorité du 24 mai, toujours prêt à se rompre, et il ne put réussir qu'au prix d'un remaniement du personnel administratif et municipal, dans lequel le parti bonapartiste eut une trop large part. Il vit bientôt ce qu'allait devenir cette majorité de coalition, quand il proposa l'établissement incomplet et toujours provisoire d'un gouvernement défini sous le nom de septennat. Si ce fut son expiation du 24 mai, ce fut aussi son honneur d'être tombé, lui également, sous les coups d'une coalition dont les bonapartistes et les légitimistes intransigeans firent l'appoint, sur une question de priorité d'une loi constitutionnelle.

L'anarchie parlementaire se prolongea sous le ministère suivant jusqu'au moment où, le pays commençant à perdre patience et le parti de l'empire devenant de plus en plus menaçant au dehors, il fut manifeste pour tous les esprits sensés et prévoyans, à droite comme à gauche, que l'empire allait se refaire, si l'assemblée ne se hâtait de donner un gouvernement définitif au pays. Une majorité de coalition, mais cette fois de coalition patriotique, se forma tout

à coup et fit en quelques jours une constitution qui paraissait la veille impossible aux partis acharnés à maintenir le provisoire et l'anarchie. La république reconnue et la constitution faite, il semblait que le moment fût enfin venu de former une majorité constitutionnelle et conservatrice sur la base même des institutions votées par l'assemblée. On put le croire un instant lorsqu'on vit se former un ministère où entraient MM. Dufaure et Léon Say à côté de MM. Buffet et de Meaux. N'avait-on pas enfin résolu le problème de la conjonction des centres? Que la majorité qui avait voté la république dût devenir la majorité de gouvernement, y compris l'extrême gauche, à l'exclusion de tous ceux qui n'y avaient pas concouru, alors qu'il s'agissait de préparer les élections des chambres qui devaient faire fonctionner les nouvelles institutions, c'était trop demander au centre droit dont le concours avait été nécessaire. Ni M. Dufaure ni M. Léon Say n'ont jamais admis cette prétention exagérée du parti républicain. Évidemment il fallait former une nouvelle majorité en y faisant entrer tous ceux qui acceptaient franchement la république constitutionnelle, qu'ils l'eussent votée ou non, en n'excluant, soit à droite, soit à gauche, que les groupes qui n'en voulaient pas ou la voulaient tout autre qu'elle n'avait été faite. Malheureusement, ni le chef du cabinet, ni le parti républicain, ni le groupe conservateur constitutionnel, ne se prêtèrent à cette politique de conciliation. Les trois fractions de la gauche qui avaient obtenu par leur union le résultat poursuivi avec autant d'habileté que de persévérance ne voulurent point rompre cette union après la victoire. Déjà elles voyaient venir les élections et n'entendaient pas se séparer avant la lutte électorale. Le groupe conservateur constitutionnel, de son côté, hésitait, par les mêmes raisons, à se séparer du groupe qui persistait à repousser la constitution. Lui aussi, comptant peu sur l'appui des conservateurs républicains aux prochaines élections, ne voulait pas se présenter seul devant le pays, et croyait devoir ménager les autres groupes monarchiques. D'ailleurs, après le sacrifice nécessaire, mais douloureux, qu'il venait de faire de ses convictions et de ses espérances monarchiques, il répugnait à rompre avec les collègues en compagnie desquels il avait si longtemps vécu et combattu contre les fractions ardentes du parti républicain. C'est alors qu'on vit M. Buffet, plus défiant que jamais pour ses adversaires de la veille, devenus ses alliés du jour dans la campagne constitutionnelle où il eut le premier rôle, pratiquer la trop ingénieuse idée de gouverner et d'administrer la république avec le concours de l'ancienne majorité conservatrice, y compris le groupe bonapartiste, et à l'exclusion d'à peu près toutes les fractions de la gauche, dont l'alliance maintenue lui por-

tait ombrage. Et voilà comment le président du cabinet, qui, plus que personne, avait contribué à faire la constitution, devint, après cette mémorable campagne, le ministre le plus attaqué, le plus injurié, le plus calomnié même, par le parti auquel il avait donné la victoire, et le plus impopulaire parmi les électeurs, qui ne purent comprendre comment le ministre ainsi poursuivi par la haine des républicains pouvait être dévoué à la république constitutionnelle, devenue la loi du pays.

Cette rare impopularité du ministre qui devait présider aux élections ne suffirait pas à en expliquer le résultat, si désastreux pour les conservateurs amis de la liberté et de la constitution, du moins quant à la chambre des députés. La cause du parti conservateur était perdue d'avance, et le nom de son chef ne fit qu'en rendre la défaite plus complète. Ce n'est pas ce nom seul qui a « porté malheur à ses amis, » c'est l'anarchie parlementaire, qui, après le vote des lois constitutionnelles, n'avait fait que s'accroître dans les rangs de la droite, c'est surtout la question de la monarchie et de la république restée à l'ordre du jour, et ravivée par l'attitude de M. Buffet. Chaque fois qu'un appel général est fait à un corps électoral, surtout au suffrage universel, les élections, dans notre pays particulièrement, se font sur un mot d'ordre. Si le mot d'ordre est juste, les élections sont bonnes, que le suffrage universel en ait conscience ou non; s'il est faux, elles sont mauvaises. En 1871, c'était la paix et la légalité; en 1876, ce fut la république et la liberté de conscience. La devise n'était pas mauvaise en elle-même; mais elle devenait fausse et dangereuse par l'exaltation des passions populaires qui la traduisaient brutalement par le cri d'*à bas les monarchistes et les cléricaux!* Voilà comment les élections de 1876, libres de toute influence gouvernementale, mais livrées à l'ardente initiative des comités, dépassèrent, on peut l'affirmer maintenant, la mesure exacte des nécessités de la situation. L'intérêt du pays voulait une chambre des députés républicaine, constitutionnelle, conservatrice et libérale. Républicaine, les élections ont comblé, sous ce rapport, les amis même passionnés de la république. Quant au reste, il faudrait être pessimiste pour désespérer de le voir venir, grâce à l'expérience qu'acquerra bien vite la chambre actuelle dans la pratique des institutions et des affaires, grâce surtout à la salutaire pression de l'opinion du pays, affamé d'ordre et de repos; mais il faudrait une forte dose d'optimisme pour y compter d'avance, sur les premiers signes de vie parlementaire donnés dans la session qui vient de finir.

III.

Ce retour sur le passé nous a paru nécessaire pour faire comprendre les difficultés de la situation présente. On a vu comment l'assemblée nationale a conduit le pays aux élections sans en avoir préparé le terrain en formant d'avance une majorité de gouvernement. Depuis la trêve de Bordeaux, où l'assemblée nationale entière, sauf de rares et obscures exceptions, s'associa à l'œuvre de réparation et de réorganisation dirigée par M. Thiers, il n'y eut guère que des majorités de coalition, plutôt faites pour renverser que pour édifier. Il ne se forma jamais une de ces majorités où les nuances se confondent pour faire un grand parti de gouvernement. A gauche comme à droite, ce fut toujours sur un mot, sur un nom plutôt que sur un programme, que des partis profondément divisés se réunirent. A gauche, on s'entendait sur le mot de république, sans s'entendre beaucoup sur tout le reste. A droite, on semblait s'entendre sur les mots d'ordre moral et de péril social, sans être le moins du monde d'accord sur toute autre chose. Entre la république de MM. Louis Blanc, Naquet, Marcou et celle de MM. Thiers, Dufaure, Léon Say, Jules Simon, qu'y a-t-il de commun, sinon l'étiquette? Qu'y a-t-il également de commun sinon le mot, entre la politique conservatrice de MM. d'Audiffret-Pasquier, Bocher, de Broglie, Buffet, et celle de MM. de Franclieu et de Lorgeril, ou bien encore celle de MM. Rouher, Raoul Duval et Gavini? Et cet imbroglio continue, et le nuage s'épaissit chaque jour davantage, et l'écheveau politique s'embrouille de plus en plus, à mesure que le dénoûment approche. Cette assemblée, à laquelle on ne saurait refuser ni le patriotisme ni l'intelligence, quand on a connu les membres qui la composaient, après avoir erré d'aventure en aventure, d'illusion en illusion, de surprise en surprise, tombe enfin sans programme défini, sans majorité faite, au milieu de la crise électorale dont elle n'a su ni prévoir ni prévenir les suites. Rien de ce qu'elle a fait de bon, d'utile au pays ne lui profite aux élections, parce qu'elle n'a rien su faire à temps et de bonne grâce.

Le problème que l'assemblée nationale n'a pas su résoudre, les chambres actuelles ne l'ont point encore résolu, même avec la majorité qui est sortie des dernières élections. Le suffrage universel a envoyé au palais de Versailles une majorité républicaine et anticléricale, conformément au mot d'ordre qui a parcouru ses rangs, sans se soucier ni des nuances de parti, ni des questions de politique constitutionnelle. Sauf ces deux points, qui font un véritable mandat impératif, il laisse toute liberté à ses élus. C'est donc à leur bon sens et à leur patriotisme qu'il se confie pour qu'ils

voient et formulent nettement la politique qui doit inspirer et diriger le gouvernement de la république. M. Dufaure le disait un jour, en répondant aux républicains qui ne voulaient pas d'autre majorité que celle qui avait voté la république et la constitution : ce n'est point là un programme politique suffisant. Comment gouverner? On ne gouverne qu'avec un programme et avec une majorité : deux choses inséparables, puisqu'il ne peut y avoir de majorité de gouvernement que sur un programme net, précis, complet, pour la situation présente, bien entendu, formulé par le gouvernement lui-même et débattu dans les chambres. Quel peut être ce programme? Ce n'est pas nous qui aurions la sotte prétention d'offrir à des assemblées où nous retrouverions nos maîtres quoi que ce soit qui ressemble à un conseil politique. Nous ne nous faisons ici que l'écho de ce patriotisme et de ce bon sens que l'esprit de parti et de coterie fait parfois oublier aux plus sages. Le programme de gouvernement que nous appelons de nos vœux est celui même que le ministre actuel a nettement affirmé dans la déclaration par laquelle il a ouvert la première session des chambres : c'est le programme d'une politique républicaine, constitutionnelle, conservatrice et libérale, que nous demandons seulement la permission d'expliquer par un commentaire.

Une politique républicaine, — n'est-ce pas une vérité inutile à dire sous un gouvernement républicain? — sans doute, mais le pays, depuis que son gouvernement s'appelle république, a passé par tant de situations équivoques, la république provisoire pendant le pacte de Bordeaux, la république du septennat après la tentative de restauration monarchique, même la république constitutionnelle administrée par ses adversaires, qu'il est fort opportun de rappeler que le gouvernement républicain doit être servi avec bonne grâce et sincérité par ses représentans et ses agens, dans l'ordre des fonctions politiques. En l'exigeant de tous, le gouvernement républicain ne fait strictement que son devoir, et le pays ne comprendrait point qu'il laissât continuer le système des malentendus volontaires, des réserves habiles, des complaisances sympathiques pour les partis hostiles à la constitution. C'est là ce que nous appelons une politique républicaine, sans attacher à ce mot toutes les conséquences qu'en font sortir des amis trop passionnés ou trop absolus de la république. Ainsi nous ne croyons point que ce soit pratiquer la politique républicaine d'une façon utile au gouvernement et à la république elle-même, que de ne souffrir dans les fonctions publiques, même politiques, que des républicains de la veille, de vouloir que les fonctionnaires affirment à tout propos leur foi républicaine, de n'exiger pour l'exercice de leurs fonctions d'autre mérite que celui d'une conviction ardente, d'exclure enfin

les administrateurs éprouvés qui ont servi honnêtement et honorablement le pays sous d'autres régimes, et qui sont prêts à mettre encore à son service, sous le gouvernement républicain, leur capacité, leur expérience et leur légitime influence. Comme disait M. Thiers à Bordeaux, en s'adressant à des gardes nationaux qui étourdissaient ses oreilles de cris peu convenables sous les armes : il s'agit moins de crier *Vive la république!* que de la faire vivre. C'est la république ouverte et non fermée que veut le pays, la république constitutionnelle, qui n'est plus le gouvernement d'un parti. Il serait aussi dangereux de la fermer à tous ceux qui veulent la servir loyalement, que de l'ouvrir à ceux qui ne songent qu'à la trahir. Si la république actuelle avec toutes ses garanties d'ordre et de liberté a chance de vivre et de durer, c'est parce qu'elle a été faite ou acceptée et par conséquent peut être pratiquée par le patriotisme des hommes de toute opinion qui, en cette décisive occasion, ont su préférer leur pays à leur parti. Le jour où l'intolérance et l'exclusion systématique en feraient un gouvernement de parti, elle rouvrirait l'arène à la guerre acharnée des autres partis, qui ne peuvent déposer les armes que devant un gouvernement de paix, de justice et de conciliation.

Une politique constitutionnelle n'est pas non plus sans doute une nouveauté théorique, dans le programme que recommande la situation. Que serait la politique d'un gouvernement qui ne prendrait pas pour base la constitution en vertu de laquelle il existe? Mais quand on sait toutes les ambitions secrètes, toutes les réserves des partis sur telle ou telle partie et sur le principe même de cette constitution, on comprend l'opportunité d'une telle formule. Nous disons les partis, sans en éxcepter le parti républicain, dont un groupe tout au moins tend à séparer la république de la constitution. Celle-ci n'est pour certains républicains qu'une application incomplète, très peu logique, fausse même sur quelques points, du principe républicain. Tandis que les légitimistes intransigeans ne font que subir avec tristesse la loi qui leur est imposée, en attendant le jour suprême du couronnement de leur prince, tandis que les bonapartistes impatiens travaillent le suffrage universel pour l'amener à une prochaine restauration de l'empire, ces républicains, plus dévoués à la république qu'à la constitution, songent déjà à en préparer une révision qui serait une métamorphose complète, n'en laissant subsister que le titre. La république sans épithète, sans aucune des garanties dont la constitution entoure le principe démocratique sur lequel elle repose, sans président, sans sénat, sans aucun partage de la souveraineté nationale, avec une assemblée unique en permanence, en un mot la démocratie pure avec toutes ses conséquences politiques et sociales, par l'application absolue et

universelle de l'élection populaire à toutes les fonctions publiques : telle est la constitution qu'ils entendent substituer à celle qui nous régit, au jour fixé pour la révision. Il est bien clair que ce parti n'est pas plus constitutionnel que ceux qui n'ont pas voté la constitution et ne s'y sont point ralliés. Voilà pourquoi il n'est pas inutile d'inscrire dans le programme d'une politique de gouvernement l'épithète de *constitutionnelle*, qui complète, détermine et définit le nom de république. Ce n'est pas un principe seulement que les auteurs de la constitution, du moins la grande majorité, ont voulu poser, sauf à laisser au temps l'œuvre des applications; c'est toute une organisation politique, très complexe, compliquée de rouages inutiles ou gênans pour les amis de la pure logique, mais réputés indispensables par tous les politiques de l'école de l'expérience qui croient à la nécessité de régler les mouvemens d'une démocratie comme la nôtre, sous peine de la voir se perdre dans l'anarchie ou le despotisme. Pour ceux-ci, les institutions propres à modérer les entraînemens inévitables d'une assemblée directement issue du suffrage universel ne sont pas moins essentielles au gouvernement républicain que le principe même sur lequel il repose. C'est là ce que comprend le ministère actuel, ce que veut le pays, et ce qu'il faut entendre par le mot de politique constitutionnelle.

Une politique conservatrice ne rencontrerait peut-être pas la même majorité dans le parti républicain, surtout si elle était comprise à la façon de certains conservateurs, même constitutionnels, de la droite. C'est donc un mot qu'il importe de bien expliquer. L'esprit républicain, c'est son honneur et son danger tout à la fois, incline naturellement plutôt vers la politique de progrès que vers la politique de tradition conservatrice. Toujours les yeux fixés sur l'idéal, il tend à faire prévaloir la logique des principes sur l'expérience des réalités. C'est donc avec une certaine hésitation et un sentiment pénible de déception qu'il consent à subir les nécessités de situation qui s'imposent à son patriotisme. Se résigner à ces nécessités, c'est toute la différence qui distingue l'esprit républicain de l'esprit radical. Or c'est précisément le moment de montrer si, au culte des principes qu'il ne peut abandonner, il sait joindre ce sens pratique sans lequel il ne peut être, nous ne disons pas un parti de gouvernement, mais même un parti d'opposition, un parti politique en un mot. La situation de notre pays, telle que l'ont faite les désastres de la dernière guerre, n'a pas cessé d'être grave depuis les premiers jours de notre réorganisation. Toujours menacé, s'il reste faible, il a autant besoin de la paix intérieure que de la paix extérieure pour se relever et reprendre ses forces. Après même qu'il aura réorganisé son armée, rétabli ses finances, perfectionné son industrie, développé son commerce, il ne sera réellement fort

que s'il cesse d'être divisé. Espérer que les factions désarmeront enfin devant la république constitutionnelle, quand elles ne l'ont pas fait devant l'occupation étrangère, serait une illusion par trop naïve pour qui connaît l'indomptable ténacité des partis extrêmes; mais serait-ce trop présumer du patriotisme des républicains vraiment politiques que de croire que, devant cette nécessité absolue de la paix intérieure, ils ajourneront à des temps meilleurs des réformes qu'ils ont peut-être raison de tenir pour bonnes et justes en principe, opportunes même, si l'on veut, à l'époque où ils les méditaient et les préparaient, mais qui auraient en ce moment le grave inconvénient d'agiter le pays, de troubler sa vie normale et d'y semer encore de nouveaux germes de division. Est-il besoin d'indiquer ces réformes qui ont occupé la pensée, non-seulement des radicaux proprement dits, mais encore des républicains qui ne passent point pour des esprits violens ou chimériques, telles que la réforme de l'institution militaire, la séparation de l'église et de l'état, la réforme du budget et de l'impôt? Qui de nous, quand la France passait pour la première puissance militaire de l'Europe, n'a pas enseigné ou écrit ses utopies de politique radicale? Qui de nous n'a pas cru à la suppression plus ou moins prochaine des armées permanentes et à l'inévitable avénement des États-Unis d'Europe? Qui de nous n'a pas soutenu le droit illimité de la presse, de la parole publique, le droit absolu de réunion et d'association? Hélas! les derniers et cruels spectacles, toujours présens à notre imagination, de la guerre étrangère et de la guerre civile, ne nous permettent plus un optimisme qui ne comptait ni avec l'inertie, ni avec l'ignorance, ni avec les passions des masses. La France est encore à cette heure le noble blessé dont il ne faut toucher les plaies que d'une main douce et délicate; elle sera longtemps un convalescent auquel il faut mesurer le traitement par les réformes au degré de force qui lui permet de les supporter.

Dût-on trouver notre sagesse actuelle par trop timide, nous avouons que nous irions encore plus loin dans la voie de la politique conservatrice. Nous rencontrons dans le parti républicain nombre de conservateurs d'intention et de sentiment qui cèdent perpétuellement au courant démocratique et consentent à toutes les concessions, à toutes les transactions qui énervent le pouvoir et suppriment doucement et graduellement les obstacles opposés à l'entraînement de ce courant. A leurs yeux, on est conservateur, pourvu qu'on n'attaque point la famille, la propriété et la religion. A ce compte, nous ne voyons que M. Naquet qui ne puisse être classé parmi les conservateurs. Nous sommes plus exigeans: les intentions et les sentimens ne nous semblent point suffire pour faire de vrais conservateurs, selon les besoins de la situation

actuelle. Ce n'est pas le moment, si toutefois la chose est jamais bonne, de rien faire qui puisse affaiblir le pouvoir, et lui rendre l'administration plus difficile. Ne sera-ce point l'effet de la loi municipale votée récemment? Quelle situation ne fait-on pas à ces préfets auxquels on enlève les moyens de faire respecter les décisions et les actes de l'autorité centrale, à ces maires élus le plus souvent par une coterie maîtresse des votes du conseil, qui perdront ainsi devant leurs administrés le prestige de l'investiture du pouvoir politique? Est-ce là une loi de sagesse pratique, ou une loi de démocratie aveugle qui ne cherche en tout que la satisfaction de son principe, au mépris de l'expérience et de la réalité? M. de Marcère a dit un mot qui n'aurait rien de bien rassurant pour les intérêts et les principes conservateurs, s'il avait la portée d'une théorie. Le gouvernement n'aurait autre chose à faire, selon lui, qu'à dégager la *vérité du jour* des variations politiques de l'opinion. La vérité, oui, la vérité pratique, bien entendu, mais la vérité du jour? Que resterait-il donc de vertu conservatrice dans la politique du gouvernement? La politique pratique, nous en convenons, vit de concessions et de transactions; mais il est des limites à ces concessions et à ces transactions, il est des principes auxquels il faut s'arrêter dans la politique de ménagemens et d'accommodemens. L'un de ces principes, M. Bocher l'a démontré avec une force irrésistible, c'est le droit de l'état, contre lequel nulle logique démocratique n'eût dû prévaloir, le droit de l'état qui répond de l'unité nationale et de l'ordre intérieur dans toutes les communes de France. Et, par parenthèse, on peut s'étonner que le gouvernement, si ferme, si résolu à défendre, et avec grande raison, ce même droit de l'état, dans la question de la collation des grades, ait cru devoir céder sans résistance sur une loi qui supprime tout lien entre la commune et l'état.

Une politique libérale, — ce mot a la vertu de plaire à tous les partis. Républicains même radicaux, conservateurs même légitimistes, prendraient pour une injure toute réserve faite à leur égard sur ce point. Il n'y a guère que les partisans de l'empire qui n'osent s'en couvrir, et encore, sans parler du libéralisme et du socialisme du chef de la branche cadette, Napoléon III ne se disait-il pas, et même ne se croyait-il pas libéral? Ici donc il est encore bon de s'entendre sur le mot. Pour nous, la politique libérale est tout d'abord celle qui veut la liberté pour tous, amis ou adversaires. Le vrai libéral est celui qui n'entend défendre qu'une seule et même chose, la liberté, soit qu'il soutienne le droit de l'état contre les prétentions ambitieuses de l'église, soit qu'il soutienne le droit de l'église contre l'intervention illégitime de l'état. Il croit que, s'il est juste de respecter la liberté de la conscience religieuse, il ne l'est pas moins

de respecter la liberté de la conscience philosophique. A ses yeux, l'église n'a pas plus à se mêler des affaires de l'état que l'état des affaires de l'église. Voilà comment le libéral ne goûte ni les radicaux autoritaires, ni les conservateurs cléricaux, par la raison très simple que ces deux partis méconnaissent également les droits de la conscience humaine. Il veut que l'état, sans être athée, comme on l'a dit, reste laïque partout, dans son gouvernement, dans son administration, dans son enseignement, et presque dans sa police. S'il n'a aucun goût pour les enterremens civils dégénérant en démonstrations de secte et de parti, il entend que, même sur ce point, la liberté de conscience soit respectée, et que l'état n'intervienne en aucune façon dans toutes ces pratiques de la vie privée, sinon pour faire respecter la liberté de toutes les croyances. Le vrai libéral tient pour la liberté de l'enseignement à tous ses degrés; il eût donc voté pour la liberté de l'enseignement supérieur, mais sans aller jusqu'à la collation des grades par d'autres jurys que ceux de l'état, seul juge impartial en cette matière. En un mot, la politique libérale n'est pas moins prévoyante que généreuse; juste envers tous les partis, elle n'entend être la dupe d'aucun. Si elle ne croit pas pouvoir prescrire l'usage, à cause de l'abus, elle n'ira point jusqu'à fournir, sous prétexte de droit, des armes aux adversaires de la liberté elle-même. Surtout, cette politique s'étudie à discerner en tout et partout le droit réel et indéniable de la liberté, de la prétention avouée ou dissimulée au pouvoir.

Le vrai libéralisme n'est pas seulement favorable à toutes les libertés; il est ouvert à toutes les réformes possibles et pratiques; c'est ainsi que l'esprit libéral se caractérise et se définit encore, en opposition à l'esprit conservateur étroit et routinier. Il est, en ce moment surtout, d'autant plus circonspect, en fait de réformes, qu'il vient d'être éclairé par de cruelles expériences. Cela ne veut point dire qu'il découragera et entravera toute initiative réformatrice, comme certaine politique conservatrice incline à le faire sous l'impression de la peur. En tout temps il y a des réformes utiles, nécessaires, urgentes, plus ou moins faciles à faire. La tradition, alors même qu'elle est respectable, n'est pas éternelle. La politique libérale, l'histoire le montre clairement, est plus apte et plus habile à prévenir les révolutions que la politique conservatrice à outrance. Avoir peur de tout n'est pas plus sage que de n'avoir peur de rien, et la politique d'immobilité n'est guère moins dangereuse que la politique d'aventures; seulement il est des situations, et la nôtre est du nombre, qui ne comportent qu'un esprit de réforme sage et conservateur, ajournant toute entreprise dont il ne voit pas clairement les effets pour le présent et pour l'avenir. Pour dire ici toute notre pensée, nous pensons que la politique conservatrice

n'est féconde et que la politique libérale n'est sûre qu'autant que ces deux politiques se rencontrent et s'entendent. L'une est l'aiguillon et l'autre le frein des gouvernemens qui veulent marcher sans courir. Heureux les pays où, comme en Angleterre, le progrès est compris par tous les partis, où conservateurs, libéraux et même radicaux finissent toujours par s'entendre sur les réformes comme sur les libertés nécessaires, où ce sont des tories qui accomplissent les plus grandes réformes de la législation et de l'économie politique! Voilà ce que nous souhaitons à notre république : deux grands partis de gouvernement qui, sous le même drapeau, travaillent de concert, chacun à sa manière, en se succédant au pouvoir, à l'affermissement de nos institutions et à la prospérité du pays. N'était-ce pas aussi le vœu de M. Gambetta lui-même, dans un de ces discours où il conviait tous les partis à faire la répupublique? Seulement, nous permettra-t-il de lui recommander la sagesse, la patience, le désintéressement des radicaux anglais, bien plus soucieux du triomphe de leurs idées que de la possession du pouvoir?

Une politique républicaine, constitutionnelle, conservatrice, libérale, ainsi entendue : tel est le programme que la situation du pays et le salut de nos institutions nous semblent imposer à la sagesse du parlement; rien de moins nouveau, mais rien de plus nécessaire à notre avis : nous croyons qu'il n'omet rien d'important et ne contient rien d'inutile. Sur un pareil programme y a-t-il une majorité possible? A ne considérer que la question des principes, non-seulement nous le croyons, mais nous ne voyons même pas comment on ne pourrait pas s'entendre. De toutes les conditions qu'il renferme, quelle est celle qui pourrait faire difficulté, soit à droite, soit à gauche? Est-ce la politique républicaine? Mais la très grande majorité dans la chambre des députés, et une majorité certaine dans le sénat n'en comprennent pas d'autre sous un gouvernement républicain avec l'explication qui en a été donnée. Est-ce la politique constitutionnelle? Mais à droite comme à gauche, du moins au sénat, la même majorité accepte franchement la constitution, peut-être, il est vrai, pour des raisons différentes, les uns y voyant surtout la confirmation constitutionnelle du principe républicain, les autres s'y attachant particulièrement aux garanties conservatrices que contient cette constitution. Qu'importe, pourvu que l'adhésion soit sincère de part et d'autre? Est-ce la politique libérale? La droite n'oserait la repousser, et nous croirions lui faire injure que de douter de son libéralisme conservateur. Quant à la gauche, la liberté est le premier principe de sa politique; elle vient même avant la république qui n'en est que l'application rigoureuse et complète. Est-ce la politique conservatrice? La gauche, à son tour n'oserait, et n'a d'ailleurs nulle

envie de la contester, du moment que cette condition de tout gouvernement sage n'est point séparée des autres. Quant à la droite, c'est le principe même de sa politique et la raison qui lui a fait accepter une forme de gouvernement qui n'était pas la sienne. Donc, au point de vue des idées, nulle difficulté de s'entendre pour former une grande majorité dans le parlement. Que restera-t-il en dehors? Une minorité composée des partis extrêmes qui n'ont pas voté la constitution et n'entendent pas la maintenir. Il y a le groupe peu nombreux des intransigeans de gauche, qui n'en parlent que comme d'une déception pour les vrais républicains, ménagée par l'habileté des uns et consentie par la faiblesse des autres. Quant au groupe très nombreux des radicaux opportunistes, il peut être un sérieux embarras pour la situation parlementaire, s'il ne se désintéresse pas du pouvoir, comme les radicaux anglais, devant les républicains libéraux et conservateurs, les seuls que le pays voie en ce moment avec confiance au gouvernement. Il y a le groupe, moins nombreux encore, des intransigeans de droite, qui ne voient dans la constitution qu'une trahison de monarchistes passés à la république, ne semblant pas s'apercevoir que ce sont eux qui ont livré le sénat au parti républicain par leur défection dans l'élection des sénateurs à vie. Singulière fidélité à la cause monarchique qui, au lieu d'émigrer à l'étranger, garde au sénat un siége, obtenu à quel prix! pour en faire une place de guerre contre la constitution! Avons-nous besoin de dire que nous ne comprenons point dans ce groupe les légitimistes restés fidèles tout à la fois à leur roi et à leur parti? Il y a enfin le parti bonapartiste, faible au sénat, nombreux dans la chambre des députés, dont le jeu est de se servir de tous les partis auxquels il prête sa voix dans toutes les coalitions dirigées contre le gouvernement constitutionnel. Le jour où une majorité imposante viendrait se grouper autour de ce gouvernement, ce parti ne ferait guère meilleure figure dans les chambres qu'il ne l'a faite dans la dernière assemblée, avant nos divisions.

Reste la question des partis et des personnes. Ici, nous en convenons, la difficulté de s'entendre pour former enfin une majorité de gouvernement est plus grande que ne sauraient l'imaginer les esprits droits et sincères qui n'ont pas le secret des combinaisons et des intrigues parlementaires. Il faut avoir vu de près le jeu des partis, il faut y avoir été mêlé pour comprendre comment des hommes politiques peuvent être encore fort loin de s'entendre, quand ils sont, au fond, d'accord sur les principes de la politique à suivre. Combien de fois n'avons-nous pas cru, dans l'ancienne assemblée, qu'une situation vraiment nouvelle allait amener un nouveau classement des partis, ou du moins des groupes qui composent les partis? Tout semblait facile, à ne considérer que les

idées, et tout venait échouer contre les répugnances, les préventions, sinon les ambitions personnelles. Est-ce que la conjonction des centres, pour nous servir d'une formule parlementaire, ne devait pas se faire dès le début, sous la présidence de M. Thiers? est-ce qu'elle ne devait pas se faire plus tard sur la question de connexité entre la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon et le vote des lois constitutionnelles? est-ce qu'elle ne devait pas se faire enfin, après ce vote, sur la base même de la constitution, œuvre dont le centre droit avait assuré le succès par son concours? Pourtant rien de pareil ne s'est fait, à aucune époque de notre histoire parlementaire des cinq dernières années. Les situations avaient beau changer, les partis maintenaient leur attitude de guerre avec les uns, d'alliance avec les autres.

Nous comprenons fort bien qu'on ne change pas aussi facilement de parti que de programme devant les exigences d'une situation nouvelle. Il est pénible de quitter la main qu'on a si longtemps serrée; il est peu agréable de prendre celle qu'on a tant de fois repoussée. Heureusement il est rare que les nécessités de la politique imposent un tel sacrifice. Le plus souvent le besoin d'entente entre anciens adversaires, pour arriver à un grand résultat, ne demande autre chose qu'un esprit de conciliation qui admet des alliés sans exclure des amis. Il peut arriver pourtant que le succès d'une politique de salut pour le pays exige une rupture. Le pays avant le parti : c'est la devise de tout membre des assemblées délibérantes qui a le sentiment de sa grave responsabilité. Les chambres anglaises nous offrent de grands et douloureux exemples de ces éclatantes scissions. C'est une réponse à ceux qui pourraient dire qu'avec cette indépendance d'allure et cette liberté de changement il n'y a plus de partis, plus de majorité ni de minorité, partant plus de gouvernement possible. Quand on nous oppose le tableau d'une multitude incohérente et confuse, sorte de poussière parlementaire qui n'arrive jamais à se masser, à se former, à s'organiser en corps fixes et palpables, avons-nous besoin de dire que nous ne voulons rien de pareil? Nul n'a plus que nous le sentiment de la nécessité de la discipline, de cette grande discipline, s'entend, qui ne permet jamais à la direction d'un parti d'oublier, pour des visées étroites ou personnelles, les vrais intérêts du pays et même du parti. Un nouveau classement des partis, réclamé par la situation présente, n'est point l'anarchie parlementaire; c'est une nouvelle organisation qui a précisément pour but de faire cesser un état d'équivoque, d'incertitude et d'impuissance qui amènerait inévitablement l'anarchie. Il s'agit moins d'ailleurs de briser les cadres du parti républicain que de les élargir pour y recevoir cette majorité de gouvernement dont le besoin se fait de plus en plus sentir.

Mais ne voyez-vous pas, nous dit-on, que ce que vous demandez, c'est finalement la division dans les rangs du parti républicain? — Ne comprenez-vous pas, répondrons-nous aux partisans quand même de l'unité, qu'une séparation nécessaire vaut infiniment mieux qu'une réunion factice d'élémens contraires qui n'ont de commun que le nom? L'unité du parti républicain, dans le passé, pouvait être nécessaire pour mener une armée plus forte à l'assaut d'un gouvernement si funeste au pays. Et encore ne sait-on pas combien elle a compromis le succès de ses entreprises, même dans son rôle d'opposition? Mais on sait surtout comment cette politique d'unité absolue a troublé, énervé, précipité du pouvoir le parti républicain devenu parti du gouvernement. Aujourd'hui que la force des choses et l'assentiment de pays lui a assigné ce rôle, comment pourrait-on songer à maintenir intacte et compacte l'union des trois groupes qui porte le même nom, avec des tendances si différentes? Quand on voit des radicaux tels que MM. Naquet, Louis Blanc, Marcou, Lockroy, Clémenceau, Floquet, Tallandier, confondus avec des conservateurs comme MM. Thiers, Dufaure, Léon Say, Waddington, ou des libéraux comme MM. Jules Simon, Duclerc, Jules Favre, Picard, Jules Ferry, ne faut-il pas se demander ce que pensera d'une pareille union le pays, qui ne veut que la république de la constitution, et si le parti républicain ne fait pas beau jeu devant le suffrage universel aux journaux et aux partis hostiles à la république et à la constitution? Et encore, si l'on tient à maintenir l'union absolue du parti républicain, pourquoi s'arrêter à MM. Louis Blanc et Naquet? Est-ce que les malheureux qui ont commis le crime de déchaîner la guerre civile en face de l'étranger, et qui trouvent, sinon des apologistes, du moins des âmes compatissantes dans le parti radical, ne se disaient point les seuls vrais républicains? Est-ce qu'ils n'ont pas les sympathies de la démocratie des grandes villes? Il y a donc des radicaux avec lesquels il faut se décider à rompre, quoi qu'en dise M. Gambetta. L'unité du parti républicain ainsi entendue, c'est la fin plus ou moins prochaine de la république. Voilà notre réponse à ceux qui nous reprocheraient de prêcher la division.

Nous ne cesserons donc de le répéter, le parti républicain qui veut la république constitutionnelle, ni plus ni moins, sauf les modifications accessoires dont l'expérience peut révéler la nécessité ou l'utilité, a une grande résolution à prendre en ce moment. Il ne s'agit pas de dire aux compagnons de l'union républicaine, avec lesquels on a fait campagne pour la conquête de la république : « Tout en vous gardant notre estime et notre sympathie, nous ne voulons plus de vous parce que votre alliance nous serait désormais inutile ou nuisible. » Ce qui est à faire, c'est de formuler nettement, d'accord avec le gouvernement, le programme d'une politique de vraie

majorité dans les deux chambres, de l'élever comme un drapeau au-dessus des vieux partis, et de dire : « Qui n'est pas pour ce programme, sans réticences et sans réserves, n'est plus avec la majorité ni avec le gouvernement qu'elle est décidée à soutenir. La république, ouverte à tous, sous la seule condition d'une adhésion sincère, la constitution acceptée avec son principe, et aussi avec toutes ses dispositions essentielles; toutes les libertés compatibles avec l'ordre public; une administration progressive sans utopie, conservatrice sans routine : voilà résumée en quelques mots la politique où il n'y a point de choix à faire. Désormais, amis et adversaires de gauche ou de droite se reconnaîtront à ce signe, qu'il en faut tout prendre ou tout laisser. Toute autre conduite ne pourrait que nous ramener ces majorités équivoques avec lesquelles nul gouvernement digne de ce nom n'est possible. »

En ce moment, tous les membres du parlement et du gouvernement, ministres, sénateurs, députés, vivent au sein de nos populations; ils assistent au spectacle rassurant de leur vie calme, de leur activité incessante, qui ne demande qu'à travailler en sécurité; ils entendent leurs confidences sur le besoin de paix extérieure et intérieure, d'ordre, de mouvement régulier dans le jeu de nos institutions; ils voient leur peu de goût pour tout ce qui ressemble au bruit, à l'agitation du parlement et aux crises de gouvernement. En venant siéger au palais de Versailles, ils ont pu se méprendre sur le véritable état du pays, plus ou moins ému par les incidens et les vicissitudes de la lutte électorale. On était aux prises alors avec des adversaires qu'il fallait malmener; on jetait feu et flamme en criant, les uns : « gardez-vous de l'ancien régime, qui va revenir; les autres : gardez-vous de la commune, qui reparaît. » Pendant qu'on évoquait dans les sacristies le spectre rouge de la révolution, on évoquait dans les clubs le spectre noir de la superstition et de l'inquisition. Toutes ces fureurs de paroles, toutes ces passions de parades ont fini avec la lutte. Le pays a repris son assiette ordinaire, qui est le calme, l'ordre dans un travail dont peu de nations offrent un aussi admirable exemple. Les arbitres de nos destinées, nos souverains avec le président, et après le pays, bien entendu, vont se réunir pour commencer leur seconde session. Ressemblera-t-elle à la première, qui a tout ajourné, même le budget? Sera-t-elle aussi vide de discussions fécondes et de résultats utiles au pays, aussi pleine de récriminations passionnées, aussi prodigue de bruit, aussi avare de lumière, au moins dans la chambre des députés? Ce ne serait plus seulement un temps précieux perdu et une attente générale déçue; ce serait le début d'une crise grave, parce que le pays commencerait à en deviner la cause, à savoir l'impuissance du parlement à faire une majorité de gouvernement. Alors les enne-

mis de la république et du gouvernement parlementaire, toujours prêts à profiter de nos fautes, ne manqueraient pas de dire au pays: Regarde et instruis-toi, c'est là le gouvernement des assemblées.

Nos représentans ont trop de bon sens et de patriotisme pour donner ce spectacle aux amis et aux ennemis de la république, en permettant plus longtemps à l'esprit de parti de prévaloir sur le salut du pays. Déjà le sénat paraît être entré avant la clôture de la session dans la voie de conciliation qui doit aboutir à une vraie majorité constitutionnelle, en élisant M. Dufaure. Puissions-nous revoir souvent ce que nous avons vu dans cette élection, l'entente des constitutionnels et des républicains! Et puisse la chambre des députés suivre bientôt cet exemple! Autrement, à quoi nous servirait la constitution qu'on a eu tant de peine à faire? Elle resterait une vaine formule qu'une boutade du suffrage universel ou un coup de force ferait rentrer dans le néant, comme son aînée de 1848. Le parti républicain tient en ce moment dans sa main les destinées de France. La république, même avec la constitution, n'a pas, comme paraît le croire M. de Marcère, la merveilleuse vertu de clore l'ère des révolutions; tout dépend du gouvernement et du parti qui la dirigeront. Nous ne dirons pas qu'il n'y a plus de faute à commettre, puisqu'on n'a presque encore rien fait. Nous pensons seulement qu'il ne faudrait pas beaucoup de fautes graves pour remettre à l'ordre du jour des élections populaires la restauration d'un régime que tous ceux qui ont souci de la liberté, de l'honneur, de l'indépendance du pays croyaient à jamais enseveli dans le désastre de Sedan. Il fut un temps où les institutions de notre pays avaient la force de sauver le pouvoir des malheurs de la fortune, de l'incapacité ou de la folie. Ce temps-là est passé, même pour les pouvoirs fondés sur la tradition. Nul gouvernement, quoi qu'on dise, ne résisterait moins que la république à de pareilles épreuves. Il faut que le pays se sente gouverné. Pour cela, il faut que le gouvernement lui-même se sente soutenu par une sûre et solide majorité qu'il ne craigne pas de perdre au premier jour, et dont il n'ait point à acheter sans cesse le concours par des concessions ou des transactions incompatibles avec les principes d'un gouvernement libéral et conservateur.

Le pays veut être gouverné, disons-nous; il n'y a point d'illusion à se faire à cet égard. En certains pays, comme les États-Unis et la Suisse, la république est le gouvernement des peuples qui se gouvernent eux-mêmes et ne veulent point se sentir gouvernés. La démocratie française n'en est pas là, et jusqu'au moment où elle aura atteint l'âge de majorité par l'éducation de l'école et par la pratique de ses institutions, elle voudra être gouvernée. Un ministre républicain de l'instruction publique, M. Jules Simon, l'a dit

avec autant de raison que d'éloquence : la république veut des hommes déjà libres par la pensée et la science; car elle ne pourrait faire de libres citoyens avec des esclaves de la routine et des préjugés. Elle a déjà montré, hélas! qu'elle n'était pas trop rebelle à la main d'un maître. Avec l'ignorance du suffrage universel, avec l'inexpérience d'institutions aussi nouvelles, avec cette vivacité de sentiment et cette promptitude d'action qui caractérise le tempérament populaire de notre nation, le maître reviendrait bien vite, celui que nous n'avons que trop connu ou tel autre, si le pays ne trouvait dans la république constitutionnelle qui nous régit un gouvernement ferme et fort, qui impose à tous le joug de la loi, et ferait au besoin sentir sa main aux partis factieux. Il n'y a pas de peuple qui pardonne moins que le nôtre à la faiblesse de ses gouvernans; l'histoire contemporaine ne nous le fait que trop voir. Les partis, dans leur opposition ardente, ont pu reprocher des abus de pouvoir à la monarchie parlementaire de 1830; la France n'a regretté, dans ce gouvernement toujours resté fidèle à la loi, que son étrange défaillance devant un péril qu'il avait tant de fois bravé. Le philosophe peut toujours rêver une démocratie où l'autorité de la loi soit la seule force de gouvernement. Le politique doit prendre notre démocratie telle que l'ont faite le génie national et notre histoire, encore fort ignorante, passionnée, mobile, toujours prête aux grandes entreprises et même aux hardies aventures, sympathique aux personnes plutôt qu'aux principes, obéissant volontiers aux grands hommes, vrais ou faux, que la renommée lui désigne, sans se demander ce que lui coûtent ces choses et ce que valent ces hommes, portant enfin en tout ce qu'elle fait plus de sentiment que de jugement. Avec elle, on peut le prédire, la constitution ne sera point un lit de repos pour les ministres de la république; elle sera la machine d'un navire souvent balloté par des vents contraires, et parfois battu de la tempête, où il faudra l'œil, la main, le cœur de sages et vaillans pilotes. La machine tiendra bon si l'on en sait faire jouer les ressorts compliqués; le navire ira au port, parce qu'il porte dans ses flancs la paix, la liberté, la fortune de la France. Seulement la manœuvre sera laborieuse et souvent difficile, surtout dans les premières années de navigation. Gare aux écueils et aux coups de vent. Saluons le navire, le noble capitaine qui veille du haut de son poste d'observation, les dévoués pilotes qui tiennent la barre du gouvernail, et souhaitons-leur à tous bon voyage sur la grande mer du suffrage universel.

É. VACHEROT.

DONNA GRAZIA

ÉTUDES DE MŒURS NAPOLITAINES.

Oui, je m'en souviens, mon garçon. C'était sous la deuxième république, un beau soir de septembre, dans le parc de ma mère, aux Plans-sous-Bois. Quelques amis étaient venus me voir et m'avaient trouvé furieux contre le roman de *Graziella*, que j'avais lu dans la journée. — C'est faux! m'écriais-je avec l'impertinence du jeune âge, c'est faux d'un bout à l'autre : jamais ces Napolitains-là n'ont existé. Moi aussi, j'ai une Graziella dans ma vie, et je vais vous dire qui elle est. — Là-dessus je vous racontai mon « épisode » avec une véhémence virulente. Tu n'étais encore qu'un écolier en vacances, et l'on ne prenait pas garde à toi; tu écoutais cependant, puisqu'à vingt-cinq ans de distance tu me vois encore gesticulant et vociférant sur la terrasse de marronniers. Tu me demandes maintenant d'écrire mon histoire et de la livrer aux imprimeurs : c'est bien un conseil d'homme de lettres. Je me suis pourtant amusé à te complaire, et je t'envoie mon manuscrit en sept petits cahiers, dont tu feras ce que tu voudras; vois si tu peux en tirer quelque chose. Je t'avertis seulement que tu vas être déçu : j'ai perdu la fougue et l'aigreur, le sang et la bile de mes vingt ans; l'âge m'a rendu plus calme et plus juste. Puis j'ai voulu écrire les choses comme elles s'étaient passées, sans y rien changer que deux ou trois noms, d'abord le mien. Or la vie ne se comporte jamais comme elle devrait faire pour amuser le public : elle a cela de commun avec la nature, qu'elle ne devient vraiment belle, et *vraiment vraie*, que si un artiste y a mis la main. Je ne suis malheureusement pas un artiste. Ne cherche donc sous ce pli que ce qu'il contient : non pas une nouvelle, mais une simple étude, quelques têtes esquissées d'après nature et des mœurs assez curieuses, mal connues, même des voyageurs qui n'ont pu les observer qu'en passant. Il est bon d'en garder quelques traits, parce qu'elles s'effaçaient déjà de mon temps. Il n'y a plus aujourd'hui de lazzarones.

I.

Louis-Philippe était roi des Français, Ferdinand II roi de Naples, et moi, Victor des Plants, secrétaire particulier de l'ambassadeur que Louis-Philippe entretenait près de Ferdinand II. Naples était le pays de mes rêves, et je n'étais entré comme dilettante dans la diplomatie que pour chercher des émotions sous les citronniers au bord de la mer. Ma charge était une sinécure qui ne fatiguait pas mes facultés; je ne me souviens pas d'y avoir fait un autre travail que de copier un traité de commerce. Le soir, je me traînais dans un café où les milliers d'oisifs de la ville allaient fumer des cigares et boire des verres d'eau qu'ils ne payaient pas. Les garçons de l'établissement étaient fort surpris et un peu ennuyés quand un intrus dérangeait leurs habitudes en leur demandant une glace ou une limonade. Après quoi je suivais le flot et j'allais m'asseoir dans ma stalle au théâtre Saint-Charles. On y donnait chaque soir, à peu près tout l'hiver, le même opéra devant les mêmes spectateurs, qui se gardaient bien d'écouter la musique. Du parterre, où allaient les gens de toute classe, on ne faisait guère que promener sa lorgnette sur les loges; on constatait alors que la princesse, la duchesse, la marquise et ainsi de suite jusqu'à la femme du banquier et au-dessous, étaient bien à la place accoutumée que leur assignait leur tour d'abonnement. Impossible de trouver une émotion dans le monde; les salons s'ennuyaient, les femmes s'attifaient en provinciales à la mode de Paris, les hommes étaient beaux, mais vides.

Je changeai de vie l'été suivant; retenu à Naples par les devoirs de ma sinécure, je dormais entre mon déjeuner et mon dîner, et je passais la nuit sur la mer. Nous pêchions aux flambeaux avec des *marinari* qui m'apprenaient leur patois; puis, les torches éteintes, j'admirais le sillage phosphorescent que traînait notre bateau sur l'eau noire. A l'aube, on me déposait sur la côte de Mergelline, et je regagnais à pied ma maison, où j'entrais avant le soleil. Le hasard, — ou, si l'on veut, la corne de corail que je portais depuis la veille, — voulut qu'un matin, à la pointe du jour, en débarquant sur la côte, j'y trouvasse arrêtée devant moi, comme pour me barrer le passage, une petite voiture couverte et dans cette voiture deux grands beaux yeux noirs qui regardaient la mer. Ils rencontrèrent les miens et prirent feu tout à coup : le visage qu'ils éclairaient me parut sculpté dans un flocon de lave ardente. Je restai cloué à ma place, j'entendis un claquement de fouet, et la voiture disparut.

Le hasard sait ce qu'il fait : non-seulement il m'avait fort bien disposé pour une vive émotion, mais encore il avait tout arrangé

pour en remplir ma cervelle. Cette rencontre devait intriguer ma curiosité. Quelle était donc cette jeune femme? pourquoi se promenait-elle si tôt, dans une voiture attelée de deux chevaux barbes (c'était l'attelage qui de loin m'avait frappé d'abord)? pourquoi sur la plage de Mergelline, dans un quartier où les carrosses n'ont que faire de grand matin? Pourquoi portait-elle un voile noir au lieu des grotesques chapeaux qui venaient alors de Paris? Puis ce regard, cette rougeur, cet éclair et cet incendie? Une tête moins désœuvrée que la mienne y eût songé longtemps; moi, j'y songeai toujours et sans cesse : sur le traité de commerce que j'étais alors en train de copier, je dessinais des voitures basses, couvertes, et de petits chevaux africains; des voiles de dentelles parcouraient en tout sens les nouveaux tarifs de douane, et un grand cocher en livrée, presque debout sur son siége, commandait la convention postale abaissant le port des journaux. L'ambassadeur trouva si charmant ce document illustré qu'il en fit hommage à l'ambassadrice. Je dus recommencer ma copie : je n'ai pas volé la décoration qu'elle me valut.

Ce ne fut pas là ma plus grave erreur : je devins le mondain le plus dissipé de la ville. Naples était déserte en ce mois d'août, le plus chaud mois de l'année, je me fis présenter dans toutes les villas du Vomero, de Pausilippe, de Capedimonte, de Portici, de Castellamare, de Capri et d'Ischia, pour retrouver mon voile; je mendiais des invitations comme un écolier. Je parcourais, le soir, tous les théâtres encore ouverts : le Fondo, le Teatro-Nuovo, qui donnaient des opéras-bouffes, celui des Florentins, qui épuisait le répertoire de Scribe traduit en mauvais toscan, je descendis dans le caveau de San-Carlino, où grimaçait Polichinelle. Je devins un amateur effréné de spectacles et, le dimanche, je tournais brusquement à la dévotion; on me rencontrait dans toutes les églises bien achalandées, et l'on me vit un matin, planté comme un piquet, deux heures durant, à la porte de San-Ferdinando, le temple et le rendez-vous des gens du monde. J'avais eu le temps d'entrevoir une couronne de prince peinte sur la portière de la voiture; je me fis donner le nom de tous les princes de Naples et, bien qu'il y en eût beaucoup d'équivoques, j'eus la bassesse de me présenter sous divers prétextes dans les palais plus ou moins dégradés de ces grands seigneurs. Je soudoyai plus de valets, de portiers et d'autres personnages officieux qu'il n'en eût fallu pour obtenir une entrevue de la reine de Golconde. Tout cela en vain; le voile noir ne reparut pas.

Je fis des choses encore plus insensées : ayant conclu de la rencontre à Mergelline que ma princesse allait tous les matins voir lever le soleil, j'achetai un cheval, et tous les matins je galopai sur les promenades ou les grandes routes qui coupent la plaine ou longent la mer. L'insuccès ne faisait qu'affermir ma patience et ma

persévérance. Le traité de commerce était expédié, l'ambassadeur prenait les eaux d'Ischia, je n'avais plus rien à faire; je pouvais me livrer corps et âme à l'obsession de cette idée fixe qui aurait fini par me rendre fou. Enfin, un jour, je rencontrai par hasard le grand-écuyer du roi qui était un savant homme; il connaissait tous les chevaux de Naples, leurs qualités, leur provenance, leur généalogie, leurs voyages, leurs changemens d'écurie et l'argent qu'ils avaient coûté. Je lui décrivis les chevaux barbes; il me conduisit dans l'embrasure d'une fenêtre et me confia sous le sceau du secret qu'ils appartenaient au prince de Montefosco, vieux libéral de 1820, qui était sous la surveillance de la police. Je voulus savoir si le prince était marié; l'écuyer me répondit que les chevaux venaient tout droit du Maroc et que le vieux libéral avait commis un véritable sacrilége en les attelant à une carriole de trois sous.

— De pareilles bêtes, s'écria-t-il, sont faites pour des cavaliers de haut rang et pour le galop de parade. Elles sont ruinées, maintenant elles vieillissent : un cheval barbe ne devrait jamais vieillir. Il y a deux ans, elles auraient pu boire à fleur de terre en restant d'aplomb sur leurs quatre jambes et sans plier celles de devant. Aujourd'hui, regardez-les : elles sont grasses et lourdes.

Je demandai à l'écuyer comment il fallait s'y prendre pour les revoir, et j'obtins ainsi l'indication de la rue où était leur écurie.

— Mais ce n'est pas là qu'habite ce misérable, ajouta l'hippomane, qui était bien réellement en colère. Nouvelle preuve qu'il n'aime pas les chevaux!

Un quart d'heure après, j'étais à l'écurie et je tâchais de gagner l'affection du cocher. Peine perdue! Cet homme resta muet comme un tombeau sans épitaphe; j'y perdis mon latin et mon argent. Je m'informai ailleurs sans plus de succès : le prince n'allait nulle part et ne recevait personne; on ne le voyait jamais dans la rue; on n'y rencontrait que de loin en loin sa voiture couverte (chose rare à Naples), aux stores toujours baissés. Exilé deux fois du pays, il n'y était rentré qu'à grand'peine; surveillé par la police, il vivait seul, on ne savait où. Ce mystère et cet isolement redoublaient les soupçons : aussi se gardait-on bien de le rechercher; on évitait même de le nommer, les mieux instruits le disaient veuf et ne lui connaissaient ni femme ni maîtresse. Après bien des journées perdues pour obtenir ces maigres renseignemens, je fus accosté un soir, dans la rue de Tolède, par un jeune homme alerte et grimacier qui m'offrit ses services; je l'envoyai à tous les diables, mais il ne parut pas s'en affliger. Il m'assura de son dévoûment et m'exprima la joie qu'il aurait à me montrer l'amphithéâtre de Pouzzoles et la grotte de la Sibylle. Rebuté encore, il ne perdit point courage : il me présenta des préservatifs contre la *jettatura* et me demanda la

permission de me donner une sérénade tous les soirs : il possédait une guitare et une belle voix de baryton. J'allais lui casser ma canne sur le dos; il me dit alors qu'il était chargé de famille et qu'il prierait pour moi tous les saints du paradis, si je lui donnais seulement une demi-piastre, et, comme je continuais mon chemin sans lui répondre, il abaissa graduellement ses prétentions jusqu'à un demi-sou. Je fis le sourd; il me supplia de lui jeter au moins mon bout de cigare. Je lançai ce que je fumais au milieu de la rue, il courut le ramasser en rouant de coups cinq ou six gamins qui s'étaient rués sur cette proie, puis il revint sur mes pas en me jurant qu'il se précipiterait dans un cratère pour me faire plaisir.

Je n'eus qu'alors l'idée d'employer ce drôle. Je lui désignai l'écurie et je lui promis une piastre s'il parvenait à me trouver l'adresse du prince mystérieux. Il partit comme un trait, et j'allai m'ennuyer jusqu'à minuit à San-Carlino. Je rencontrai mon homme à la sortie du théâtre.

— Excellence, me dit-il, je suis ici.

— As-tu trouvé quelque chose?

— Tout ce que votre excellence me commandait.

— Parle donc vite.

Aniello, ou pour mieux dire Tortaniel (c'était le surnom qu'on lui avait donné, et qui désignait certains petits pains au saindoux, fort goûtés alors des lazzarones), se mit à marcher sur mes talons, la main tendue, comme s'il me demandait la charité. Il n'eût jamais osé cheminer à côté de moi, ce qui eût été une impertinence, ni m'arrêter dans la rue, ce qui eût attiré sur nous tous les regards et les soupçons. Et, tout en me suivant, il me disait d'une voix plaintive et suppliante :

— Le prince habite un palais du vieux Naples que je vous indiquerai; par malheur, les balcons donnent sur la cour. Donna Grazia, que vous avez rencontrée, est sa fille. J'ai appris du cocher que votre excellence en voulait à elle, parce que vous l'aviez regardée un matin à Mergelline et que vous vous êtes adressé à lui pour le faire causer : il vous a reconnu. Elle ne sort plus en voiture depuis lors, mais elle va tous les matins faire ses dévotions, je vous dirai dans quelle église. Impossible de monter chez elle; le prince la fait garder de près, et elle a une duègne qui ne la quitte pas, la vieille Gelsomine. On ne peut donc lui parler que des yeux, à l'église; nous irons demain. Votre excellence m'avait promis une piastre.

Je donnai un louis à Tortaniel, qui me baisa les mains et me pria d'ajouter à cette gratification un petit pourboire. Je le lui donnai de bonne grâce; il me demanda encore de quoi fumer. Je lui tendis mon étui à cigares et, en même temps, pour qu'il eût du feu, le cigare allumé que je tenais à la main. Il mit le cigare dans sa bouche

et glissa l'étui dans la poche de son pantalon; après quoi il partit en faisant des cabrioles.

Je me réveillai de grand matin : avant d'ouvrir les yeux, j'avais déjà devant moi deux figures, Grazia et Tortaniel. Je me donnai un grand soufflet sur le front en pensant tout à coup que j'avais oublié d'indiquer mon adresse au lazzarone. Au même instant, comme s'il accourait au bruit, je le vis entrer dans ma chambre; il était dans le salon depuis une heure et il m'attendait.

— Excellence, je suis ici, me dit-il comme la veille.

— Comment es-tu venu?

— Par le bon chemin. Votre domestique ne voulait pas me laisser entrer; je l'ai menacé de le faire chasser, et il m'a ouvert la porte.

— Mais qui t'a dit où je demeurais?

— Qui m'a dit que vous étiez hier soir à San-Carlino? Nous autres, nous savons tout.

Tortaniel avait apporté sa guitare; il me chanta, pendant que je m'habillais, les derniers refrains qui couraient les rues et les salons; mais, ce matin-là, je n'aimais pas la musique; j'avais hâte de sortir et d'aller à l'église; je bondis sur la première *carrozzelle* venue; Tortaniel se mit sur le siége, et nous partîmes au galop; mais, à peine entrés dans la vieille ville, nous fûmes gênés, croisés, arrêtés, refoulés par tant de choses, de bêtes et de gens, passans affairés, ânes chargés de légumes, chèvres et vaches promenant leur lait de porte en porte, pourceaux qu'on menait à l'abattoir, jeunes gens des écoles militaires qui revenaient de la messe en uniforme, conduits par des abbés, pénitens blancs portant des cierges allumés pour accompagner un mort au cimetière, et eux-mêmes escortés d'une nuée de marmots s'évertuant à recueillir dans des cornets de papier la cire jaune qui dégouttait des cierges : tout cela chantant, piaillant, vociférant pêle-mêle dans des rues étroites et tortueuses où deux omnibus n'auraient jamais passé de front, — que, ma foi, donna Grazia était partie depuis longtemps lorsque j'arrivai sur le perron de la petite église.

Tortaniel y entra devant moi, soulevant, pour m'ouvrir le passage, une portière graisseuse et lourde. A peine entré, il fléchit le genou d'abord à la porte, puis devant tous les autels, devant toutes les images; il baisa la main à deux ou trois prêtres qui passaient et alla se prosterner dans une chapelle où il se mit en prières. Puis il aborda un vieux curé qu'il emmena dans la sacristie et avec lequel il eut un colloque assez long; après quoi il revint me chercher et me conduisit dans un couloir très sombre et percé d'une sorte d'œil de bœuf par lequel on pouvait, sans être vu, plonger les yeux dans l'église. — Venez ici demain à la première heure, chuchota Tortaniel, et surtout ne vous montrez pas, tout serait perdu. — Sur quoi

il me fit sortir par une porte dérobée, sans vouloir me répéter ce qu'il avait dit au vieux prêtre. Il répondait à toutes mes questions : — N'ayez pas peur, ne vous occupez de rien, laissez-moi faire; en patois napolitain : *Nun ve n'incaricate.* — Un mot sans réplique. Il le prononçait en levant le menton, en haussant les épaules et en enfonçant sa nuque dans son cou. Attendre jusqu'au lendemain pour entrevoir un moment Grazia, c'était bien long et bien dur. Tortaniel eut pitié de moi et vint me chercher vers cinq heures du soir, au moment où j'allais me mettre à table. — Dînez seulement, excellence, me dit-il, et je vous servirai. — Il me servit en effet avec beaucoup d'adresse et de célérité, non sans manger mes restes; cependant il ne voulut pas boire de mon vin, qui venait pourtant de Bordeaux. Il le trouvait plat et fade et m'en promit de bien meilleur. Le repas achevé, il s'écria brusquement : — Prenez votre chapeau, nous allons voir la *principessina,* la petite princesse. — Il ne me le dit qu'alors, ayant pressenti que, s'il me l'eût dit plus tôt, il n'aurait pas dîné.

Un quart d'heure après, nous étions dans le vieux Naples, à la porte de la plus haute maison que j'aie vue de ma vie; je comptai d'en bas sept étages sous la corniche, et c'étaient des étages napolitains. Je n'y serais pas entré seul après vêpres. C'était une masure noire, humide, où je ne sais quelle boue verte suintait des murs délabrés. L'escalier aux marches glissantes, crevassées, ébréchées, émoussées aux angles, tournait en tire-bouchon autour d'un puits sombre où n'avait jamais glissé un rayon de soleil. Il me fallut ainsi gravir huit étages en tenant la main de Tortaniel, qui peut-être (j'en eus l'idée) m'avait trompé jusqu'alors et n'était qu'un Fra-Diavolo subalterne. Au bout d'un siècle ou deux, je revis le jour, et mon premier mouvement fut de lever ma canne sur le malencontreux cicérone qui avait eu l'impertinence de m'inquiéter. Le pauvre garçon ne parut pas étonné de cette menace, et se contenta de lever le coude et de baisser la tête pour parer le coup; les voies de fait n'humiliaient pas son amour-propre. Il estimait que tout chrétien a le droit d'infliger des punitions corporelles à sa femme ou à son inférieur. C'était aussi bien l'avis de sa mère, dont je devais faire la connaissance quelques jours après. Je demandai à cette femme, encore jeune et belle, si son mari la battait. — *Quanne ce vo* (quand il le faut), me répondit-elle philosophiquement. — Par la même raison, Tortaniel rossait à tour de bras les ânes chargés d'Anglais qu'il menait sur les hauteurs des Camaldules.

— Ne vous impatientez pas, me dit-il avec douceur, nous sommes arrivés. — Il était impossible en effet de monter plus haut. Nous étions sur une de ces terrasses bombées qui servent de toiture aux maisons de Naples. Cet *astrico* sans garde-fous dominait presque

toute la vieille ville. En baissant la tête, je voyais un monceau d'autres terrasses inégales, de toutes formes et de toutes hauteurs, coupées en mille tranches et sillonnées de raies qui étaient des rues, crevasses profondes d'où sortait un bruit confus de roues, de fer battu, de cris divers. De ces pâtés de pierres jaillissaient par centaines des campaniles, des tours, des dômes bariolés, surmontés de croix pointues qui piquaient le ciel. Tout à coup tous les clochers se mirent en branle : ce fut un tumulte effroyable, une trombe sonore qui m'aurait entraîné Dieu sait où, sans le bras vigoureux de Tortaniel. Il m'adossa contre un pan de mur qui était peut-être un commencement de neuvième étage abandonné par prudence ou faute d'argent. Je levai les yeux et je les portai par-dessus la ville pour échapper au vertige. Le soleil couchant jetait sur toute la côte, du Vésuve à Capri, comme une magnifique fourrure de bête fauve. La mer et le ciel, également limpides, calmes et doux, se regardaient.

— Voici donna Grazia, s'écria tout à coup Tortaniel avec un air de triomphe. Je suivis le bras du cicérone, et je ne vis d'abord, dans la ligne de son doigt, qu'un entassement de pierres peintes; je tirai ma lorgnette, et j'aperçus bien loin de nous, à la distance de trois cents ou quatre cents mètres, une ombre noire qui se baissait et se relevait d'un mouvement étrange et régulier.

— C'est la *principessina?* demandai-je à Tortaniel.

— Votre excellence ne la reconnaît pas? Je la vois de mes yeux comme je vous vois. Elle est toute seule, sur sa loge.

— Et qu'est-ce qu'elle fait donc?

— Elle tire un seau d'eau du puits.

— De ses propres mains?

— Je distingue très bien les deux cordes; le seau est tiré, elle jette l'eau sur ses plantes, qui sont rangées à droite sur le mur... Elle se retourne maintenant et elle me voit. Que faut-il lui dire?

— Est-ce que tu veux lui parler à cette distance? Il faudrait un fameux porte-voix.

— Vous allez voir, dit Tortaniel, qui se prosterna d'abord très bas en croisant ses deux bras sur sa poitrine. L'ombre fit un mouvement. — Elle m'a vu, chuchota le lazzarone, et elle me rend mon salut. — Aussitôt il rapprocha ses deux index et les porta tendrement à ses lèvres en roulant des yeux ravis; puis il étendit un bras vers l'ouest, du côté de Mergelline, et retourna aussitôt vers moi le pouce de sa main gauche, sur quoi il leva les yeux au ciel, se caressa le menton, frisa la moustache qu'il n'avait pas, lissa sa veste, frappa sur son gousset et frotta plusieurs fois très rapidement son pouce contre les quatre autres doigts de sa main droite dont il fit claquer les extrêmes phalanges, tandis que de l'autre main il tambou-

rinait sur son cœur. Cela voulait dire que, si donna Grazia daignait se marier, elle serait la plus heureuse des femmes, qu'elle avait déjà rencontré à Mergelline un chevalier qui était là, devant elle, bien né, bien fait, bien vêtu, bien renté, beau comme le jour. Le dernier geste était un cri nuptial : hyménée! hyménée! et traduisait le fameux refrain populaire :

Faisons claquer les castagnettes,
Faisons sonner le tambourin.

Grazia, que je voyais confusément (mais Tortaniel me décrivit plus tard la pantomime de la jeune fille), avança tout son corps en ouvrant de grands yeux et en secouant la tête de droite à gauche et de gauche à droite. Elle demandait qui j'étais. Tortaniel allait lui gesticuler ma biographie en entrant dans les détails les plus minutieux, quand il fut arrêté court par un signe de la petite princesse; elle avait tourné vers nous la paume de sa main, puis posé un doigt sur ses lèvres, ce qui signifie, partout comme à Naples : « Attention! plus un mot! » Aussitôt apparut sur la terrasse une ombre longue, sèche et noire (celle de Gelsomine), qui parut faire une profonde révérence à Grazia. — Allons-nous-en! dit Tortaniel, qui se précipita vers l'escalier, où il disparut comme dans une trappe. Je le suivis à contre-cœur.

Tu souris, n'est-ce pas, mon cher homme de lettres? tu crois probablement que je veux me moquer de toi. Il n'en est rien, je t'assure, et, loin de rien inventer, j'ai abrégé, simplifié la pantomime. Les Napolitains causent entre eux de fort loin, par signes; ils ont ces mains loquaces et connaissent toutes ces arguties des doigts dont parlent si souvent les auteurs latins. J'ai assisté à de longues conversations entre la rue et le cinquième étage d'une maison, et je suis arrivé à comprendre à demi cette télégraphie. Quand le roi Ferdinand Ier remonta sur le trône de Naples, la populace ameutée voulut envahir le palais de Portici pour piller ce qu'y avait laissé Murat. Ferdinand se montra au balcon et ne prononça pas une seule parole; seulement il mit un doigt sur sa bouche, avança ses deux bras en croix, et de ses dix doigts pianota un instant dans l'air; puis il passa une main sur son front et rentra sans autre prosopopée. Cela voulait dire : — Il n'y a rien à faire aujourd'hui, allez-vous-en! — La foule comprit et se dispersa aussitôt en criant : — Vive *Nasone!* — Vive le gros nez! c'était le surnom du monarque.

II.

Le lendemain de très bonne heure, j'étais entré par le *postico* dans le couloir de l'église, et je regardais à travers l'œil de bœuf

De jeunes garçons en soutane étaient en train de balayer le pavé, des flots de poussière montaient à la voûte. Les balayeurs se disaient entre eux des gaudrioles, et débarbouillaient les madones avec des plumeaux; un chat buvait dans un bénitier, tandis qu'une famille de souris, nichée au-dessus de moi entre un tableau et le mur, déjeunait tranquillement, grignotant la toile. Les cloches sonnèrent, les portes s'ouvrirent, les bêtes prirent la fuite, et les jeunes garçons devinrent sérieux. Des sacristains entrèrent en bâillant et en se frottant les yeux, quelques vieilles femmes au chef branlant vinrent s'asseoir sur les bancs de bois dur et se raconter leurs misères. Pas de mendians encore; ils se levaient tard, ayant rôdé toute la nuit. Enfin Grazia parut, suivie de Gelsomine. Je pus enfin voir la jeune fille à mon aise, et je ne la quittai pas des yeux. Elle était grande, élancée, en voile noir; sa robe, comme une tunique de statue, tombait naturellement : elle marchait en déesse. Elle avait le front bas, les dents blanches, les cheveux et les yeux noirs des Napolitaines, mais de plus qu'elles un nez mince et droit, qui donnait à tout le visage un grand air de correction et de distinction. Elle alla s'agenouiller, non sur un prie-Dieu, ni sur une petite chaise, mais sur les briques peintes du pavé, puis baissa la tête et plaqua l'une contre l'autre les paumes de ses deux mains qu'elle porta en avant. Dans cette attitude, elle était belle : je l'ai peinte vingt fois de souvenir. Une oraison passait sur ses lèvres, qui frémissaient sans bruit; je remarquai cependant que ses yeux n'étaient pas en prière. Sans que la tête baissée remuât, le regard se promenait partout, courant des saints peints sur les murs aux angelots qui voltigeaient sur la voûte, et de la bijouterie qui ruisselait sur la robe de la madone aux gouttes de sang qui coulaient sur le visage du Christ. Rien ne lui échappait de tout ce qui se passait autour d'elle. Le chat qui s'était enfui au bruit des cloches reparut sur une corniche et se mit à jouer avec les glands d'un baldaquin : cet incident alluma une étincelle dans les yeux de Grazia et releva le coin de sa bouche. Tout à coup une porte s'ouvrit derrière moi et jeta un flot de lumière sur l'œil-de-bœuf. Grazia me vit et sentit mon regard comme je sentis le sien; mais nous étions épiés par la vieille Gelsomine, agenouillée à quelque distance. Elle s'approcha de la jeune fille, en se traînant sur ses genoux, et lui dit un mot à l'oreille. Grazia pâlit et se leva, puis sortit de l'église, non sans me jeter un nouveau regard qui me dit tout ce que je voulais.

Elle était à peine sortie qu'une main s'appuya sur mon épaule; je me retournai et je reconnus le vieux prêtre à qui avait si longuement parlé Tortaniel.

— Don Vittorio, me dit-il, je sais tout.

Tu comprends mon angoisse et le tumulte d'idées qui assaillit ma pauvre tête; je me crus sous la griffe de cet homme, et tous les dangers, tous les malheurs possibles m'apparurent à la fois. Mais le père Gaëtan continua le plus tranquillement du monde :

— Vous avez tort de ne pas vous confier à moi. Je sais que, dans votre situation, vous avez besoin de prudence et que vous ne sauriez vous montrer à l'église publiquement; aussi ai-je indiqué ce couloir où vous n'êtes vu de personne. Vous pouvez donc m'ouvrir votre cœur, je lèverai vos scrupules et je vous aiderai de tout mon pouvoir.

Je fus révolté, comme tu l'es sans doute en me lisant, de ces premières paroles du prêtre, et j'allais, sans lui répondre, gagner la porte qu'il venait d'ouvrir, mais il la ferma doucement et reprit son discours, un discours très long dont je te fais grâce. Je m'étais mépris tout à fait sur les intentions du bon curé. Il ne se doutait nullement de mes premiers rapports avec Grazia; mais il me prenait pour un protestant qui voulait se faire catholique. Dans son idée, j'avais besoin de cacher mes visites à l'église, et je devais me convertir en secret, de peur de déplaire à mon gouvernement. Le père Gaëtan pensait donc prêter les mains à une œuvre pie. Tortaniel avait inventé cette jolie histoire pour justifier mon assiduité à la première messe et pour détourner de moi les soupçons.

J'allai reprendre mon poste au couloir tous les jours suivans, et j'y retrouvai chaque fois le père Gaëtan qui était un excellent homme. Il avait une foi sincère et des mœurs irréprochables; il parlait avec effusion, en discours bien rédigés où il mettait pourtant un peu trop d'adjectifs. A la vérité, il prenait Voltaire pour un calviniste et Luther pour un voltairien; peut-être même eût-il volontiers donné le fouet à ces hérétiques; mais à part ce ressentiment où il épuisait sa bile, c'était un homme doux, bienveillant et incapable de faire aucun mal. S'il avait eu les mains propres, je les aurais serrées de grand cœur.

Cependant Grazia n'était pas revenue à l'église, et, après huit jours de dévotions inutiles, je dus renoncer tout à fait à la conversion que méditait le père Gaëtan. Je compris le motif de cette disparition qui me rendit furieux contre Gelsomine. Pour comble de malheur, pendant ces huit journées interminables, je ne revis point Tortaniel. Je ne savais que faire et j'errais comme une âme en peine, je rôdais le jour entier dans les ruelles du vieux Naples, entrant dans les cours des palais qui avaient bonne figure, et interrogeant tous les balcons où une fille de prince aurait pu s'accouder. Enfin, un beau matin, en ouvrant les yeux, je vis reparaître mon lazzarone. Il me dit, pour excuser son absence, qu'il avait dû veiller sa mère, qui était malade. Je crus qu'il mentait et je l'accablai

d'imprécations; mais j'appris quelques jours après de sa mère même, qui vendait des pastèques dans la rue du Port, que Tortaniel était un bon fils, plein d'égards et de respects pour elle. Cet étrange garçon, très paresseux et très actif, avait encore quelque chose des anciens lazzarones qui vivaient, dormaient nus au soleil, et disaient aux passans qui s'arrêtaient devant eux pour leur offrir de l'argent et leur demander un service : « Éloignez-vous de mon soleil. » Il travaillait cependant à ses heures, et faisait quantité de métiers pour *busquer* (gagner ou voler) quelque pièce d'argent ou de cuivre. L'hiver, il exploitait les étrangers, leur montrait le prétendu tombeau de Virgile, grand poète et fameux enchanteur sur lequel il avait des documens particuliers. Il balayait le gravier de Pompéi pour découvrir une mosaïque, et dansait la tarentelle dans les ruines de Caprée ou de Baïa : c'était la saison des piastres. En été, les étrangers partis, la vie était plus dure : il fallait tirer le filet avec les pêcheurs ou décrotter dans les cafés de second ordre les petits bourgeois qui déjeunaient le matin en faisant cirer leurs bottes; il fallait ramasser la nuit, dans les rues, des bouts de cigare que certains industriels faisaient sécher pour les revendre aux marchands de tabacs; il fallait quelquefois s'engager comme palefrenier ou comme marmiton dans les écuries ou dans les cuisines opulentes. Tortaniel préférait s'approvisionner d'eau claire ou d'eau soufrée qu'il puisait aux sources publiques et qu'il portait aux particuliers dans leurs maisons : c'était parfois une rude besogne, mais il amassait ainsi (non sans mendier un peu) un petit pécule dont il faisait deux parts : il en mettait la moitié à la loterie et donnait le reste à sa mère. Il ne gardait jamais rien pour lui, bien qu'il ne dînât pas tous les jours.

Quand il reparut dans ma chambre, après une absence d'une semaine, il me dit qu'il s'était beaucoup occupé de moi, et que je lui devais vingt piastres. « Il me les faut, me dit-il; d'ailleurs je me suis engagé pour vous, et vous ne me ferez pas manquer de parole. Vous verrez donna Grazia, et vous lui parlerez dès aujourd'hui. » Je donnai les vingt piastres. Tortaniel disparut sans m'en apprendre davantage, et revint me chercher ponctuellement à l'heure qu'il m'avait indiquée; il monta sur le siége comme d'habitude, et fouette cocher! Je croyais avoir parcouru tout le vieux Naples; je vis bientôt que je n'en connaissais pas le quart. Nous fîmes d'interminables évolutions dans des ruelles enchevêtrées, pavées du temps des Romains, obstruées de maisons qu'un Titan ivre avait dû amonceler, jeter les unes par-dessus les autres dans un accès de folie et de fureur. Ici un étage sortait de la façade et pendait sur nos têtes, soutenu par des poutres que le roulement de notre carriole faisait

branler; plus loin, une chambre enjambait la rue pour aller d'une maison à l'autre, et nous passions dessous comme sous un pont couvert; ailleurs, la ruelle serpentait en zigzag dans une véritable gorge de montagne, et, en levant la tête, nous ne voyions du ciel, à une extrême distance, qu'un mince filet bleu. Nous arrivâmes ainsi devant un palais splendide où Tortaniel me fit entrer sans me dire où il me conduisait : une porte monumentale sous laquelle aurait passé toute ma petite maison des Plants, une vaste cour entourée de portiques solennels, un escalier montant doucement, sur des marches longues, larges et basses, jusqu'à une sorte de vestibule à colonnes où une tragédie classique eût trouvé un décor plus que suffisant. Tortaniel ouvrit une porte et me fit traverser une enfilade de salles qui aurait fait honte à notre musée du Luxembourg : les plafonds étaient peints à fresque, et chaque embrasure de fenêtre eût contenu deux de nos petits salons superposés. A vrai dire, tout cela était fort délabré. Je ne trouvai de meubles que dans la septième pièce, qui était le salon, et où pendaient piteusement, sur des sophas dédorés, de pauvres housses en guenilles. Après le salon venaient les chambres à coucher, où de grands lits tombaient en ruine; de petites commodes de trois sous et des buffets en bois blanc paraissaient balayés contre les parois. Tortaniel me fit parcourir à pied, dans cette enfilade d'appartemens dégarnis, plusieurs centaines de mètres; je le suivais avec résignation, le nez en l'air et regardant quelque jolie tête de Cléopâtre ou de Marie-Madeleine sortant çà et là des plafonds écaillés et déteints. Enfin, après une pérégrination qui me parut interminable, nous arrivâmes dans une cuisine où Tortaniel me tendit une chaise presque dépourvue de paille, en me disant : — Asseyez-vous, nous y voilà.

Alors seulement il daigna m'expliquer sa conduite. — Qu'avons-nous vu, me dit-il, sur la terrasse il y a huit jours? Donna Grazia qui tirait de l'eau, ce qui vous a fort étonné : ce n'est pas un travail de princesse. J'ai voulu savoir si elle se donnait cette peine *par combinaison* (par hasard), ou si c'était son accoutumance. J'appris de Gelsomine, avec qui j'ai fait amitié pour vous servir, que tous les jours, à vingt-quatre heures (au coucher du soleil), par ordre du prince et pour faire de l'exercice, donna Grazia puisait de ses propres mains l'eau qui arrosait ses fleurs. Je me suis dit alors : — Qui sait? Le puits me paraît bien profond, puisqu'elle met tant de temps pour ramener le seau. Elle demeure au *piano nobile* (au premier étage); il faut donc que le puits serve aussi à quelque autre maison d'une rue plus basse. — En effet, je suis arrivé à savoir pa Gelsomine, qui a bonne langue et qui dit tout, que le puits donnait aussi dans une cuisine de ce palais, mais qu'à son grand désespoir

(elle aime à causer) il n'y avait jamais personne dans cette cuisine. Je m'écriai alors entre moi et moi : « Nous sommes à cheval! » Je vois que vous commencez à comprendre.

Il ouvrit alors une sorte de volet dans le mur, et je me mis à cette fenêtre intérieure. C'était un trou bien frais, bien profond, au fond duquel le jour d'en haut envoyait comme un reflet de lune. Je levai la tête, et je vis à cinq ou six mètres au-dessus de moi le ciel ouvert, la poulie d'où pendaient deux cordes humides et la margelle du puits qui servait de parapet à la terrasse de Grazia.

— Voilà pourquoi, reprit Tortaniel, je vous ai demandé vingt piastres. J'en ai donné douze au maître de ce palais, très grand seigneur dont la famille est aussi vieille que le tombeau de Virgile et qui eut des aïeux sénateurs à Rome du temps de Pharaon. Maintenant il est *scamazzato* (écrasé, ruiné), loue à des étrangers sa voiture et sa loge à Saint-Charles, et ne mange du macaroni que tous les deux jours. Je lui ai demandé de me prêter pour vous son appartement toutes les après-dînées, à l'heure de sa sieste, et je lui ai offert une piastre par mois pour ce petit service qui ne lui coûte guère : il peut dormir là-haut dans un galetas. Pour qu'il n'ait pas de soupçons, je lui ai dit que vous étiez un peintre de talent et que vous vouliez copier ses fresques : il faudra donc que j'apporte ici, excellence, votre palette et votre chevalet; si vous vous mettiez à peindre pour de bon, vous feriez bien, en cas de surprise, quoique nous ayons le droit de nous enfermer et de tirer le verrou. Le grand seigneur a consenti à cet arrangement, à la condition qu'on lui payât l'année d'avance; je lui ai donné les douze piastres, et il m'a remis la clé de la maison. De plus, j'ai dû faire de petits cadeaux à la Gelsomine. Pour la voir tous les matins, je lui monte une cruche d'eau soufrée et j'attends qu'elle l'ait bue pour m'en retourner; par ce moyen, je peux lui parler assez longtemps sans qu'on y trouve à redire. C'est une femme à ménager parce qu'elle voit tout ce qui se passe et elle dit tout ce qu'elle voit; elle vous a surpris deux fois pendant que vous regardiez donna Grazia, qui depuis lors ne va plus en voiture, ni à l'église; le prince ne veut pas que sa fille connaisse l'amour. Voilà pourquoi j'ai pensé à distraire Gelsomine. Avec l'eau soufrée qu'elle me paie, je lui apporte chaque matin une *sfogliatella* bien feuilletée ou quelque *susamiello* farci, ou une *cocozzata*, des *cannellini*, des *torroneini*, faute de mieux des *franfellicchi*; elle accepte tout de bonne grâce. Elle est vieille et laide, mais elle croit que je veux l'épouser; je lui ai donné ce matin un anneau qui m'a coûté quatre ducats; avec les sucreries, j'en ai eu jusqu'à présent pour six piastres. Il est convenu qu'à vingt-quatre heures, pendant que vous causerez par le trou du puits avec donna Grazia, j'apporterai une seconde cruche d'eau soufrée à la vieille. Je la

tiendrai à distance et je l'empêcherai de vous surveiller, ce qui vaut bien deux piastres pour le pauvre Tortaniel. Comptez maintenant sur vos doigts : six et deux font huit et douze font vingt. Voilà l'emploi des vingt piastres.

En ce moment, je crois que j'aurais embrassé le maître fourbe, qui était bien du pays de Scapin; mais il ne me laissa pas le temps de le remercier et partit comme un trait : il venait d'entendre du bruit sur la terrasse. Quelques instans après, j'entendis un grincement de poulie qui, en toute autre occasion, m'aurait déchiré les oreilles, mais qui, ce soir-là, les caressa mélodieusement. Je me précipitai vers la fenêtre du puits et au-dessus de moi, sur la terrasse, je vis Grazia debout comme une ombre détachée du ciel. Je l'appelai doucement, elle tressaillit et se pencha sur la margelle; je l'appelai encore, elle me reconnut et ferma les yeux en se retenant à la corde humide. — Voulez-vous que je vous aide? murmurai-je un peu sottement, si troublé moi-même, que je ne trouvai pas autre chose à lui dire. Nous restâmes ainsi quelque temps, muets l'un et l'autre, et tenant à nous deux la corde qui tremblait entre nos mains.

III.

Je n'ai pas besoin de te dire que je retournai tous les jours dans ce palais fantastique. J'y arrivais bien avant l'heure et je tâchais de copier les belles filles bien portantes dont Luca Giordano avait couvert les plafonds et les parois. Grazia était une fille étrange et d'une séduction irrésistible. Elle ne disait pas volontiers ce qu'elle savait sur elle-même et sur tous ceux qui l'entouraient, mais elle interrogeait volontiers et multipliait ses questions avec une curiosité d'enfant : il fallait tout lui dire. Elle était d'une ignorance adorable et n'avait rien appris dans les livres, parce qu'elle lisait péniblement et que ce travail la fatiguait. Elle était incapable d'écrire autre chose que des jambages : on lui avait dit que l'écriture est un art inutile et même dangereux, ne servant guère qu'aux lettres d'amour. Elle me demanda un jour si Paris était sur le chemin de Naples à Rome. Elle se figurait que tous les étrangers étaient des Turcs, entendant par là des païens qui ne croient pas à la Madone; quand je la tirai d'erreur, je fis un grand pas dans son affection. Je la soulageai de l'unique remords qui lui pesât sur la conscience. Elle me voyait en cachette, à l'insu de son père et même de son confesseur, mais, me dit-elle, elle n'aurait jamais eu le cœur d'épouser un mameluck. Elle me parlait en patois napolitain; c'était sa langue où elle s'ébattait avec beaucoup de grâce et d'aisance, mais dans le bon italien, qu'elle n'entendait guère, elle paraissait endi-

manchée et se traînait lourdement. On avait pourtant essayé de l'instruire dans un couvent, mais elle s'y était ennuyée si fort qu'on avait dû l'en sortir au bout de quelques semaines; il lui fallait de l'air et du jour, et elle étouffait dans les grandes salles d'où l'on ne voyait qu'un pauvre carré de ciel haché par des treillis ou par des barreaux. Elle n'avait pu tenir dans cette maison noire : elle n'aimait pas les confitures, encore moins les leçons; elle préférait les dévotions, surtout à l'église, parce qu'elle y trouvait des peintures et de la musique; mais dans l'église du cloître, on ne voyait pas assez de visages nouveaux, les hommes en étaient exclus, excepté les religieux; ces derniers étaient laids, trop gras ou trop maigres. Je crus comprendre qu'un beau soir la jeune captive s'était évadée de cette prison. De quelques mots qu'elle me dit, j'inférai qu'avant sa réclusion elle avait mené longtemps une vie pauvre et libre, au bord de la mer, au milieu des pêcheurs et des marins. Elle savait le maniement des filets, les mœurs des poissons, les noms des agrès et des apparaux, les caprices du garbin, du sirocco, de la tramontane, les histoires de Roland et de Renaud que les jongleurs populaires chantaient sur le port. Quand elle parlait de tout cela, ses yeux lançaient des fusées.

Elle savait encore bien des choses. Comme elle ne perdait pas son temps à lire, ni à coudre, ni à tricoter, ni à filer, mais qu'elle le passait en plein air, sur sa terrasse, et qu'elle ne faisait jamais rien de ses dix doigts, elle avait pu observer longuement tout ce qui était à la portée de ses yeux et de ses oreilles. Elle distinguait à leurs cris les marchands ambulans qui passaient de l'aube au soir, chacun à son tour et à son heure : venait d'abord l'eau-de-vie qu'on colportait de grand matin; puis successivement les châtaignes bouillies, les chèvres, les vaches, la viande et les légumes, les œufs, le beurre de Sorrente, les recuites (*ricotte*) de Castellamare, après midi l'eau soufrée, puis encore les vaches qui promenaient leurs clochettes de quatre à cinq heures du soir. La nuit tombée, circulait le marchand d'olives, puis le marchand de lupins, maigre chère des plus pauvres. Grazia savait donc l'heure sans écouter les cloches ni regarder le soleil. Elle pouvait encore parler sciemment de tous les costumes du pays, car elle était allée plusieurs fois le matin du 8 septembre à la Villa Reale, qui, ce jour-là seulement, appartenait au peuple; des filles de toutes les provinces y accouraient en habit de fête en portant sur elles ce qu'elles avaient de plus beau : l'une, arrivant de la Grande-Grèce, une ceinture d'argent et un diadème d'or; l'autre, la Capouane, une coiffure de vestale ou de sibylle; une autre, l'Abruzzaise, des tresses relevées comme celles des antiques déesses, tandis que la fille du Samnium attachait à ses bras,

avec des rubans, un corsage sans couture et se drapait dans les larges plis d'une étoffe qu'elle avait tissée et teinte de ses propres mains. Grazia était charmante quand elle imitait l'accent ou empruntait l'habillement de ces contadines; elle revêtit un jour, pour donner une fête à mes yeux, le costume traditionnel des belles filles de Procida. La tête grecque sortait de ses vêtemens comme un bronze couleur de cuivre.

Elle savait bien des choses encore : les noms et les légendes de tous les saints, leurs habitudes et leurs préférences, leur situation dans le ciel et leurs attributions sur la terre, le jour de l'année où l'on chômait en leur honneur et le plat qu'il fallait manger pour leur être agréable. Sa religion était une sorte de polythéisme apostolique et romain : elle se figurait au-dessus des nuages un olympe encombré de dieux et de demi-dieux. Dans tout ce monde, elle voyait des êtres supérieurs qu'il fallait ménager, parce qu'ils pouvaient lui faire beaucoup de bien ou beaucoup de mal, mais elle n'avait de vraie dévotion que pour la Madone. « A celle-là (je répète son mot) on dit tout. » Elle lui récitait tous les soirs un Ave qu'elle estropiait, parce qu'elle ne savait pas le latin; mais, quand ses yeux se fixaient sur la sainte Vierge suspendue au-dessus de sa couchette, elle tombait à genoux les mains jointes, et, en la regardant, se croyait au ciel. Aussi pratiquait-elle exactement ses devoirs religieux, non pour gagner le paradis, qui était encore trop loin, mais parce que la Madone le voulait ainsi, et qu'il fallait faire plaisir à la Madone. Ses souvenirs les plus vifs étaient des souvenirs pieux : une course à Antignane, petit village suburbain où l'on voit, le jour de Pâques, deux processions courir l'une après l'autre et se chercher dans toutes les ruelles et dans tous les recoins : c'est la sainte Vierge qui voudrait retrouver son divin Fils. Elle finit par le rencontrer, et une explosion de pétards annonce aux hameaux voisins la grande nouvelle; alors la Madone, en signe de joie, retrousse sa jupe d'où s'échappe et s'éparpille aux quatre coins du ciel une nuée d'oiseaux.

Grazia se souvenait encore d'être allée fêter la madone de l'Arc, au pied du Vésuve; elle en était revenue avec des bouquets de cerises à l'oreille et une longue perche à la main, d'où pendaient quantité de petits seaux, des paniers, des lanternes, des grappes de noisettes et des images de dévotion : elle avait fait ce jour-là quatre ou cinq lieues en une heure, assise sur le banc d'un *corricolo* bariolé, pavoisé, couvert de monde, lancé à fond de train dans les rues de Naples, au grand galop d'un petit cheval ivre qu'excitaient les coups, les claquemens du fouet, les acclamations des jeunes gens, criant à pleins poumons : *Figliole! figliole!* des filles! des filles!

Voilà de quoi nous causions, elle et moi, par le puits. Elle racon-

tait ses impressions, mais glissait sur sa vie, éludait les questions et n'y répondait qu'en s'esquivant. Elle ne parlait du prince qu'avec un religieux respect et l'appelait le *gnore*, le seigneur : c'était le même titre, la *gnora*, que Tortaniel donnait à sa mère. Il y avait entre le prince et Grazia une barrière ou un nuage : ils ne se voyaient qu'à l'heure du repas et ne devaient pas avoir beaucoup d'idées à échanger. Le prince était souvent soucieux et ne soufflait mot; quand il était de bonne humeur, il disait en patois quelques balivernes et pinçait le menton de la belle enfant, qui lui baisait la main. En pressant mes questions, j'appris qu'elle n'avait eu avec lui, depuis qu'elle était sortie du couvent, que deux entretiens un peu longs, l'un et l'autre à mon sujet : le premier après notre rencontre à Mergelline, le second après notre rencontre à l'église. La pauvre fille avait reçu à ce propos « deux lavemens de tête, » et depuis lors il lui avait été formellement interdit de sortir. Il y avait une chapelle dans la maison; le père Gaëtan, qui était le *prete di casa*, le prêtre domestique, y disait la messe tous les matins, et on lui donnait vingt sous. Il me parut que Grazia, très sensible à ces rigueurs, ne voyait que l'heure et le moment de quitter la place. Elle considérait le mariage comme une sorte de libération qui lui permettrait de courir les rues et les églises et de passer une heure ou deux sur la Marinella pour voir les pêcheurs tirer lentement leurs filets. Je lui offris d'aller parler au prince; elle me supplia de n'en rien faire. — Il est très jaloux, me dit-elle; il refuserait et aurait l'œil sur nous. Il ne veut pas qu'on me regarde. Il a déjà éconduit quantité de jeunes gens, même des chevaliers qui m'avaient vue en voiture et qui étaient venus me demander à lui. Il faut attendre une *combinaison* (un hasard). S'il savait que nous nous parlons, il me tiendrait enfermée dans une chambre noire. — Elle ne me dit point cela dès le premier jour, mais seulement au dernier entretien que nous eûmes ensemble au bord du puits.

Dans ces longues causeries, nous n'échangions pas un mot d'amour. Ainsi allaient les choses à Naples; dès le regard qu'elle m'avait rendu à l'église, nous étions devenus fiancés, quitte à attendre dix ans la lune de miel. Deux coups d'œil un peu vifs jetés et *tenus* sur une jeune fille équivalaient à une promesse de mariage. Lui parler tout bas devant le monde ou tout haut dans un tête-à-tête, sans avoir l'inébranlable résolution de l'épouser, eût passé pour la plus grossière impertinence ou la plus noire perfidie du monde; une pareille offense chez les gens du peuple eût mérité un coup de couteau. Pareillement, la jeune fille était engagée, et, si elle manquait à cet engagement, elle risquait de recevoir un beau soir une balafre en plein visage. Aussi n'avions-nous plus besoin entre nous de promesses, ni de protestations, ni même de câlineries; elle m'avait ac-

cordé du premier regard tout ce que je pouvais espérer d'elle jusqu'au jour nuptial. Pas de *crescendo* possible : dès la rencontre à l'église, nous avions donné toute notre voix. Elle me tutoya d'emblée sans le moindre embarras : c'est ce qu'elle avait vu faire à toutes les marinarelles. Il ne s'agissait plus que d'attendre et d'être heureux en attendant, mais, entendons-nous bien, heureux à distance, et sans autre caresse que celle des yeux. Grazia n'avait jamais lu de roman, cependant elle savait fort bien, et ne s'en cachait pas, ce que les femmes sont censées ignorer chez nous avant le mariage : elle n'en était que plus forte pour se défendre au besoin et en tout cas pour écarter ou prévenir le péril. Au bout d'un mois (nous sommes impatiens en France), le jour même où elle me conjura de ne point parler encore au prince, je lui exprimai mon regret de nous voir toujours de si loin. Elle me répondit : — Ne sommes-nous pas bien comme nous sommes?

— Si je pouvais seulement une fois te serrer la main!

Elle changea de voix et répliqua en notes graves : — Ce sont là des choses qui ne se font pas. — Je me le tins pour dit; d'ailleurs je savais déjà qu'il ne faut jamais rien demander aux femmes. Seulement, quand elle fut partie, sans songer à mal et dans l'unique intention d'étudier le terrain, je montai sur le rebord du puits et j'éprouvai par de violentes secousses la solidité des cordes et de la poulie où pendaient les seaux; la poulie tint bon, les cordes étaient neuves. Puis je tendis l'oreille, il n'y vint de la terrasse que le léger bourdonnement d'un moustique probablement affamé. J'en conclus qu'il n'y avait personne. Je me dis alors : « Si j'y allais? » Puis je renonçai à ce projet en me demandant : « Pour quoi faire? » Mais je me répondis aussitôt : « Pour voir seulement? » Évidemment Grazia ne courait aucun péril; je respectais en elle ma fiancée. Je ne risquais, au pis aller, que d'être surpris par elle, dans cette ascension indiscrète et de m'attirer une gronderie qui le lendemain eût amené une jolie scène de réconciliation. Cependant j'aurais vu de près ses fleurs, j'aurais touché son arrosoir, promené mes yeux où allaient les siens, du lever au coucher du soleil, par-dessus la ville. Le soir tombait, la nuit vient vite à Naples, et la lune ne devait se lever qu'après minuit. Qui sait? En avançant sur la pointe des pieds jusqu'à la porte vitrée, j'apercevrais peut-être un coin de sa chambre, la madone pendue au mur, la croix d'ébène, elle-même endormie déjà peut-être « dans ce mélancolique et chaste paradis. » Et comme il se mêlait toujours un peu de littérature à mes émotions, je me redisais les vers de Faust entrant dans la maison de Marguerite.

Si bien qu'après un quart d'heure de réflexion j'étais pendu aux cordes du puits, grimpant des deux mains en gymnasticien qui avait

fait ses preuves, vers l'entrée du puits, où je voyais scintiller une étoile dans un rond de ciel. Dès que ma tête eut dépassé la margelle, une grande ombre se dressa sur la terrasse, un long bras se tendit vers moi d'un air que je trouvai menaçant, tandis qu'une voix très douce, avec une ironie qui me parut amère, me disait : « Prenez garde! Permettez-moi de vous aider. » C'était le prince de Montefosco.

IV.

Tu comprends mon inquiétude. Je pouvais craindre une scène violente; je devais m'attendre, pour le moins, à une explication pénible suivie d'une demande forcée, intempestive, qui m'aurait valu un refus mérité. J'avais perdu Grazia et j'étais menacé de croiser le fer avec un galant homme. Mais il était écrit que, dans cette aventure, rien de ce que j'avais prévu ne m'arriverait. Le prince était un homme de cinquante ans, grand et maigre, à barbe longue et grise, mais sans moustache, à l'américaine; il avait dû raser sa lèvre supérieure pour rassurer son gouvernement, qui redoutait les visages à tous poils. Cette mutilation avait l'avantage de découvrir une bouche dont le sourire était courtois et fin; les yeux avaient de la franchise et de la malice. Il m'aida bien réellement à prendre pied sur la terrasse, et, sans me laisser le temps de prononcer une parole, il me dit avec une exquise urbanité :

— Monsieur Victor des Plants, je vous dois des excuses. J'étais là tout à l'heure et j'ai entendu sans préméditation votre entretien avec Grazia. Ce qui justifie l'attention que j'y ai prêtée, c'est que je suis le prince de Montefosco, le geôlier jaloux dont elle vous a dit tant de mal. Je n'en veux ni à elle ni à vous; je sais qui vous êtes, et je connais vos intentions : vous auriez pu entrer chez moi par la porte. Il est vrai que j'ai dû éconduire deux ou trois galantins qui étaient venus me demander Grazia, mais tous les trois étaient des espions envoyés par la police, de plus chevaliers d'industrie et chanteurs de salons : trois métiers que je n'aime pas. Vous avez préféré entrer par le puits, je n'ai pas le droit de vous en blâmer; j'en aurais fait autant à votre âge; maintenant, monsieur, puisque vous voulez épouser Grazia, je vous dois toute la vérité : elle n'est pas ma fille.

Ce mot du prince m'ôta un poids du cœur. Je craignais bien des accusations injustes, en premier lieu celle d'avoir voulu forcer une mésalliance en compromettant une jeune fille de grande maison.

— Persistez-vous dans votre intention? me dit le prince.

— Oui, monsieur, lui répondis-je; c'est Grazia que j'aime, quelle qu'elle soit.

— Je ne vous avais pas mal jugé, reprit-il, mais vous ne savez pas tout encore. Il faut que je vous dise avec quelques détails comment j'ai connu cette belle enfant. Il y a quinze ans, je perdis une petite fille qui avait deux mois à peine; sa mère, une vraie Napolitaine, voulut faire alors ce que font, en pareil cas, les plus pauvres femmes du pays : elle voulut donner le sein à un enfant trouvé qui fût resté dès lors auprès d'elle et qui eût pris la place de la pauvre morte. Nous allâmes donc ensemble à l'hospice de l'Annunziata, qui était, qui est encore un bouge. Figurez-vous, monsieur (ici le patriote mécontent prit la parole), un trou de boîte aux lettres ouvert sur la voie publique; les malheureuses qui avaient une faute à cacher ou des économies à faire allaient y jeter leur enfant. Le trou était petit, afin que les nouveau-nés seuls y pussent passer; mais si le nourrisson était gros, on le poussait fort, afin qu'il entrât tout de même, on lui rentrait les os dans le corps et on l'étranglait quelquefois, mais bah! ces choses-là n'inquiétaient pas l'administration. L'enfant à peine confié au tour, on le baptisait d'abord, et on l'enregistrait sous un nom quelconque, puis on le livrait à une nourrice qui en avait déjà trois, quatre et cinq sur les bras. On couvrait de haillons cette pauvre créature, on la couchait dans la vermine, on lui donnait à sucer des mamelles taries, et deux ou trois jours après on la jetait morte dans un nouveau trou plus large, celui de l'hospice où l'on ne souffre plus. Il mourait à l'Annunziata quatre-vingt-dix enfans sur cent : c'était un repaire d'infanticides. La princesse en retira Grazia, qui ressemblait à la petite fille que nous avions perdue. Quant à moi, outré des infamies que je venais de voir, j'écrivis une brochure que je fis imprimer clandestinement et parvenir au roi, aux princes, aux ministres, aux évêques; on me mit en prison et l'on m'y tint six mois au secret, puis, par grâce et sans jugement, on m'envoya en exil. Pendant ma détention, la princesse, déjà brisée par bien des épreuves, était morte de chagrin; quant à Grazia, on l'avait mise en nourrice. Je vécus treize ans loin de Naples, en France, en Espagne, au Maroc, et pendant ces treize années, je ne reçus aucune nouvelle de ma maison. Les lettres qu'on m'adressait étaient interceptées et retenues au cabinet noir où on ne les lisait pas; les employés de cette administration auraient eu trop à faire à déchiffrer tant de paperasses. Ils se contentaient de les classer dans des cartons. On me les a rendues ou plutôt vendues il y a quelques mois : elles étaient encore cachetées. Quant aux lettres politiques, je les avais reçues ponctuellement pendant mon exil, parce qu'on s'était bien gardé de les mettre à la poste à Naples; on les confiait frauduleusement aux capitaines ou aux matelots des bateaux à vapeur. Les toiles d'araignées laissent passer les frêlons; elles n'arrêtent que les mouches.

« Quand je rentrai à Naples, aux premiers jours de l'an dernier, je ne songeais plus à Grazia, que j'avais perdue de vue depuis qu'elle était entrée dans ma maison. Je la retrouvai par hasard dans le quartier du port, près d'une fontaine. Elle venait de puiser de l'eau dans une sorte d'amphore qu'elle portait sur sa tête; elle marchait droite et libre, avec une aisance antique, les pieds nus, d'un pas royal. Je fis arrêter ma voiture et je lui demandai à boire; elle pencha son urne vers moi d'un mouvement si superbe qu'au lieu d'approcher mes lèvres du goulot, je restai un long moment à la regarder. Elle sourit, bien qu'elle eût à peine quatorze ans; les femmes sentent toujours quand on les admire. A la première question que je lui fis, elle m'apprit son nom de Grazia. Quelque chose me dit aussitôt que je l'avais vue à l'Annunziata d'abord, puis dans les bras de ma pauvre femme. Je la pressai de questions et je me fis conduire dans la maison où elle vivait : un simple *vascio* (sous-sol) recevant de la porte un peu d'air et de jour, meublé d'un lit monumental où dormaient la mère et cinq jeunes enfans; les autres (il y en avait encore trois) couchaient à terre sur la paille. Outre le lit, il n'y avait dans la chambre qu'un buffet en bois de peuplier peint en vert, une table boiteuse, deux chaises de paille et un petit réchaud qui servait à cuire le maïs et à chauffer les fers à repasser; quand on l'allumait, on le portait dehors pour ne point enfumer le *vascio*. Contre le mur, au-dessus du lit, était collée une image représentant la Vierge des sept douleurs; au-dessous de l'image, une petite lampe en terre cuite brûlait jour et nuit. Il n'y avait pas toujours de pain dans la maison, mais il y avait toujours de l'huile pour la Madone.

« La nourrice à qui ma femme avait confié Grazia m'avait écrit bien souvent (j'ai maintenant ses lettres) pour me demander des piastres d'abord, puis un trousseau complet, *douze à douze* (les douze chemises, les douze mouchoirs, etc.), puis la rosette, c'est-à-dire la rosace en perles fines, entourant un rubis ou une émeraude, et que nos *cafone* (campagnardes) pendent à chacune de leurs oreilles. La nourrice me demandait encore la *collana*, qui est le collier aux boules d'or ou de corail, le *lazzetto*, qui est une chaîne très longue, formée de boucles d'or et qui doit faire trois, quatre, jusqu'à sept fois le tour du cou; la *spadella*, sorte de poignard en argent qui retient sur la nuque ou sur le front les longues tresses noires. Il fallait encore à la nourrice un peigne en argent doré, des bagues pour tous les doigts, pour toutes les phalanges, une robe en velours ou en satin rouge ou bleu, brodée et frangée d'or avec des nœuds, des rubans, des mules assorties, un tablier de dentelles, que sais-je encore! le cadeau de Pâques, celui de Noël, ceux des anniversaires, du vaccin, de la première dent, de la première robe; le trésor de

saint Janvier n'eût pas suffi pour payer tout ce que cette gourmande exigeait de moi. Ne recevant pas de réponse, elle avait bientôt sevré la pauvre petite en la donnant à une famille de pêcheurs qui avaient déjà quatre filles et trois garçons. Mais qu'importe? Chez les gens qui n'ont rien, quand il y a pour sept, il y a pour huit; on accueillit donc la Grazielle et on l'appela l'enfant de la Madone. Vous savez maintenant, monsieur, à qui vous voulez offrir votre nom; s'il vous plaît de vous retirer, il en est temps encore; j'aurai l'honneur de vous reconduire par un chemin moins périlleux que celui que vous aviez choisi. »

Je répondis au prince que je ne songeais nullement à me retirer; il reprit alors sur un ton plus grave :

— Je ne vous dis, pour ma part, ni oui ni non; je n'ai aucun droit sur l'enfant de la Madone, et si elle vous aime, ce qui est possible, je ne veux pas contrarier ses goûts. Il se peut qu'elle soit heureuse avec vous; je ne sais pas lire dans les astres et je ne perds plus mon temps à prévoir les choses, la destinée humaine est une loterie, et l'avenir un masque bouffon qui s'est toujours moqué de nous. Seulement mon devoir est de vous tenir sur vos gardes : Grazia est une vraie fille du peuple. Quand je la retrouvai par hasard sur le môle, je me décidai aussitôt à l'adopter : je n'avais pas d'enfant et je devais quelque chose à la mémoire de ma pauvre femme. Je me donnai donc pour le père de la jeune fille; les braves pêcheurs le crurent d'autant plus volontiers que la nourrice leur avait dit mon nom et leur avait annoncé que je me présenterais sans doute à eux un jour ou l'autre. Grazia me fut donc rendue, et depuis lors elle se croit ma fille, mais elle n'a jamais eu d'affection pour moi. Vous savez que dans mon pays le sentiment filial est plus respectueux que dans le vôtre, mais la pauvre fille exagère encore cette vénération et me parle de trop bas. Je n'ai jamais trouvé de tendresse chez elle, ni même de confiance, et j'ai dû sentir dès les premiers jours que j'avais introduit une étrangère dans la maison. Je voulus la mettre au couvent pour l'instruire; elle ne put rien apprendre chez les pauvres sœurs, qui ne savaient pas grand'chose elles-mêmes; elle eut auprès d'elles des accès de désespoir et surtout de longues heures d'abattement. Un soir, elle quitta le cloître, enveloppée dans un froc de franciscain, et s'en alla tout droit non pas ici, mais chez les pêcheurs du môle. Depuis cette escapade, j'ai dû la faire surveiller de près; je lui ai donné pour gardienne une vieille servante de la maison, très dévouée à ma personne et surtout à ma cuisine : elle voit passer le vent et me dit tout. Ah! c'est un dur souci, dans un pays comme le mien, que la garde d'une jeune fille! Vous ne sauriez croire en quelle angoisse vous m'avez jeté vous-même en la regardant deux fois. J'ai

dû prohiber la voiture et l'église, j'ai dû avoir un prêtre à domicile, le père Gaëtan, qui vous connaît et m'a parlé de vous : il vous aime fort, bien qu'il vous croie calviniste. Malgré toutes ces précautions, vous le voyez, on ne peut rien contre l'amour. Grazia s'ennuie chez moi, comme elle s'ennuyait au couvent ; elle n'a été heureuse que sur le môle. Un de ces jours, vous n'auriez qu'à dire un mot, et elle s'échapperait par le puits. Réussirez-vous mieux que moi? Dieu le veuille ! Une paternité supposée a moins de pouvoir qu'un amour sincère ; vous aurez peut-être ce qu'il faut pour l'attacher et la retenir; mais elle sera toujours plébéienne. J'ai voulu lui apprendre l'italien, impossible : elle ne se meut à l'aise que dans son patois. J'ai voulu l'habiller en femme du monde, peine perdue : elle boite dans des bottines, elle étouffe dans un corset ; ses belles mains, toujours en mouvement, font craquer les gants ou s'y figent : elle est née pour marcher en jupe rouge, en chemise blanche, le visage couleur de cuivre, le corps souple et droit, les pieds nus, sur le sable doré, dans l'air libre et dans la lumière.

Ces objections ne faisaient que m'attirer davantage vers Grazia : tout ce qu'elle perdait en naissance, elle le regagnait en charme, et je me faisais une poétique mission de cultiver cette plante sauvage, si étrangement belle, qui avait poussé toute seule au bord de la mer. Je déclarai au prince que j'étais plus que jamais décidé à épouser l'enfant de la Madone, et que j'en écrirais dès le lendemain à ma famille. Je ne craignais pas la résistance de ma mère qui vivait, tu le sais, dans la retraite et qui, ne tenant plus au monde, en avait répudié les préjugés. Notre entretien se prolongea longuement dans cette belle nuit blanche : le prince avait pu se renseigner sur moi près de notre ambassadeur, qu'il connaissait depuis longtemps et avec lequel il avait tous les huit jours de secrètes conférences politiques ; il devint avec moi très confiant, presque affectueux, et m'apprit beaucoup de choses sur les affaires de son pays. Nous causions déjà comme de vieux amis, quand un spectacle merveilleux nous fit taire : la lune parut tout à coup sur la pente du Vésuve et me donna une fête que je n'oublierai jamais. L'ombre pâlit tout à coup jusqu'à l'extrême horizon, la ville me parut taillée dans la neige, les hauts quartiers se recourbaient en gradins d'albâtre, les dômes et les clochers étincelaient comme revêtus d'argent, tandis que l'île de Capri ressemblait à un énorme bloc venu de Paros ou de Carrare et saupoudrant d'une poussière de marbre la mer unie, luisante, qui dardait çà et là de longs éclairs. Aucun bruit ne montait de la ville, aucune brise de la plage, on eût dit que dans cette blancheur transparente, la nature et les hommes, retenant leur souffle, s'étaient endormis. Pour la première fois de ma vie, parfaitement calme, ne demandant rien de plus, rien de mieux, abandonné

à cette nuit de silence et de lumière, je me sentis complétement heureux, j'eus la pleine et profonde sensation de la béatitude infinie.

A la pointe du jour (la lune brillait encore et prenait la couleur de l'aube) une porte vitrée s'ouvrit, et Grazia parut sur la terrasse en toilette de nuit, les cheveux dénoués, les pieds nus; elle avait seulement enroulé autour de son corps, pour s'en faire une jupe, un grand châle uni de laine rouge. En me voyant auprès du prince, elle poussa un cri, mit les deux mains sur son visage et voulut fuir.

— Viens donc, nous sommes entre amis, lui dit cordialement le gentilhomme.

Et l'amenant près de moi par le bras, il ajouta dans le plus pur patois de Naples :

— Celui-ci est un qui te veut pour épouse. Le veux-tu pour mari?

Elle découvrit son visage où tout riait, l'œil pétillant, les narines dilatées, les lèvres relevées, les joues creusées de petites fossettes, les belles dents fraîches et blanches, avec un cri de triomphe ou plutôt un éclat, une fanfare de gaîté.

— Prends-le donc (*pigliatillo*), reprit le prince en mettant la main de Grazia dans la mienne. — Ils étaient allègres tous deux comme un dénoûment de comédie; moi, j'avais des larmes dans les yeux.

V.

J'écrivis le lendemain à ma mère. Si je t'envoyais sa réponse, tu serais bien heureux, tu aurais, toutes faites, les dix plus belles pages de ton roman; mais il me déplairait de voir cette lettre imprimée. En substance, ma mère me disait ceci :

« Je ne te refuse pas mon consentement; Dieu sait ce qu'il fait et fait toujours bien les choses. Je ne repousserai point une femme de ma maison, parce que sa mère l'a repoussée de la sienne. Si Grazia est née d'une faute, ce n'est pas elle qui l'a commise, et Dieu seul a le droit de punir le père sur l'enfant. Bien plus, je lui trouve, si elle est telle que tu dis, un charme singulier, et je comprends que tu l'aimes. Je ne demande pas ce qu'en dira le monde, je suis sûre que nos amis, les seuls à qui je tienne, accueilleront la femme que tu auras jugée digne de porter ton nom; je n'ai de crainte que pour toi et pour elle. Se trouvera-t-elle bien dans ta vie et te trouveras-tu bien dans la sienne? Voilà ce qui m'inquiète; tu sais que les vieilles gens ont l'œil triste et voient d'abord les ombres et les points noirs. Veux-tu passer ta vie à Naples, sur le môle, au milieu des pêcheurs et des marins; as-tu la main faite pour jeter le filet du matin au soir et pour tirer la rame? Ton esprit a de

la culture et tu as pris dès l'enfance les habitudes et les goûts d'un certain monde : c'est là une seconde nature dont on ne se défait plus à ton âge, et tu ne seras jamais, je le crains, qu'un lazzarone manqué. Tu voudras donc amener ta femme chez toi; y sera-t-elle heureuse? Est-ce nos salons qu'il lui faut? Est-ce nos livres? Tu me décris la baie de Naples; sais-tu ce que je vois de nos fenêtres, en ce mois de septembre qui a tant besoin de soleil? Un ciel déjà gris, un vent déjà froid, il a neigé avant-hier sur la montagne, je vois des feuilles qui jaunissent, j'en vois qui tombent; ce matin, la rivière disparaissait sous le brouillard. Oh! je sais bien ce que tu penses: tu te dis, à part toi, que deux êtres qui s'aiment sont bien partout, quand ils sont ensemble; qu'il n'y a pas de soleil ni de brume, que tout cela est dans les yeux. Je veux bien; on dit cela six mois, après quoi la naissance, la nature reprennent leurs droits; le regret vous saisit, le mal du passé, le mal du pays, tandis qu'on est lié pour la vie entière. Je te dis là, je le sais, des choses que tu ne comprends pas, et je suis sûre que tu me donnes tort; mais si j'avais raison? Si tu le reconnaissais trop tard? A quoi bon précipiter les choses? Veux-tu que je te donne un conseil de vieille femme, ou plutôt de vieille mère qui ne songe qu'à ton bonheur? Amène-moi cette jeune fille; j'irais bien la chercher si je pouvais. Tu trouveras sans peine une bonne âme pour la patronner pendant le voyage, à moins que le prince lui-même ne veuille s'en charger. Mais, entre nous, ton prince me paraît bien pressé de se débarrasser d'elle. Il t'a parlé en galant homme et t'a dit en somme ce que je te dis à mon tour un peu plus longuement; je crois qu'au fond il a mes scrupules et mes doutes. J'aurais voulu seulement qu'il fût un peu plus fâché contre toi. Il l'eût été assurément (note et pèse ce point), si Grazia était sa fille. Là, franchement, je n'aime pas ton escalade, il faut bien que je te gronde un peu, puisque d'autres ne l'ont pas fait. Le prince ne s'occupe que de politique, et il a dû se repentir plus d'une fois de s'être mis cette jeune fille sur les bras. Il t'a fait loyalement quelques objections, mais il est ravi que tu épouses l'enfant de la Madone, et il a grand'hâte que tu l'emmènes; alors il sera tout à son affaire et ne s'occupera plus que de démolir son gouvernement. Trouvez-moi donc une duègne quelconque (pourquoi pas Gelsomine?) qui protégera aux yeux du monde la jeune fille, bien mieux protégée, je le sais, mon fils, par ton honneur. Je la recevrai maternellement et je la garderai six mois; après quoi, si elle veut, elle nous restera; si elle ne veut plus, elle sera libre encore et pourra s'en retourner à Naples. »

Je montrai cette lettre au prince, qui la trouva parfaitement sensée et qui rit beaucoup de ce que ma mère disait de lui. — Elle m'a deviné, s'écria-t-il. Ah! les femmes en savent toujours plus

que nous! — Puis, après une pause, il ajouta ce mot qui m'est revenu souvent à l'esprit et que je trouve singulièrement vrai : — Surtout les honnêtes femmes.

Grazia fit la moue quand on lui parla de ce voyage en France; elle n'en comprenait pas la raison, que je ne pouvais d'ailleurs lui expliquer, et n'admettait point, quand on avait sous la main l'oiseau bleu, qu'on tardât à le saisir, au risque de lui laisser prendre sa volée. Elle me fit à ce propos quantité de petites scènes où elle eut toujours le dernier mot : la colère lui allait bien; elle s'irritait avec beaucoup de fougue et de grâce. — Ma mère veut te connaître, lui dis-je. — Elle me connaîtra mariée. — Et si tu lui déplaisais alors? — Et si je lui déplais à présent? — Elle se débattait ainsi avec des airs de tête, des mouvemens de bras, des piétinemens d'impatience qui me ravissaient; j'étais d'ailleurs de son avis, et j'aurais trouvé le conseil insensé s'il n'était pas venu de ma mère. Il fallut un ordre formel du prince pour décider la jeune fille à me suivre. Quant à Gelsomine, elle ne se fit pas prier longtemps: on lui avait dit le plus grand bien de la cuisine française, et je lui avais promis un petit magot qui devait vaincre les hésitations de Tortaniel. Je hâtai le départ tant que je pus, car il y avait bien des formalités à remplir. Naples était alors pour les Napolitains, même pour les Napolitaines, une sorte de bagne; le gouvernement craignait les évasions. J'obtins pour Gelsomine un passeport anglais sur lequel elle était inscrite comme une dame de Malte voyageant avec sa fille; il fallut dévaliser la boutique d'un confiseur pour faire accepter ce déguisement à la pauvre duègne, qui tenait à ses fleurs d'oranger. — *Ma so' zitella*, me disait-elle avec un accent désespéré (mais je suis vierge). Enfin tout alla pour le mieux, et nous pûmes nous embarquer le 20 septembre sur la *Marie-Christine*, bateau à vapeur napolitain; le prince ne nous accompagna point à bord, ne voulant pas être ramené à terre entre deux gendarmes. Je quittai à regret cet excellent homme à qui je m'étais fortement attaché; c'était un esprit très fin, philosophe et sceptique, et ne croyant pas plus à la perfectibilité humaine qu'au miracle de saint Janvier, à côté de cela, philanthrope et libéral : arrange comme tu voudras ces contrastes. Il dépensait des sommes folles pour les pauvres et risqua plus d'une fois sa liberté, sa vie peut-être, pour réformer l'état politique et social de son pays. Il avait établi une filature au bord du Sarno, et il déchiffrait les inscriptions osques; ce qu'il exécrait le plus au monde, c'était le tabac à fumer, le pouvoir temporel du pape et les *Tedeschi*, les Allemands.

Au mois de septembre, les bateaux à vapeur étaient fort légers en quittant Naples. Les gens du pays ne voyageaient pas, je t'ai dit pourquoi tout à l'heure; quant aux étrangers ils ne pouvaient par-

tir encore, n'étant point encore venus; ils n'arrivaient guère qu'en octobre. Toute la poupe de la *Marie-Christine* fut donc à nous seuls. J'attendais de cette traversée une longue suite de joies : pendant quatre jours, de Naples à Marseille, j'allais donc pouvoir causer librement, tête-à-tête, « cœur à cœur avec ma Grazielle, » comme disait une chanson du pays. Je comptais la distraire et l'instruire : Civita-Vecchia, Livourne et Gênes, où nous devions descendre, me promettaient pour elle des étapes intéressantes: j'espérais surtout lui dire tendrement tout ce que j'avais appris dans mes auteurs. Ne souris pas, j'étais très sincère, mais je lisais quantité de vers français et italiens qui insinuaient dans mes plus vraies émotions un certain nombre de réminiscences; on ne saura jamais combien Pétrarque et Lamartine ont créé d'amoureux. Les choses ne vont jamais comme on les espère. Nous levâmes l'ancre par un temps divin, nous voguions sur une mer d'huile, et j'étais seul auprès de Grazia. Gelsomine était allée s'enquérir de l'heure où l'on se mettrait à table. Longer Naples dans de pareilles conditions, du môle à Pausilippe, et voir cet amphithéâtre de maisons dorées s'élever de gradin en gradin sur le vert des collines, du bleu de la mer au bleu du ciel, donner cette joie à ses yeux à côté d'une jeune fille belle comme la nuit, qui vous a promis sa vie et qui vous a donné son cœur, c'était là une fête d'amoureux qui devait dépasser tous mes rêves. Grazia était accroupie sur un banc, les bras croisés sur le parapet du pont, le menton sur le dos d'une de ses mains, les yeux tournés vers la ville qui s'en allait derrière nous. A mesure qu'un édifice apparent reculait à l'horizon, elle murmurait entre ses dents : « Adieu, mon beau clocher des Carmes! adieu! ma grande lanterne du môle! adieu, le Château-Neuf, adieu le Palais-Royal, adieu Sainte-Lucie, adieu Saint-Elme! Voici le fort de l'OEuf; il y a là, dans les souterrains, bien des prisonniers sous la mer, ils sont bien heureux, ils restent! »

Mon cher ami, tu ne serais pas un homme, c'est-à-dire un franc égoïste, si tu ne sentais pas l'impression désagréable que produisaient sur moi les regrets de Grazia. Il me semblait fort impertinent qu'à cette heure elle eût d'autres pensées, d'autres émotions que les miennes. Elle continuait cependant son monologue, marmotté comme un rosaire, sans avoir l'air de se douter qu'on l'écoutât. « Voici la Villa, disait-elle; je n'y entendrai plus la musique. Voici Mergelline et son palais, la fontaine du Lion dont l'eau est si bonne; Dieu sait l'eau que je vais boire à présent! La villa Barbaja, le palais de la reine Jeanne : elle noyait tous les matins son fiancé de la veille : elle avait raison. Voici la roche de Frisi où l'on mange des vermicelles aux coquillages. Ah! que c'est beau! que c'était

beau! » Puis elle se mettait à fredonner une chanson alors nouvelle, qui peut se traduire presque mot à mot en rimes françaises :

Là, sur l'eau qui l'azure
Pausilippe est courbé :
C'est comme une brisure
Du paradis tombé...

A ce moment, j'entendis derrière moi une guitare qui accompagnait cette cantilène, puis une voix connue entonna le couplet suivant :

O Naples, qui t'a vue
A vu le ciel s'ouvrir;
C'est un bonheur qui tue :
Voir Naple et puis mourir!

C'était Tortaniel. Je ne lui avais pas dit adieu avant de partir : où le chercher? Il ne demeurait nulle part et couchait où il se trouvait : dans une barque, dans une guérite, dans une écurie, s'il avait froid, et, quand il faisait chaud, sur le sable de la grève. Lui, de son côté, possédait assez de savoir-vivre pour ne pas se jeter sur mon chemin quand je pouvais me passer de lui, ou, comme il disait « quand il n'y avait rien à faire. » Gelsomine l'avait averti de mon départ, et il n'était pas venu me voir, parce qu'il suivait son idée; il comptait partir avec moi. Était-ce de sa part dévoûment pour moi ou intérêt personnel, curiosité ou coup de tête? Qui le sait? Peut-être un peu de tout cela. Toujours est-il qu'il s'était enrôlé comme *marinaro* sur la *Marie-Christine*. Il vint tout à coup nous surprendre, et il fut le bienvenu. Bienvenu de nous trois : de moi d'abord, qui m'étais sincèrement attaché à ce garçon, à ses vices comme à ses qualités, car ses qualités étaient rares et ses vices étaient drôles; puis de Gelsomine qui croyait de très bonne foi que le drôle en voulait à elle; il le lui laissait croire, un peu par bonté d'âme, un peu par sagesse d'esprit :

Ah! le vecchie, le vecchie, signor mio,
Portano chi le porta, e lo so io,

disait souvent Tortaniel. Le mot n'était pas de lui, il était d'un poète toscan que la presse clandestine avait introduit à Naples. Enfin donna Grazia fut ravie de voir arriver ce nouveau-venu. Elle ne l'avait entrevu qu'une fois de très loin, le jour où elle et lui, d'une terrasse à l'autre, s'étaient si bien entendus en se parlant par signes. Elle le connaissait beaucoup cependant grâce à moi; elle savait tout ce que nous devions à l'alerte et rusé compère, et elle avait ri aux larmes en entendant son surnom de Tortaniel. Grazia

redevint gaie en le voyant, comme si elle rentrait à Naples. J'en fus charmé d'abord; je ne devais pas l'être longtemps.

La traversée fut longue et pénible. L'équinoxe d'automne est le temps où la mer a le plus de fureurs et de caprices; le vent fraîchit tout à coup dès que nous eûmes passé Nisida; il devint très fort entre Ischia et la côte. Grazia, qui était frileuse, rentra dans sa cabine, où elle s'enveloppa du grand châle rouge dont elle se faisait, selon l'occurrence, une jupe ou un manteau. Elle s'endormit bientôt, bercée par l'orage. Tortaniel était allé faire sa besogne de matelot; Gelsomine, ayant trop mangé, avait le mal de mer. Je la fis coucher dans ma cabine, afin qu'elle laissât dormir sa maîtresse, et je restai seul sur le pont étendu sur un banc, car il était impossible de se tenir debout sur le plancher en délire : nous eûmes tout à la fois le roulis et le tangage, la pluie et le vent, les éclairs et la foudre; de larges ondes écumeuses passaient sur le pont et emportaient les plians par-dessus bord. Au-dessous de moi, j'entendais un cliquetis de bouteilles et d'assiettes qui s'entrechoquaient dans les buffets; au-dessus de ma tête, je voyais un ciel aussi houleux que la mer; les nuages roulaient comme des tourbillons de fumée noire qui prenaient feu par momens, comme s'ils étaient vomis par le cratère retourné d'un Vésuve. Puis tout redevenait sombre et l'on ne voyait plus rien; on eût pu se croire enfermé la nuit dans une chambre sans fenêtre et sans lumière. A quelques pas de moi, Tortaniel causait avec le capitaine; je ne le reconnus qu'à sa voix.

— Comment allons-nous, sire patron?

— Mal, mon fils, répondit le capitaine.

— Auriez-vous un cigare?

— Tiens, fume, qui sait si nous fumerons demain?

— *Lassa fù a Dio!* (laisse faire Dieu!) dit Tortaniel en ravivant par une longue aspiration le feu du cigare qui éclaira vivement son visage. Il était radieux : c'est si bon de fumer!

Le trait dominant de ce garçon, c'était l'insouciance. Il ne pensait jamais aux choses de la veille et ne pleurait rien de ce qui n'était plus. Je ne connais pas de terme napolitain ni même italien qui réponde à notre mot de *regret;* les poètes sont forcés de l'appeler la souvenance amère. Quant à l'avenir, Tortaniel n'y rêvait que de semaine en semaine, entre sa mise à la loterie et le tirage du samedi. C'était sa caisse d'épargne : il y jetait une piastre ou deux tous les huit jours, quelquefois cinq ou six, quand il trouvait un Anglais à déplumer; mais il y avait plus d'imagination que de cupidité dans ces semailles extravagantes : il y cherchait bien moins le bonheur possible de la récolte que l'émotion d'un jeu de hasard. Si on lui avait dit : — Tortaniel, garde ton argent et travaille six mois : tu gagneras à coup sûr deux fois plus que tu ne pourrais faire

au tripot officiel, il aurait répondu : — Je ne veux pas gagner à coup sûr; j'aime mieux perdre en courant la chance. — Cette concession faite à l'espérance, il n'avait aucune ambition : il estimait qu'un *tiens* vaut mieux que deux *tu l'auras*, qu'il faut manger son pain quand il est frais et ne pas attendre qu'on n'ait plus de dents pour faire les festins de Balthazar. Par la même raison, il ne craignait ni les coups de pied ni les bourrasques; il tenait tous les dangers pour des choses imaginaires, et comme il se trouvait trop bien dans ce monde pour avoir envie de passer dans l'autre, il était d'avis que le sage, pour éviter les idées tristes, ne doit jamais penser aux choses fortuites, telles que la peste, la famine ou la mort. Le grand point pour lui, c'était de jouir du temps présent, et de se donner à chaque heure du jour la plus grande somme de plaisir avec le moins d'efforts possible. Pour le reste, *lassa fù a Dio*, disait-il, et il fumait tranquillement tandis que le capitaine avait peur.

Tout à coup une vague énorme nous prit de flanc et nous jeta si haut que je crus que nous quittions la mer; aussitôt après, le navire plongea si rapidement dans un trou si profond que j'eus une sensation étrange; il me sembla que je restais en l'air suspendu au-dessus du pont qui s'effondrait. En même temps je recevais une grosse douche d'écume et j'entendis sur ma tête comme un feu de peloton qui crépitait dans un feu de Bengale. — Hein! capitaine, nous y sommes? demanda Tortaniel.

— Nous sommes sauvés au contraire, répondit le capitaine qui héla son lieutenant et alla se coucher.

Le vieux marin ne craignait qu'une chose, d'être jeté sur les côtes par la violence du vent. Or il venait de découvrir, à la lueur d'un éclair, que la manœuvre avait réussi; nous avions pris le large et nous étions à quarante milles du rivage. Seulement la tempête qui ne s'apaisa qu'à la fin de la traversée devait nous détourner constamment de notre chemin. Au lieu de faire escale à Civita-Vecchia d'abord, puis à Livourne, puis à Gênes, il fallut nous arrêter devant l'île d'Elbe à Porto-Longone, où nous restâmes abrités quelques jours. Le mal n'était pas grand; nous n'avions ni marchandises ni passagers pour les ports de la côte. Le capitaine avait donc pu s'en éloigner à son aise et dire à Tortaniel avec une parfaite quiétude : — Nous sommes sauvés.

— Puisque nous sommes sauvés, criai-je au lazzarone, donne-moi le bras et allons voir ce que font nos femmes. — Allons, répondit-il, j'ai le pied marin. — Et non sans tituber quelque peu, il me conduisit jusqu'à la porte de ma cabine. Gelsomine était comme morte, elle ne devait ressusciter qu'à Porto-Longone, où elle osa se mettre à table; mais quel atroce dîner elle y fit! Ni huile ni sain-

doux, tout au beurre! Ni macaroni, ni lassagnes, ni *zoffritto,* ni *fecatiello,* ni *baccalà,* ni fruits de mer! Elle pesta contre le cuisinier, contre la cuisine française, contre la France, contre les voyages, et jura qu'on ne l'y prendrait plus. Elle devait tenir parole.

Ayant constaté que Gelsomine était tranquille, j'entr'ouvris discrètement la cabine de Grazia. Elle dormait : rien n'avait remué autour d'elle, la lampe pendue à la cloison brûlait encore; la jeune fille, enveloppée dans son châle rouge, les yeux fermés, le souffle égal et lent, un bras recourbé autour de sa tête, formait avec l'oreiller un camée étrange où le profil était brun et le fond blanc. Je fermai la porte et me couchai dehors, en travers, entre une couverture et un matelas que Tortaniel venait de m'apporter. Je protégeais ainsi la belle dormeuse, et je finis par m'endormir aussi d'un sommeil profond, mais bien court. Je fus réveillé en sursaut par l'impatiente enfant qui secouait pour sortir la porte de la cabine, retenue par mon corps et par mon matelas. Elle parvint enfin à l'entr'ouvrir en la poussant de toute sa force et en me faisant rouler de bâbord à tribord : elle partit alors d'un éclat de rire qui me mit en colère; je devais être en effet bien grotesque en me débattant, à peine éveillé, ruisselant d'eau, les cheveux dans les yeux, sur les planches humides. Rien de plus naturel que cet accès de gaîté, qui n'était d'aucune sorte un signe d'antipathie, mais la vanité française a cette idée fixe, qu'une femme ne saurait plus nous aimer quand elle a ri de nous.

VI.

Grazia ne souffrit que du froid pendant la traversée, elle grelottait en montant vers le nord : je crois bien que son imagination y était pour quelque chose et j'aurais pu le lui prouver un thermomètre à la main, mais ses dents claquaient en dépit du thermomètre. Elle ne quittait guère sa cabine; elle y passait de longues heures, à genoux sur sa couchette, les yeux collés sur la lunette fouettée par les vagues, à ne rien regarder. Pour la distraire, je lui décrivais le pays où nous allions vivre, le château hérissé de tourelles, la forêt de hêtres et de chênes, la terrasse de marronniers, la rivière qui se promène sous les coteaux boisés, comme une prairie errante. Elle me demandait s'il y avait un *astrico,* des citronniers, des lazzarones, le Vésuve, la mer. Quand je lui disais : « Non, mais il y a autre chose, » elle murmurait : « Ce n'est pas Naples. » Quand je lui vantais Paris et ses fêtes, elle voulait savoir si on y tirait des pétards dans la nuit de Noël, si l'on faisait des crèches dans les maisons avec de petits bonshommes en terre cuite

qui représentaient les bergers et les rois mages, si l'on rencontrait dans la rue, pendant le carnaval, des chars de masques lançant aux balcons peuplés de monde une grêle de dragées et une nuée de fleurs, si l'on y mangeait le *casatello* (ou bourrelet de pain farci d'œufs), le jour de Pâques, et la pâte soufflée du *zeppole* à la Saint-Joseph, s'il y avait des prédicateurs en plein vent dans les carrefours et des improvisateurs sur le môle. Quand je lui confessais qu'il n'y avait rien de pareil, elle s'écriait avec une moue railleuse : « Qu'est-ce que c'est donc que ton pays? »

Nos instrumens étaient désaccordés; je n'amusais plus ma Napolitaine. Elle ne se reprenait à rire que si Tortaniel était avec nous, mais alors je la trouvais trop gaie. Je le lui dis un soir à Porto-Longone où, pendant notre longue station dans une anse profonde et paisible, nous eûmes une eau calme, des jours bleus et de claires nuits. Il y a de cela trente ans; on lisait encore Oberman et René, toute la prose et la poésie des mélancoliques. Il était convenu de trouver la vie triste, et je m'obstinais à chercher des amertumes jusque dans les cabrioles des Napolitains. Le tambourin, la guitare me paraissaient lugubres; la musique me navrait. Tous ses accens sont des soupirs, pensais-je avec mon poète, toutes ses notes roulent des pleurs avec le son. On ne peut jamais frapper un peu fort sur le cœur de l'homme sans qu'il en sorte des larmes. Même la tarentelle avait pour moi « quelque chose de sérieux et de triste, » et ceux qui s'en amusaient n'en comprenaient pas le symbole douloureux. C'est ce que je tâchai d'expliquer à Grazia qui haussa l'épaule avec impatience, en piétinant dans ses mules de velours : Puis, tout à coup, avisant un violoneux ambulant qui était à bord : « Joue, toi, » dit-elle. Et à Tortaniel : « Nous, dansons! » Elle quitta ses mules et leva ses bras en l'air en faisant claquer ses doigts pour imiter le bruit des castagnettes. Les matelots napolitains de la *Marie-Christine* avaient un tambour de basque; en un clin d'œil tout l'équipage fut sur pied et fit cercle autour des danseurs. Au bruit sautillant de l'archet qui voltigeait sur les cordes et du tambourin qui faisait sonner comme des grelots ses petites plaques de fer-blanc, le couple joyeux se mit en branle, et nous donna, non la tarentelle des salons qui est un marivaudage élégant, mais celle de la rue qui est un saut de joie. C'était un plaisir même pour moi de les voir tous deux, les bras élevés ou tendus, avançant et reculant, se chercher ou se fuir, courir l'un après l'autre ou se tourner le dos, le corps renversé en arrière afin que leurs yeux pussent se retrouver, puis l'un en face de l'autre et les bras grands ouverts tournoyer ensemble, toujours plus vite, avec une agitation perpétuelle des pieds, des doigts, des yeux, des lèvres, du corps entier, tandis

que la galerie entraînée se trémoussait elle-même en chantant, en battant des mains, en secouant des torches, en jetant tous ses bonnets en l'air. Je dus confesser que décidément cette danse n'avait rien de funèbre; je remarquai de plus qu'elle était singulièrement chaste : les danseurs ne s'y enlaçaient point comme dans nos valses et ne se touchaient même pas de la main : cette discrétion me fit plaisir.

Le lendemain soir, j'étais en veine de poésie et je demandai à Grazia si elle voulait entendre des vers du Tasse, le poète divin dont elle avait vu la maison à Sorrente et le buste couronné de lauriers dans un des temples de la Villa. Je pensais que la musique de ces vers la toucherait; j'attendais un succès de larmes. Je lui récitai donc l'épisode d'Herminie; elle n'en comprit pas le premier mot. Elle aurait dû, pour en saisir le sens, mettre d'abord en prose italienne les élisions, les inversions, les circonlocutions de ces vers ornementés, puis mettre la prose italienne en patois napolitain : c'eût été trop fatigant pour elle. Jamais pêcheur de Mergelline ou de la Marinelle n'a chanté les vers du Tasse au tombeau de Virgile : les touristes qui prétendent avoir entendu cela sont d'effrontés menteurs. Grazia, — qui m'avait suivi en ouvrant de grands yeux, me jeta, quand j'eus fini, cette phrase sinistre : « Ce sera très beau, mais je n'entends pas le français. » Puis, appelant Tortaniel, qui passait avec sa guitare, elle lui dit doucement : « Chante, toi. »

Tortaniel chanta la romance du jour, *Te voglio bene assai*, qui a fait depuis le tour du monde. Grazia fondit en larmes et reprit : « Chante encore. » Il dit tout ce qu'il savait : *la Fenêtre basse, la Capouane, le Songe, la Morte*, et cette chanson de pêcheur qu'on ne connaît pas en France et qui a quelque chose d'oriental :

« Je veux me faire une maison au bord de la mer bâtie avec des plumes de paon.

« D'argent et d'or j'en ferai les marches, et de pierres précieuses les balcons.

« Et quand mon amie y paraîtra, tous diront : Le soleil se lève! »

Grazia était enivrée : après chaque chanson, elle répétait toujours plus bas : « Chante encore, Aniel! » ne voulant plus lui donner, à cette heure d'émotion, le sobriquet burlesque de Tortaniel. Elle fléchissait vers lui, bercée par la musique du pays natal, et finit par appuyer sa tête sur l'épaule du lazzarone. Elle avait les yeux fermés et paraissait dormir; mais quand il cessait de chanter, elle murmurait toujours plus faiblement : « Encore, encore! »

— Je ne sais plus, dit-il enfin, que la chanson de Grazielle.

— C'est la mienne. Apprends-la-moi donc! — Tortaniel chanta :

« Seul et cœur à cœur avec ma Grazielle, j'étais assis là. Le père sortait, et dans la maison, la tante était seule; mais tout bas, tout bas on pouvait causer. La tante filait et n'entendait guère; pleine de sommeil, sa tête penchait, et moi je prenais la main de ma mie, qui ne voulait pas, mais se la laissait baiser.

« Elle gazouillait de sa voix si douce, et moi je jouais de la mandoline. Chantant bas, tout bas, elle me disait : Mon Aniel, je t'aime, et c'est pour la vie. La tante filait et n'entendait guère; pleine de sommeil, sa tête penchant; mais, quand tout à coup s'éveillait la tante, je me tenais raide et sans dire un mot. »

Par un hasard défavorable, l'amoureux de la chanson se nommait Aniel. Pendant que le lazzarone chantait, très beau lui-même et la belle fille assoupie sur son épaule, on eût dit, tant ils paraissaient bien faits l'un pour l'autre, que c'étaient eux les fiancés. Tu comprends les sentimens qui m'agitaient. Je cachai ma colère et ne laissai voir que ma tristesse, mais nul n'y prit garde, et pour ces deux âmes qui étaient si bien ensemble, je n'existais pas.

Le lendemain je voulus prendre ma revanche et je proposai à Grazia de lui raconter une histoire. Elle y consentit de bonne grâce et je lui narrai en dialecte le roman de *Paul et Virginie* que je sais par cœur. Je pensais, avec mon poète, « que ces événemens si simples, le berceau de ces deux enfans aux pieds de deux pauvres mères, leurs amours innocens, leur séparation cruelle, ce retour trompé par la mort, ce naufrage et ces deux tombeaux ne renfermant qu'un seul cœur, sous les bananiers, étaient des choses que tout le monde sent et comprend depuis le palais jusqu'à la cabane du pêcheur. » Je me trompais encore : il faut un esprit un peu compliqué pour se plaire aux idylles; les enfans, les plébéiens, comme les peuples jeunes, préfèrent les odyssées, les chansons de geste, les contes de fées, les aventures qui n'arrivent pas tous les jours. Je dois te dire encore que *Paul et Virginie,* traduit en patois napolitain, produit l'effet le plus bizarre et le plus bouffon, surtout les façons de parler des personnages. Quand j'arrivai au moment où Virginie, rappelée en France, doit se séparer de Paul et s'efforce de le consoler en lui montrant la mer, Grazia demanda tout haut : — Pourquoi s'en allait-elle? — A la scène du naufrage où l'héroïne se laisse périr pour ne pas se déshabiller, la Napolitaine poussa ce cri tout franc : — Voyez la bégueule! — Elle n'en voulut pas entendre davantage, et, se tournant vers son ami Tortaniel, qui était présent et qui trouvait Paul bien bête, elle lui dit d'une voix câline : — Conte, toi!

Tortaniel ne se fit pas prier et nous déclama les hauts faits d'un montagnard lucain nommé Scassabomba. Ce grand homme était

venu au monde avec ses premières dents; il étouffa un serpent entre ses doigts avant de quitter sa nourrice. A sept ans, il chassait le sanglier avec une fourche; à treize ans, il devint amoureux de la fille d'un gendarme, et, pour entrer chez elle, pendant que le père poursuivait les malandrins de la Lucanie, il montait jusqu'aux branches d'un grand pin parasol d'où il sautait sur la terrasse de la maison. Un jour le gendarme, averti par un traître, apparut tout à coup au pied de l'arbre et déchargea toutes ses armes contre l'adolescent, qui se défendit d'abord avec des pommes de pin lancées si juste et d'un tel bras qu'elles repoussaient les balles. Puis il se pendit à une branche et tomba de tout son poids sur le gendarme qui ne se releva plus. Alors il emmena l'orpheline et se sauva sur la montagne. Pendant quelques années, il y fut d'abord simple brigand et se contenta d'arrêter les voiturins; puis il fit amitié avec quelques gens de bien qui avaient eu comme lui une disgrâce, et il put dévaliser avec eux les diligences; enfin la bande, grossissant de mois en mois, forma une armée formidable; il en fut le chef et devint la providence du pays. Il détruisit en sept campagnes toutes les armées du roi de Naples. C'était un homme scrupuleux, qui ne détroussait que les étrangers et les riches; il nourrissait les impotens et les affamés; il connaissait des herbes qui guérissaient tous les malades, même les fous, même les amoureux. Quand deux paysans avaient une contestation ensemble, ils venaient consulter sa justice et s'en retournaient réconciliés : les médecins et les avocats criaient famine. Il respectait les femmes et restait fidèle à la fille du gendarme, qu'il avait épousée au couvent de la Cava; monseigneur l'abbé, qui était son ami, avait béni le mariage, car Scassabomba était fort dévot : toutes les fois qu'il tuait quelqu'un, il envoyait un paquet de cierges à son patron saint Dominique, il avait dans sa bande un moine qui confessait les mourans et leur donnait l'absolution. Il portait au cou, pendu à un fort collier de fer, une médaille en argent qu'il tenait d'un ermite à barbe blanche. « Tant que tu porteras cette médaille, lui avait dit le saint homme, tu ne soutiendras que les choses justes et tu vaincras tes ennemis. »

Un jour, la fille du roi vint à passer sur la montagne. Scassabomba s'empressa de l'arrêter, mais la traita gracieusement, avec toute sorte d'égards. Il la retint dans une villa construite en marbres de toutes les couleurs, comme l'église de Saint-Martin; il la nourrit de faisans qu'il faisait venir de Capodimonte, de macaroni qu'il envoyait chercher tous les huit jours à Gragnano, afin qu'ils fussent toujours frais; on les servait à la princesse dans des plats d'or; elle ne buvait que du lachryma-christi dans une coupe de corail rose. Sur quoi Scassabomba écrivit au roi, lui demandant pour la rançon de la captive un million de sequins. Or la princesse était très blanche et

très blonde, parce qu'elle ressemblait à sa mère, qui venait d'Allemagne, mais toutes les femmes de ce pays et de cette couleur sont pleines de luxure et de trahison. Celle-ci fit tant et si bien (nous passons les détails) qu'une belle nuit, n'ayant pu arracher le collier de fer, elle parvint à couper la boucle dorée de la médaille; après quoi, la même nuit, elle partit pour Naples avec un traître, son complice, qui était le sous-chef des brigands. A partir de ce moment, Scassabomba ne fit plus que de mauvaises actions : il grisait les abbés, coupait la barbe des moines, se moquait des miracles et laissait les gendarmes inquiéter en paix les pauvres gens. Il en fut puni par la justice divine : au lieu de lui envoyer un million de sequins, le roi, qui avait marié sa fille au sous-chef de brigands, dont il avait fait son ministre des finances, envoya un million de Suisses qu'il tenait de son beau-frère, l'empereur d'Allemagne, contre l'infortuné Scassabomba. Ces troupes commencèrent par envelopper la montagne; après quoi elles y montèrent de tous les côtés à la fois et elles finirent par massacrer toute la bande des brigands, à l'exception de Scassabomba, qui, debout au sommet, sur le plus haut rocher, effrayait encore la multitude armée de mousquets et de carabines. On lui promit, s'il se rendait, non-seulement la vie et la liberté, mais la préfecture de Salerne; il posa les armes et on le chargea de fers : entre ceux des mains et ceux des pieds, il en portait deux quintaux. Puis on l'enferma dans une cage à triples barreaux qu'on hissa sur la terrasse supérieure de Saint-Elme : on y dressa une potence assez haute pour que le malheureux fût vu de toute la ville et de la campagne, quand on l'y aurait pendu le lendemain matin. Scassabomba eut alors envie de se confesser, mais comme aucun prêtre n'osa s'approcher de la cage, il dut faire ses dévotions tout seul, et il s'endormit après avoir dit son rosaire.

La nuit, il eut une vision : l'ermite lui apparut avec une barbe blanche qui descendait jusqu'à terre. « Scassabomba, lui dit-il, ton patron saint Dominique a eu pitié de toi, à cause de tous les cierges que tu lui as donnés; il est allé prier la Madone, et la Madone s'est adressée à saint Ignace, qui fait maintenant la pluie et le beau temps dans le paradis. Tu as obtenu ta grâce, tu vas aller au château de Quisisana, résidence de la princesse par qui tu t'es laissé séduire, et tu lui reprendras la médaille qu'elle t'a volée; tu regagneras aussitôt ta puissance et tu ne feras plus que de saintes actions. » Ayant ainsi parlé, l'ermite disparut, sautant par-dessus le parapet de la terrasse. « Hélas! pensait Scassabomba, comment ferai-je, moi, pauvre homme couvert de chaînes, enfermé dans une cage de fer à triples barreaux, pour aller de Saint-Elme à Castellamare et pour reprendre ma médaille à cette sirène, qui a des yeux bleus et perfides comme la mer? » Comme il disait ces mots, ses chaînes

tombèrent, la porte de la cage s'ouvrit et il se sentit devenir plus petit qu'un enfant, plus léger que l'air. Ses habits s'étaient dissipés comme de la poussière, et à la place, en tournant puis en baissant la tête, il se vit de belles plumes lustrées qui luisaient, même dans la nuit. Enfin, par la vertu de saint Dominique, il était changé en pie, et c'était la plus belle pie qu'on eût jamais vue dans les pays chrétiens. Il s'élança aussitôt hors de la cage et, en volant devant lui, par-dessus la ville, puis par-dessus la mer, il arriva droit au château de Quisisana, dont les fenêtres étaient encore ouvertes parce que, dans cette maison, tout le monde faisait de la nuit le jour. La princesse était sur le balcon et prenait un sorbet à côté de son mari, le ministre des finances, qui fumait un cigare d'exception, de ceux qu'on vend trois sous à main gauche en entrant dans la rue de Tolède. Scassabomba se pencha sur l'épaule de la méchante femme et, avant qu'elle eût eu le temps de dire : « Oh! la belle pie! » il lui avait d'abord crevé les yeux avec son bec d'oiseau, puis il avait repris la médaille d'argent qu'elle portait au cou, pendue à une belle chaîne d'or. En quoi il ne mentait pas au caractère des pies, qui sont voleuses et qui aiment ce qui reluit; le ministre des finances fut donc fâché que sa pauvre femme eût les yeux crevés, mais il ne cria pas au miracle.

Cela fait, l'oiseau s'en retourna dans la cage de Saint-Elme et reprit sa figure de Scassabomba; mais il avait recouvré sa médaille, et ses fers ne lui pesaient pas plus que des fils de soie, si bien que le matin, quand les bourreaux, au nombre de sept, vinrent le prendre pour le mettre au gibet, il les assomma tous à coups de chaînes, puis il déracina la potence et, la brandissant comme une massue, il se fit une large trouée à travers les Suisses qui gardaient le fort. Tous ceux qui lui barraient le chemin tombaient comme des mouches. Il roula dans la ville comme une trombe : à son approche, toutes les fenêtres, toutes les boutiques se fermaient; les passans éperdus se jetaient sous les portes cochères et les repoussaient à grand bruit derrière eux; les voitures se retournaient et fuyaient en tout sens, dans des tourbillons de poussière, comme si elles étaient balayées par les quatre vents du ciel : on criait partout que c'était le jugement dernier et la fin du monde. Scassabomba put ainsi arriver sans rencontrer d'obstacle jusque sur la place du palais, où il planta sa potence entre les deux chevaux de bronze; puis il cria d'une voix de tonnerre qu'il commandait au roi de paraître au balcon. Le roi, pâle d'épouvante, n'osait s'y montrer; il y fut poussé par les chambellans qui craignaient de voir le château crouler sur eux, si l'on n'obéissait pas au terrible homme.

« — Sire, dit Scassabomba, voici mes conditions de paix. J'ai à me venger de ta fille, de mon lieutenant qui est aujourd'hui ton mi-

nistre des finances, et de ta majesté qui m'a fait beaucoup de mal. Ta fille a les yeux crevés, elle est déjà punie. Mon lieutenant sera pendu aujourd'hui même, devant ton palais, à cette potence. Toi, sire, tu me donneras le million de sequins que tu me dois et tu monteras à genoux jusqu'au sanctuaire de Monte-Vergene, pour demander pardon à la Madone du mal que tu m'as fait. » Le roi fut content, car il s'attendait à des peines plus dures. La princesse fut envoyée à l'hospice des aveugles et le ministre des finances, pendu devant le palais; le diable vint le prendre et le plongea tout au fond de l'enfer, dans la glace où sont les traîtres. Le roi fit pénitence et paya le million de sequins avec lesquels fut bâtie l'église Saint-Dominique majeur. Scassabomba devint prieur du couvent où il mourut en saint homme, et tous ceux qui étaient blessés par des sbires ou par des gendarmes n'eurent dès lors qu'à venir appliquer leurs plaies sur sa tombe : ils s'en retournaient guéris.

Ce récit, qui dura plus d'une heure (je n'en donne que la substance), eut bien plus de succès que la touchante idylle de Bernardin. Grazia était suspendue aux paroles du narrateur, qui l'avait prise et la berçait, la secouait à son gré, la mettait en feu, lui donnait le frisson, lui coupait le souffle, lui jetait aux yeux des nuages, des éclairs ou du soleil. — Si ce n'est pas de l'amour, qu'est-ce donc? pensai-je. Et rentrant dans ma cabine, j'éclatai en sanglots, comme un enfant.

VII.

Nous arrivâmes enfin à Marseille, d'où la *Marie-Christine*, qui avait perdu beaucoup de temps en route, devait repartir le lendemain et emmener Tortaniel. Ce départ me rassurait; pour ramener Grazia, je comptais sur les distractions de la terre ferme et surtout sur la tendre et sainte séduction de ma mère. J'avais quelques affaires à expédier, des autorités à voir, des dépêches à remettre, une chaise de poste à trouver et à retenir : il n'était pas encore question de chemins de fer. Je priai Grazia de prendre patience et de ne point sortir; le premier jour, elle m'obéit d'assez bonne grâce. Le lendemain matin, je la promenai dans les rues de Marseille où rien ne lui plut : il soufflait un peu de mistral et elle grelottait dans sa mante. Pendant ce temps Tortaniel promenait Gelsomine et me débarrassait fort à propos d'elle et de lui. Nous retournâmes à l'auberge vers midi : c'était l'heure du dîner dans cette bonne ville où l'on dînait alors deux fois; après le repas, Grazia me demanda la permission de se retirer : elle était lasse et voulait faire sa sieste : elle entra dans sa chambre et s'enferma en dedans. J'allai terminer mes affaires et mes emplettes; j'achetai

assez de pelisses et de couvertures pour suffoquer dans un wagon de troisième classe au mois de janvier. Quand je rentrai à l'hôtel avec un portefaix chargé de mes trésors, j'allai frapper à la porte de Grazia; je n'obtins pas de réponse. Je frappai plus fort, même silence; je regardai par le trou de la serrure, la clé était encore en dedans. Très inquiet, je tournai le bouton; la porte s'ouvrit aussitôt, la chambre était vide. — Partie! m'écriai-je. Deux minutes après j'étais sur le port; je promis un louis à un batelier s'il me conduisait à bord de la *Marie-Christine*. — « Elle doit avoir levé l'ancre, me dit-il. — Allons toujours! » Le brave homme fit force de rames à travers le fouillis de navires qui encombrait le port; il y perdit sa peine : quand nous eûmes gagné le large, en braquant ma lorgnette de voyage, je ne pus voir qu'un point noir et un filet de fumée à l'extrême horizon.

Je doutais cependant encore, et je courus à l'administration des paquebots napolitains. On me montra la liste des passagers qu'avait emmenés la *Marie-Christine*. Gelsomine y figurait « avec sa fille; » elle était en règle : elle avait exhibé son passeport. Par bonheur, il n'y avait pas encore de télégraphe électrique : j'aurais été capable d'envoyer des dépêches sur tout le littoral de la Méditerranée et de faire arrêter les fugitifs. Tu comprends ma rage et ma honte, mais il ne s'agit pas de moi dans cette histoire; avoue que je n'y mets point de fatuité. J'écrivis au prince une lettre furibonde, où je flétrissais des épithètes les plus dures l'enfant de la Madone et son infâme ravisseur. Ici encore je me trompais, je voyais mal, j'étais injuste.

Le prince, qui avait reçu ma lettre, parce que je la lui avais envoyée sous le couvert de l'ambassade, me répondit courrier par courrier six bonnes pages pleines de bon sens et d'affection. Tortaniel avait en effet ramené à Naples Gelsomine et Grazia; mais cette équipée n'était pas un enlèvement, ce n'était qu'une évasion, comme la fuite du cloître. Loin d'aller cacher sur quelque plage éloignée un bonheur de contrebande, le lazzarone avait honnêtement reconduit chez elle la *principessina* dont nul encore, excepté le prince, ma mère et moi, ne savait le secret. Tortaniel ne s'était point avisé d'élever ses yeux jusqu'à donna Grazia, par la raison qu'un plébéien de Naples avait alors trop peu d'envie et d'ambition, trop peu de besoins surtout, pour se figurer que tous les hommes sont égaux et qu'un ver luisant peut devenir amoureux d'une étoile. Le lazzarone avait ramené la jeune fille auprès du prince, parce qu'elle l'avait supplié de le faire en l'assurant que, loin de Naples, elle mourrait de froid et d'ennui. Grazia, de son côté, n'était pas rentrée au bercail sans remords; elle sentait ses torts envers moi

et m'en demandait pardon ; bien plus, se croyant encore engagée, elle me promettait de garder sa foi si je voulais vivre avec elle à Naples. Nous avons en France plus de vanité que de passion : c'est ce qui nous empêche de faire bien des sottises. D'ailleurs, après les triomphes de Porto-Longone, je ne voulais pas croire (aujourd'hui j'y crois) à l'innocence des deux jeunes gens. J'écrivis à Grazia qu'elle était libre, et je conseillai au prince de la marier à Tortaniel. Je croyais par là me venger cruellement, je me trompais encore. Mon conseil a été suivi; les beaux enfans de la marine se sont donné la main pour la première fois dans la petite église du vieux Naples, agenouillés sous la bénédiction du père Gaëtan. La mariée eut une jolie dot que le sire Aniel (c'est aujourd'hui son nom) s'empressa de perdre à la loterie; ils n'en sont pas moins heureux, et je suis le parrain de leur onzième enfant : tu vois que la paix est faite. Mais ce n'est pas assez : ils sont treize à table, ils veulent encore un garçon et une fille, ils les auront.

La pauvre Gelsomine fut outrée de ce mariage et ne voulut pas se consoler de la trahison de Tortaniel. Elle mourut quelque temps après, le soir de Noël, d'une indigestion d'anguilles. Quant au prince, on le mit en prison, sans lui expliquer pourquoi, en 1847; on l'en tira en 1848 pour lui confier une des premières magistratures du pays; en 1849, on l'envoya aux galères. Il y fit son testament, dans lequel il légua tout son bien aux pauvres et ne donna pas une obole à Grazia, ne voulant pas que son argent allât, par la loterie, au roi de Naples. Il mourut les fers aux pieds, après deux ou trois ans de bagne, mais sans trop de tristesse, ayant eu pour compagnon de chaîne un homme fort savant qui lui avait appris le sanscrit. On vient de placer son buste à l'*Annunziata*, qui est maintenant un hospice de premier ordre.

Quant à moi, je fus longtemps le plus malheureux ou plutôt le plus irrité des hommes; tu m'as vu dans un de mes accès de fureur. Comme tous ceux qui ont eu un rival préféré, je devins sceptique amer, je pestai contre toutes les femmes. Il fallut à ma pauvre mère beaucoup de temps pour m'apaiser et me consoler. Elle me disait patiemment que mon chagrin avait tort, que je ne pouvais aimer longtemps Grazia, que Grazia n'aurait jamais pu me comprendre, et qu'il vaut mieux, en tout cas, être déçu la veille que le lendemain, rompre à temps que trop tard. Je trouvais alors cette sagesse vulgaire, mais j'ai reconnu depuis lors, avec le prince, que les honnêtes femmes voient plus clair que nous. Dieu sait ce qu'il fait, et fait toujours bien les choses.

MARC-MONNIER.

LE

CENTENAIRE AMÉRICAIN

ET

L'EXPOSITION DE PHILADELPHIE

Le 4 juillet 1876 marquait pour les États-Unis une date mémorable. Il y avait juste un siècle qu'à pareille époque quelques petites colonies anglaises de l'Amérique du Nord s'étaient tout à coup séparées de la métropole et avaient proclamé courageusement leur indépendance dans un acte resté fameux. Elles avaient dû bien vite conquérir leur liberté par les armes, et la force, après des vicissitudes diverses, était enfin restée au bon droit. Puis l'enfant avait grandi. Au bout de cent ans à peine, cette nation, si éparse et si faible au début, recensait plus de 40 millions d'habitans. Au lieu de treize états originaires, elle en comptait trente-sept (1), non compris dix territoires, et entre les deux océans, l'Atlantique et le Pacifique, elle couvrait à elle seule un espace aussi étendu que toute l'Europe centrale. Après des commencemens difficiles et dont l'issue avait paru douteuse à plus d'un, elle était arrivée à un tel développement de prospérité et de force qu'elle commandait le respect des autres nations et l'admiration du monde. Le moment n'était-il pas venu de constater hautement tous ces résultats dans une sorte de grande fête internationale et d'augmenter le lustre jusque-là attaché à chaque commémoration annuelle par une de ces solennelles assises des arts et de l'industrie auxquelles les vieilles nations de l'ancien monde ont l'habitude de convier tous les peuples? C'est ainsi que germa dès 1870, dans l'esprit des Américains, l'idée d'une expo-

(1) Aujourd'hui trente-huit, le territoire de Colorado ayant été admis au rang d'état au mois d'août dernier.

sition universelle, et le lieu choisi pour celle-ci fut précisément Philadelphie, la cité glorieuse où avait été signé l'acte d'indépendance, la « Mecque de la nationalité américaine, » comme on se plaisait à l'appeler.

I. — LES PRÉLIMINAIRES.

Ce ne fut pas sans quelques tiraillemens que la métropole de la Pensylvanie l'emporta. New-York arguait de ce qu'elle avait plus d'habitans que Philadelphie, qui en compte cependant 800,000, et de ce qu'elle était d'un accès plus facile, d'une nature enfin plus cosmopolite et pour ainsi dire plus largement hospitalière que la ville de Penn et des quakers. A son tour, Boston rappelait que le premier sang versé pour la sainte cause avait été le sien dans le mémorable combat de Bunker-Hill, tandis que New-York était restée jusqu'à la fin le centre des forces royalistes. N'était-elle pas d'ailleurs reconnue comme l'Athènes de l'Amérique, c'est-à-dire la ville la plus cultivée, la plus ouverte aux choses de l'esprit? New-York opposait à Boston et à Philadelphie leurs mœurs puritaines, formalistes, les façons austères et bigotes de leurs habitans, et Philadelphie reprenait que New-York, resserrée dans son île de Manhattan, et Boston dans un terrain ondulé, ne pourraient jamais offrir à une exposition internationale le vaste emplacement dont elle avait besoin. Philadelphie, au contraire, avait dans son parc de Fairmount, deux fois plus étendu que le bois de Boulogne de Paris ou le Prater de Vienne, de quoi séparer aisément une superficie de 100 hectares reconnue plus que suffisante, car aucune exposition n'avait encore occupé un espace aussi considérable. Bref, ce fut Philadelphie qui l'emporta, et dès le 3 mars 1871 un acte du congrès fédéral établissait qu'une exposition universelle internationale aurait lieu dans cette ville en 1876, et en nommait les commissaires.

Le premier pas seulement était fait. En 1872, un nouvel acte du congrès instituait un comité des finances pour cette même exposition, et fixait à 10 millions de dollars le capital d'actions qui devait être souscrit. L'année d'après, une proclamation du général Grant annonçait au peuple américain et au monde entier la solennité qui se préparait, et, en 1874, le président y invitait officiellement les diverses nations au nom des États-Unis. C'était là, avec une part effective qu'il devait prendre à l'exposition dans un bâtiment particulier, tout le concours que le gouvernement fédéral pouvait légalement apporter à ce tournoi, en laissant aux commissaires qu'il avait nommés toute la responsabilité morale et matérielle de cette affaire, et à l'initiative des états, des communes, des citoyens, le soin d'y satisfaire à toutes les nécessités économiques.

Dans la somme à percevoir pour faire face à toutes les dépenses, le gouvernement s'inscrivit pour 1 million 1/2 de dollars. La municipalité de Philadelphie se porta garante pour la même somme; l'état de Pensylvanie versa 1 million; 2 millions 1/2 furent recueillis par souscription dans les différens états de l'Union, et 500,000 dollars par la vente de diverses concessions faites dans l'exposition même. C'était en tout 7 millions de dollars, ou plus de 35 millions de francs. Cette somme a été absorbée par les travaux de terrassement et l'érection de cinq grands bâtimens : le *main building*, ou bâtiment principal, réservé aux produits des mines et des manufactures ainsi qu'à l'éducation et à la science, la galerie des machines, le bâtiment de l'agriculture, celui de l'horticulture, enfin le bâtiment des beaux-arts. Pris ensemble, ces édifices couvrent une surface d'environ 20 hectares. Il faut y ajouter, pour toutes les annexes couvertes répandues dans l'enceinte de l'exposition : bâtiment des États-Unis, bâtiment des divers états, etc., environ dix autres hectares, ce qui porte à 30 hectares la surface totale couverte. L'exposition de Paris en 1867 ne couvrait que 16 hectares, celle de Vienne, en 1873, 20. On calcule que l'exposition de 1878 à Paris couvrira 27 hectares, dont 24 pour le bâtiment principal du Champ de Mars.

Si on l'examine dans son ensemble et sans parti-pris, on peut dire que l'exposition de Philadelphie, par l'impression qu'elle laisse, n'est pas inférieure à ses aînées. Le commissaire général de l'exposition française de 1867 avait réalisé la disposition la plus commode pour l'étude, en imaginant un édifice de forme circulaire où les nations étaient rangées sur les rayons, et les produits similaires sur le pourtour. De cette façon, en allant de la circonférence au centre, ou plutôt en parcourant les divers secteurs ou tranches successives du bâtiment, on étudiait les différentes nations l'une après l'autre, et l'on pouvait les comparer aisément entre elles. En suivant au contraire la circonférence, on embrassait pour ainsi dire d'un seul coup d'œil les mêmes produits, par exemple les meubles, les tissus de pays différens, et l'on pouvait tirer de cet examen facile un nouvel enseignement immédiat. Rien de pareil ne s'est vu depuis ni à Vienne ni à Philadelphie; mais il faut bien reconnaître aussi que l'art et le coup d'œil y ont gagné quelque chose, si l'ordre méthodique y a perdu. Il ne viendra à personne l'idée de mettre en parallèle, sous le rapport architectural, le bâtiment de 1867, lourd, écrasé, de forme insolite et comparé par quelques-uns, non sans raison, à un serpent qui se mordait la queue, avec le bâtiment principal de Vienne et encore moins avec ceux de Philadelphie. Ceux-ci, de styles divers, de formes la plupart heureuses, quelques-unes nouvelles, originales, font le plus grand honneur aux architectes qui les ont projetés et si rapidement

construits. Il a été d'ailleurs décidé qu'à la prochaine exposition de 1878 la forme circulaire serait abandonnée, car elle a aussi le défaut de rendre les transmissions de mouvement très difficiles pour la mise en action des machines. Le bâtiment du Champ de Mars sera de forme rectangulaire, comme ceux de Philadelphie et de Vienne, et cela n'empêchera pas, pour la distribution des produits et des nations, d'y suivre un ordre méthodique.

A Philadelphie, la municipalité a déclaré qu'elle conserverait pour elle-même et laisserait intacts dans son beau et pittoresque parc de Fairmount le bâtiment des beaux-arts et celui de l'horticulture. L'un et l'autre de ces édifices, qui n'ont pas coûté ensemble moins de 2 millions de dollars, ont l'aspect le plus agréable à l'œil. Le bâtiment des beaux-arts emprunte la disposition principale de ses lignes et le relief de ses décors extérieurs aux meilleurs spécimens de la renaissance, tandis que le bâtiment de l'horticulture s'est inspiré des types les plus parfaits créés par l'art moresque au XIIe siècle. L'architecte du *main building* semble avoir eu la même prétention, quoique moins prononcée, et la galerie des machines rappelle plutôt nos grandes halles de chemins de fer. Le bâtiment de l'agriculture est le seul qui pèche par la forme, surtout au dehors; l'artiste y a fait un appel assez maladroit au gothique. Sauf dans le bâtiment des beaux-arts, qui est entièrement construit en pierre et en marbre, c'est le fer et le verre qui ont été les matériaux choisis pour les édifices de l'exposition; c'est le rôle qui leur est dévolu depuis l'exposition anglaise de 1851.

On ne peut accorder d'éloge aux commissaires américains pour la classification qu'ils ont adoptée. Aimez-vous le désordre? on en a mis partout. Aucune méthode, aucune logique; il est tel produit qui se rencontre à la fois dans deux ou trois sections : ainsi la pierre meulière, la craie, se retrouvent en même temps dans la section des mines, des manufactures, de l'agriculture. En outre, non-seulement chaque nation forme, dans chacun des bâtimens spéciaux, un tout abstrait, absolument séparé du reste, mais encore il est tel pays, comme la France, la Russie, dont l'exposition minière et métallurgique par exemple se retrouve dans la galerie des machines. Tel autre état, comme le Venezuela, expose ses minerais d'or dans le bâtiment de l'agriculture, où l'on rencontre aussi, perdus dans un coin, les minerais de soufre de Sicile, et d'autres spécimens des mines et de la métallurgie italiennes. Savez-vous où il faut aller voir les magnifiques échantillons minéralogiques d'or, d'argent, de mercure de la Californie, du Nevada, du Colorado? Dans le bâtiment des États-Unis, et cela parce que c'est l'institution smithsonienne de Washington qui a pris soin de cette importante collection. Ce désordre est général, trouble l'étude,

agace le visiteur, a soulevé les plaintes de tous. Ajoutons que les catalogues sont très incomplets, souvent inexacts, que beaucoup de nations y sont omises; sous ce rapport, l'exposition de Philadelphie n'est certainement pas en progrès sur ses aînées. L'indécision, le tâtonnement, n'ont cessé dès le premier jour de présider à toutes les mesures des commissaires. Il est vrai que les Américains, habitués à aller de l'avant en casse-cou, ne se piquent dans tout ce qu'ils font ni d'un excès de logique ou de prévoyance, ni d'un ordre parfait, et qu'ils persistent peut-être à penser que tout est pour le mieux dans la meilleure des exhibitions possibles.

Les récompenses ont été discutées par un jury international. Le nombre total des membres de ce jury a été porté à 250, dont la moitié seulement sont Américains. Les divers juges ont ensuite été distribués en autant de groupes qu'il y en a dans la classification définitivement adoptée, laquelle en compte 28; mais chaque groupe évidemment ne comprend pas le même nombre de jurés : cela dépend de son importance et du chiffre des exposans dans ce groupe. Aux États-Unis, l'on ne fait pas grand cas des positions purement honorifiques; c'est pourquoi chaque juré étranger a reçu comme indemnité, du comité financier de l'exposition, la somme de 1,000 dollars, et chaque juré américain celle de 600 : le dollar en papier-monnaie ou vulgairement le *greenback*, la seule monnaie courante aujourd'hui, vaut en ce moment à peu près 4 fr. 60 centimes.

Le mode de récompense adopté est des plus malencontreux : aucun rang, aucune différence, mais une médaille uniforme pour tous, en bronze, du même module, pour l'honneur, *honoris causa*, comme on disait à Londres en 1862, où un système à peu près semblable fut aussi adopté. A cette médaille est joint un rapport signé par la majorité des membres du jury compétent. L'exposant fera, s'il le veut, de ce papier une réclame à l'américaine, et mettra sur ses prospectus les signatures autographiées de ses honorables juges. Triste besogne pour le jury, auquel il a fallu remplir des milliers de formules en blanc, sans trop savoir comment varier l'éloge; triste besogne pour les commissaires américains du bureau des récompenses, qui ont dû réviser trois mois durant ces liasses formidables; triste lot pour les exposans qui ont ignoré, pendant tout ce temps, s'ils étaient ou non médaillés. C'est seulement le 27 septembre qu'a eu lieu la distribution des prix. Il a été accordé 11,000 médailles dont 6,000 aux exposans européens. Sur ce dernier chapitre, la France a obtenu 600 médailles, et a été beaucoup applaudie. Quoi qu'il en soit, ce mode de récompense est vicieux. Le grand constructeur, le grand industriel, qui font tant de frais de toute sorte pour prendre part à cette solennité, n'y sont pas distingués du plus mince exposant. Et puis aucune médaille collective,

aucune mention pour le contre-maître ou le chef ouvrier, sans l'inspiration, sans la participation desquels tant de belles choses n'eussent pu être produites. Franchement, c'est pousser trop loin l'amour de l'uniformité, de l'égalité démocratique, et cette façon singulière d'accorder les prix et de récompenser chacun nous paraît irrévocablement jugée et condamnée. On a récompensé à peu près tout le monde, 75 pour 100 des exposans; on n'a satisfait presque personne.

II. — LES NATIONS EXPOSANTES.

L'exposition de Philadelphie n'est point un « fiasco, » comme quelques mécontens le disent. Appelons-en d'un jugement aussi sommaire. Les États-Unis, qui sont chez eux, ont entendu y briller, et ils ont réussi. On ne reverra peut-être plus, dans aucune exposition, un tel déploiement de machines-outils, toutes ingénieusement imaginées en vue de faire faire à la machine le travail de l'ouvrier, et de diminuer, en donnant en quelque sorte à l'instrument inerte l'intelligence qui lui manque, le prix de la main-d'œuvre, qui en Amérique est considérable. On ne reverra peut-être plus une telle quantité de machines agricoles, qui sont aussi des espèces de machines-outils, et où les Américains, avec les Mac-Cormick et les Wood, sont reconnus maîtres sur tous, même sur les Anglais.

La machine verticale de 2,000 chevaux, à deux cylindres, construite par le fameux Corliss de Providence sur des principes entièrement neufs, et qui donne le mouvement à tous les mécanismes de l'exposition, est aussi un modèle en son genre, et il sera difficile de faire mieux. Ceux qui ont visité à Gand la filature de la Lys, une des plus belles d'Europe, ont pu remarquer que la machine motrice principale de cet établissement sortait précisément des ateliers de M. Corliss. C'est déjà un sujet d'étonnement de trouver dans un pays industriel comme la Belgique, où existe entre autres l'usine de Seraing, rivale de notre Creusot, une machine américaine. L'habileté, le renom du constructeur, expliquent cette apparente anomalie; mais on peut dire que M. Corliss s'est encore surpassé dans l'exécution de la grande machine motrice de l'exposition de Philadelphie. La transformation du mouvement rectiligne en mouvement circulaire se fait sans l'addition d'aucun parallélogramme, au moyen de deux simples bielles reliant d'une part la tige du piston avec le balancier, et de l'autre le balancier avec la manivelle de l'arbre du volant. Celui-ci est placé entre les deux manivelles. Le diamètre des cylindres est de 1 mètre, la course du piston de 3 mètres, le nombre de tours par minute de 36. Ce sont des soupapes qui règlent l'admission et la détente de la vapeur. Celle-ci est fournie par vingt chaudières verticales du type Corliss. Le poids

de chaque balancier est de 11,000 kilogrammes, et la longueur de 8^{m},25. Les bielles pendantes, c'est-à-dire celles qui donnent le mouvement à la manivelle qui mène le volant, ont 7^{m},30 de long; elles ont été confectionnées avec des débris de fer à cheval, et il en a fallu près de 20,000 pour les deux. Les manivelles pèsent 3,000 kilogrammes chacune. Le volant est denté; il a 9 mètres de diamètre et pèse 56,000 kilogrammes : c'est le plus fort engrenage qui ait jamais été taillé. Il correspond avec un pignon de 3 mètres de diamètre, pesant environ 8,000 kilogrammes, fondu d'un seul bloc. Ce pignon est fixé sur un arbre principal de transmission, qui a 107 mètres de long et mène à son tour, par des roues d'angle ou coniques, quatre lignes d'arbres longitudinaux. Toute cette transmission est souterraine. Les arbres longitudinaux, au moyen de poulies et de courroies, meuvent chacun une ligne d'arbres extérieurs d'une longueur d'environ 200 mètres, lesquels donnent le branle à tous les mécanismes de la galerie des machines; les courroies sont enfermées dans des compartimens vitrés afin d'empêcher tout accident et de rester exposées à la vue des visiteurs.

Le poids total de la machine est de 600,000 kilogrammes; il a donc fallu, pour la transporter de Providence à Philadelphie, 60 wagons du port de 10 tonnes chacun. Ce transport a coûté 25,000 fr.; la machine elle-même vaut plus d'un million. Elle a été exécutée et mise en place en moins de dix mois. Toutes les pièces en sont si bien agencées, si bien équilibrées ou soutenues, et les mouvemens si bien calculés, qu'aucune trépidation ne se produit; tout semble manœuvrer aussi délicatement que dans un mécanisme d'horlogerie. De l'aveu des hommes compétens, c'est l'œuvre la plus remarquable de la galerie des machines, et l'une des plus grandes curiosités, peut-être la principale, de l'exposition de Philadelphie. Il est juste cependant de dire que la machine horizontale d'alimentation, qui puise l'eau dans la rivière Skuylkill et dessert tous les bâtimens du parc de Fairmount, peut aller de pair avec la machine motrice de Corliss. Celle-là a été conçue et montée par un constructeur de New-York.

Tout, dans la galerie des machines, attire l'attention; aussi le public y accourt-il avec empressement. Ici, on fait devant lui des cigares, là du papier peint, plus loin du chocolat, des dragées, des pains de savon. Je passe sur les machines à filer, à tisser, que d'autres expositions, comme celles de Londres en 1862, exhibaient avec encore plus d'ampleur et de tapage; mais laquelle a jamais mis en marche tant de machines diverses à ouvrer le bois, le fer, la pierre? Il y en a une vingtaine qui forent automatiquement des trous de mine, et l'on ne s'étonne que d'une chose, c'est que les

Américains n'aient point par instans l'idée d'y mettre la charge de poudre et de l'enflammer pour pousser jusqu'au bout l'épreuve. Tout travaille, tout est en mouvement : les machines à lithographier, à imprimer sont en jeu ; un double de celles qui tirent le *Herald* ou le *Times* de New-York fonctionne tous les matins. La composition, stéréotypée par un procédé spécial, a été envoyée de New-York par le premier train, et la machine imprime et vomit jusqu'à 30,000 exemplaires à l'heure, soit 8 par seconde. On les donne gratuitement, et c'est à qui tendra la main. Il y a là de quoi lire, huit pages au moins de six colonnes chacune, et de très petits caractères : c'est quatre fois le contenu d'une de nos gazettes. L'Américain ne perd jamais de vue le rôle que joue la presse dans l'éducation populaire, et il consacre à l'impression des journaux une partie de son génie d'invention. Quoi de plus? Voici un atelier de préparation mécanique des minerais d'argent, qui broie, lave, malaxe avec le mercure la pierre métallique, à grands frais amenée des lointaines mines de la Sierra-Nevada, puis traite l'amalgame au feu, en tire le lingot d'argent et le raffine. En vérité, quand les expositions arrivent à ce degré d'enseignement, elles méritent d'être encouragées. Ce ne sont plus seulement de grandes foires industrielles, destinées à remplacer celles du passé, ce sont des jeux olympiques d'un nouveau genre où le peuple accourt pour s'instruire et où il s'instruit sans se fatiguer, par le plaisir des yeux.

Ce n'est pas seulement par les machines que les Américains se distinguent. Il sera peut-être impossible de voir dans une autre circonstance, présentés avec un tel luxe, tous les livres, les méthodes, les cahiers, les cartes, les collections, les divers appareils relatifs à l'éducation et à l'enseignement. En Amérique, l'éducation fait partie du système de gouvernement. Tous les enfans vont à l'école s'asseoir sur les mêmes bancs, l'instruction est gratuite, dans quelques états obligatoire, et tous les états luttent d'émulation entre eux à qui aura les plus belles écoles. Toutes sont riches, bien dotées, d'abord par le gouvernement fédéral, qui leur consacre un lot déterminé de la vente des terres publiques, ensuite par la commune, au moyen d'une taxe levée sur les habitans. Il n'est pas rare aussi qu'un citoyen généreux fasse un don important à une école ou en crée une de ses deniers, comme cet Ezra Cornell qui a donné récemment 5 millions de francs et 100 hectares de terres pour fonder le collége d'Ithaque (état de New-York). En France, nous consacrons à peine chaque année une cinquantaine de millions à l'instruction publique; les États-Unis y emploient dix fois plus, et le seul état de New-York, qui n'a pas 5 millions d'habitans, dépense à lui seul autant que la France pour le budget de l'éducation populaire. Aussi toutes les écoles prospèrent, les plus honorables d'entre les

contribuables s'en disputent la surveillance à l'élection, et nul ne se regarde dans une position inférieure pour être maître d'école ou professeur. Ici, comme en Allemagne, ces fonctions sont très recherchées et des mieux rétribuées. On est fier d'élever la jeunesse, de l'enseigner, de la diriger. On a compris que pour maintenir la république il fallait avant tout faire des citoyens, et pour cela préparer l'homme dans l'enfant. C'est ce qu'avait indiqué dès le premier jour Washington, qui prévoyait que le suffrage universel ne serait qu'une duperie et mènerait infailliblement aux abîmes s'il n'était étayé sur l'instruction populaire, gratuitement et généreusement accordée à tous.

L'Amérique du Nord n'exhibe pas seulement ses machines, ses instrumens de travail et le matériel de ses écoles. Les divers états de l'Union sont presque tous entrés dans l'arène, et quelques-uns des plus lointains et des plus tard formés, comme la Californie, le Nevada, le Colorado, ont même voulu avoir des pavillons séparés. Ils y étalent avec un orgueil juvénil leurs richesses agricoles, forestières, souterraines. D'autres, comme la Louisiane, les Carolines, en un mot la plupart des états du sud, si maltraités par leurs frères du nord, ont affecté de ne pas paraître. Tant est grande la fécondité américaine que l'on ne s'aperçoit pas de cette absence. La Pensylvanie, l'Ohio, le Michigan, le Missouri, le Wisconsin, n'exhibent-ils pas en blocs énormes les produits de leurs mines si fertiles, la houille, les minerais de fer, de plomb, de cuivre, de zinc, que la nature a plus abondamment répandus ici que dans toute autre partie du globe? Le district du pétrole, on ne sait pourquoi, a négligé d'envoyer son huile minérale, dont il inonde depuis quinze ans le monde entier. Les états manufacturiers du nord, le Massachusetts, le Rhode-Island, étalent leurs tissus de coton et de laine, qui donnent à penser à l'Angleterre. A côté sont les dessins en photographie ou en relief de ces magnifiques usines de Lowell, de Laurence ou de Providence, qui, sous le rapport technique comme sous le rapport économique et social, peuvent être citées comme des modèles.

Ici les filatures, là les fabriques de produits chimiques. Celles-ci sont principalement concentrées autour de quelques grandes villes, à Philadelphie, à New-York, et, à en juger par les spécimens qu'elles nous montrent, elles n'ont plus rien à envier à celles de la vieille Europe, tant pour la pureté des produits que pour l'importance de la fabrication. Il en est ainsi sur presque tous les points de la section américaine. A l'agriculture, les blés, les conserves, les viandes salées, offrent les plus intéressantes collections. On y admire les belles farines de l'ouest et ces fameux jambons fumés qui ont fait la fortune de Cincinnati et de Chicago.

Le gouvernement fédéral a voulu avoir son bâtiment à lui. Il y expose entre autres choses ses engins de guerre sur terre et sur mer, les portraits de ses grands hommes, les uniformes de ses soldats et de ses marins depuis 1776, les reliques de Washington, puis ses phares, les détails si instructifs de son service météorologique, de son service des postes et de son service agricole, avec une profusion de cartes, de spécimens, de statistiques, qui font l'étonnement de chacun. Le *patent-office*, ou bureau des brevets, qui délivre jusqu'à cent patentes par jour dans ce pays où tout le monde est inventeur, exhibe une partie de ses nombreux modèles en relief. A son tour, le bureau indien nous montre tout ce qui concerne les Peaux-Rouges, non-seulement les sauvages actuels, mais ceux qui les ont précédés, ces mystérieux aborigènes qui ont laissé sous le sol et à la surface tant de restes curieux, jusqu'à des ruines de villages et de forteresses taillés dans le roc, que le géologue Hayden, une première fois illustré par sa découverte des fameux geysers du Parc-National, a récemment reconnues. Les collections si remarquables de l'institution smithsonienne comprennent les trois règnes et sont également sous le couvert des États-Unis. On y retrouve entre autres les animaux à fourrures et tous les détails de la pêche de la baleine, tout cela à la manière américaine, qui recherche avant tout le côté utile des choses et l'enseignement par les yeux.

Le gouvernement a poussé ce genre d'enseignement jusqu'à ses dernières limites. Il exhibe les modèles de ses arsenaux, de ses hôpitaux, une fabrication de cartouches, une fabrication de canons de fusils, et toutes les deux fonctionnent chaque jour devant la foule qui s'arrête émerveillée. Au département de la poste, c'est une machine automatique à plier, gommer, timbrer, compter et empiler les enveloppes, qu'une femme suffit à surveiller, car la machine travaille toute seule et met en œuvre ses organes délicats comme une personne intelligente ferait usage de ses doigts. Le public, ahuri, regarde et achète une douzaine d'enveloppes en passant.

D'autres bâtimens répandus dans les jardins de l'exposition, tels que le pavillon où l'on exhibe les travaux des femmes avec ces belles paroles des textes saints gravées à l'entrée : « Laissez ses œuvres parler pour elle, » celui consacré aux écoles de Pensylvanie, et tant d'autres qu'il faudrait tous citer et décrire, sont faits pour provoquer la curiosité ou les méditations de chacun. Sous ce rapport, l'exposition de Philadelphie a innové sur bien des points. Au pavillon des femmes, on a été fier de rassembler tous les travaux que des mains féminines peuvent exécuter, depuis les mocassins et les robes en peau de daim ornés de perles, travaillés par

la sauvagesse, jusqu'aux broderies les plus délicates faites par les dames élégantes des pays civilisés. Des métiers en mouvement tissent des étoffes, des soieries, et aux murs sont appendus des aquarelles, des dessins, des tableaux; plus loin sont des modelages, des sculptures. Qui a fait tout cela? La femme. Sur un dressoir, des produits pharmaceutiques, tous préparés par les jeunes étudiantes qui suivent les cours du collége de pharmacie à Philadelphie. La reine Victoria, les princesses d'Angleterre, l'impératrice d'Allemagne, l'impératrice du Brésil, plusieurs grandes dames de France, ont d'elles-mêmes envoyé quelques-unes de leurs œuvres les plus soignées, et l'on peut ainsi parcourir d'un coup d'œil, dans cette galerie qu'aucune exposition n'avait encore imaginée, tous les travaux féminins, depuis ceux de la pauvre Indienne qui confine presqu'à la bestialité, jusqu'à ceux de la femme assise sur le trône, qui n'a plus rien à désirer ici-bas.

Bien que nous soyons dans le pays où l'on a tenté d'affranchir la femme, où l'association vigilante des *women rights* a demandé pour elle tous les droits sociaux et politiques et a profité du centenaire pour provoquer une nouvelle agitation, il ne faudrait point croire que l'exposition, avec son pavillon des femmes, ait pris sous sa sauvegarde toutes les revendications du sexe faible. Non; les infatigables inspiratrices de « l'association pour les droits des femmes, » les Élisabeth Caddy Stanton, les Susan Anthony, les Anna Dickinson, les Phœbe Cozzens, les Harriet Beecher Stowe, qui ont compté parmi leurs adhérens Dickens et Stuart Mill en Angleterre, en seront encore cette fois pour leurs frais, car le peuple américain est de sens rassis, malgré les excentricités qu'il tolère. Il sait bien d'ailleurs que tout ce mouvement, que tout ce flux d'éloquence féminine s'en vont bien vite en fumée, que ces grandes agitatrices n'ont pas même les femmes avec elles, et qu'elles demanderont longtemps en vain des droits que la nature elle-même semble leur avoir refusés. « Qui donc pensera à nous, qui nous choyera, nous courtisera, qui sera soumis à tous nos caprices, quand nous serons les égales des hommes? » disait un jour une belle enfant de New-York; et la jeune Américaine avait raison. Voyez plutôt ce qu'ont obtenu les bloomféristes, dont les prétentions cependant ne se bornent qu'à émanciper la femme dans son costume. La secte a presque entièrement disparu dans un immense éclat de rire. Un jour, à l'exposition de Philadelphie, deux de ces rares survivantes ont osé se risquer au pavillon des femmes. Elles portaient un chapeau tyrolien, une redingote ouverte, serrée à la ceinture, un gilet, des *pantalettes* bouffantes, fermées au genou, des brodequins en élastiques. L'une avait les cheveux tombant en tresses frisées sur le front, l'autre des anglaises à la mode antique, roulées en spirale

sur le côté; avec cela elles étaient toutes les deux d'âge plus que respectable et de mine rien moins que jolie. La foule les suivait rieuse, mais contenue. Elles excitèrent un moment les lazzis, quand elles voulurent distribuer au public les brochures qu'elles avaient en mains. La police doucement les pria de s'en aller, et avec beaucoup de ménagement et de respect les conduisit jusqu'à la porte. Elles ne décampèrent point toutefois sans nous laisser leur adresse, et nous donner rendez-vous pour un sermon à domicile.

Presque tous les pays étrangers ont spontanément pris part à l'exposition de Philadelphie. S'ils n'y offrent pas les mêmes élémens d'instruction et de curiosité que les États-Unis, quelques-uns, comme l'Angleterre, la Suède, le Brésil, le Mexique, le Japon, se présentent néanmoins avec un éclat qui a frappé tout le monde. L'Angleterre a conduit à sa suite ses colonies sans en excepter une seule, depuis le Dominion de Canada plus étendu encore en surface que la vaste fédération américaine, jusqu'à la petite île Maurice, notre ancienne Ile-de-France, comme égarée au milieu de l'Océan indien. L'Angleterre occupe, après les États-Unis, la plus grande place affectée aux nations exposantes, et elle l'occupe dignement.

La Suède, fière de ses fers si renommés, offre une exposition métallurgique remarquable. Le Brésil, qui n'oublie pas qu'il a toujours tenu la tête parmi les nations de l'Amérique du Sud, non content de nous montrer ses pépites, ses diamans, ses autres minéraux, exhibe aussi, dans deux pavillons très élégans, les produits de ses manufactures et ses richesses agricoles, son café, son coton, son sucre, ses bois de teinture et d'ébénisterie. Le Mexique, comme si la guerre civile ne le désolait plus, a voulu surtout rappeler qu'il était hier encore, avant que les étonnantes mines de l'état de Nevada ne fussent découvertes, le pays argentifère le plus productif du globe. Entre autres choses, il expose aux regards étonnés le plus volumineux gâteau d'argent qui ait jamais été obtenu, croyons-nous, au four de coupelle. Il suffira de dire que cette espèce de lingot brut a 3 mètres de diamètre, pèse 1,845 kilogrammes et vaut 360,000 francs. Nous passons sur le soufre, le mercure, l'étain, que le Mexique nous montre également, ainsi que ses onyx veinés, plus beaux que ceux d'Algérie. Le Japon, qui s'était déjà distingué à l'exposition de 1867, s'est surpassé cette fois et expose jusqu'à ses méthodes scolaires. Il défie toute rivalité avec ses belles soieries, ses bronzes niellés ou cloisonnés à la patine inimitable, avec ses magnifiques porcelaines, ses laques étincelantes, ses dessins si originaux de paravent ou d'éventail. La Chine, immobilisée dans ses vieilles coutumes, pâlit devant le Japon, qui semble depuis quelques années vouloir mêler aux siennes les traditions des artistes et des savans européens.

La Russie se fait également remarquer dans les bâtimens du parc de Fairmount; sa double physionomie de nation à la fois européenne et asiatique y apparaît nettement. Elle est venue tard, mais elle brille d'un vif éclat; elle n'a pas oublié qu'elle est la grande maîtresse des richesses souterraines de l'Oural et de la Sibérie, et à côté de collections très bien disposées, à côté de ses malachites et de ses lapis-lazzuli, de son platine et de son or natifs, elle montre son orfévrerie, ses tissus, ses pelleteries caractéristiques. Ailleurs sont ses cuivres et ses fers de qualité supérieure, exceptionnelle. La Hollande exhibe les produits de ses colonies et les dessins ou les modèles très soignés de quelques-uns de ses grands travaux publics, entre autres de ses fameuses digues. La Belgique, la Suisse, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, font également bonne figure. Seule, le croira-t-on? l'Allemagne est assez effacée, et les produits qu'elle expose, s'ils sont remarquables par le bon marché, le sont aussi par le mauvais goût et la mauvaise qualité. Bien qu'elle ait appelé à son aide les porcelaines de la manufacture impériale de Berlin et qu'elle les ait développées en façade au centre du *main building*, dans une sorte de polygone d'honneur où trônent Tiffany et Gorham de New-York, Elkington de Londres, Marchand et Susse de Paris, bien qu'elle ait bruyamment amené ses éternels canons Krupp, encore plus monstrueux cette fois, ce n'est pas ici que la Prusse aura la victoire. Dans le bâtiment des beaux-arts, elle a eu le mauvais goût de rappeler, par des peintures écœurantes qui ont soulevé la critique générale, les succès qu'elle a remportés en 1870 sur les champs de bataille. Le vainqueur, quand il veut ainsi abaisser le vaincu, qui ne s'est pas humilié et qui n'a pas démérité, diminue par cela même sa victoire; ceux qui ont envoyé à Philadelphie les tableaux de la reddition de Sedan et de Paris auraient dû le comprendre. De pauvres ou d'infimes contrées, la Turquie, l'Égypte, qui s'est intitulée « la plus ancienne nation du monde venant saluer la plus jeune, » la Tunisie, les îles Sandwich, la petite république d'Orange ou celle des noirs de Liberia, se sont donné certainement plus de peine pour se distinguer que le grand empire germanique. De même le Danemark, la Norvége, le Portugal et quelques républiques hispano-américaines, telles que le Chili, la Plata, le Pérou, toutes proportions gardées, font assurément meilleure mine que l'Allemagne. Elle-même s'est reconnue vaincue par la voix de son commissaire, et, boudant sa défaite, menace, dit-on, de ne prendre qu'une faible part à l'exposition de 1878 à Paris, où viennent d'être officiellement conviées toutes les nations.

Il reste à dire un mot de la France, et il faut le dire en toute liberté, car la part que la France a prise à cette lointaine exposition est des plus honorables, si elle n'est pas complète et si elle a été

un peu tardive. Nous comptons plus d'un millier d'exposans. Grâce à l'énergie, au zèle infatigable déployé par le département de l'agriculture et du commerce, par les deux commissaires-généraux à Paris, MM. Ozenne et du Sommerard, et par leur délégué à Philadelphie, M. Roulleaux-Dugage, un nombre assez notable de nos fabricans et de nos artistes se sont décidés à prendre part au grand tournoi transocéanique. La tentative a réussi et a démontré une fois de plus que, dans les choses de l'art et de l'industrie, la palme du bon goût n'est pas tombée de nos mains, et que nous sommes restés les premiers pour la délicatesse, le fini, l'ingéniosité du travail. Par ses modes, ses nouveautés, par ses nombreux articles de Paris, par ses soieries de Lyon, de Saint-Étienne et ses autres tissus, par son orfévrerie, ses émaux, sa bijouterie, sa joaillerie et son horlogerie de luxe, par ses bronzes et ses meubles d'art, ses tapisseries et ses tentures, sa cristallerie, ses porcelaines et ses faïences, ses instrumens de précision, de musique, sa librairie, sa carrosserie, enfin par une foule d'autres industries diverses, la France marche toujours à la tête des nations, et il est même certaines productions spéciales dont elles ne pourront de longtemps lui ravir la fabrication. En outre, toutes nos montres, toutes nos vitrines se distinguent par une disposition élégante, sobre, de bon goût, qui contraste avec le ton criard de quelques vitrines étrangères, et de la plupart de celles des États-Unis. Quand l'exposition de Philadelphie ne ferait que constater toutes ces choses, elle serait encore de quelque utilité pour nous, et il ne faut pas lui jeter la pierre parce qu'elle a revêtu un caractère moins officiel, moins solennel que les autres, parce qu'elle est loin, parce qu'elle offre aux esprits légers moins d'amusemens que celles de Vienne ou de Paris. D'ailleurs ceux qui en parlent si inconsidérément à distance ne la connaissent pas. S'ils l'eussent visitée, ils auraient vu que, dans les branches que l'on vient de citer, quelques-uns de nos plus grands industriels étaient accourus. Faut-il nommer des maisons que chacun connaît et qui n'ont pas besoin qu'on les vante : Bréguet dans l'horlogerie, Boucheron dans la joaillerie, Hiélard pour les fleurs artificielles, Hachette et Gauthier-Villars dans la librairie, Kœnig et Deleuil dans les instrumens de précision, Pottier, Soyer, Mansuy, pour leurs émaux, Million et Guiet, Binder, Muhlbacher dans la carrosserie et la sellerie, Hache et Pepin-Lehalleur et Haviland dans les porcelaines, Parfonry et Lemaire dans la marbrerie, Mazaroz dans l'ameublement de luxe, Chatel dans les soieries? Si nos exposans de bronzes d'art ne parviennent pas à faire oublier l'absence de Barbedienne, qui ne serait pas venu, paraît-il, parce qu'aucune loi protectrice ne lui garantissait aux États-Unis la propriété de ses modèles, chacun s'arrête devant les riches tapis d'Au-

busson et de Nîmes, les glaces gigantesques de Saint-Gobain, les savons et les soufres raffinés de Marseille, tous les deux sans rivaux, les faïences de Gien et de Nevers, qui font revivre celles de la renaissance, les dentelles du Calvados, qui égalent celles de Belgique, les toiles et les draps de Reims, qui tiennent la place de ceux de Lille et d'Elbeuf.

Dans l'art des mines, le travail des carrières, la géologie souterraine, nous sommes, il faut bien le reconnaître, faiblement représentés. Nous n'exposons que nos pierres lithographiques et meulières, nos chaux et cimens, nos marbres et nos onyx, nos asphaltes, quelques-unes de nos eaux thermales, enfin nos coprolites ou phosphorites, principalement composés de phosphates de chaux, et que des animaux disparus ont laissés sous le sol, s'ils ne sont pas le résultat de sources minérales et d'émanations gazeuses antédiluviennes. Il faut citer dans un autre ordre les étoupilles ou fusées de Bickford, à l'aide desquelles on met le feu à la poudre sans danger pour le mineur, les divers modèles de lampes de sûreté de Dubrulle, enfin les appareils de Galibert, qui donnent le moyen de respirer dans les milieux asphyxians. Dans la mécanique, la machine à travailler le bois d'Arbey a étonné les Américains eux-mêmes, si experts en ce genre. Il y a encore la presse chromolithographique d'Alauzet, la machine à malaxer, mouler, estamper le savon de Pauquet, enfin la célèbre machine électro-magnétique de Gramme, une des applications les plus curieuses qu'on ait faites récemment de l'électricité. Dans la métallurgie, si le Creusot et les autres grandes usines de France se sont abstenus, au moins avons-nous pour le cuivre la maison Secrétan, qui se fait remarquer par le soin délicat apporté à son exposition; pour la fonte de fer des objets propres à l'industrie, l'usine de Marquise, et pour celle des œuvres d'art la maison Durenne; pour les fontes manganésifères miroitantes, indispensables à la préparation de l'acier Bessemer, les usines de Saint-Louis et de Terre-Noire, La Voulte et Bességes; pour les tuyaux de conduites d'eau ou de gaz revêtus de bitume, la maison Chameroy; enfin pour les roues de locomotives en fer forgé, les Arbel et les Brunon de Rive-de-Gier.

Pour ce qui regarde les travaux publics, la France a sans conteste la première place. Elle occupe dans la vaste enceinte de l'exposition un pavillon spécial que l'ingénieur des ponts et chaussées chargé de ce service, M. Lavoinne, a fait exprès construire et où il a disposé dans le meilleur ordre tout ce que lui a envoyé le gouvernement : modèles et dessins de ponts, de viaducs, d'aqueducs, de phares, de jetées, de digues, de portes d'écluses, de gares de chemins de fer, puis des cartes en grand nombre, y compris la carte géologique de France. Les ingénieurs américains, qui ont déployé dans tous leurs

travaux tant d'énergie, tant d'invention et tant d'audace, et les ingénieurs hollandais, dont l'exposition est des plus complètes, ne viennent, de l'aveu de tous, dans cette importante section des grands travaux publics, qu'en seconde ligne après nos ingénieurs.

A l'agriculture trônent les vins de Bourgogne, de Bordeaux, de Champagne et les cognacs de la Charente, qui sont venus montrer une fois de plus aux Américains que tous leurs grands vignobles, même ceux de Californie, ne sauraient avantageusement lutter avec les nôtres pour la pureté naturelle, la fine saveur, le bouquet. A côté de nos vins, nos huiles de Provence et nos conserves alimentaires sont également très remarquées. On a joint à ce département les pierres meulières et les engrais minéraux. Ici encore nous gagnons plus d'une médaille avec nos meules de la Ferté sans pareilles au monde, et nos phosphorites ou phosphates de chaux fossiles, si utiles à l'amendement du sol.

Aux beaux-arts, nous conservons notre prééminence, et, bien qu'une faible partie seulement de nos artistes les plus aimés, sculpteurs, peintres ou graveurs, aient envoyé leurs œuvres, c'est la France qui remporte dans cette section le plus grand nombre de médailles. Non, l'école française n'a pas démérité, et pour le goût, pour le choix délicat des sujets et le maintien des saines traditions, elle prouve une fois de plus qu'elle peut aller de pair avec les écoles contemporaines les plus en renom de l'étranger. Nous ne parlons pas des tapisseries des Gobelins ou de Beauvais, ni des vases de Sèvres, dont le gouvernement a envoyé quelques échantillons, qui sont restés comme toujours sans rivaux.

III. — LES VISITEURS. — LE PARC DE FAIRMOUNT. — LES FÊTES DU CENTENAIRE.

Les curieux ne manquent pas à la grande solennité américaine. Le 10 mai, jour de l'ouverture, le général Grant présidait la cérémonie, qui s'est faite avec beaucoup d'éclat. Ce jour-là, on a compté 100,000 visiteurs. Pendant les mois de juin, de juillet et d'août, malgré des températures d'une élévation sans exemple dans ce pays où les étés sont cependant si chauds, on a enregistré journellement jusqu'à 40,000 entrées payantes. Ce chiffre est maintenant dépassé : une dépêche adressée au *Times* de Londres annonçait que le 20 septembre 98,250 individus avaient payé leur entrée à l'exposition. L'été indien, qui rappelle dans ces contrées notre été de la Saint-Martin, est venu : c'est la plus belle saison de l'année. L'exposition devant être close le 10 novembre, il est à prévoir que les retardataires vont se hâter d'entrer en campagne, et que le

chiffre de 100,000 visiteurs payans sera quelquefois atteint (1).

Il ne faudrait pas s'imaginer qu'avec le prix uniforme d'entrée, qui est de 50 *cents* ou 2 fr. 50 cent. par personne, le comité financier de l'exposition réalisera des bénéfices et pourra, les dépenses courantes payées, solder, outre l'intérêt du capital souscrit, une part notable de l'amortissement. N'oublions pas que plus de 40 millions de francs ont été déboursés, et que ce serait la première fois qu'une exposition internationale donnerait des profits. En 1867, l'insuffisance des recettes pour celle qu'on ouvrait à Paris avait été évaluée à 12 millions. Ce déficit fut couvert par l'état et la ville de Paris, qui donnèrent chacun une subvention fixe de 6 millions. Pour 1878, le déficit prévu, d'après le rapport récemment présenté au sénat par M. Krantz, ne sera pas moindre de 16 millions!

Le comité financier de l'exposition de Philadelphie n'a publié encore, à notre connaissance, aucun document qui permette d'évaluer à la fois son actif et son passif. Nous savons seulement, d'après quelques indiscrétions de la presse, que les dépenses journalières sont considérables pour payer un personnel en partie superflu, et que les chefs de l'exposition se sont alloué de très forts honoraires. Toutefois il ne faudrait pas trop leur reprocher, quand ils établiront leur bilan, de l'établir en perte, eussent-ils vendu au meilleur prix les démolitions du *main building*, de la galerie des machines et du bâtiment de l'agriculture, dont rien ne restera sur le sol et qui s'en iront, comme naguère le bâtiment de notre exposition de 1867, reparaître ailleurs par morceaux sous forme de halles d'usines et de marchés ou de gares de chemins de fer. Quelque grandes que soient les recettes par les entrées, les monopoles concédés et tous les autres profits, les dépenses d'une exposition sont encore plus fortes. Ici une nouvelle cause de perte surgit, provoquée par l'esprit bigot, étroit et puritain propre à la Pensylvanie, en particulier à la ville des quakers, et qui a envahi la direction économique de cette affaire. L'exposition a été strictement fermée le dimanche, en dépit de tous les *meetings* d'indignation qui, dans la plupart des états de l'Union, ont condamné cet étrange procédé, en dépit des consultations de plusieurs membres influens du clergé protestant ou catholique, qui se se sont hautement prononcés en faveur de l'ouverture du dimanche, en dépit enfin des réclamations presque générales des ouvriers et

(1) L'exposition de 1867 à Paris, ouverte le 1er mai, a duré 217 jours, dimanches compris. On y a compté aux tourniquets 8,805,991 visiteurs, et les recettes ont été de 10,518,375 francs. Celle de Vienne en 1873, ouverte aussi le 1er mai, a duré 185 jours, y compris les dimanches. On y a admis 6,740,500 visiteurs, et les recettes ont été de 5,161,950 francs. La moyenne journalière des visiteurs a été pour Paris de 40,600, pour Vienne de 36,400. Le chiffre maximum a été atteint à Paris le dimanche 27 octobre : il a été de 173,923. Aucune exposition n'a jamais reçu le même jour un aussi grand nombre de personnes.

des petits bourgeois, qui n'ont aucun loisir dans la semaine pour aller visiter l'exposition et s'y instruire. Si l'on ne compte que 40,000 visiteurs payans pour ce jour exceptionnel, c'est une perte de 100,000 francs qu'imposent gratuitement les directeurs aux actionnaires de l'exposition, et pour 26 dimanches compris dans les six mois, du 10 mai au 10 novembre, une perte de 2 millions 600,000 francs.

Philadelphie a revêtu pour son exposition, pour le glorieux *centennial*, un air de fête, une animation qui ne lui étaient pas naturels. La ville de Penn passait auparavant pour la plus monotone et la plus endormie de l'Union. Depuis le 10 mai, toutes les fenêtres, à tous les étages, sont ornées de drapeaux. Le pavillon étoilé s'y marie volontiers aux oriflammes étrangères, et le coup d'œil des longues rues qui divisent la ville en carrés est des plus réjouissans. A l'hôtel de ville, où l'on garde pieusement les reliques du temps de l'indépendance, un huissier en tricorne et perruque poudrée, culottes courtes, habit à la française orné de passementeries et de boutons d'or, se promène gravement devant la porte, au grand ébahissement des gamins; mais c'est surtout aux approches de l'exposition que les changemens survenus sont intéressans à constater. Là où n'étaient que des terrains vagues ont surgi en un clin d'œil de vastes hôtels, des jardins publics, des restaurans, une gare de chemin de fer, des buvettes et mille boutiques diverses. C'est comme une grande foire qui sert de prélude à celle plus sérieuse qu'on va voir. Tous ces *impresari* irréguliers ont fondé les espérances les plus désordonnées sur le succès de leur industrie, de leur exhibition, et plus d'un, la pièce finie, regagnera tout penaud son logis en constatant qu'il a plus perdu que gagné et qu'il eût mieux fait de ne pas venir. C'est l'éternelle histoire de toutes ces entreprises folles qu'un jour voit naître et qu'un jour voit mourir, et ce bon public qu'on croit sans cesse prendre au traquenard est au demeurant sur ses gardes.

Dès le matin, les *cars* rapides, qui courent sur les tramways, amènent les visiteurs, de minute en minute, de tous les quartiers de Philadelphie au parc de Fairmount. En partant du bas de la ville, des bords de la Delaware, on ne met pas moins d'une heure. Philadelphie se glorifie d'être la ville la plus étendue de l'Amérique; elle compte 200,000 maisons pour ses 800,000 habitans, et une de ses rues mesure 32 kilomètres de long, deux fois la distance de Paris à Versailles. Les *cars* allant à l'exposition présentent un spectacle curieux. Comme on ne refuse jamais personne, ce sont par momens de véritables grappes humaines qui s'empilent partout, en dedans devant les banquettes, au dehors sur les plates-formes. Le soir, au retour, tel omnibus qui est fait pour 25 voyageurs en

ramène 60, et ce curieux défilé dure plus d'une heure. C'est à qui trouvera place des premiers; la galanterie américaine s'est un peu refroidie, et les hommes ne se lèvent plus pour offrir leur siége aux dames.

La majeure partie des visiteurs de l'exposition, il n'est pas besoin de le dire, se compose d'Américains du Nord. Ils arrivent de tous les états, même de ceux du Pacifique, et souvent par masses serrées. Le collége militaire de West-Point a envoyé pendant plusieurs jours, au mois de juin, tous ses jeunes cadets, qui ont campé dans le parc de Fairmount en plein air, comme de vieux soldats. D'autres fois ce sont des universités, des colléges, qui dépêchent tous leurs élèves, de grandes exploitations minières ou industrielles, tous leurs ouvriers, par plusieurs centaines à la fois. La discipline, le bon ordre, n'ont jamais eu à en souffrir, et dans ces intéressantes promenades, les houilleurs de Pensylvanie, ces terribles grévistes, accourus plusieurs fois en bandes nombreuses, n'ont jamais donné lieu à la moindre plainte.

Tous les bâtimens de l'exposition, larges, bien aérés, bien éclairés, où la circulation est très facile, offrent à certains momens, surtout le *main building*, un aspect très caractéristique. La musique, en vertu du privilége qui lui a été partout concédé dans ces sortes de fêtes, au grand mécontentement de ceux qui veulent sérieusement étudier, y fait entendre plusieurs fois par jour ses sons assourdissans, au piano, aux orgues mécaniques ou dans un de ces grands orgues d'église dont toutes les expositions sont dotées. Ces instrumens font partie des objets en montre, il faut bien les essayer pour voir ce qu'ils valent. Heureux quand une Américaine ne vient pas y mêler sa voix, car les femmes de ce pays chantent comme leurs sœurs les Anglaises! C'est enfin le tour des instrumens de cuivre. Le célèbre Gilmore, en habit de colonel, la poitrine constellée de croix dans cette république où il n'existe pas de décorations, a, deux mois durant, le matin et l'après-midi, conduit sa bande bruyante sur une estrade d'honneur qui est au centre du *main building*. Puis il est reparti pour New-York où l'attendaient de nouveaux succès, et où trônait déjà le maître de l'opérette française qu'une façon de Barnum, aujourd'hui en déconfiture, venait montrer aux Américains.

Partout la foule accourt naïve et badaude. Elle se presse sans se bousculer. On devine l'indigène, ce que nous appelons le *Yankee* (les Américains du Nord réservent ce nom aux habitans de la Nouvelle-Angleterre), à sa physionomie, à ses allures particulières, où le sans-gêne domine, à la coupe étrange de sa barbe, à son habitude de mâcher du tabac, et on le distingue à première vue de l'Européen ou de l'Hispano-Américain qui sont venus se perdre jusque-là.

Les Chinois, les Japonais, les noirs, quelques types d'Arabes, de Turcs, de Peaux-Rouges, introduisent une diversité pittoresque dans ce concours où toutes les nations ont été conviées, où presque toutes sont venues. Les *ladies* américaines, élégantes, sveltes, vives d'allures, aussi aimables que les hommes de leur pays en général le sont peu, étalent volontiers leurs toilettes tapageuses venues de Paris, et vont grignottant des douceurs, ou s'asseoient pour prendre une glace, dévorer un sandwich ou humer espiéglement, au chalumeau de paille, une de ces boissons glacées et composites dont elles raffolent. Volontiers paresseuses, elles se font traîner au prix de 50 *cents* l'heure sur une de ces chaises roulantes dont un particulier a payé le monopole 60,000 francs.

Autour des bâtimens, dans les jardins très heureusement dessinés, semés de fleurs et d'arbustes rares, et où ne manquent ni les lacs, ni les jets d'eau, ni les cascades, on va, on vient, on circule en bandes animées, et comme par endroits le terrain est accidenté, coupé de ravins, orné de grands arbres dont quelques-uns ont dû assister à l'entrevue de Penn et des Delawares, on peut se croire un moment en pleine campagne et s'y livrer à tous ses caprices. Il est tel coin ombreux, tel sentier couvert, tel banc isolé au pied d'un ruisseau discret, où celui qui aime à rêver et à lire vient s'asseoir, et où, il faut bien aussi le dire, la *flirtation* à l'américaine n'est pas un moment interrompue; et c'est ainsi que chacun trouve son compte aux arrangemens du parc de Fairmount.

Ce parc, pour la partie surtout qui enserre l'exposition, a une physionomie qu'on n'oublie plus. Dans son ensemble il est non-seulement beaucoup plus étendu, mais encore plus rustique, d'aspect plus pittoresque que le bois de Boulogne, les parcs de Londres ou le Prater. On s'est étudié à rendre des plus attrayans le coin où nous sommes, que baigne la rivière de Schuylkill. Outre les bâtimens dont il a déjà été parlé, il en existe une foule d'autres, çà et là disséminés, qu'un petit chemin de fer en miniature, incessamment parcouru par la petite locomotive *Emma*, toujours essoufflée, relie aisément les uns aux autres. En moins d'un quart d'heure, chacun peut faire ainsi le tour des *centennial grounds*; mais il vaut mieux aller à pied. Ici sont les chalets des divers commissaires étrangers, à la tête desquels on remarque le chalet de la Grande-Bretagne; là, des cafés, des laiteries, des brasseries, des buvettes, des restaurans, des modèles de maison de ferme ou d'école, édifiés par différentes nations, enfin des cottages, des pavillons de tout genre. Voici le bâtiment du jury « le palais des juges, » et la « banque nationale du centenaire, » où l'on prête de l'argent à ceux qui en ont; voici la maison « du confort public » : on s'y fait raser, cirer les bottes, on y écrit sa correspondance, on y lunche, on y lit les

journaux, on y attend le chemin de fer. Voici le *photographic building*, le pavillon des photographes, dont les œuvres viennent vous poursuivre jusque-là, ou encore le *log-house* du pionnier, construit de troncs d'arbres couchés à plat et cimentés de terre argileuse, ou bien une maison américaine du « bon vieux temps, » avec tous les ustensiles, tous les meubles des siècles passés. Entrez; les femmes gracieuses qui font les honneurs de cette habitation, reconstituée avec le soin jaloux d'un antiquaire, portent le costume de nos bisaïeules. Le rouet et la quenouille sont dans un coin, une vieille bible sur la table, la faïence à images et les cuillers d'étain ornent le bahut de chêne, et aux murs est appendue une gravure datant de l'arrivée des *pèlerins*. Applaudissons à cette heureuse invocation du passé, et continuons notre course.

Singer, un des rois des machines à coudre, occupe un pavillon élégant qui sollicite le visiteur. De jolies et accortes ouvrières meuvent du pied la machine aux oscillations rapides, et confectionnent sous vos yeux les broderies les plus délicates, les plus compliquées. A côté est le « pavillon des bibles, » où l'Ancien et le Nouveau-Testament, imprimés dans toutes les langues de l'univers, sont donnés pour rien aux chalands; plus loin une boulangerie viennoise où l'on apprend aux Américains, aussi arriérés en cela que les Anglais, bien qu'ils produisent les plus belles farines, comment il faut pétrir et cuire le pain. Puis viennent une verrerie, une briqueterie, où l'on travaille également, une scierie de bois canadienne, où l'on débite des troncs tout entiers. Un instant, on avait eu l'idée, pour donner l'image de l'exploitation d'une forêt, de mettre en coupe réglée une partie des beaux arbres du parc : rien n'est sacré pour l'Américain. Auprès du *main building* ou de la galerie des machines, l'exposition de la carrosserie, des locomotives, des cuirs, de la cordonnerie, occupent autant de pavillons distincts, où les profanes n'entrent guère. Ils préfèrent se rendre à la boutique japonaise, où l'on vend les mille bibelots de l'extrême Asie et où la foule ne cesse d'accourir et d'acheter.

Voici maintenant un café tunisien, où la liqueur noire est servie avec le marc dans de petites tasses, et où, sur une estrade où sont accroupis les musiciens, danse voluptueusement une almée, au grand mécontentement des dévots, qui ont fini par faire fermer ce lieu de perdition; un café turc, où l'on fume l'odorant *tombekir* dans le chibouk ou le narguileh en buvant l'enivrant mastic de Chio. Non loin de ce café, un vieux musulman bonasse et barbu, vêtu comme un mammamouchi de Molière, vend des éponges de Syrie, de l'eau de rose de Stamboul, et débite des chapelets en bois du mont des Oliviers, ou de petits coffrets sur lesquels sont inscrits je ne sais quels caractères hébraïques. Il n'a pas fallu moins

que cette exposition internationale pour amener ce fils de Mahomet à tant de tolérance. Après tout, le Sinaï, Jérusalem, Médine, ne sont pas si éloignés l'un de l'autre. Saluons encore cette maison marocaine dont des Africains à la peau bronzée nous font les honneurs. L'intérieur est mystérieux, plein d'ombre et de fraîcheur; des tapis moelleux éteignent le bruit de nos pas, c'est à peine si, par une étroite lucarne, entre un peu de lumière. Des carreaux de faïence embellissent les parois des pièces à l'intérieur; un sofa dans le vestibule, une salle de bain au fond : on dirait que les habitans vont entrer. Un visiteur s'adresse en arabe au portier de céans, et celui-ci lui répond en espagnol; serait-ce un Marocain de contrebande?

Voici maintenant par terre un plan de Paris en relief jusqu'aux fortifications, dressé à une grande échelle avec les principaux monumens : Paris est décidément l'œil du monde; puis un plan de Jérusalem dressé de même façon. Tout près de là une « fontaine de tempérance » pour les gens qui, dans ce pays adonné aux alcools, ont fait vœu de ne boire que de l'eau. Les délicats se plaignent qu'elle ne soit pas glacée. Voici encore « le pavillon des journaux, » où l'on lit gratuitement toutes les gazettes, « même celle de son pays, » puis un bureau télégraphique où l'on peut expédier une dépêche jusqu'aux confins du globe, et un autre bureau où le « touriste international » retient sa place pour la même destination.

Avez-vous des idées sombres? Entrez dans cette façon de forteresse. Qu'est-ce que cela? Des cercueils étalés! Il y en a en bois de rose et d'ébène, lamés d'argent et de vermeil, capitonnés de satin à l'intérieur comme le lit d'une petite maîtresse. Voici un coussin pour la tête, un vêtement pour le défunt : la robe est de soie blanche pour madame, de soie noire pour monsieur, avec une cordelière élégante serrant la taille. Quoi! dans ce pays démocratique, républicain, pas même d'égalité dans la mort, et tous ces parvenus rêvent des distinctions même à la porte de l'autre vie! J'aime mieux cet exposant milanais, qui montre dans la section italienne son appareil de crémation perfectionné. Les gaz combustibles, amenés sur le cadavre par le système de Siemens, déjà employé dans la métallurgie, y consument le corps en quelques minutes, et de toute la dépouille humaine il ne reste plus qu'un peu de cendre.

Les promoteurs du centenaire avaient eu une idée heureuse, celle de faire camper dans le parc, autour des bâtimens de l'exposition, plusieurs centaines d'Indiens. Les sauvages auraient vécu là comme dans le *Far-West*, sous la tente, avec leurs femmes, leurs chevaux, leurs chiens, et s'y seraient livrés à leurs occupations habituelles, les uns au tissage des couvertures, les autres à la préparation et au tannage des peaux ou à la confection des paniers. Modocs, Comanches, Paunies, Kayoways, Chayennes, Arrapahoes, Yutes, Pah-Yutes,

Apaches, Corbeaux, Sioux, Serpens, Pieds-Noirs, Têtes-Plates, en somme les représentans d'une cinquantaine de tribus, amenés du fond des prairies, des gorges des Montagnes-Rocheuses et de la Sierra-Nevada, des plateaux du grand désert et des vallées ou des rivages du Pacifique, devaient s'installer dans les terrains du centenaire, sous la conduite d'un guide sûr et de divers interprètes. Ç'aurait été assurément une des plus grandes curiosités de la foire philadelphienne, mais aucun de ces hommes n'est venu. Le gouvernement fédéral, — engagé dès le mois de mai dans une guerre avec les Sioux, où il a essuyé, après quelques semaines d'escarmouches, une défaite dont ni un officier, ni un soldat n'est retourné, pas même le brave général Custer qui commandait l'expédition, n'a point jugé sans doute opportun d'amener à Philadelphie des sauvages à moitié soumis. Ceux-ci auraient pu lui causer quelque ennui, eu égard au triste incident qu'on vient de rappeler. Pour les amateurs à tout prix du pittoresque, il a fallu se réduire à quelques Peaux-Rouges civilisés, des Cherokees, des Creeks, qui ont apparu par instans, ou bien à une bande d'Iroquois, qui sont venus en habits de gala, de Montréal et de Québec ou plutôt de leurs villages du Saint-Laurent, jouer à Philadelphie le jeu traditionnel de la crosse et y défier les blancs. Ce jeu consiste à lancer et à recevoir la balle dans le camp avec une large raquette qui a la forme d'une crosse d'évêque, d'où le nom que lui ont donné les anciens pionniers français du Canada.

A cette fête internationale, provoquée par un glorieux centenaire, et où chacun des exposans s'évertue à concentrer sur lui l'attention, les savans, les visiteurs distingués ne manquent point. Il en est venu, il en vient encore un grand nombre d'Europe et de l'Amérique du Sud, ceux-ci pour étudier plus particulièrement le système scolaire ou pénitencier, ceux-là le merveilleux développement agricole des États-Unis. D'autres sont plus volontiers attirés par l'intéressante organisation des chemins de fer, ou les mines, les usines, les manufactures de ce magnifique pays. Tous s'inquiètent de ses institutions politiques et de la manière dont elles fonctionnent. On admire ses méthodes colonisatrices, qui ont changé si promptement les prairies et les déserts de l'Ouest en fertiles campagnes; on applaudit à l'accueil si libéral, si empressé, fait à tous les immigrans, et qui permet à tant de déshérités, à tant de mécontens de l'Europe, de trouver un foyer aux États-Unis avec le bien-être, l'indépendance et souvent la fortune qui leur ont manqué au pays natal.

A tous les visiteurs qui se recommandent à un titre quelconque, ingénieurs, professeurs, savans, journalistes, industriels, membres du jury ou des délégations ouvrières, l'hospitalité américaine s'étend de la façon la plus large et la plus généreuse. Ils sont de toutes les

fêtes, et partout on les accueille avec beaucoup de bonne grâce. Les usines, les établissemens publics leur sont ouverts, et des billets de chemins de fer accordés partout gratuitement. Du 22 au 28 juin dernier, l'Institut américain des ingénieurs des mines a promené ses hôtes nombreux sur la Delaware et dans toute la Pensylvanie; une autre fois le chemin de fer *Pensylvania* a offert sur un train spécial à tous les jurés et à tous ceux qui étaient recommandés par eux une promenade circulaire d'une semaine de Philadelphie aux Alleghanys, Pittsburg, le district du pétrole, Cleveland, le lac Érié, les chutes du Niagara, le fleuve de l'Hudson, New-York. Aucune dépense pour les invités, ils ont été défrayés de tout.

L'empereur du Brésil a été l'un des hôtes les plus acclamés du centenaire. Il a consacré plusieurs journées à la visite de l'exposition. Il a mis à cette étude le soin patient, minutieux, qu'il apporte dans toutes ses explorations, et il l'a fait avec profit, car aucune des connaissances humaines ne lui est étrangère, et nul n'a visité aussi bien, aussi complétement que lui les États-Unis. D'un océan à l'autre et du golfe du Mexique au fleuve Saint-Laurent, il a voulu tout voir, tout comprendre. Rompu à la fatigue, il a pu lasser ceux qui le suivaient, il ne s'est jamais lassé lui-même, et n'est parti pour l'Europe, où il voyage en ce moment, que lorsqu'il a eu tout examiné, tout comparé d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord. D'humeur égale, accommodant, accessible à tous, fuyant tout apparat, toute étiquette, plus simple encore qu'un président de république, il a fait sa société habituelle des hommes d'étude qu'il voulait consulter, avec lesquels il aimait à causer, et l'on gardera longtemps, dans tous les lieux où il a passé aux États-Unis, le souvenir de ses réceptions qu'il se plaisait à appeler scientifiques.

Est-il besoin de le dire? l'exposition universelle, le centenaire américain, ont été pour toutes les villes l'occasion de fêtes brillantes, surtout à Philadelphie et à New-York. Les Américains ont toujours aimé la montre; ils ne négligent aucune occasion de parader en public. Chez eux, il n'y a pas d'uniformes, pas de titres, pas de décorations, et cependant tout le monde en porte. Qui n'est pas, qui n'a pas été là-bas quelque peu juge ou colonel? Les confréries maçonniques, les templiers, les *odd fellows* (mauvaises têtes), sont heureux de se montrer au grand jour, avec tous leurs insignes, d'occuper la rue, les places. Ils gênent la circulation, mais on aime ces sortes de cérémonies et on les laisse faire. L'anniversaire du 4 juillet est chaque fois un motif de plus pour recommencer ces interminables processions. Cette année, comme c'était un centenaire doublé d'une exposition internationale, chacun s'en est donné à cœur joie.

Les bouchers de Philadelphie, célèbres même avant Washington,

ont commencé les premiers. Au mois de mai, vêtus de longues tuniques blanches comme des lévites d'Israël, la poitrine traversée d'une écharpe bleue, le chef couvert du chapeau noir, le vulgaire tube de soie, ce qui leur donnait un aspect étrange, ils ont processionné par les rues en bandes nombreuses, à cheval, en voiture, à pied, puis le soir sont rentrés chez eux par groupes isolés, mais tous chancelans sous les fumées de l'alcool.

Après l'honorable corporation des bouchers, ce furent les glorieux survivans de l'armée du Potomac, accourus à la voix de leur vénéré chef, le général Dix, naguère ministre des États-Unis à Paris. Il prononça devant eux un beau discours, où il se plut à rappeler les étonnans progrès accomplis par l'Union depuis cent ans. Autrefois il fallait douze jours pour aller de Philadelphie à Boston, dans de pauvres diligences, par de mauvaises routes; aujourd'hui, sur le rail, par la locomotive, on ne mettait plus qu'un jour. Alors les États-Unis se développaient seulement sur les rivages atlantiques; depuis, ils avaient rejoint le golfe du Mexique et l'Océan-Pacifique lui-même. De New-York à San-Francisco, ou plutôt du Missouri au Sacramento, on avait mis par terre d'abord vingt jours en diligence, puis en chemin de fer et d'un océan à l'autre seulement sept jours, et une locomotive remorquant un « train-éclair » venait précisément de réduire de moitié cette distance. Quelles conquêtes en si peu d'années! Les applaudissemens frénétiques de l'auditoire avaient rappelé au vieux général que sa voix avait un écho dans tous les cœurs, et que le patriotisme n'avait cessé d'être la qualité dominante de ses compatriotes. Le général Grant, en déclarant l'exposition ouverte, avait déjà, dans son discours, célébré les efforts et les progrès du peuple américain, et marqué en traits précis l'énorme espace parcouru en cent ans. L'un et l'autre orateur s'étaient peut-être trop complu dans ce thème élogieux et n'avaient pas fait assez la part du vieux monde dans le développement des États-Unis. Les Américains ne sont pas précisément une nation encore à son aurore; ce sont des Européens transplantés dans le Nouveau-Monde, et qui y sont arrivés chacun avec ses qualités distinctives. Les étonnans progrès que les Américains ont accomplis, ils les doivent sans doute en partie à leurs institutions, mais aussi ils n'ont pas de voisins gênans, pas de frontières à défendre. Depuis la terrible guerre de sécession, ils n'ont pas su rallier le Sud, et dans l'administration publique règne une corruption effrénée qui marquera d'un trait regrettable, sur lequel l'histoire inflexible ne fera que passer davantage son burin, la présidence du général Grant. Tel est le son que l'esclave eût fait entendre derrière le général Dix et le président lui-même, si, comme le triomphateur an-

tique, ils en eussent eu un auprès d'eux; tel est le nuage qui vient assombrir de son voile le tableau du centenaire américain.

Les sociétés fraternelles, maçonniques, en si grand nombre aux États-Unis, ne devaient pas tarder à prendre leur tour dans les démonstrations du centenaire. Soumises à des rites mystérieux, la plupart innocens, le gouvernement fédéral n'a jamais arrêté leur expansion, ni en aucune manière gêné leurs cérémonies. Elles ont toutes des temples magnifiques, et processionnent par les rues comme il leur plaît. Voulez-vous réduire à néant le péril qu'une société secrète peut faire courir à l'état, quelque nombreux qu'en soient les membres? Laissez-la faire, ne la persécutez point; les martyrs seuls sont dangereux. A la tête de tous ces francs-maçons se sont distingués les templiers; par une belle matinée de juin, on les a vus, à Philadelphie, sortir en bon ordre, fiers de leur bel uniforme. Avec le chapeau à claque surmonté de plumes blanches, l'épée au côté, l'habit de drap bleu à boutons d'or, le pantalon à bandes, leurs décorations sur la poitrine, ils étaient superbes et satisfaits d'eux-mêmes comme des préfets en tournée. Ils ont, pendant des heures, arrêté tout parcours dans les rues, même celui des omnibus, puis la pacifique armée a envahi le parc de Fairmount et le champ de l'exposition. Les porte-glaives, les porte-étendards, avaient eu peine à se défaire de leurs insignes. Quelques-uns, comme naguère nos gardes nationaux parisiens, avaient été rejoints par leur famille, et triomphalement, sous un soleil de feu, se promenaient en tenue avec leurs femmes et leurs enfans.

Aux approches du 4 juillet, tout ce mouvement est devenu encore plus tumultueux. Alors sont apparues les milices, entre autres celle de la ville de New-York, le 7e régiment, qui venait parader dans « la ville de l'amour fraternel » pour la grande fête commémorative. Officiers et soldats avaient réellement bonne mine sous la tunique grise, et la portaient vaillamment malgré une chaleur torride. A Philadelphie, la cérémonie principale inscrite au programme de ce grand jour fut éclatante. On y lut à *Independence-Hall* (l'Hotel-de-Ville), devant une affluence de monde comme on n'en avait pas vu jusque-là, la déclaration de l'Indépendance sur le manuscrit original. Cette lecture fut faite par le petit-fils du Virginien Henry Lee, qui avait eu l'idée de cet acte, lequel fut écrit comme on sait par Jefferson, et proclamé à l'endroit même où on le relisait après cent ans. Jamais l'enthousiasme américain, si facile à enflammer, n'atteignit de telles limites; jamais l'âme d'une grande cité ne fut aussi vivement impressionnée. Il y a chez ce peuple, à certains égards si jeune et pour ainsi dire encore enfant, une sorte de patriotisme naïf, que l'on ne retrouve plus chez les vieilles na-

tions et que l'on fait bien de tenir en éveil. Sur l'estrade réservée, où le général Grant, ce jour-là d'humeur chagrine, oublia qu'il avait promis de venir, on voyait entre autres invités, l'empereur du Brésil et le prince héritier de Suède. La courtoisie américaine s'était étendue aussi à tout le jury étranger. Sur les arcs de triomphe élevés par les rues et décorés de feuilles et de fleurs, on n'avait pas manqué, dans un élan de juste reconnaissance dont les peuples ne sont pas coutumiers, d'inscrire le nom de Rochambeau et de Lafayette, et de donner la bienvenue au descendant du premier de ces héros, qui faisait partie de la commission française. Le soir avait eu lieu une procession aux flambeaux, à laquelle avaient spontanément pris part des milliers de citoyens. La ville était brillamment illuminée; tous les cercles, tous les édifices publics, toutes les maisons s'étaient pavoisés de plus belle, et partout on avait librement tiré en pleine rue des feux d'artifice, des pétards, voire des coups de revolver, comme c'est l'usage sacramentel pour ce jour-là; le lendemain il avait fallu soigner plus d'un blessé.

A New-York, on s'était piqué au jeu, et la fête du centenaire avait été encore plus resplendissante qu'à Philadelphie. Plus de 25,000 hommes avaient le soir exécuté une promenade avec des torches, des lanternes transparentes. Les divers ordres maçonniques, les milices, les gardes françaises, les députations allemande, anglaise, écossaise, irlandaise, galloise, scandinave, italienne, espagnole, russe, puis des nègres, des Chinois, des Indiens, tous avec leurs insignes, leurs oriflammes, leur musique, le plus grand nombre avec leurs costumes traditionnels, avaient pris part à cette gigantesque procession, qui s'était faite dans le plus grand calme. Au square Madison, un immense paravent, couvrant la moitié de la façade du *New-York Club*, et que rendait visible un faisceau de lumière électrique qu'on y projetait, représentait la statue de *la Liberté éclairant le monde*. C'est l'œuvre dont la France doit gratifier l'Amérique, et que le sculpteur Bartholdi élèvera sur l'île de Bedloe, dans la baie de New-York, comme un phare d'un nouveau genre que verront de loin les vaisseaux et qui surpassera en hauteur l'antique colosse de Rhodes.

Les principales places de la ville le disputaient au square Madison; mais à l'*Union Square*, un des centres les plus animés de New-York et qui était naguère le quartier préféré du monde élégant, les illuminations avaient atteint le plus grand éclat. Le défilé, sur chaque point de la cité, n'avait pas duré moins d'une heure et demie. Des pétards, des fusées, des chandelles romaines, un déploiement inoui de flammes de Bengale, de feux électriques au magnésium, des démonstrations de tout genre accompagnaient cette parade

sans seconde. De part et d'autre, sur son passage, la foule stationnait curieuse, émue, répondant aux chants et aux acclamations qui partaient des fenêtres ou des bandes processionnaires.

Cette imposante cérémonie nocturne, que ne dirigeait aucun corps officiel ni de la cité, ni de l'état, ni de l'Union, avait duré de huit heures du soir à une heure du matin, et parcouru depuis le bas jusqu'au haut de la ville une longueur de plusieurs kilomètres. Un million d'hommes, toute la ville de New-York était sur pied, et, chose incroyable, pas un accident, pas une bataille n'avait eu lieu; puis tout ce monde s'était paisiblement séparé, et chacun était rentré chez soi. De la part des acteurs comme des spectateurs, tout s'était passé dans le plus grand ordre. C'était une grande nation qui était debout, et qui faisait comme son inventaire et son recensement, voulant juger des résultats qu'elle avait conquis en un siècle.

Boston, Saint-Louis, Cincinnati, Chicago, San-Francisco, avaient tenu à rivaliser d'éclat avec Philadelphie et New-York. Saint-Louis, où venait de s'assembler la convention démocratique; Cincinnati, où s'était réunie quinze jours auparavant la convention républicaine, celle-ci proclamant pour son candidat à la future présidence le gouverneur Hayes de l'état d'Ohio, cette autre le gouverneur Tilden de l'état de New-York, n'auraient eu garde de laisser passer sans éclat les fêtes du centenaire, ne fût-ce que pour acclamer une fois de plus le triomphe de leur candidat. Seules, les villes du sud étaient restées muettes devant tous ces témoignages de joie. La Nouvelle-Orléans, naguère si renommée pour ses fêtes et ses joyeuses cérémonies, où entrait toujours comme un grain de gaîté créole et française, était obstinément demeurée indifférente. Elle avait eu tant à souffrir, la pauvre et malheureuse cité, depuis la guerre de sécession, où les vainqueurs l'avaient traitée comme des barbares, elle ne demandait plus que le recueillement et le silence, attendant tout de l'avenir, et le soin de panser ses blessures et le triomphe de sa cause!

Revenons à l'exposition de Philadelphie. La grande entreprise américaine, nous espérons l'avoir démontré, n'est pas une affaire manquée. Eu égard aux difficultés qu'elle a eu à vaincre, notamment la distance où l'Amérique est de l'Europe, elle peut se tenir pour satisfaite en se comparant à ses aînées. Elle a ses défauts, sans doute : on s'est plaint des hommes qu'elle emploie, on leur a imputé les vols, les incendies qui ont eu lieu; on s'est plaint des façons d'agir de la douane; mais quelle exposition n'a pas donné lieu à des récriminations? Reste à se demander quel est l'enseignement général qui résulte pour le visiteur, avant tout pour le visiteur européen, de cette grande foire internationale. Il nous paraît que

cet enseignement est celui-ci : grâce à la fécondité de son sol et à la facilité actuelle des communications terrestres et maritimes, l'Amérique peut alimenter aujourd'hui l'Europe de blé, de farine, de viande conservée et même de bétail vivant, comme elle l'alimentait déjà de coton : elle l'habillait, elle peut la nourrir. Grâce à la productivité de ses mines, d'une abondance incomparable, elle peut maintenant se passer de l'Europe pour la fonte, le fer, l'acier, le cuivre et les autres métaux usuels, pour la construction des machines, pour la plupart des produits manufacturés. Elle n'en continuera pas moins d'adresser à l'Europe les lingots d'or et d'argent dont celle-ci a besoin pour toutes ses transactions, et que les gîtes des États-Unis produisent en aussi grande quantité que tous les gîtes du monde entier. Quant à la houille, que l'on voit à Philadelphie en blocs énormes, l'Amérique en produira bientôt autant que l'Angleterre, c'est-à-dire autant que tout le reste du globe, et ses bassins carbonifères sont vingt fois plus étendus que les bassins anglais.

Telle est la leçon économique qui nous paraît surtout résulter d'une visite continue de deux mois que nous avons faite à l'exposition philadelphienne. L'Amérique apprendra à se passer de plus en plus de l'Europe, et l'Europe ne pourra pas se passer d'elle. C'est véritablement une nouvelle Angleterre qui se lève au-delà des mers et qui menace déjà la vieille Angleterre sur tous ses marchés, aussi bien ceux de l'extrême Orient, le Japon, la Chine, peut-être l'Inde, que tous ceux de l'Amérique du Sud. Pour la France, quoique moins intéressée que la Grande-Bretagne dans cette lutte qui commence, elle n'en est pas moins également avertie, sinon atteinte. Il n'est pas jusqu'à nos vins et nos eaux-de-vie que les États-Unis, à la faveur de leurs vignobles, ne tentent de reproduire. Les connaisseurs, et ils sont rares, seront les seuls à ne pas se laisser prendre à cette imitation.

Ce qui est plus grave, c'est que les Américains ravissent de plus en plus les procédés, les tours de main de nos ouvriers. Déjà, dans la bijouterie, l'horlogerie, la joaillerie, l'orfévrerie, les bronzes d'art, les meubles de luxe, la fabrication des fleurs artificielles, ils produisent des choses qui ont un véritable cachet de solidité et de bon goût. Sur ce terrain l'Américain, à cause même du milieu où il s'agite, et dont le climat, le mélange des races, l'apport incessant de l'immigration asiatique et européenne font un milieu tout spécial et singulièrement favorisé, l'Américain est plus à craindre que l'Anglais. La Suisse s'est émue de la fabrication des montres américaines. Dans la carrosserie, l'ébénisterie, la cristallerie, la céramique, les États-Unis marchent presque de pair avec la France et

d'autres grands pays. Sous d'autres rapports, ils nous ont même devancés, et tout cela malgré le haut prix que la main-d'œuvre conserve là-bas. On dirait que nous sommes leurs instituteurs et leurs maîtres, comme l'Italie le fut pour nous à l'époque de la renaissance, et qu'ils sont appelés peut-être à l'emporter un jour sur nous comme nous fîmes des Italiens. Venise, Milan, Florence, nous enseignèrent jadis à fondre les glaces, à tisser la soie et le velours, et bientôt nous les dépassâmes; en sera-t-il de même des États-Unis à notre égard?

N'avons-nous pas vu aussi leur prééminence qui s'annonce dans les constructions mécaniques? N'avons-nous pas dit que leur grand constructeur Corliss avait envoyé de ses machines à vapeur en Europe, notamment à la fameuse filature de la Lys à Gand? C'est par milliers qu'il faut compter les machines agricoles que les Américains ont fournies au vieux monde. Enfin leurs types de locomotives, mais surtout de wagons à voyageurs, si confortables, si commodes pour la nuit, sont aujourd'hui partout usités, principalement en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, en Italie, et jusque sur nos chemins de fer français. Dans tout le Canada, dans toute l'Amérique espagnole, on n'en connaît pas d'autres.

Puisqu'il en est ainsi, ne serait-il pas temps pour les États-Unis de renoncer au système économique suranné qu'ils ont adopté depuis douze ans dans la pratique des échanges internationaux? Les étonnans progrès qu'ils ont faits en un siècle sont dus à toute autre cause qu'au régime douanier protecteur, et sur certains points prohibitif, qui est en vigueur depuis la guerre de sécession. Quand les filateurs des États de la Nouvelle-Angleterre et les maîtres de forges de la Pensylvanie et de l'Ohio, délégués au congrès fédéral, disent que Colbert sous Louis XIV avait de cette façon commencé la fortune industrielle de la France, et qu'ils veulent faire de même chez eux, on peut leur répondre que le temps et les lieux sont changés, que l'Amérique n'est pas l'Europe et qu'elle doit plus à ses libres institutions politiques, à son climat, à ses richesses naturelles, à la fécondité de son sol, à sa disposition topographique, à l'afflux toujours plus considérable des immigrans, qu'elle doit plus à toutes ces causes heureuses et persistantes qu'à un système passager de tarifs mal conçus, mal appliqués, et qui ont eu surtout pour effet de provoquer la vénalité, la corruption des administrateurs publics.

Tous les négocians, les industriels, toutes les chambres de commerce, ne cessent de se plaindre en Europe des tarifs douaniers américains. Il est vraiment curieux que dans le pays de la liberté par excellence la liberté des transactions extérieures soit la seule

qui n'existe pas, et que les tarifs douaniers s'y élèvent souvent jusqu'à la prohibition. Ce système avait son excuse après l'horrible guerre civile, quand il fallait remplir à tout prix les caisses du trésor, mais tout est réglé maintenant et les États-Unis doivent revenir aux grands principes du libre échange. Il est bien démontré aujourd'hui que rien ne remplace dans le travail d'une nation la lutte, la concurrence, l'initiative individuelle, en un mot la liberté absolue des transactions ; la prospérité industrielle toujours croissante de la France, depuis que les traités de commerce de 1860 sont en vigueur, le prouve suffisamment.

En résumé, deux phénomènes d'ordre économique se dégagent d'une visite attentive de l'exposition de Philadelphie et éclatent comme en pleine lumière. Le premier, c'est une sorte d'atteinte indirecte aux produits européens, dont l'Amérique apprend de plus en plus à se passer à mesure qu'elle les imite et les fabrique mieux. Sur ce chef, c'est à la France, c'est à l'Europe de parer le coup qui les menace en apportant encore plus d'habileté et de soin dans la préparation des produits destinés à l'Amérique, et, disons-le sans détour, encore plus de loyauté, de bonne foi dans l'échange de ces produits. Sur le second point, — l'inutilité actuelle des tarifs protecteurs américains, et la possibilité pour les États-Unis de lutter avantageusement avec l'Europe au moins sur leurs propres marchés, — le doute n'est plus permis. Les États-Unis n'ont donc plus à hésiter sur l'abolition ou au moins la diminution notable de ces tarifs. La voie dans laquelle ils se sont engagés est malheureuse, pleine d'écueils. Elle n'a eu pour but que de favoriser quelques privilégiés, d'amener le haut prix de toutes choses et la disparition de quelques industries, telles que la construction des navires où les Américains étaient les maîtres avant 1860. Le système si inconsidérément adopté par eux et maintenu avec tant d'entêtement est de tous points contraire aux saines doctrines économiques, à l'ordre naturel des choses. Dans l'ensemble, il appauvrit la nation au lieu de l'enrichir, et celle-ci serait assurément encore plus grande et plus puissante avec la liberté des transactions, avec ce que les Anglais ont si bien nommé la libre concurrence. C'est le propre de l'exposition de Philadelphie d'avoir mis ce fait dans tout son jour, et elle n'aura pas été inutile, puisqu'entre beaucoup d'autres elle aura donné à tous ce grand enseignement.

L. Simonin.

LE

ROMAN DE MŒURS

EN ANGLETERRE

Daniel Deronda, by George Eliot, 8 vol.; Blackwood, Edinburgh and London.

Parmi les souvenirs familiers de Mme Field (1) se trouve le récit d'une visite à Mme Lewes, si connue dans la littérature anglaise contemporaine sous le pseudonyme de George Eliot. Pour la première fois nous avons pu jeter un coup d'œil dans l'intérieur calme et recueilli d'un écrivain qui, plus qu'aucun autre peut-être, a craint d'attirer l'attention sur sa personne et s'est soustrait au bruit d'une vaine popularité. Guidés par la voyageuse américaine, nous avons entrevu, sur la lisière d'un de ces rians et silencieux faubourgs de Londres qui ont déjà le charme paisible de la campagne et où chaque maison s'entoure de pelouses veloutées, de massifs de verdure, la demeure à la fois modeste et poétique de l'auteur d'*Adam Bede*, avec ses tentures blanches, son luxe de fleurs, ses recherches de simplicité raffinée qui donnent au premier aspect l'idée d'une existence placide et doucement austère. L'humeur, la figure même de la maîtresse du lieu, s'harmonisent en effet avec le cadre qu'elle s'est choisi. Chez elle, aucune trace de manière ni d'affectation, aucun désir de briller; en revanche, la préoccupation évidente des grandes responsabilités qui pèsent sur tout écrivain. Une sorte de rayonnement intellectuel illumine cette tête, dont le

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin 1876.

développement extraordinaire intéresserait un phrénologue; son regard limpide exprime une bienveillante investigation, sa voix douce et basse semble faite pour prononcer des paroles de sagesse et de bonté. Dans l'aimable retraite de North-Bank, où nous a introduits Mme Field, ont été enfantées telles études fortes et délicates à la fois de la vie humaine qui placent George Eliot à la tête des romanciers de son pays, de ceux-là du moins qui ont survécu aux Dickens et aux Thackeray, aux Brontë et aux Gaskell. Sans parler d'*Adam Bede*, un chef-d'œuvre, — *le Moulin dans la prairie*, *Silas Marner*, *Middlemarch*, en dépit de quelques défauts systématiques, offraient des beautés hors ligne de style et de conception, jointes à une louable et constante recherche du vrai.

C'est parce que nous estimons sincèrement le caractère aussi bien que le talent de George Eliot qu'il nous est permis de nous étonner du mode de publication adopté pour ses derniers ouvrages. Pendant huit mois consécutifs, *Daniel Deronda*, dont le dernier tome vient de paraître, a occupé la critique anglaise, plus prodigue, on le sait, de louanges faciles que de jugemens sérieux. Chaque mois voyait surgir un nouveau volume avec l'annonce de celui qui devait suivre. Il est clair qu'un pareil système ne peut que nuire à l'intérêt, à l'unité de l'ensemble et favoriser le défaut capital d'un écrivain qui ne connaît pas l'art difficile de se borner. Comme peintre de portraits, George Eliot est incomparable, et elle s'entend aussi, — plus que jamais elle vient de le prouver, — à faire naître, à conduire une situation dramatique : la multiplicité des détails et des comparses, l'abus de réflexions philosophiques et de comparaisons scientifiques sont donc chez elle inexcusables ; elle est assez riche pour dédaigner ce remplissage. Ceci posé, convenons que *Daniel Deronda*, malgré de désolantes longueurs, est en Angleterre l'événement littéraire de l'année. On y retrouve toutes les qualités que nous avons l'habitude d'admirer chez son auteur et un progrès sensible en outre : l'idée fixe de peindre, sans en omettre une seule, les tares et les verrues de notre pauvre humanité, afin de ne jamais donner le pas à *ce qui devrait être* sur *ce qui est*, la tendance au réalisme, en un mot, s'accuse beaucoup moins que dans de précédens ouvrages. On trouvera même que personnellement *Daniel Deronda* est digne de rivaliser avec le héros le plus idéal de George Sand. Nous n'avons affaire cette fois ni à un ouvrier, ni à un paysan, ni même, dans une classe plus élevée, à un homme ordinaire « menant la vie de tous les jours. » Deronda est un être d'élite placé dans des circonstances exceptionnelles. Pour donner une idée juste et complète de ces circonstances, nous ne pouvons mieux faire que de suivre pas à pas la marche du roman, au moins pendant les premiers volumes, où toute l'émotion est concentrée.

I.

Le rideau se lève sur le salon de jeu d'une ville d'eaux en Allemagne. Autour du tapis vert sont réunies une soixantaine de personnes, sparmi lesquelles bon nombre de simples spectateurs. Ceux qu'absorbent réellement les évolutions de la rouge et de la noire offrent l'échantillon de toutes les variétés du type européen : des Livoniens et des Espagnols, des Grecs, des Italiens, des Allemands de différentes classes, des Anglais appartenant tant à l'aristocratie qu'à la plèbe; ici du moins triomphe le principe de l'égalité. La petite main scintillante de bagues d'une comtesse effleure presque une espèce de pince de crabe appartenant à un visage carré, hâve et durci, avec des yeux enfoncés, des sourcils grisonnans, des cheveux rares. Est-il un autre endroit du monde où la fière lady consentirait à s'asseoir auprès de cette figure féminine flétrie comme les roses artificielles de sa coiffure, prématurément vieille, d'une vieillesse caractéristique, et tenant sur ses genoux un sac de velours râpé? Tout à côté d'elle aussi se prélasse un honorable boutiquier de Londres. L'argent qu'il gagne commercialement à la noblesse et à la bourgeoisie lui permet de prendre des vacances élégantes en leur société. Pour lui, le jeu est non pas une passion, mais un loisir lucratif. Tout le mal serait, là comme ailleurs, dans le fait de perdre; or il ne perd pas; son plaisir est donc innocent, et il a l'extrême jouissance de sentir qu'il partage les goûts des gens les plus titrés, qu'il est leur pareil sous ce rapport. Un peu plus loin, un Italien, beau comme Apollon, place sur la table une pile de napoléons, aussitôt balayée par sa voisine à pince-nez et à perruque. Une faible lueur passe dans le regard éteint de la vieille femme, mais le dieu de marbre reste impassible, comptant sans doute sur quelque système qui lui permet de tenir le destin sous son pied. Même confiance chez ce libertin usé qui lorgne les délices de la vie à travers son monocle et dont la main tremble lorsqu'il la tend pour avoir de la monnaie. C'est un songe favorable, ou bien encore la persuasion que le 8 du mois est un jour de veine, qui lui inspire cette audace frémissante. Si chacun des joueurs diffère de son voisin, il y a chez tous cependant une même uniformité de physionomie négative, pareille à un masque, laquelle ferait croire qu'ils ont sans exception bu quelque drogue dont l'effet pour le moment est d'imposer au cerveau de celui-ci et de celui-là une même action monotone.

Le regard de dégoût que Daniel Deronda promène sur cette foule avilie change d'expression en s'arrêtant soudain sur une jeune fille qui, après s'être penchée à l'oreille du chaperon qui l'accompagne,

retourne au jeu, en déployant dans toute sa hauteur une taille élégante. Quant au visage, on peut le contempler sans admiration peut-être, mais non pas toutefois passer auprès de lui avec indifférence : — Est-elle belle? se demande Deronda, ne l'est-elle pas? Est-ce le bien, est-ce le mal qui domine dans cette physionomie? Le mal sans doute, car à sa vue on est troublé plutôt qu'attiré, l'être tout entier ne consent pas à la séduction qu'elle exerce. — Cependant Deronda continue de suivre les mouvemens gracieux de cette sylphide problématique, tandis qu'elle s'avance avec résolution pour déposer son enjeu. L'etrangère gagne et, tandis que ses doigts effilés ramassent l'or, puis le placent de nouveau sur la carte gagnante, elle laisse errer autour d'elle un regard trop superbement calme pour qu'il soit possible de n'en pas croire la froideur affectée. Ce regard rencontre par hasard celui de Deronda; elle voudrait le détourner et n'y parvient qu'avec effort. Le sentiment que cet homme vient de la toiser pour ainsi dire et qu'il la juge d'en haut comme un être inférieur la cingle violemment; ce mélange d'angoisse et de colère qu'elle a ressenti n'amène pas le sang à ses joues, il le chasse au contraire de ses lèvres. L'influence du mauvais œil pèse sur elle apparemment; son enjeu est perdu, elle le remplace par un autre et perd encore. Au fond, elle ne se soucie point du gain matériel; c'est l'excitation qui lui plaît. Depuis qu'elle a commencé à jouer avec quelques napoléons au fond de sa bourse, la chance n'a pas cessé de lui être favorable, et elle en tire une sorte d'orgueil comme elle ferait de toute autre suprématie. Y renoncer lui coûte fort. Sans lever les yeux, elle sent que ceux de l'inconnu sont sur elle; cette pression vague devient peu à peu une torture; raison de plus pour afficher l'insouciance et continuer avec obstination. L'amie qui l'accompagne lui touche le coude et l'engage à quitter la table. Pour toute réponse, elle met dix louis sur la même carte; l'instinct d'une résistance enragée domine chez elle toute autre impression, et d'ailleurs, puisqu'elle ne gagne plus extraordinairement, il s'agit de perdre extraordinairement encore. Toute sa préoccupation est de maîtriser ses nerfs et de ne rien laisser paraître de ce qui l'agite intérieurement. Tout le monde l'observe, mais la seule observation dont elle ait conscience est celle de Deronda. Ces sortes de drames ne se prolongent pas; déjà la catastrophe est prochaine : — Faites votre jeu, mesdames et messieurs, dit la voix automatique de la destinée sous la moustache du croupier, et la jeune fille hasarde tout l'argent qui lui reste. — Le jeu ne va plus, déclare le destin. — Alors, quittant la table, elle se tourne vers Deronda. Il y a comme un sourire d'ironie dans les yeux expressifs de celui-ci. — N'importe, se dit-elle, il admire mon intrépidité autant que ma personne; ce n'est pas là un de ces philistins qui se croient

obligés de lancer aux joueurs en passant un anathème bourgeois. Non, il est jeune, et distingué d'apparence; il m'admire.

Cette jeune personne a la prétention de savoir sur le bout du doigt ce qui est admirable, et la ferme certitude d'être elle-même admirée; c'est même là le fond de ses convictions, convictions qui ont reçu une légère atteinte, mais sans être abattues pour si peu.

Le soir, dans cette même salle, éblouissante de lumières et de toilettes, les hommes exaltent et les femmes dénigrent la beauté de miss Gwendoline Harleth. Elle passe semblable à une ondine, en robe vert de mer avec des ornemens d'argent, la longue plume verte de son chapeau retenue par une agrafe d'argent et flottante sur ses beaux cheveux d'un brun clair.

— Unique dans son genre, cette miss Harleth!

— Ne trouvez-vous pas qu'elle a du serpent sous cet attirail vert et argent, surtout lorsqu'elle tourne son long cou de côté et d'autre comme elle le fait ce soir?

— A mon avis, un homme, un fou s'entend, se ferait pendre pour elle.

— Vous aimez alors un nez retroussé?

— Quand il va avec un pareil ensemble!

— Il lui faudrait un peu de couleur aux joues. C'est une sorte de beauté spectrale que la sienne.

— Au contraire, sa chaude pâleur me paraît être un de ses charmes.

— On dit qu'elle a perdu aujourd'hui tout ce qu'elle avait gagné. Est-elle riche? Qui sait?

— Oui, qui sait? Que sait-on de qui que ce soit ici?

La remarque que Gwendoline tourne de côté et d'autre son cou de serpent plus que de coutume est juste. Elle cherche involontairement l'inconnu dont le regard scrutateur lui a causé une impression si désagréable. S'adressant à un M. Vandernoodt, qui a la réputation de connaître tout le monde, elle lui demande du ton languissant qu'elle sait donner en certaines circonstances au clair soprano de sa voix : — Qui donc est là, près de la porte?.. ce jeune homme brun avec une physionomie insupportable...

— Insupportable? répète son interlocuteur. Je ne trouve pas. Il est remarquablement beau. Nous l'avons à notre hôtel; il vient d'y arriver avec sir Hugo Mallinger.

— Son nom?

— Deronda.

— C'est un Anglais?

— Oui. Il passe pour un parent de sir Hugo. M. Deronda vous intéresse?

— Il ne ressemble pas aux autres jeunes gens.

— Vous ne faites pas grand cas des jeunes gens en général.

— Aucun. Je sais toujours ce qu'ils vont dire, tandis que je ne me doute pas de ce que peut bien dire votre M. Deronda. Que dit-il?

— Rien du tout. J'ai passé une bonne heure à côté de lui et de son monde hier soir, sur la terrasse, et il n'a pas prononcé un mot. Il ne fumait pas non plus. Il avait l'air ennuyé.

— Encore une raison pour que je désire le connaître! Je m'ennuie toujours.

— Il sera sans doute charmé de vous être présenté. Permettez-vous, baronne?

La baronne allemande qui accompagne miss Harleth permet volontiers; toutefois pendant que M. Vandernoodt parcourt les salons à la recherche du beau Deronda, elle essaie d'une observation :

— Quel est ce nouveau rôle que vous prenez, Gwendoline, d'être ennuyée de tout? Jusqu'ici vous n'aviez qu'une rage de plaisir du matin au soir.

— Justement parce que je m'ennuyais; si je dois renoncer au jeu, je me casserai un bras, j'irai en Suisse escalader le Matterhorn, que sais-je? il faut que je fasse arriver quelque chose!

Deronda ne fut pas présenté à Gwendoline. M. Vandernoodt ne réussit pas à le lui amener ce soir-là, et, en rentrant, elle trouva une lettre qui la rappelait au logis. La lettre était de sa mère et fort triste; elle renfermait la nouvelle de la faillite d'un banquier à qui était confiée toute la fortune de la famille. Une ruine complète s'ensuit; il est indispensable que Gwendoline revienne immédiatement.

La première impulsion de l'énergique jeune fille est de tenir tête à la situation plutôt que de se lamenter. Elle ne s'écrie pas en elle-même : « Ma pauvre mère! » Sa mère lui a toujours paru assez mal partagée sous le rapport du bonheur; ce ne sera pour elle qu'un chagrin de plus après bien d'autres. Si Gwendoline était disposée à plaindre quelqu'un, ce serait elle-même; mais elle n'éprouve que de la colère et le souci de la difficulté présente. Tout son argent a été dévoré par la roulette. Le moyen de payer le voyage seulement? Elle ne peut s'adresser à sa mère, qui est désormais sans ressources, ni aux parens éloignés à qui pour le moment elle est confiée, car il serait peut-être impossible de leur rendre la somme, quelque faible qu'elle pût être. Bah! les Juifs ne manquent pas, qui prêtent sur gage. Elle détache de son cou un collier étrusque. Les turquoises qui l'ornent lui viennent de son père, mais ce père elle ne l'a jamais connu, peu lui importe de se séparer d'un bijou héréditaire qui en réalité n'est pas pour elle un souvenir. Ayant pris son parti, Gwendoline procède à faire ses malles : elle ne se couchera pas; des ablutions froides suffisent à la reposer, et quand, aux premières clartés de l'aube, elle jette un coup

d'œil sur son miroir, sa beauté, rendue plus intéressante par l'insomnie, la rassure et la console si bien qu'elle s'embrasse gaîment dans la glace. A l'heure où tous ceux qui ne dorment pas se rendent aux bains, elle sort, bien sûre de n'être épiée par personne, et va mettre son collier en gage avec le même aplomb hautain qu'elle montrait la veille à la table de jeu. Le Juif abuse, cela va sans dire, de l'embarras où elle se trouve, mais l'essentiel est qu'il lui donne assez pour retourner chez elle. Tranquille sur ce point, elle n'a plus d'autre préoccupation que celle de triompher des objections de sa parente qui voudra la retenir, ne sachant rien du désastre. Gwendoline est décidée à le tenir secret; sa mère la rappelle, voilà tout ce qu'il lui convient de dire. Tandis qu'elle attend l'heure du déjeuner avec impatience, car aucune émotion bien profonde n'a troublé son appétit, un domestique lui remet certain petit paquet qui a été laissé pour elle à la porte. C'est le collier dont elle vient de se défaire, le collier de turquoises enveloppé sous le papier dans un mouchoir de batiste dont le chiffre a été déchiré. A cet envoi est joint le billet qui suit, écrit précipitamment au crayon : « Un étranger qui a trouvé le collier de miss Harleth le lui rend avec l'espoir qu'elle ne s'exposera plus à le perdre.

La rougeur de l'orgueil offensé monte aux joues de Gwendoline. Qui peut bien être cet étranger anonyme? Sans hésiter, sa pensée se fixe sur Deronda. Elle a passé devant son hôtel, il l'aura suivie, il lui donne une leçon cruelle. Mais que faire? Lui renvoyer le bijou, s'exposer à une méprise, ou seulement à la honte de lui laisser voir qu'elle l'a deviné? En agissant ainsi, il a très bien su qu'il lui liait les mains, il a continué son rôle de Mentor insolent. Non, personne n'a jamais osé la traiter avec tant de mépris! — Et les larmes que Gwendoline n'avait pas versées sur le désespoir de sa mère et sur sa propre ruine coulent malgré elle. Une seule chose lui paraît claire : elle ne peut reparaître dans les salons publics et risquer de rencontrer cet importun bienfaiteur; il faut qu'elle parte, et, en dépit de tout ce qu'on peut faire pour la retenir, elle part en effet le jour même.

Offendene, où retourne Gwendoline, n'est pas la demeure de son enfance; sa mère ne s'y est fixée que depuis une année environ, pour être plus près de la sœur qui lui reste, Mme Gascoigne, femme du recteur de Pennicote. Jusque-là elle n'avait cessé d'errer à travers le monde, habitant tantôt une ville d'eaux quelconque, tantôt un appartement meublé à Paris, sauf durant les deux années qu'elle a passées dans une pension à la mode pour perfectionner quelques talens de luxe. George Eliot fait à propos de cette existence nomade que mènent bon nombre de ses compatriotes, une réflexion très juste : « Toute vie humaine, dit-elle, doit avoir ses racines

dans un coin de sol natal, et se familiariser avec son aspect, avec les moindres sons qui le hantent; cet attachement au foyer de l'enfance, aux voisins, aux travailleurs, aux animaux qui en font partie lui restera, non pas à l'état de souvenir sentimental, mais comme une douce habitude qui passe dans le sang pour ainsi dire. A cinq ans, nous ne sommes pas préparés, nous autres mortels, à être citoyens du monde; il faut que l'âme, de même que le corps, ait son lait nourricier. — Or l'âme de Gwendoline en a été sevrée; sa mère la gâte déplorablement. Veuve deux fois, elle a eu de son second mariage avec le capitaine Davilow quatre autres filles, mais l'aînée reste toujours son enfant de prédilection; elle est fière de la beauté, de l'esprit, du caractère déterminé, des supériorités de toute sorte qui distinguent Gwendoline. C'est Gwendoline qui règle tout; ses sœurs lui sont sacrifiées, car elle a jugé que leur rôle était de demeurer dans l'ombre; pas plus que leur mère, ces petites filles n'oseraient émettre une opinion avant que Gwendoline se fût prononcée. « Imaginez, dit l'auteur, un jeune cheval de courses au milieu de poneys au poil bourru et de patiens chevaux de fiacre. »

Gwendoline ne veut pas que sa mère soit triste, uniquement parce que cela gâte son plaisir. — J'ai le nez d'une personne heureuse, prétend-elle; les nez droits se prêtent à tous les rôles indistinctement, mais un nez retroussé n'a jamais joué la tragédie.

— Hélas! chère petite, soupire Mme Davilow, tous les nez possibles peuvent être misérables en ce monde!

L'année que Gwendoline a passée à Offendene, avant de voyager en Allemagne, a été remplie pour elle en effet d'épreuves variées; sa vanité d'abord s'est trouvée aux prises avec la gêne, car les affaires de Mme Davilow sont fort embarrassées; par bonheur le recteur Gascoigne se charge de les débrouiller, et il apporte à cette tâche beaucoup de zèle. C'est un habile homme que ce recteur, un type excellent d'ecclésiastique père de famille; il a quelques vertus agréables, et les défauts qu'on lui reproche sont de nature à le conduire au succès; le talent de l'administration se joint chez lui à beaucoup de tolérance pour tous les goûts qu'il ne partage pas; il voit clair dans les rapports qui peuvent exister entre une religion nationale et maintes choses toutes temporelles; suffisamment mondain, M. Gascoigne espère, en cultivant de brillantes relations, préparer l'avenir de ses six fils et de ses deux filles : l'intérêt des enfans a souvent modifié ses principes; il est ambitieux pour chacun d'eux et aussi pour sa nièce, qui sent fort bien qu'elle aura en lui un puissant auxiliaire à ses projets de conquête et de souveraineté. En effet, il ne s'oppose que faiblement à ses prétentions les plus démesurées, approuve par exemple qu'elle ait un cheval

de selle, bien que cette dépense soit sans proportion avec les maigres revenus de Mme Davilow, la fait recevoir membre de l'*Archery-Club* de Brackenshaw, le rendez-vous de l'élégance et de la mode dans le pays, aide enfin de tout son pouvoir à la mettre en évidence, persuadé qu'elle arrivera ainsi à quelque grand mariage. Le mariage, s'il est le but du recteur, n'est pas précisément celui de Gwendoline; elle sait qu'une fille doit se marier un jour ou l'autre, et croit être sûre pour sa part de rencontrer un parti exceptionnel, mais les liens domestiques n'ont pour elle aucun charme : ne plus faire tout ce qu'elle voudra, avoir des enfans, l'effraie. Sans doute, le mariage étant une promotion, il faut s'y résigner, mais comme à un moyen seulement. Le rêve de cette frêle créature de vingt ans est de mener le monde et de suivre son propre caprice. A d'autres la sottise d'abandonner leur vie au courant, comme une barque démâtée qu'aucune volonté ne dirige; quant à elle, Gwendoline compte tirer le meilleur parti possible de toutes les chances que lui offrira la destinée; pour ce qui est des circonstances adverses, elle saura bien les maîtriser! Toute volontaire et impérieuse qu'elle soit, Gwendoline Harleth a le charme féminin auquel nul n'échappe. L'accueil qui lui est fait dans la société des environs dépasse l'attente même de M. Gascoigne : elle éclipse toutes les jeunes filles; les admirateurs l'entourent à l'envi l'un de l'autre. Dans le nombre se trouvera-t-il un mari? On en peut douter. Déjà M. Middleton, jeune curé d'avenir, neveu d'un évêque, recule après s'être avancé avec l'imprudence d'un phalène qu'attire une flamme dangereuse; sans doute il a fini par découvrir que cette altière beauté ne possède pas toutes les grâces spéciales indispensables chez l'épouse d'un membre du haut clergé anglican.

Le seul amoureux qui se soit encore déclaré à Gwendoline est l'un des fils du recteur, Rex Gascoigne, simple étudiant, qui, avant la fin de la première semaine des vacances, a le cœur pris au point de ne pouvoir plus penser à sa carrière future sans y associer sa belle cousine. Il l'accompagne à cheval, chasse avec elle, ne la quitte pas plus que son ombre, et elle encourage vaguement ce petit roman qui la distrait, sans avoir la moindre intention toutefois d'y donner suite. Ce qui lui plaît chez Rex, c'est la timidité. Il n'ose pas lui faire la cour trop ouvertement, chose qu'elle déteste. Coquette comme elle l'est, Gwendoline a une sorte de chasteté farouche. Tandis que dans une chasse le pauvre Rex, tout palpitant auprès d'elle, cherche à lui faire comprendre ce qu'il éprouve, elle n'est sensible qu'à la voix des chiens, au galop d'un bon cheval; le va-et-vient des habits rouges sur la verdure excite les *animal spirits* qui forment le fond de ce tempérament d'amazone. Rex ter-

mine par un fâcheux accident sa campagne sentimentale : le vieux cheval de son père n'étant pas de force à le porter dans les aventures qu'il plaît à miss Gwendoline de courir, tombe et se couronne. Rex lui-même a l'épaule démise. Son père, content que les choses n'aient pas été plus loin, lui fait quitter le pays; voilà tout le fruit qu'il tire de ses attentions de cavalier servant. Peu importe à Gwendoline que la passion qu'elle a inspirée persiste dans ce jeune cœur, tenace et douloureuse : — Je me demande, dit-elle, comment font les femmes pour s'éprendre de quelqu'un. Dans les romans c'est facile, mais les hommes en chair et en os sont trop ridicules!

Un homme survient cependant qu'elle ne trouve point ridicule, bien que, pas plus que les autres, il ne fasse naître en elle aucune émotion particulière. C'est M. Mallinger Grandcourt, le neveu de sir Hugo Mallinger, propriétaire du château voisin de Diplow. M. Grandcourt est héritier présomptif de la baronnie, son oncle n'ayant que des filles, et comme il passe pour le type accompli d'un *gentleman*, toutes les ambitions des mères de demoiselles à marier sont en éveil. La pairie, une grande fortune, une maison à Londres, deux magnifiques résidences à la campagne, des chevaux de courses, un équipage de chasse, le *high life* avec toutes ses splendeurs, voilà ce qui conviendrait à Gwendoline! M. Gascoigne ne peut s'empêcher d'y songer. Quelques bruits fâcheux sont peut-être parvenus jusqu'à lui sur la première jeunesse de Grandcourt, mais la naissance et la richesse rendent vénielles bien des habitudes qui, sans cette double excuse, révolteraient les honnêtes gens. Quoi qu'ait pu faire Grandcourt, il ne s'est pas ruiné.

Mme Davilow de son côté rêve en M. Grandcourt l'idéal des gendres; mais, tout accompli qu'il soit, plaira-t-il à Gwendoline? La première entrevue a lieu au château de Brackenshaw, où l'on célèbre l'*Archery-Meeting*. Une réunion choisie d'archers féminins vient se disputer la flèche d'or dans un de ces parcs admirables comme l'Angleterre seule en possède, et rien n'est plus charmant que les attitudes auxquelles le noble exercice de l'arc sert de prétexte. Par cette belle journée de juillet, sous ces ombrages royaux, Gwendoline ressemble à Calypso parmi ses nymphes. Au moment où arrive Grandcourt, les spectateurs applaudissent avec frénésie ses prouesses au tir, qui lui valent une décoration particulière, l'étoile, que lady Brackenshaw lui attache à l'épaule. L'héritier des Mallinger la voit donc avec tous ses avantages, formant le point central d'un délicieux tableau, et elle sent qu'il doit être favorablement impressionné. En effet, il désire aussitôt être présenté à l'héroïne du jour. Grandcourt n'a rien de commun avec les portraits imaginaires qu'elle s'est tracés de lui : il est à peine plus grand

qu'elle-même, leurs yeux sont de niveau; quand il l'aborde, aucun sourire n'effleure ses lèvres, il est toujours maître de lui, son aisance parfaite la frappe d'abord. Si en levant son chapeau il laisse voir un front chauve encadré seulement d'une frange légère de cheveux roux, il montre en même temps une main de forme exquise; ses traits sont régulièrement beaux; les favoris un peu clair-semés affectent eux-mêmes une ligne perpendiculaire. Il serait impossible à un être vivant de paraître plus absolument dépourvu d'animation. Le teint a la blancheur fanée d'un teint d'actrice au jour, les longs yeux gris à peine ouverts n'expriment que l'indifférence, la voix traîne languissamment sur chaque mot. D'ailleurs ces manières froides, polies et distinguées de Grandcourt paraissent à Gwendoline de meilleur goût mille fois qu'un vulgaire empressement. Il cause avec elle, et le peu qu'il dit laisse deviner un homme blasé; à trente-cinq ans en effet Grandcourt a essayé de tout et est revenu de tout, même de la chasse au tigre. Sans doute il est revenu de la danse d'abord, et cependant au bal des Archers il invite Gwendoline pour un quadrille. Sa préférence, ne fût-elle qu'à peine indiquée, est éminemment flatteuse; devant lui, la fière jeune fille sent diminuer un peu sa confiance en elle-même. Grandcourt la déconcerte, bien qu'elle s'efforce de se donner le change en redoublant de coquetterie mutine. Ce joli jeu doit plaire à un raffiné qui, sûr du dénoûment, n'est pas pressé d'y arriver et se garderait au contraire de gâter par trop de précipitation la mise en scène préliminaire. Il ne perd pourtant pas de vue son but une seconde. Venir à bout des caprices de Gwendoline le tente autant pour le moins que s'il s'agissait de dompter un cheval difficile. Le suprême plaisir pour lui, le seul peut-être qu'il soit encore capable de goûter dans sa plénitude, c'est la domination. Il nous fera voir bientôt quelle sorte de tyran forme parfois l'éducation anglaise athlétique et brutale, tout au moins faite pour développer de rudes instincts, et les résultats que peut avoir dans une vie forcément oisive et dissipée cette *combativité* si utile quand elle s'exerce contre les difficultés matérielles. Grandcourt, qui passe pour aimer les chiens parce qu'il en a une demi-douzaine sans cesse autour de lui, trouve une cruelle jouissance à tenir leurs élans et leurs caresses en échec, à susciter entre eux des jalousies, à les faire souffrir et plier. Il agit de même avec tous les êtres qui dépendent de lui, mais Gwendoline ne le sait pas, bien qu'elle sente en sa présence une vague et inexplicable contrainte. Elle a foi dans son propre pouvoir et se méprend sur le sens de cette irréprochable courtoisie qui, si l'on s'arrête à la forme, peut être prise pour une promesse de servage.

II.

On dit que Charles Dickens, ayant lu pour la première fois un livre de George Eliot, écrivit des louanges enthousiastes à l'adresse du génie féminin qui surgissait. L'éditeur répondit que ce génie appartenait à un homme; mais le grand romancier ne se laissa pas tromper : il avait reconnu la touche d'une femme à ce signe infaillible que les caractères de ses héroïnes étaient beaucoup mieux dessinés que ceux de ses héros. Le caractère de Grandcourt eût peut-être mis en défaut cependant la pénétration même de Dickens; l'analyse de cette âme complexe et en apparence impénétrable est un chef-d'œuvre d'observation. Ce sont les faits, ses actes seuls qui nous font connaître Grandcourt; point d'explications ni de dissertations, chaque touche juste et précise le met plus nettement en lumière. Il n'existe pas de sphinx pour George Eliot : elle montre à nu les petites vanités misérables qui se cachent sous une surface imposante; jamais l'*homme du monde* n'a été plus savamment, plus impitoyablement disséqué.

Parmi les familiers de Grandcourt, à la tête des victimes sur lesquelles s'exerce sa froide arrogance, se trouve le compagnon de ses voyages de jeune homme, M. Lush, qui est devenu dans sa maison une sorte de factotum et de complaisant indispensable. Il rend à son maître des services variés, sans souci du mépris qu'il inspire à celui-là même qui l'emploie; peu lui importe que les cailles et les ortolans lui soient jetés dans la poussière ou dans la boue pourvu qu'il s'en délecte. Lush, avec ses gros yeux avides, son embonpoint d'épicurien, sa mine de basse prospérité, inspire à première vue à Gwendoline une répulsion instinctive qu'elle ne prend pas la peine de cacher, et Lush, offensé par son dédain, se jure que cette fille pauvre, qui ose être insolente, n'arrivera jamais au rang qu'elle convoite. Il sait un bon moyen de l'en empêcher. Le temps presse cependant : Grandcourt et Gwendoline, après quelques scènes de *flirtation* élégante qui ressemblent à des combats où de part et d'autre on mesure l'effet du moindre mouvement, sont tout près de s'entendre; Mme Davilow se réjouit de voir ses prévisions de mère idolâtre réalisées, M. Gascoigne entremêle les conseils pratiques de l'ambitieux aux sermons édifians du pasteur pour pousser sa nièce vers la fortune dont une chrétienne peut faire si bon usage! Tandis que Gwendoline se prépare à un brillant pique-nique, où les paroles qui engagent deux fiancés doivent être échangées entre elle et l'admirateur que toutes les jeunes filles lui envient, elle reçoit un billet ainsi conçu : « Si miss Harleth hésite encore à accepter la main de M. Grandcourt, qu'elle veuille

bien pousser son cheval du côté des Pierres-Parlantes; » — les Pierres-Parlantes sont deux blocs coniques qui se trouvent sur le chemin du pique-nique; — « elle apprendra une chose qui fixera sans doute sa résolution, mais elle ne l'apprendra qu'à la condition de tenir cette lettre secrète. Dans le cas où elle aurait l'imprudence d'en parler, elle s'en repentirait comme s'est repentie la femme qui écrit aujourd'hui. C'est à l'honneur de miss Harleth que sera confié un secret important. »

Gwendoline, en lisant ces lignes mystérieuses, sent un choc intérieur, mais elle se remet assez vite : — Eh bien ! l'avertissement du moins arrive à temps. — Toute sa présence d'esprit se concentre sur le moyen de s'écarter un instant des autres invités pour gagner les Pierres-Parlantes. Peut-être Lush l'aide-t-il, sans paraître intervenir, à se rendre libre quand l'heure est venue.

Déjà elle apercevait les pierres qui, par une nuit étoilée, eussent ressemblé à des spectres drapés de gris, mais le soleil ruisselait sur elles, et Gwendoline se sentait de l'audace. Qu'y avait-il derrière ces rochers? Rien, peut-être. Son unique crainte était de s'exposer à une mystification; mais en tournant la première pierre, elle se vit en face d'une femme dont les grands yeux noirs arrêtèrent les siens à un pied de distance. Surprise, elle recula involontairement, non sans envelopper d'un coup d'œil toute la personne de l'étrangère, qui était, à ne s'y pas tromper, une *dame* du meilleur monde; ses traits fatigués gardaient encore les traces d'une beauté remarquable. A quelques pas, deux beaux enfans, — une petite fille brune de six ans, un garçon plus jeune, — jouaient dans l'herbe.

— Miss Harleth? dit la dame.

— C'est moi.

— Vous avez agréé les recherches de M. Grandcourt?

— Non.

— J'ai promis, mademoiselle, de vous confier un secret. Promettez en retour de ne dire ni à M. Grandcourt, ni à personne que vous m'avez vue.

— Je promets.

— Mon nom est Lydia Glasher. M. Grandcourt ne peut avoir d'autre femme que moi. J'ai quitté mon mari, le colonel Glasher, pour lui, il y a neuf ans. Ces deux enfans sont les siens; nous en avons deux autres, deux filles. Mon mari est mort, et M. Grandcourt doit m'épouser. Mon fils doit être son héritier.

Elle regardait l'enfant tout en parlant. Les yeux de Gwendoline suivirent les siens. Le petit gaillard gonflait ses belles joues en soufflant dans une trompette qui restait muette. Son chapeau pendait sur son dos et ses boucles accrochaient au passage les rayons du soleil : un vrai chérubin.

— Je n'empêcherai rien de ce que vous désirez, répliqua Gwendoline avec hauteur. — On eût dit qu'elle frissonnait, et ses lèvres étaient pâles.

— Vous êtes très attrayante miss Harleth, mais quand il m'a connue j'étais jeune, moi aussi. Depuis, ma vie a été brisée. Il ne serait pas juste qu'il fût heureux, tandis que je suis misérable, et que mes enfans fussent sacrifiés à d'autres.

Ces paroles avaient été prononcées avec amertume, bien que sans violence. Gwendoline en regardant Mme Glasher, en l'écoutant, éprouvait une vague terreur, comme si quelque vision se fût dressée devant elle, en disant : « Je suis la vie d'une femme. »

— N'avez-vous plus rien à m'apprendre? reprit-elle du même ton de fierté glaciale. Je m'en vais. — Elle s'inclina cérémonieusement et l'autre lui rendit ce salut avec une grâce égale à la sienne.

C'est après cette entrevue que Gwendoline accepte brusquement l'invitation d'amis qui lui offrent de se joindre à eux pour une excursion sur le continent. Mme Davilow ne sait que penser, mais elle n'a pas l'habitude d'être consultée; si elle osait faire quelque objection, sa fille lui rappellerait nettement que sa double expérience de la vie conjugale a été trop malheureuse pour qu'elle puisse entreprendre de la guider.

Nous avons vu de quelle manière Gwendoline passe son temps à l'étranger et comment elle est forcée par une mauvaise nouvelle de renoncer aux émotions du jeu. Tandis qu'elle retourne en Angleterre, Grandcourt se met à sa recherche sans trop se hâter ni se tourmenter. Au fond, il trouve piquant que miss Harleth ait reculé devant une si belle chance de fortune; il lui plaît d'interpréter cette fantaisie comme une revanche assez flatteuse; n'était-il pas arrivé en retard pour le pique-nique? Elle aura voulu le punir du peu d'empressement qu'il a montré dans une circonstance évidemment décisive. En fuyant, elle compte bien être suivie. Peut-être ne la suivrait-il pas cependant, si le bruit n'arrivait jusqu'à lui qu'on le soupçonne dans le pays d'avoir été repoussé.

Il arrive trop tard à Leubronn, — c'est le nom des eaux rivales de Bade où la fiancée de son choix avait entrepris de faire sauter la banque, — mais sir Hugo Mallinger est encore là en compagnie de sa famille, et Grandcourt assiste, dans le salon de jeu où il les a rejoints, à la conversation suivante entre son oncle et Deronda :

— Où donc est ta princesse de la roulette, Daniel? L'as-tu revue?

— Elle est partie, répond brièvement le jeune homme.

— Une belle fille, ma foi! une vraie Diane. Comment sais-tu qu'elle est partie?

— Oh! par la liste des étrangers. J'y ai vu que miss Harleth n'était plus ici.

Grandcourt n'a pas besoin d'en apprendre davantage et ne juge même pas nécessaire de confier à son oncle ses intentions secrètes; mais Lush, qui l'accompagne, est plus communicatif. Après l'avoir entendu :

— J'espère qu'un tel mariage n'aura pas lieu! s'écrie Deronda d'un ton qui fait dire à sir Hugo :

— Quoi! serais-tu touché, toi aussi? Aurais-tu envie de courir après elle?

— Au contraire, répond Deronda, je serais tenté plutôt de me sauver bien loin.

La réponse est parfaitement sincère, malgré l'intérêt très vif que l'étrange jeune fille qu'il n'a fait qu'entrevoir inspire à Deronda et auquel en un autre temps il eût cédé peut-être; mais aujourd'hui il ne se sent plus libre et l'auteur nous en donne longuement la raison, que nous tâcherons de concentrer en quelques lignes.

La vie de Daniel Deronda a été fort romanesque; du plus loin qu'il se souvienne, il a toujours vécu auprès de sir Hugo Mallinger, l'appelant mon oncle. Quand il lui adresse une question sur son père ou sa mère, le baron répond invariablement : — Tu les as perdus tout petit; voilà pourquoi je prends soin de toi. — Et longtemps il s'est trouvé trop heureux auprès du plus indulgent et du plus joyeux des oncles pour regretter beaucoup ses parens inconnus. C'est la lecture de l'histoire, une remarque imprudente de son précepteur au sujet des *bâtards* qui pour la première fois a fait germer en lui un soupçon, qui est déjà venu à tout le monde, qu'il est le fils naturel de sir Hugo, et dès lors il fait connaissance avec la douleur. Il lui semble qu'une nouvelle figure voilée, sombre, énigmatique, est entrée dans sa vie, les mains pleines de révélations confuses et vaguement redoutables. L'oncle qu'il a tant aimé devient à ses yeux un père qui a des torts envers lui et sa mère... Pourquoi l'a-t-on enlevé à elle? Ce sont là des secrets qu'il ne pourra jamais approfondir, car parler d'une honte quelconque concernant cette mère dont il croit voir le spectre chaque fois que sa propre beauté se reflète dans un miroir, lui ferait horreur. Le sentiment de son illégitimité devient chez cet être sensitif et délicat une angoisse comparable à celle que son pied-bot causait à Byron; mais les susceptibilités, qui seraient pour beaucoup d'autres le commencement de la révolte et de la haine envieuse, ne font qu'ajouter à sa noble nature un élément de tendresse et de compassion inépuisable pour les maux, voire pour les fautes d'autrui. A Eton, où l'envoie son protecteur, il se distingue moins encore par ses talens que par une sagesse précoce et un rayonnement de chaleureuse sympathie auquel chacun est prêt à répondre. Pendant les vacances, il gagne l'affection, à demi maternelle, à demi déférente de la jeune

lady, un peu niaise, mais douce, que sir Hugo a tardivement associée à sa vie. Devenu étudiant de Cambridge, Deronda travaille en homme qui ne peut se résoudre à faire de l'étude un simple instrument de succès, mais plutôt l'auxiliaire de sa conscience et la moelle de ses opinions. Tandis que ses condisciples ne prétendent, dans leur amour-propre national étroit et exclusif, qu'à être, dans toute l'acception du terme, des *gentlemen* anglais, il rêve, lui, de voir le monde et de comprendre les choses à différens points de vue. Sir Hugo ne s'y oppose pas et lui assure une large indépendance.

C'est au retour de ces voyages que Daniel, qui habite Londres, se livre un beau soir de juillet à son exercice favori, le canotage... Tout en ramant, il se demande si vraiment la bataille de la vie vaut qu'on y prenne part. Il s'est mis à étudier le droit pour obéir à son tuteur, mais plus que jamais il reste indécis sur sa future carrière. Ses réflexions ne l'empêchent point de chanter sans presque s'en rendre compte; Daniel a une voix si belle que sir Hugo ambitionnait pour lui naguère les destinées d'un Mario ou d'un Tamberlick, il dit tout bas la chanson du gondolier d'*Otello* et les paroles de Dante :

Nessun maggior dolore
Che ricordarsi del tempo felice
Nella miseria.

Tout à coup, en se rapprochant de la rive pour éviter une barge à charbon, le rameur aperçoit une figure qui lui paraît être la personnification même de la misère qu'il est en train de chanter : une jeune fille de petite taille dont le visage, d'un type oriental très rare, le frappe par son exquise délicatesse. Elle laisse pendre devant elle ses mains jointes et fixe ses yeux noirs sur la rivière avec une expression morne, désespérée. Surpris, il se tait brusquement. Sans doute sa voix était entrée dans cette jeune âme sans qu'elle se souciât de savoir d'où elle venait, car aussitôt l'enfant change d'attitude et promène autour d'elle un regard effrayé qui rencontre celui de Deronda. Eût-elle été laide, il n'aurait pu oublier ce regard; malgré lui, il songe, tout en continuant sa promenade, à la pauvre fille qu'il n'a pas le droit d'interroger ni de surveiller, mais qui lui paraît être en quelque péril. Ses pressentimens ne le trompent pas; quand il repasse à une heure plus avancée de la nuit sous le pont de Richmond, cette même petite figure est encore là; avec précaution, elle se glisse parmi les saules, et il la voit tremper dans l'eau son manteau de laine pour l'alourdir encore et s'en faire un linceul. Il l'arrache au suicide, il lui parle avec un respect qui rassure cette enfant timide et rendue méfiante par le malheur, il la décide à lui permettre de la secourir. — Peut-être, se dit-il, ma mère était-elle une créature

abandonnée comme celle-ci ! — A cette pensée, son émotion éclate dans un cri à demi articulé : Grand Dieu ! qui a l'accent d'une prière et qui paraît mieux que tout le reste calmer les craintes de Mirah, — c'est le nom de la délaissée, une juive. — Où la conduira-t-il? Personne ne s'intéresse à elle dans ce pays qu'elle ne connaît pas, où elle n'a point de gîte. Il hésite à l'emmener chez lady Mallinger, quelque charitable que soit cette dernière ; sa seigneurie peut être absente, et puis l'étonnement, la curiosité, les conjectures de la valetaille... — Non, c'est impossible. Une soudaine inspiration le frappe. Daniel a eu l'occasion durant ses années de Cambridge de rendre le plus grand des services à un brave garçon du nom de Hans Meyrick, en sacrifiant pour l'aider à gagner un diplôme (*scholarship*) ses propres chances de succès. Meyrick lui est absolument dévoué, il a une famille respectable, une mère veuve, trois sœurs qui augmentent par leur travail les chétives ressources d'un intérieur où règnent ces grandes vertus du *family love* et du *sense of duty*, dont une certaine classe surtout donne le fidèle exemple en Angleterre. C'est à ces dignes femmes, qui partagent la reconnaissance exaltée de Hans pour Deronda, que celui-ci conduira sa protégée. Ici nous avons un adorable tableau de la petite maison de Mme Meyrick, de cette sainte médiocrité supportée avec un joyeux courage par trois filles contentes de leur sort, supérieures aux futiles rêveries, aux regrets égoïstes, facilement résignées enfin au célibat que leur impose la pauvreté. L'aînée dessine des illustrations pour un éditeur, les autres brodent, tandis que la mère lit un ouvrage français : l'*Histoire d'un conscrit* d'Erckmann-Chatrian. — Ah ! s'écrie l'une des petites filles avec enthousiasme, je voudrais avoir trois conscrits blessés à soigner. — Au moment même on frappe : ce n'est pas un blessé, c'est une enfant de leur âge qui a voulu mourir, qu'il faut réconcilier avec la vie et qui doit être digne de toute leur tendresse, puisqu'elle est amenée par la providence du frère absent, M. Deronda.

Personne n'a l'idée de prendre la jeune fille pour une aventurière ; il y a dans toute sa personne une candeur, une dignité ingénue qui fait penser aux vierges de l'Ancien-Testament. Mme Meyrick reçoit la confession de son douloureux passé. Elle est la fille d'un comédien de bas étage qui l'a de bonne heure séparée de sa mère et d'un frère aîné pour l'emmener avec lui courir le monde; elle a été jusqu'en Amérique, puis elle est revenue en Allemagne, vivant, elle aussi, dès l'enfance, de la vie de théâtre, associée tantôt à un bien-être fugitif, tantôt à une misère abjecte, ayant pour compagnons le rebut de la société. Son père, après l'avoir exploitée comme un petit prodige, a voulu la vendre à un grand seigneur. Alors elle a fui, elle est venue seule de Prague en Angleterre, son

pays natal, où elle espérait vaguement retrouver sa mère, dont le souvenir ne l'a jamais quittée et qui, elle, était une sainte femme; mais le quartier que la famille Lapidoth habitait autrefois est démoli, personne ne se rappelle plus ceux qu'elle cherche. A bout de ressources, menacée, insultée, tremblant devant la honte plus que devant la mort, elle a voulu dans un moment de délire demander aux eaux profondes de la Tamise cette paix qu'elle n'a jamais connue, et que les soins réunis de Daniel Deronda et de Mme Meyrick vont lui donner. Mirah est une perle, la boue n'a fait que la laver; elle s'est forgé, avec tout ce qu'elle a trouvé de beau dans les drames et ailleurs, un monde idéal où elle cherche refuge contre les infâmes réalités qui l'entourent, et elle conserve en dépit de tout un trésor d'innocence, de naïveté enfantine d'autant plus admirable qu'il n'a rien de commun avec l'ignorance, car personne ne connaît mieux qu'elle le mal et la douleur. Son talent de chanteuse lui permettra toujours de gagner le pain quotidien; mais elle a peur du théâtre, où elle a tant souffert. Soit! on tâchera de lui procurer des leçons. De toute manière, elle ne quittera pas les Meyrick, et Deronda pourra continuer à diriger ses actes. C'est l'attachement profond que lui inspire la pauvre jeune créature qu'il a sauvée qui va le protéger à son tour contre Gwendoline Harleth. Celle-ci n'est pas désormais dans une position beaucoup plus prospère que Mirah Lapidoth elle-même. Rentrée à Offendene, que sa famille ruinée va se voir forcée de quitter sans retard pour un gîte plus modeste, elle n'a d'autre ressource dans le dénûment qui résulte pour elle et pour les siens de la faillite Grapnell que d'accepter une place d'institutrice.

L'idée lui est bien venue de débuter à l'Opéra, mais elle apprend hélas! qu'une agréable voix de salon, de la grâce et de l'esprit ne suffisent pas pour obtenir le genre d'engagement qu'elle désire. Un artiste de ses amis a le courage de lui ouvrir les yeux, de lui montrer l'abîme où tombe immanquablement une jolie femme qui se hasarde sur les planches sans aucune provision de science ni de génie, avec le seul talisman de sa beauté. Donc il ne lui reste qu'à entrer comme institutrice dans la famille collet monté d'un évêque, ou bien en qualité de sous-maîtresse dans un pensionnat. En attendant, Gwendoline est réduite à se défaire de ses bijoux : elle ne s'en réserve qu'un seul, le collier de turquoises qu'enveloppe encore le mouchoir de Daniel Deronda. Quant à dire à sa mère ce qui s'est passé entre elle et Grandcourt, elle ne le fera jamais. Un mot de Mme Davilow la frappe cependant : — Si M. Grandcourt revenait à toi sans craindre la charge d'une famille pauvre, ce serait une preuve d'attachement bien rare. — Cette preuve d'attachement, Grandcourt la lui donne. Il sait non-seulement qu'elle est devenue pauvre, mais encore qu'elle a vu Lydia Glasher. Lush, acharné à faire manquer le ma-

riage, lui a lancé cette révélation comme dernier argument, sans ajouter, bien entendu, qu'il a provoqué la rencontre des deux femmes. Mais aucune considération n'empêche Grandcourt de retourner mettre son nom et sa fortune aux pieds de miss Harleth; il renouvelle sa demande avec une froide obstination, l'obstacle le tente et la seule pensée de paraître céder à une influence quelconque l'exaspère. Que peut faire Gwendoline? Il faudrait pour résister plus de force d'âme qu'elle n'en possède. Ayant à choisir entre la position dépendante d'institutrice et cette recherche, qui flatte son orgueil, qui lui promet les prestiges du rang, les enchantemens du luxe, qui assure même l'avenir de sa mère, car Grandcourt emploie tous les moyens pour vaincre, elle prononce enfin le oui funeste qu'elle a si longtemps fait attendre.

Le mariage a lieu promptement. Dans l'intervalle, Grandcourt, plus amoureux qu'il ne se croyait capable de l'être encore, ne fait qu'une seule absence, très courte, pour aller en personne annoncer son mariage à Mme Lydia Glasher, qui habite Gadsmere, une de ses terres, et lui réclamer les diamans de famille qu'il compte offrir à Gwendoline. Lydia refuse de les lui rendre sur l'heure, mais elle promet solennellement qu'il les trouvera en arrivant à Ryelands, où doit se passer sa lune de miel, et il ne daigne pas contrecarrer ce dernier caprice de femme abandonnée. C'est un caractère intéressant que celui de cette Lydia, aux passions ardentes et profondes, que domine cependant l'amour maternel exalté. Dans toutes les douleurs qui la frappent, elle voit le châtiment de sa conduite envers un premier enfant qu'elle a laissé derrière elle lorsque le jeune Grandcourt l'enleva dix ans auparavant à une vie honorée. Elle courbe la tête devant ce souvenir, mais non pas devant son bourreau dont elle est résolue à se venger. En effet, lorsque la nouvelle mariée, après toutes les pompes d'une brillante cérémonie, arrive au château de Ryelands, où elle est reçue en souveraine par une armée de laquais dans des galeries magnifiquement éclairées, remplies de fleurs, garnies de statues et de portraits de famille, une surprise l'attend, un coup dont elle ne se relèvera jamais. — La voici seule dans son appartement, se préparant à changer de toilette; la femme de charge vient de lui remettre un paquet soigneusement cacheté qu'elle avait ordre de ne donner qu'à elle-même, un présent particulièrement commandé par M. Grandcourt, a dit la personne qui est venue l'apporter, et Gwendoline pense tout de suite aux diamans que lui a promis son mari. Elle ouvre l'écrin, pressée d'essayer les parures qu'il renferme : en même temps que l'éclat des diamans, ses yeux rencontrent une lettre posée dessus; Gwendoline connaît l'écriture, il lui semble qu'un aspic s'est caché là, et devant lui son cœur fait un bond dans lequel s'épuise toute sa

force, le papier tremble dans ses mains glacées, chaque mot qui en jaillit, effroyablement lisible, la frappe comme un coup de poignard : « Ces diamans qui furent mis un jour aux pieds de Lydia Glasher, elle vous les passe. Vous avez manqué à la parole que vous lui aviez donnée, afin de pouvoir posséder ce qui était à elle. Peut-être croyez-vous pouvoir être heureuse comme elle l'a été, avoir de beaux enfans comme les siens, qui prendront la place des autres. Dieu est trop juste pour permettre cela. Le cœur de l'homme qui vous épouse est à jamais flétri. L'amour de sa jeunesse a été tout entier pour moi. Vous ne pouvez me voler cela avec le reste. Cet amour est mort, mais je suis la tombe dans laquelle est enseveli votre bonheur de même que le mien propre. Vous étiez avertie. Vous avez choisi de nous faire du mal à moi et à mes enfans. Il avait voulu m'épouser, il m'eût épousée à la fin, si vous ne vous fussiez mise entre nous. Vous aurez votre châtiment. Je vous le souhaite de toute mon âme.

« Lui remettrez-vous cette lettre pour le tourner contre moi et consommer la ruine de mes enfans? Vous tiendrez-vous devant votre mari avec ces diamans sur vos épaules et mes paroles dans sa pensée comme dans la vôtre? Trouvera-t-il que vous ayez le droit de vous plaindre quand il vous rendra malheureuse? Vous l'avez pris les yeux ouverts. Le tort volontaire que vous m'avez fait sera votre malédiction. »

Dans un spasme de terreur, Gwendoline jette au feu le fatal billet; ce mouvement fait rouler l'écrin par terre; elle n'y prend pas garde et retombe anéantie sur sa chaise, tandis que les grandes glaces environnantes reflètent de tous côtés son image pétrifiée. Vraiment ce sont là des bijoux empoisonnés et le poison est entré dans les veines de la jeune épouse. Quand, après un temps qu'elle ne peut mesurer, Grandcourt entre, habillé pour le dîner, sa vue la jette dans une attaque de nerfs. Lui, s'attendait à la voir parée, souriante, prête à le suivre. Il entend le cri de terreur d'une femme pâle, aux traits décomposés, presque évanouie au milieu des diamans épars sur le tapis. Est-ce un accès de démence? — De toutes façons les Furies ont passé le seuil de sa maison, et l'avenir est perdu.

Tandis que commence à s'accomplir la malédiction de Lydia Glasher et que Gwendoline découvre, chez le mari dont elle attendait une complaisance absolue, la plus dangereuse de toutes les forces et de toutes la plus implacable, la force d'inertie, Daniel Deronda s'attache chaque jour davantage à la jeune Juive sa pupille. Il craint même de s'attacher trop à elle, car il est impossible d'approcher de Mirah sans subir le charme de cette suave beauté, de ce chant si parfait que l'art ne s'y laisse pas deviner, le chant du

rossignol, et surtout de cette simplicité, de cette douceur, de toutes les vertus qu'elle a, malgré les hommes, gardées au fond de son cœur comme dans un tabernacle, avec la foi ardente au dieu de ses pères.

L'habitude de ne considérer jamais que le bonheur des autres et de s'y sacrifier l'emporte sur l'attrait qui a conduit maintes fois Daniel dans le petit salon hospitalier de Mme Meyrick : il se défend de voir Mirah, il la protégera de loin. Tremblant même d'être indigne d'exercer cette protection dont il a pris si généreusement la charge, il s'efforce, quoi qu'il lui en coûte, de retrouver parmi la population juive de Londres la mère de Mlle Lapidoth, c'est le nom que porte Mirah dans les concerts du grand monde où, grâce à lui encore, on la prie de se faire entendre. Lady Mallinger et Mme Grandcourt se sont intéressées à elle; peut-être l'intérêt n'est-il pas sans mélange de curiosité chez la première et d'une jalousie vague chez la seconde. Gwendoline et Daniel vivent désormais dans une intimité forcée, le père adoptif de celui-ci étant devenu l'oncle de celle-là. Le jour où on les a présentés l'un à l'autre, Gwendoline a fait avec beaucoup de franchise et de grâce une allusion à leur première rencontre autour du tapis vert de Leubronn, et depuis Daniel a gardé bon gré mal gré la place de mentor.

— Vous opposez-vous à ce que je chasse? commence-t-elle par lui demander.

— Je n'ai le droit de m'opposer à rien de ce qu'il vous plaît de faire.

— Vous vous êtes bien opposé à ce que je joue! réplique vertement Gwendoline.

Son intervention dans l'histoire du collier est en effet un précédent qui l'engage. On se croit en droit d'attendre de lui des conseils et des leçons à perpétuité; certes il lui serait facile de passer de ce rôle épineux à un rôle plus doux. Les vacances de Noël qu'il passe à la campagne, sous le toit de sir Hugo, avec la belle Mme Grandcourt, permettent des entretiens qui prendraient une pente périlleuse si Deronda ne forçait à lui rendre des points le vertueux Grandisson lui-même. Elles sont charmantes du reste, ces réjouissances de Noël à l'Abbaye. George Eliot, qui si souvent s'est attardée sous le chaume et dans les antres de la misère, nous prouve qu'elle a, quand il le faut, ce grand ton d'élégance indispensable pour peindre une certaine sphère aristocratique. Les toilettes, les attitudes des jeunes femmes qu'elle groupe dans la somptueuse résidence des Mallinger, inspireraient un Lely ou un Reynolds; les conversations enjouées, mondaines et légères tranchent agréablement sur le style général ferme, toujours noble et un peu lourd parfois dans sa solidité soutenue. Qu'elle nous promène dans le parc où l'hiver sus-

pend ses stalactites de glace aux chênes centenaires, qu'elle nous fasse visiter les écuries monumentales installées dans une chapelle gothique, qu'elle nous introduise dans les réunions élégantes, dîners, raouts, soirées de musique, bals entre soi, causeries au coin du feu, tout est intéressant par la peinture vive et chaudement colorée de la haute vie anglaise à la fois saine et opulente, laissant une large place aux joies comme aux devoirs de la famille et aux exercices hygiéniques du dehors.

C'est en honneur du jeune ménage Grandcourt que se donnent toutes les fêtes, et on ne soupçonne guère que ce couple si récemment uni soit divisé déjà par la plus cruelle incompatibilité d'humeur. Jamais Gwendoline n'a été plus belle; Deronda est bien forcé de s'en apercevoir, comme tout le monde; mais avant tous les autres il s'aperçoit aussi que sous son luxe, chèrement payé, elle est malheureuse. Ces diamans, qui éclairent une tête et des épaules dignes d'appartenir à quelque duchesse de Van Dyck, la brûlent et l'écrasent; elle ne les eût jamais portés, si un jour qu'elle allait descendre vêtue de blanc, un pendant d'émeraude au cou, Grandcourt n'eût répondu à sa question : — Suis-je bien comme vous le désirez? — Non, mettez vos diamans. — Et il les attache lui-même, sans violence, mais résolûment. Gwendoline a compris que toute révolte serait inutile. On ne raisonne pas avec Grandcourt, il n'y a aucune chance de le toucher, il faut qu'on lui cède; cette même main, fine et soignée, qui assujétit le fermoir du collier, s'abattrait sur elle au besoin comme sur un chien désobéissant ou sur un cheval rétif. — Pourquoi avez-vous froid? demande-t-il après avoir posé le dernier diamant. Tâchez de vous réchauffer; je hais qu'une femme ait l'air gelé. Puisque vous avez à vous montrer en nouvelle mariée, montrez-vous décemment.

Le despotisme de Grandcourt est stimulé par un sentiment complexe où le dépit se mêle au dédain et à la dureté. Il a remarqué que Gwendoline cherche une sorte de refuge auprès de Deronda, qu'elle tourne parfois vers lui un regard de détresse quand son mari lui a fait trop rudement « sentir le mors, » pour nous servir de sa propre expression, et répondre au bridon. Il surprend des demi-mots qui révèlent entre eux une entente tacite. Deronda, pour son malheur, a une de ces physionomies transparentes qui reflètent toutes les impressions : plus d'une fois l'indignation, la pitié, quelque chose qui ressemble à de la tendresse, sont venus s'y peindre assez visiblement pour émouvoir Gwendoline et pour déplaire à Grandcourt. La femme qui lui appartient intéresse ce fat, comme il le nomme; elle occupe sa pensée, il ne le permettra pas. Certain soir que Mme Grandcourt a enroulé autour de son poignet le collier étrusque naguère mis en gage : — Quelle est cette chose hideuse

que vous portez là? demande son mari, qui a vu le regard de Deronda s'y fixer.

— C'est un vieux bijou que j'aime, répond tranquillement Gwendoline. Une fois je l'ai perdu, et quelqu'un l'a retrouvé.

— Eh bien! finissez-en avec ces comédies de mauvais goût et ces signes télégraphiques que les gens sont censés ne pas voir. Rien n'est plus vulgaire.

— Je puis vous raconter toute l'histoire de ce collier, dit vivement la jeune femme outragée.

— Je ne veux rien savoir. Ce que je tiendrai à découvrir, je le découvrirai sans l'aide de personne. Veuillez seulement ne plus vous donner en spectacle.

— Désirez-vous que je ne parle pas à M. Deronda?

— Je me soucie de tous les drôles qui rôdent autour de vous. Parlez-lui tant que vous voudrez. Je l'inviterai même à venir chez moi; mais vous vous rappellerez que vous êtes ma femme, et vous tiendrez convenablement cet emploi ou vous irez au diable.

Tel est le ton de Grandcourt après sept semaines de mariage, et on ne peut s'étonner qu'il se fasse haïr. Deronda trouve un jour Gwendoline partagée entre le désespoir et la colère. Elle lui dit: — J'ai peur de tout, j'ai peur de moi-même. Poussée à bout, je suis capable de n'importe quel coup de tête.

Et il a le courage de lui répondre presque sévèrement : — Que ces craintes mêmes soient votre sauvegarde. N'augmentez pas vos remords. Pensez aux douleurs d'autrui au lieu de vous appesantir sur vous-même. Tâchez de faire un peu de bien.

— Vous me croyez égoïste? demande Gwendoline.

— Vous ne resterez pas égoïste, répond ce jeune confesseur. — Et il lui trace si bien son devoir qu'elle finit par lui dire : — Merci, je serai meilleure pour vous avoir connue. — Elle s'efforce de vaincre son orgueil en effet et de se résigner, mais ce n'est pas pour réussir à vivre en meilleure intelligence avec Grandcourt, c'est pour pouvoir se dire : — Si Daniel voyait au fond de mon cœur, il me trouverait moins méprisable.

Afin de lui complaire et aussi pour éclaircir un doute horrible que le sceptique Grandcourt a jeté dans son esprit, elle va trouver Mirah, elle la patronne avec zèle. Cependant la chaste admiration de Daniel pour cette enfant l'irrite. — Je ne puis, dit-elle, avoir grande sympathie pour les personnes angéliques. Je ne crois pas à leurs souffrances.

— En effet, répond Deronda, la vieille histoire de la brebis égarée est toujours vraie. Étant tous susceptibles de faillir, nous nous intéressons d'autant plus vivement à quiconque lutte contre la tentation.

— C'est là une manière de parler, dit Gwendoline non sans amer-

tume. Vous admirez Mlle Lapidoth parce que vous la trouvez parfaite, et vous mépriseriez une femme qui eût commis quelque mauvaise action.

— Cela dépendrait tout à fait de la manière dont elle considérerait cette action.

— Seriez-vous content, si elle était bien misérable? dit impétueusement Gwendoline.

— Je serais navré, mais je jugerais que son remords la grandit. Il y a plus d'une manière d'atteindre à la grandeur. Quelques-uns d'entre nous ont besoin d'une violente secousse qui leur ouvre les yeux sur les conséquences de leurs fautes. Et s'ils souffrent ensuite, il est clair que leur sort nous touche plus que celui des heureux.

Tel est le langage affectueux et austère à la fois que Deronda parle à cette femme, dont il est devenu le guide, dont il est tout près d'être l'idole. Dans son désir de lui faire du bien, il brave le danger avec une imprudence sublime. Daniel s'oublie toujours. Hans Meyrick a raison de le comparer au Bouddha qui s'est donné en pâture à une tigresse et à son petit pour les empêcher de mourir de faim. On peut présumer aussi que son amour pour Mirah est en somme sa meilleure égide.

Cet amour, il est forcé de se l'avouer le jour où une confidence de Meyrick, qui s'est épris de son côté de la jolie juive, enfonce au plus profond de son cœur le glaive de la jalousie. Mais il aurait tort de craindre : cette fille d'Israël n'épousera jamais qu'un homme de son peuple. Devenir la femme d'un chrétien lui paraît aussi impossible qu'il eût paru à Rébecca ou à Rachel, ses aïeules, d'entrer sous la tente d'un fils de Moab ou d'Ammon. Ici George Eliot tombe en plein roman judaïque. C'est un genre plus froid, et disons le mot, plus ennuyeux encore que le roman biblique proprement dit, qui, sous la plume de Mme Stowe, de Mme Wetherell et de leurs émules, a du moins l'excuse d'une véritable ferveur évangélique. La philosophie de l'auteur de *Romola* au contraire est suspecte, on le sait, aux protestans de son pays, toujours armés du saint livre. Par quelle aberration, après s'être lancée hardiment dans le domaine illimité de la libre pensée, s'est-elle éprise d'un si vif enthousiasme pour la plus étroite et la plus inflexible de toutes les croyances : la croyance juive? Elle consacre des volumes entiers à nous en exposer les beautés par la bouche de Mordicaï, un ascète poitrinaire et visionnaire, qui se trouve être le propre frère de Mirah. Mordicaï est possédé du désir de rendre à son peuple une existence politique, une autonomie, un centre national, comme l'ont les Anglais répandus, eux aussi, sur toute la surface du globe. Trop pauvre, trop malade pour accomplir cette tâche, il y associera Daniel Deronda,

Daniel qui vient de découvrir sa propre origine juive! Il est le fils parfaitement légitime d'une cantatrice célèbre, l'Alcharisi, qui, en quittant le théâtre pour épouser le prince Halm-Eberstein, a confié l'enfant d'un premier mariage israélite à son plus fervent admirateur sir Hugo Mallinger, avec l'injonction de faire de lui un chrétien et un *gentleman*, afin qu'il échappe à l'opprobre qui pèse sur son peuple. Cet opprobre, par parenthèse, est, croyons-nous, imaginaire dans ce temps-ci, autant que peut être chimérique la résurrection de l'*Exode*.

III.

Nous passerons vite sur cette partie du roman, qui est cependant celle dont l'auteur fait le plus de cas sans doute, car il y a enfermé son idée de prédilection et concentré un système.

L'entrevue qui a lieu à Gênes entre Daniel et sa mère si longtemps inconnue est d'ailleurs très pathétique; elle nous fait connaître un type curieusement observé, celui de la femme de génie qui paye ce don funeste et divin par la privation des plus belles qualités de son sexe, par l'impuissance d'aimer; mais nous demandons au lecteur la permission de ne pas fouiller avec Daniel Deronda le fameux coffre-fort que lui a laissé son aïeul maternel, un saint de l'ancienne loi, coffre-fort rempli de papiers précieux d'où jaillit soudain la lumière qui éclaire la voie du jeune homme. Jusque-là sa sensibilité trop vive et dispersée sur trop de choses diverses l'avait jeté dans des incertitudes où ne pouvait germer rien de vigoureux. Il avait des sentimens démocratiques en ce sens qu'il aimait les petits, et cependant ses habitudes et ses goûts étaient d'un conservateur. Tout en imaginant des réformes politiques, sociales et religieuses, il répugnait à se séparer de formes sanctionnées par les siècles. Les causes persécutées l'attiraient surtout, et il lui eût suffi d'assister au martyre d'un adversaire pour passer de son côté. Qu'est-ce qui lui imposera une ligne de conduite nettement définie? comment ses énergies errantes se rassembleront-elles de façon à le défendre contre cette analyse stérile de toutes les grandes questions humaines qui paralysent aujourd'hui tant d'âmes? Un événement survient, une inspiration imprévue. Tout en recherchant les parens de Mirah, il fait connaissance avec la synagogue, avec le club judaïque, avec le voyant Mordicaï, qui devine en lui un frère et qui lui lègue le devoir de conduire Israël aux destinées promises. Jamais mission moins sympathique ne rendit incompréhensible et comme étranger au commun des lecteurs un héros attachant jusque-là. Nous doutons même que les philosophes et les penseurs juifs, à qui seuls sans doute sont dédiés ces trop

longs chapitres d'un pédantisme abstrait, goûtent beaucoup des utopies qui ne tendraient à rien moins qu'à creuser de nouveau entre eux et nous une ligne de séparation que chaque jour tend à effacer davantage.

Quittons la gent hébraïque pour revenir à Gwendoline, dont nous comprenons plus facilement les épreuves et les aspirations. Depuis de longues semaines, l'infortunée végète, à bout de forces, sur le yacht de plaisance où l'a fait embarquer son mari. Les voyages en mer sont une des rares choses qui distraient encore Grandcourt. Il règne à son bord plus absolument que partout ailleurs, et il s'est dit que cette petite expédition sur la Méditerranée aurait l'excellent effet de dépayser sa femme, de mater l'esprit d'opposition qu'il a vu poindre chez elle en même temps que certaines velléités sentimentales qu'il est résolu à réprimer. De quoi d'ailleurs peut-elle se plaindre? Le yacht est un vrai joujou de luxe avec sa cabine tendue de soie et son équipage pittoresque de beaux gaillards frisés au teint de bronze. L'amour est absent de cet esquif doré, c'est vrai. Grandcourt sait parfaitement que sa femme n'a pas fait un pur mariage d'inclination, elle a voulu un rang élevé, l'opulence, et elle possède tout cela. Pour sa part, il a rempli les obligations du contrat. Quant à l'horreur que personnellement il lui inspire, comment s'en rendrait-il compte? Ses bonnes fortunes lui ont donné une tranquille confiance en lui-même, et jamais sa pensée ne s'est arrêtée à ces répugnances morales plus invincibles que toutes les autres. Leur intimité à bord consiste dans le silence et dans quelques attentions polies de la part de Grandcourt, qui ne manque jamais de poser un châle sur les épaules de sa femme quand la brise commence à fraîchir, ni de lui offrir la lunette quand il y a quelque point de vue à regarder. Cependant Gwendoline nourrit sourdement des projets de révolte, de séparation, de fuite, et n'est arrêtée dans ces résolutions extrêmes que par la crainte d'encourir le blâme d'un absent aimé qui est devenu l'arbitre de sa vie. Un malencontreux hasard, que Grandcourt croit naturellement prémédité, fait qu'en relâchant à Gênes, le couple voyageur se trouve en face de Deronda. Un rendez-vous solennel avec sa mère, qu'il ne doit voir qu'une fois, attire le jeune homme dans cette ville. Grandcourt l'aperçoit sur l'escalier de l'hôtel et conclut que, pour avoir un entretien avec Gwendoline, Deronda n'attend qu'une chose : qu'il ait le dos tourné. Cette petite conspiration sera déjouée sans bruit. Tout en prenant son café, quelques minutes après, il constate avec calme une animation nouvelle, une joie secrète répandue sur les traits, dans tous les mouvemens de sa femme, et il la laisse s'abandonner à cette allégresse, sûr de pouvoir l'interrompre quand il le voudra. Ainsi joue le chat avec la souris. En effet, après avoir

allumé tranquillement un cigare, il la prie de sonner pour qu'on leur procure un petit bateau à voile, une barque de promenade : — Je ramerai seul, dit-il, et vous serez au gouvernail. Quel meilleur emploi de la soirée trouverions-nous?

— J'aimerais ne pas retourner tout de suite en mer, répond Gwendoline, ployant sous l'étreinte d'un amer désappointement.

— Très bien. Si vous préférez rester entre quatre murs à étouffer, je vous tiendrai compagnie.

Gwendoline sait qu'il ne cèdera pas, et, après une de ces colères vaines qui ne font qu'assurer plus irrémédiablement l'esclavage d'une femme, elle se laisse emmener. Les badauds admirent ce beau couple étranger si calme et si fier, agissant avec l'impassibilité de créatures qui accomplissent une destinée surnaturelle. Chacun déclare que le mari a grand air dans son vêtement collant et dégagé; quant à la femme, c'est une statue, et qu'ils doivent être riches! Heureuses gens!

Quelques conseils sont hasardés au sujet d'un changement de vent possible, mais l'orgueilleux Anglais répond de manière à indiquer aux importuns qu'il sait mieux que personne ce qu'il a à faire.

Mme Grandcourt, pour sa part, ne craint pas les dangers extérieurs, elle ne craint que sa propre haine, ses propres désirs, qui prennent au dedans d'elle-même des formes de démons. Tandis qu'assise au gouvernail, sous l'œil de son mari, elle obéit aux ordres qu'il lui jette, elle repousse péniblement des inspirations sinistres et des vœux criminels. Ils sont partis par un temps radieux; une forte brise s'élève à la fin de la journée.

Le soleil vient de disparaître derrière les nuages et ne répand plus au loin, sur les vagues soulevées, qu'une faible clarté d'or pâle quand un tumulte éclate dans le port. Des sauveteurs ont ramené la barque à voiles, qu'ils ont trouvée vide, *mylord* s'étant noyé et *mylady* ayant fait à son secours un plongeon désespéré. Ils la transportent à l'hôtel presque évanouie encore, et sous ses vêtemens mouillés, tremblante de fièvre, pâle comme une échappée du tombeau, elle appelle, elle implore Daniel Deronda. C'est la plus belle scène et la plus poignante de tout le livre. La confession terrible de cette femme affolée par le remords, disant à celui qui toujours a représenté pour elle la conscience et le bien : — Vous savez?.. je suis une criminelle. Il est mort; personne ne verra plus son visage au-dessus de l'eau,... moi exceptée,... qui le verrai toujours et ne pourrai plus m'en détourner. — Ce qu'elle souhaitait malgré elle dans sa haine mortelle s'est soudain accompli : un coup de vent, une manœuvre maladroite de Grandcourt; elle l'a vu se débattre au milieu des flots, elle l'a tué,... tué dans sa pensée, tué par le désir, tué par la joie féroce de le voir disparaître. Ensuite elle

a voulu le sauver, elle a risqué pour cela sa propre vie, mais toujours son cœur criait en elle : Meurs ! — Et il est mort,... c'en est fait !

Sa passion pour Deronda se trahit dans le récit rapide, incohérent, qu'elle lui fait de ses souffrances et de son crime d'intention; elle le conjure de ne pas l'abandonner, elle s'attache à lui éperdue, à demi folle, et, presque aussi ému qu'elle-même, il promet tout ce qu'elle veut; il s'engage trop peut-être, car l'essentiel est d'arracher au désespoir cette malheureuse qui ne croit qu'en lui seul. Il la calme, il la plaint, il l'exhorte. Sans la rassurer trop, — car à ses yeux elle est coupable, — il lui dit doucement : — Vous pouvez devenir meilleure que vous ne l'avez jamais été;... votre vie future peut être une bénédiction pour les autres. Aucun mal n'est irréparable, sauf le mal que nous aimons, auquel nous ne souhaitons pas d'échapper. Faites effort...

— Je ferai tout ce que vous voudrez, mais il faudra que vous soyez là...

Sans doute une vague prévision de bonheur possible se mêle encore à son agonie morale, et pour la lui retirer, pour lui dire après cette explication déchirante qu'il appartient à Mirah, sa fiancée, et au dieu jaloux d'Israël, Daniel est obligé d'appeler à lui un courage presque surhumain.

Le châtiment de Gwendoline est complet; elle n'a pas même la consolation de pouvoir se montrer généreuse en sacrifiant la fortune des Grandcourt, qui lui est devenue odieuse, aux enfans de Lydia Glasher, car par testament son mari a légué tout ce qu'il possédait à son fils naturel, en cas qu'il n'eût jamais de fils légitime. La veuve n'a pour sa part que cette terre de Gadsmere, pleine pour elle d'affreux souvenirs, et un revenu que son orgueil lui crie de refuser, mais que Deronda, qu'elle a chargé de régler son expiation, la condamne à prendre pour l'employer en bonnes œuvres cachées.

Ne nous apitoyons pas trop sur Gwendoline. Rex Gascoigne est revenu : son amour pour sa belle cousine n'a pas été une fantaisie d'adolescent, il est resté un de ces attachemens tenaces qui s'emparent plus souvent qu'on ne croit du jeune Anglais au sortir de l'école pour le suivre aux Indes, au bout du monde, et ne plus le quitter en dépit des vicissitudes d'une vie active; ces amours-là survivent même à l'espérance; mais de nouveau l'espérance est permise à Rex et aussi au lecteur compatissant, qui peut compter que la dangereuse sirène de Leubronn et d'Offendene deviendra tôt ou tard une heureuse épouse, une mère de famille exemplaire. Elle a écrit à Daniel le jour du mariage de celui-ci avec Mirah : « Je me rappellerai toujours vos paroles, je vivrai pour compter parmi les meilleures d'entre les femmes. J'ignore encore comment cela pourra se faire, mais cela sera parce que vous m'avez secourue. »

Deronda n'est plus à cette époque le jeune enthousiaste que nous avons connu, prompt à découvrir de la poésie dans les événemens les plus prosaïques; il ne cherche plus, il a trouvé ce qu'il croit être immuablement vrai. L'âme de Mordicaï est entrée en lui. Il va guider les siens à travers l'Égypte du côté de la terre promise, et nous n'avons plus pour notre part aucun désir de le suivre si loin.

On a pu voir que dans les huit volumes dont nous venons de donner la rapide analyse, il y avait deux ouvrages bien distincts : un roman de mœurs mondaines des plus remarquables et une peinture de caractères juifs tout au moins inutile. Avec ce scrupule de la vérité qui parfois dégénère chez elle en minutie, George Eliot a voulu faire défiler devant nous une série de types divers appartenant à la même race, depuis Mordicaï l'illuminé, le prophète, jusqu'au père Lapidoth, l'entremetteur infâme, que ses désordres et sa cupidité conduisent à commettre un vol dans la maison même de ses enfans; depuis Cohen, le brocanteur vulgaire, avec ses vertus de famille et son âpreté au gain, sa rapacité envers les chrétiens, sa charité envers ses frères, jusqu'à la douce et pure Mirah, que M. Alexandre Dumas, qui s'est parfois égaré en semblables sujets, appellerait par excellence « la femme du temple. » George Eliot a fait certainement dans cette étude une grande dépense de talent et de recherches savantes, mais la dépense est en pure perte; personne peut-être ne lui en saura gré. On trouvera puérils ou intempestifs les problèmes politiques et sociaux qu'elle réveille et la marche rétrogade vers des traditions vieillies qu'elle présente comme un progrès. Ce qui peut la consoler d'ailleurs d'avoir échoué dans une partie de son œuvre trop diffuse, c'est la pensée que presque tous les écrivains de fiction échouent de même quand ils se posent en oracles et en réformateurs.

Longtemps le roman ne fut que le récit d'une aventure d'amour, la simple analyse des émotions du cœur; depuis il a servi de cadre et de prétexte à l'exposition des théories et des systèmes les plus vastes et les plus ambitieux; cette nouvelle mission qu'il s'arroge l'a grandi quelquefois et plus souvent perdu. Il vaut mieux peindre que discourir, raconter que prouver; trop de science est souvent funeste à l'artiste. Nous passons les belles tirades de philosophie, les grandes démonstrations scientifiques, pour aller droit à l'action, droit aux sentimens et aux caractères, et il se trouve à la fin que d'un gros livre qui croyait être profond il ne reste que quelques scènes réellement dramatiques, quelques personnages esquissés sur le vif, quelques situations vraies, quelques cris de souffrance et de passion bien humains, qui suffisent après tout à la gloire d'un auteur.

TH. BENTZON.

LES

MARINS DU XVIE SIÈCLE

V. [1]

ANTHONY JENKINSON CHEZ LES TURCOMANS ET A LA COUR DU SOPHI.

I.

Le 1er août 1558, le capitaine du *Primerose* se dispose à quitter le port d'Astrakan. Les consuls et le gouverneur de la compagnie moscovite auraient quelque peine à reconnaître leur vaillant amiral. La transformation de Jenkinson est complète. Ce n'est même plus un marchand anglais que nous avons sous les yeux; on croirait voir s'avancer un marchand de Damas ou d'Alep. Les Turcs reprennent quelquefois encore la voie jadis suivie par les frères Polo. En adoptant pour un instant le costume des Syriens, en copiant leurs manières, en s'appropriant leur langage, on doit pouvoir traverser sans trop de danger les contrées où la foi de Mahomet est devenue un sauf-conduit. Ainsi déguisé, Jenkinson se concerte avec des marchands tartares. Grâce à leur concours, il parvient à équiper une grande barque qui pourra contenir à la fois sa personne et ses marchandises, ses associés et ses trois compagnons. Les deux Johnson ont, comme lui, revêtu la pelisse musulmane; le Kalmouk peut se dispenser de se travestir. Le fleuve a beaucoup de coudes; il est rempli de bancs près de son embouchure. Jenkinson se souvient à propos qu'avant d'être marchand il a été pilote. C'est lui qui dirige

(1) Voyez les numéros de la *Revue* des 15 juin, 1er juillet, 1er août et 1er octobre.

la barque et la fait pénétrer le 10 août, à 20 lieues d'Astrakan, dans la mer Caspienne, « par 46° 27′ de latitude. » Le vent est favorable, le bateau s'attache à suivre la rive nord. Ne le perdons pas de vue un moment, si nous voulons retrouver sur la carte russe de 1861 le port où, après vingt-deux jours de navigation, il abordera. Assurons-nous d'abord un nouveau point de départ. Le 18 août, nous trouvons la barque, partie le 1er août d'Astrakan, à 74 milles des bouches du Volga, par 46° 54′ de latitude. « Là, dit Jenkinson, est enterré un saint prophète. Tous les mahométans qui passent devant cette pointe s'y arrêtent pour aller faire au saint leurs dévotions. » Avançons toujours : voici d'abord une grande et belle rivière. Jenkinson nous annonce l'apparition du Jaïc : dans ce fleuve, qui prend, suivant lui, naissance au centre de la Sibérie, près de la source de la rivière Kama, dans ce grand cours d'eau qui vient aboutir à la mer Caspienne, après avoir traversé la terre des Nogaïs, il est facile de reconnaître l'Oural. Jenkinson n'en a guère d'ailleurs déplacé l'embouchure.

Sans avoir cessé un seul jour de tenir le rivage en vue, nous nous sommes transportés à 150 milles dans l'est-nord-est d'Astrakan. Pourquoi n'essaierions-nous pas de remonter le Jaïc? Nous rencontrerions, dès la première journée, la ville de Seratchick (1), capitale des états du moursa Ismaïl. Gardons-nous bien de nous laisser détourner de notre route par ces fantaisies périlleuses! La capitale du farouche Tartare ne le voit pas souvent abandonner, pour venir la visiter, ses bestiaux; elle est en revanche le refuge mal famé de tous les pillards du royaume. Ces pillards ont flairé de loin quelque butin. La barque de Jenkinson est mouillée à l'entrée du Jaïc, équipage et passagers se sont naturellement empressés de descendre à terre; il ne reste à bord avec Jenkinson, couché et fort malade, que cinq Tartares, dont l'un, par bonheur, revient de La Mecque et jouit de tous les priviléges attachés à l'accomplissement du grand pèlerinage. Une autre barque survient; elle porte trente hommes bien armés. Ces hommes, sans crier gare, sautent à bord du bateau, qu'ils supposent sans défense. L'hadji, — le saint Tartare, — intervient alors; il se lève, demande aux bandits ce qu'ils veulent et prononce une prière. L'effet est merveilleux : les bandits s'arrêtent et ne cherchent plus qu'à se justifier. « Ils sont, disent-ils, d'honnêtes gentilshommes, bannis de leur pays. N'y a-t-il pas des Russes ou d'autres chrétiens dans ce bateau? » L'hadji prend le prophète à témoin de la sincérité de ses paroles : « Ses compagnons sont tous de vrais croyans; il n'y a pas un *caphar* parmi eux. » Le *caphar* des

(1) Seratchick (petit palais), dans le gouvernement d'Orenbourg, était une ville tartare, aujourd'hui détruite. On n'y rencontre plus qu'un poste de cosaques.

Tartares, c'est le *giaour* des Turcs, un animal immonde qu'on peut dépouiller sans remords et tuer sans scrupule. Honteux de leurs soupçons, les bandits se retirent. La fidélité du Tartare parjure a sauvé Jenkinson. Sur ces entrefaites, les absens rallient. D'un commun accord on lève l'ancre et on déploie la voile. La barque, en deux jours, est portée de l'embouchure de l'Oural à l'embouchure de l'Emda. Ce second fleuve vient en droiture de la terre des Kalmouks. A 20 milles de l'Emda, il faut, quoi qu'on en ait, tirer plus au large, car les eaux deviennent peu profondes. La terre, presque noyée, se relève insensiblement au fur et à mesure qu'on gagne vers le sud. Elle se montre d'abord sous l'aspect d'une succession de petites collines pointues; bientôt ces collines se rejoignent, la côte, montant toujours, finit par aboutir à un cap élevé. Les caps sont le séjour favori des tempêtes. Pendant trois jours, Jenkinson, ballotté par une effroyable tourmente, se crut arrivé au terme de ses voyages et de ses misères; il lui semblait impossible que la pauvre barque pût résister longtemps à une pareille épreuve. Pour qu'elle en sortît triomphante, il fallait un miracle; le miracle eut lieu. Jenkinson finit par doubler le terrible cap; il ne réussit pas, malgré tous ses efforts, à s'élever jusqu'à la hauteur du rivage que lui indiquaient le s Tartares comme le point où ils avaient l'habitude d'aborder et de se procurer des chameaux. Perdant à chaque rafale quelque peu du terrain qu'ils avaient péniblement gagné, les voyageurs se tinrent pour fort heureux de pouvoir aller jeter l'ancre à portée de la côte occidentale du golfe de Manguslav (1). La terre était très basse et de difficile abord, le port détestable, les habitans « de véritables brutes. » Mais quand le vent est violent et contraire, on saisit la rive où l'on peut.

Les marchands cependant ne perdent pas courage; le 3 septembre, ils sont parvenus à se concilier la faveur du gouverneur et des habitans. Ils commencent, dès ce jour, à mettre leurs marchandises à terre : ce n'est toutefois que le 14 septembre que les mille chameaux qui leur sont nécessaires se trouvent réunis. Les conditions du marché n'ont pas été arrêtées sans de longs débats : vols, querelles, mauvaise foi, il a tout fallu supporter. On s'est enfin résigné à conclure, dans l'espoir de s'éloigner au plus vite de ce lieu funeste. Pour chaque chameau portant 400 livres anglaises, on paiera trois peaux de Russie et quatre plats de bois, sans compter la part faite au prince. Après cinq jours de route, la caravane arrive sur les terres d'un autre chef. Des Tartares à cheval accourent à sa rencontre. Ils lui font faire halte au nom de Timor-sultan,

(1) Manguslav, Mangushluk et Mangishlak, sont un seul et même port situé par 44° 32′ de latitude nord et 48° 59′ de longitude est.

possesseur, suivant eux, de tout le pays de Manguslav. Leur premier soin est d'ouvrir les ballots et de prélever sur les divers objets que ces ballots renferment, le tribut auquel leur prince prétend avoir droit. Jenkinson perdait à ce procédé sommaire une valeur d'au moins 15 roubles russes. Il voulut aller porter plainte en personne au sultan : il trouva ce tyran redouté du désert assis dans une petite cabane toute ronde, cabane de roseaux recouverts en dehors de feutre, en dedans de tapis; à ses côtés se tenait « le grand métropolitain, » chef religieux aussi vénéré sur la terre de Manguslav que peut l'être l'évêque de Rome dans la plupart des états de l'Europe. Jenkinson répond de son mieux à toutes les questions qui lui sont adressées. Il décrit les royaumes, expose les lois, la religion des contrées de l'Occident. Il obtient en retour, non pas la restitution de ses marchandises, mais le don d'un cheval qui valait bien 7 roubles.

A partir de cette entrevue, les rencontres étaient peu à craindre. La caravane avait à traverser le grand océan de sable. Pendant vingt jours, elle poursuit sa marche sans voir une ville, ni une habitation, allant d'un puits à l'autre, et ne réussissant trop souvent à tirer de ces nappes souterraines presque toujours cachées à de grandes profondeurs qu'une eau salée ou saumâtre. Il arriva même plusieurs fois que deux ou trois jours se passèrent sans que la caravane rencontrât aucun puits. Les souffrances des voyageurs devenaient extrêmes; pour ménager leurs provisions, ils se virent obligés de manger un de leurs chameaux et un de leurs chevaux. Le 5 octobre, un grand golfe apparaît; la caravane se hâte d'en atteindre le bord. O bonheur! l'eau est douce. Quel nom donner à ce golfe sauveur? Pour Jenkinson, ce ne peut être qu'un des nombreux replis de la mer Caspienne. Sur la mer Caspienne, Jenkinson a déjà remarqué qu'en certains endroits l'eau n'est guère plus saumâtre qu'on ne la trouve généralement à l'embouchure des fleuves. Depuis son départ de Manguslav, la caravane a parcouru 240 milles marins environ dans la direction de l'est-sud-est. Elle touche, à son insu, la rive occidentale de la mer d'Aral.

Dès que le désert n'était plus sans eau, pouvait-on se flatter qu'il serait sans douaniers? Ceux du roi des Turcomans ne se font pas attendre. Il faut leur payer la dîme d'Azim-khan et la gratification qui revient aux trois frères de ce roi. Le sultan Azim habite le château de Sellizuri, situé au sommet d'une haute colline. De ce palais de terre, bas et non fortifié, Azim-khan étend son pouvoir sur une plaine fertile, qu'arrosent de nombreux canaux dérivés de l'Oxus. Jenkinson arrivait à Sellizuri le 7 octobre 1558; il n'eut qu'à se louer de l'accueil du chef turcoman. Pour la première fois, il faisait usage des lettres de l'empereur de Russie. Le riche présent dont

il accompagna la remise de la lettre d'Ivan IV acheva de lui gagner la faveur d'Azim. La viande de cheval et le lait de jument, les fruits savoureux de la plaine, furent pendant sept jours prodigués par le prince à son hôte. Ourgendj n'est qu'à deux journées de marche de Sellizuri. Le 16 octobre, Jenkinson entre dans cette ville, qu'Ali-khan, frère d'Azim, vient de conquérir sur les Persans. Ourgendj possède ce qui manque à Sellizuri; elle a une enceinte. Ses remparts de terre, d'une étendue de 4 milles environ, ne l'ont pas empêchée cependant d'être prise quatre fois dans l'espace de sept ans. Une longue rue couverte la traverse; cette rue, c'est le bazar d'Ourgendj. Si la ville a sauvé son marché de la destruction, il lui reste en revanche bien peu de marchands; ceux qui ne l'ont pas abandonnée encore sont si pauvres, que Jenkinson ne parvient qu'à grand'peine à leur vendre quatre pièces de son drap le plus grossier. Tout le pays qui s'étend entre la mer Caspienne et Ourgendj s'appelle le pays des Turcomans. Il est soumis à un roi. Malheureusement ce roi est peu obéi. C'est surtout dans sa famille que le khan des Turcomans trouve des rebelles. Quel amour mutuel pourrait exister entre les fils de différentes femmes, fils d'esclaves la plupart du temps, dont les unes sont chrétiennes et les autres musulmanes? Les frères dans cet état se font donc constamment la guerre. Le vaincu, s'il échappe à la mort, s'enfonce dans le désert avec les compagnons qui consentent à le suivre. Là, il cherche quelque lieu où ait été jadis creusé un puits. De ce repaire, il guette les caravanes, les attaque, les met à rançon, les dépouille. Quand le butin l'a suffisamment enrichi, il rassemble une armée et se met en devoir d'assaillir les états de son frère.

Du château de Sellizuri à la mer Caspienne, si l'on se porte au nord du chemin suivi par les caravanes, la solitude devient moins complète, le désert a des habitans. Nulle part, il est vrai, on n'y rencontre les gras pâturages de la terre des Nogaïs ou de la Tauride, mais, à défaut d'herbe, une espèce de bruyère couvre la plaine de son âpre et court gazon. Cette plante vivace suffit à nourrir les immenses troupeaux de chevaux, de chameaux, de moutons, que les tribus errantes promènent d'un endroit à l'autre. C'est parmi ces tribus que les princes rivaux viennent recruter leurs troupes. Ils trouvent le Turcoman toujours prêt à entrer en campagne. Jamais Tartare ne monterait à cheval sans emporter ses flèches, son arc et son sabre, alors même qu'il ne partirait que pour la chasse au faucon. Ces nomades sont tous de bons archers et de grands bandits; ils n'ont ni science ni art, ne sèment ni ne labourent. Gloutons et paresseux, ils mangent à pleines mains leur viande de cheval coupée en petits morceaux, s'enivrant ensuite à loisir de leur lait de jument fermenté. Le temps qu'ils ne passent pas à la chasse

ou dans les festins, ils le passent à deviser et à causer sans objet, assis en rond par grandes troupes dans la plaine, les jambes doublées sous eux.

Le 26 novembre 1558, la caravane quitte la ville d'Ourgendj; elle s'est reposée pendant plus d'un mois. L'Oxus ne lui offre pas une voie navigable, mais c'est déjà beaucoup d'en pouvoir suivre le bord. Le cours du fleuve est un chemin tout tracé. Le 7 décembre, les voyageurs ont fait une centaine de milles environ; ils vont fouler les terres du sultan de Khiva. Ce sultan eût volontiers dépouillé des marchands assez hardis pour passer à portée de sa capitale sans venir lui apporter leur offrande; il fut retenu par la crainte d'offenser son frère, le roi d'Ourgendj. Le sauf-conduit que Jenkinson avait obtenu dans cette ville préserva ses compagnons du pillage; il ne les exempta pas des droits que tout voyageur est tenu de payer au prince. Une peau rouge de Russie par chameau n'était pas en somme une taxe exorbitante. Le prélèvement de cette taxe ne devait pas être par malheur le dernier mot du sultan de Khiva.

La nuit du 10 décembre fut une nuit de grande émotion. Bêtes et gens reposaient; la garde était à son poste; quatre cavaliers étrangers furent tout à coup remarqués dans le camp. On les saisit, on leur enlève leurs armes et, après leur avoir lié les mains, on les interroge. Ces cavaliers se défendent avec énergie d'être des espions. Ce qui les a déterminés à se joindre à la caravane, c'est la crainte de faire, en poursuivant seuls et peu nombreux leur route, quelque fâcheuse rencontre. Ils ont aperçu dans les environs beaucoup de traces de chevaux; aucune trace de chameau n'y était mêlée. Il doit y avoir, non loin du campement, des rôdeurs supects. Peu de gens honnêtes en effet voyagent dans ces pays, si ce n'est en compagnie des caravanes. Or toute caravane suppose un grand nombre de bêtes de somme. Des pas de chevaux sur un sol qui n'a pas gardé d'autres vestiges sont toujours, aux bords de l'Oxus, du Djihoun, de l'Ardok, de l'Amou-Daria (1), des traces de mauvais augure. Les voyageurs se consultent et décident qu'il convient d'envoyer sur-le-champ un messager au sultan de Khiva. Le sultan n'est-il pas responsable de la sûreté des gens qui lui ont payé une peau rouge par chameau? Le prince l'a compris. C'est un souverain qui paraît avoir le soin de sa renommée. On le voit bientôt accourir à la tête de 300 hommes. Il vient examiner lui-même les quatre prisonniers. Ses menaces arrachent aux espions des aveux complets. Un prince banni s'est posté sur la route avec 40 hommes; on le trouvera campé à trois journées de marche. Les prisonniers confes-

(1) L'Oxus, l'Iaxarte, l'Ardok, l'Amou-Daria, le Djihoun, sont les diverses branches ou les dérivés du grand fleuve qui se jette dans la mer d'Aral.

sent qu'ils font eux-mêmes partie de sa troupe. « Puisque les voleurs sont aussi peu nombreux, dit le khan, une escorte de 80 hommes bien armés suffira. » Il désigne 80 soldats, le capitaine qui les doit commander, et retourne à Khiva, emmenant avec lui les quatre espions.

Pendant deux jours, les soldats voyagent avec la caravane, consommant une bonne portion de ses vivres. Le troisième jour, de très bon matin, ils se lancent en avant pour faire, affirment-ils, une reconnaissance. Au bout de quatre heures, on les voit revenir à toute bride. Eux aussi, ils ont aperçu des traces de chevaux. La caravane ne peut manquer d'être bientôt attaquée. Que leur donnera-t-on pour qu'ils la défendent? Les marchands font leur offre. Les soldats se récrient : « Pour qui donc les prend-on? Il leur faut davantage. » Les pourparlers s'engagent; on ne parvient pas à s'entendre, et les Khiviens retournent vers leur sultan, qui probablement, insinue Jenkinson, était dans le complot. Toute cette affaire est menée avec une astuce qui prouve à quel degré de fausseté et de perfidie peut atteindre la convoitise de ces pillards émérites.

L'escorte partie, que restait-il à faire aux voyageurs? Leur première pensée est d'invoquer la protection du prophète, puisque celle des sultans leur fait défaut. Les hadjis, — il y avait plus d'un saint dans la troupe, — donnent l'ordre de suspendre la marche de la caravane. Ils se mettent en prières et se préparent à consulter le sort. On prend quelques moutons, on les tue, on leur enlève les omoplates que l'on fait bouillir; ces omoplates, une fois dépouillées de la chair qui les couvre, on les brûle. Du sang de mouton est mêlé à la cendre. Avec la pâte ainsi obtenue, on trace certains signes, accompagnant le tout de paroles et de cérémonies. Le charme opère, l'avenir se dévoile : « La caravane rencontrera des ennemis et des voleurs, mais ces ennemis et ces voleurs seront déçus dans leurs méchans projets. »

Le 15 décembre au matin, des cavaliers se montrent à l'horizon. Ils approchent; plus de doute! ce sont des bandits. Les voyageurs se disposent à la résistance. Ils sont quarante en état de combattre. Chacun à sa façon et selon ses croyances invoque de nouveau la protection du ciel; tous jurent de vivre ou de mourir ensemble. Les brigands bien armés, au nombre de trente-sept, portant arcs, flèches et sabre, somment les étrangers, qu'ils regardent déjà comme une proie facile, de se rendre à leur chef. A ces menaces, les Tartares ne répondent que par un défi. Là-dessus, décharge générale d'une volée de flèches; riposte non moins prompte et non moins vigoureuse. Le combat se maintient du matin jusqu'à deux heures de la nuit. Des hommes, des chevaux, des chameaux sont tués et blessés des deux côtés. Jenkinson, les deux Johnson, le Kalmouk

qui les accompagne, ont, par bonheur, des mousquets; ils en font bon usage et compensent ainsi la supériorité des bandits, meilleurs archers que les paisibles marchands qu'ils attaquent. Des pertes assez sensibles ont bientôt refroidi l'ardeur des brigands; une trêve tacite finit par s'établir. Les voyageurs en profitent pour se retirer sur une colline et s'y fortifier avec leurs ballots; les chevaux et les chameaux sont placés à l'abri dans l'intérieur de l'enceinte. En renonçant à lutter contre la mousqueterie, les voleurs n'ont pas perdu l'espoir de réduire la caravane; la position qu'ils occupent est le gage d'un triomphe certain. On ne peut arriver au fleuve qu'en passant sous la volée de leurs flèches, et il y a deux jours que voyageurs et chameaux n'ont rien bu. Au milieu de la nuit, le chef des brigands détache vers les marchands un parlementaire. Ce messager s'arrête à mi-distance entre les deux troupes; il appelle à haute voix le capitaine de la caravane. « Que le caravan-basha vienne sur-le-champ conférer avec lui! » Le caravan-basha est un homme avisé et prudent, rompu de longue date à toutes les fourberies du désert. « Je ne quitterai pas ma troupe, répond-il, pour aller entre les deux camps écouter tes propositions; mais si ton prince, si tous tes compagnons veulent s'engager par serment à respecter la trêve, j'enverrai un des nôtres avec qui tu pourras aussi bien qu'avec moi t'expliquer. L'offre ne te convient-elle pas? tu n'as qu'à retourner vers les tiens. » Le prince resté au milieu de sa troupe n'était pas assez éloigné pour ne pas avoir entendu ce colloque. Sans attendre que son parlementaire lui ait rapporté les paroles du caravan-basha, il prête d'une voix forte le serment exigé. Aussitôt un hadji descend de la colline. « Notre prince, lui dit le messager, fait savoir par mon entremise au caravan-basha et à tous ceux d'entre vous qui êtes des circoncis, qu'il ne désire pas verser votre sang. Remettez seulement entre ses mains les mécréans que vous avez admis dans votre troupe. Livrez-les à notre chef avec leurs marchandises. Le prince n'exige rien de plus, vous pourrez aller ensuite en paix. Si vous refusez, vous serez traités aussi cruellement que les chrétiens. » Le caravan-basha fait répondre qu'il n'a dans sa compagnie ni chrétiens, ni autres infidèles. Il n'a que trois Turcs qui appartiennent, comme le reste de la caravane, à la loi de Mahomet; il est résolu à mourir plutôt que de les livrer. Pendant qu'on discourt ainsi, les brigands, peu soucieux de la foi jurée, s'élancent sur le hadji, le saisissent et l'entraînent vers leur camp avec de grands cris de triomphe. Il était fort à craindre que le saint ne cédât aux mauvais traitemens et aux menaces. Pourquoi s'obstinerait-il à nier la réalité? Pourquoi affronterait-il, outre la mort suspendue sur sa tête, les peines plus redoutables encore réservées par le prophète aux parjures? Pourquoi? Parce que, si les

marchands se trahissaient entre eux, il n'y aurait plus de sûreté pour les caravanes. La première loi, la loi qui domine toutes les autres au désert, c'est la foi mutuelle que se doivent les compagnons d'une même troupe. Rien ne put ébranler la fermeté du vaillant hadji; non-seulement il refusa de confesser qu'il y eût dans la caravane des chrétiens, mais il ne voulut pas même déclarer le nombre de victimes qu'avait faites dans la troupe le combat de la veille. Quand le jour parut, on se préparait à recommencer la lutte. Ce furent les brigands, découragés par une résistance aussi opiniâtre, qui demandèrent de nouveau à entrer en composition; ils exigeaient beaucoup, ils promettaient en retour un sauf-conduit. La majeure partie de la caravane fut d'avis de les satisfaire; on leur accorda la dîme qu'ils demandaient et de plus un chameau pour emporter leur butin. Une fois payés, les bandits s'enfoncèrent dans le désert, leur habituelle demeure, et les voyageurs s'empressèrent de gagner les bords de l'Amou-Daria. Il y avait trois jours qu'ils n'avaient pu se procurer une goutte d'eau.

Pour se dédommager de cette longue privation, ils restèrent toute la journée au bivouac, faisant bonne chère avec les chevaux et les chameaux qu'on leur avait tués. La rencontre des brigands leur rendait suspects les sentiers battus. Ils se décidèrent à quitter la grande route qui suit la rive du fleuve et coupèrent sur Boghar à travers la plaine. Là du moins, pensaient-ils, aucun chef banni ne viendrait les chercher. Pendant quatre jours, ils voyagèrent dans le désert de sable sans trouver un seul puits. Celui qu'ils rencontrèrent au bout de cette longue marche n'avait à leur offrir qu'un liquide boueux dont l'excessive salure fit reculer leur soif; mais les sultans, non moins que les bandits, avaient sensiblement allégé le poids des nombreux ballots emportés par la caravane. Pourquoi garder des bêtes de somme devenues inutiles? On tua les chevaux et les chameaux qui n'avaient plus de chargement à porter et l'on put, grâce à ce sacrifice, s'abreuver largement; le sang de cheval est une boisson familière à tout vrai Tartare. La précaution d'ailleurs que les voyageurs avaient cru devoir prendre de s'éloigner de la voie ordinaire ne leur réussit qu'à moitié. Elle les préserva d'une seconde attaque en règle, elle ne leur épargna pas les surprises des rôdeurs. N'est-ce pas une honte pour le khan de Khiva qu'il y ait si peu de sécurité, une police si mal faite presqu'aux portes de sa capitale? Le 20 décembre, la caravane repose, le ciel est sans étoiles, le désert sans clartés : on entend tout à coup, en dehors du camp, le bruit d'une lutte, une clameur confuse, des cris désespérés. Quelques hommes ont commis l'imprudence de se séparer du gros de la troupe; les voleurs les enlèvent. Grand tumulte, grand effroi, on le devine sans peine, dans les rangs des marchands

ainsi éveillés. On charge immédiatement les chameaux, et vers minuit, par une obscurité profonde on se remet en marche. Enfin le 23 décembre 1558, après cent-un jours de dangers, de misères, de souffrances inouies, la caravane arrive à Boukhara ou Boghar. Elle se trouve au centre de l'antique Bactriane. C'est là que vers l'année 1253, trois cents ans environ avant Jenkinson, arrivaient de Soudagh et des bords du Volga Nicolò et Matteo Polo.

II.

Boghar ou Boukhara est située dans la partie la plus basse de tout le pays. Jenkinson place cette ville par 39° 10′ de latitude. Ici encore le voyageur anglais diffère peu des géographes modernes (1). « La ville, dit-il, est entourée d'un haut mur de terre qui a plusieurs portes : elle est divisée en trois parties; deux parties appartiennent au roi, la troisième partie est abandonnée aux marchands. Chaque métier a sa résidence et son marché distincts. La ville est très grande; les maisons, pour la plupart, sont bâties en terre. Il existe cependant quelques maisons de pierre, des temples, des monumens somptueusement construits et dorés. On remarque surtout à Boghar des bains qui n'ont pas leurs pareils dans le monde. Une petite rivière traverse la ville par le milieu; l'eau de cette rivière est malsaine et cependant il est défendu à Boghar de boire autre chose que de l'eau ou du lait de jument. Quiconque enfreint cette loi est fouetté et battu cruellement en plein marché. Des officiers sont spécialement chargés de veiller à ce que nul ne viole à ce sujet la loi. Ils entrent dans les maisons pour s'assurer qu'on n'y recèle ni eau-de-vie, ni vin, ni hydromel. S'ils en trouvent, ils brisent les vases, répandent la liqueur et punissent sévèrement les maîtres de la maison. A la seule haleine d'un homme ils découvrent s'il a bu de quelque breuvage prohibé. Il y a un métropolitain à Boghar : c'est lui qui maintient avec cette rigidité l'exécution du précepte. Il est plus obéi que le roi, car le roi lui-même il peut le déposer et en nommer un autre suivant son bon plaisir : il l'a fait pour le roi qui régnait, quand nous sommes arrivés à Boghar, il l'avait fait aussi pour le prédécesseur de ce dernier. Depuis longtemps il l'accusait de se montrer favorable aux chrétiens; il entra une nuit dans sa chambre et le tua. Ce pays de Boghar était autrefois soumis aux Persans; maintenant il forme un royaume séparé. Des difficultés religieuses ont amené la séparation. Les Persans ne veulent pas se raser la lèvre supérieure; les gens de Boghar et les autres Tartares se la rasent. Les Persans consi-

(1) La position récemment assignée à cette ville donne pour la latitude 39° 48′.

dèrent une pareille coutume comme un grand péché; ils appellent ceux qui s'y conforment des *caphars*, c'est-à-dire des infidèles. Autant vaudrait être à leurs yeux chrétien. Le roi de Boghar n'a ni grand pouvoir ni grandes richesses. La monnaie du pays est l'argent et le cuivre; l'or n'y a pas cours. On ne connaît à Boghar qu'une pièce d'argent. Cette pièce vaut 12 pence anglais. Le roi en fait varier le taux chaque mois à sa guise, souvent deux fois par mois. Il se soucie peu d'opprimer son peuple, car il sait fort bien qu'il ne régnera pas plus de deux ou trois ans. Avant ce temps, il aura été tué ou chassé, au grand détriment du pays et des marchands. »

Le 26 décembre 1558, trois jours seulement après son arrivée, Jenkinson est appelé devant le sultan de Boukhara. Il lui présente les lettres de l'empereur de Russie. Le nom et la réputation d'Ivan IV avaient franchi les limites du désert. On pouvait se méfier de ses envoyés, on ne se fût pas permis de les traiter avec négligence. Il est assez piquant, lorsqu'on songe aux préoccupations constantes de l'Angleterre, aux progrès menaçans, suivant elle, de la Russie, de voir en 1558 un marchand anglais s'efforcer de frayer à la fois vers l'extrême Orient le chemin aux draps du Shropshire et à l'influence russe. Dîner en présence du souverain est toujours le plus grand des honneurs chez les Orientaux; Jenkinson fut admis à la table du sultan de Boukhara. Ce prince intelligent le fit plus d'une fois mander à l'improviste pour l'entretenir familièrement dans ses appartemens secrets. Il l'interrogeait sur le pouvoir du tsar, sur celui du Grand-Turc, voulait connaître les lois, la religion, l'étendue des divers pays. Il fallut tirer les fameux mousquets devant lui : habile archer, le prince n'eut de cesse qu'on ne lui eût appris à s'en servir lui-même. « Toutes ces politesses, s'écrie avec indignation Jenkinson, n'empêchèrent pas que, quand nous dûmes partir, le prince ne se conduisît en vrai Tartare; il s'en alla en guerre sans m'avoir remboursé le prix de ce que je lui avais vendu. Il avait bien donné l'ordre qu'on me payât; mais ses agens me forcèrent de consentir à un rabais considérable, et je dus pour le reste me contenter de marchandises dont je n'avais que faire. Pouvait-on espérer mieux d'un mendiant? Je dois cependant rendre justice à ce roi barbare : immédiatement après mon arrivée à Boghar, quand il sut ce qui nous était advenu sur la route, il envoya parcourir et fouiller partout le désert, ordonnant qu'on lui ramenât morts ou vifs les brigands. Une partie de ces bandits fut tuée, le reste mis en fuite. Quatre tombèrent aux mains de la troupe. Le roi me fit mander pour que je les reconnusse. Deux avaient été atteints par nos balles et portaient encore de nos marques. Le roi les fit pendre à la porte de son palais en leur qualité de gentilshommes. On me

restitua une partie des marchandises que j'avais été contraint de livrer, et, je le répète, ce fut au roi que je dus cette justice. »

Il y avait alors chaque année grande affluence de marchands à Boukhara. Il en venait de l'Inde, de la Perse, de Balkh, de la Russie; mais ces caravanes apportaient si peu de marchandises, mettant d'ailleurs deux ou trois années à les vendre, qu'on ne pouvait voir là les élémens d'un commerce sérieux. Les pierres précieuses, les épices prenaient la route de l'Océan. Les Portugais, dit-on à Jenkinson, étaient maîtres des pays d'où on les tirait autrefois.

Ce qui empêchait la caravane du Cathay d'arriver à Boghar, c'était la grande guerre qui durait depuis trois ans entre quelques tribus nomades et les deux principautés tartares de Tachkend et de Kashgar. Quand les routes étaient libres, le voyage du Cathay à Boghar demandait neuf mois. Le Cathay était cité comme un pays très civilisé et excessivement riche, tempéré, abondant en fruits de toute sorte. Au-delà se trouvait la contrée que les Tartares appellent dans leur langue Kara-Kolmack, le pays des Kalmouks noirs. Au Cathay même, dont la majeure partie s'étend vers l'Orient, le peuple est blanc et a le teint clair. La religion est le christianisme ou s'en rapproche beaucoup. La langue diffère complétement du tartare. Il n'y a pas d'ours furieux sur la route, mais des loups blancs ou noirs et surtout un nombre infini de brigands. Tous les passages sont infestés. Aucune caravane ne pourrait s'y engager sans courir le risque d'être dépouillée. Voilà pourquoi on ne trouvait plus à se procurer, comme autrefois, à Boghar du musc, de la rhubarbe, des satins, des damas. Il fallait se contenter des mousselines venues des bords du Gange, des étoffes de laine et des soieries apportées par les Persans. Quant à faire accepter en paiement des draps anglais, on ne devait pas y songer. Les Persans auraient pris des peaux rouges et autres marchandises russes, des esclaves de tous les pays. Pour des draps, ils en apportaient eux-mêmes à Boghar; on les leur expédiait des ports turcs de la Méditerranée et d'Alep.

Jenkinson s'était décidé à séjourner pendant tout l'hiver à Boghar. L'hiver passé, le moment du départ des caravanes arrive. Le métropolitain engage très vivement les Anglais à en profiter. Il voudrait voir ces marchands infidèles regagner au plus vite la mer de Bakou. « Le roi, leur dit-il, est à la guerre et le bruit court qu'il a été battu; la ville ne peut manquer d'être assiégée bientôt. » Jenkinson, à regret, se résigne à reprendre la route qu'il a déjà parcourue. Le sultan de Boghar a eu soin heureusement de la nettoyer. La caravane se compose cette fois de 600 chameaux. Elle quitte Boukhara le 8 mars 1559. Que serait-il advenu de Jenkinson, s'il eût seulement retardé son départ de dix jours? Le roi de

Samarcande investissait alors la malheureuse ville de Boghar avec une nombreuse armée. Le roi de Boghar tenait pendant ce temps la campagne contre un de ses parens; le désordre régnait partout, les caravanes de l'Inde et de la Perse venaient d'être détruites malgré leurs saufs-conduits; il n'y avait plus de sécurité en Orient que sur les terres d'Ivan IV. Jenkinson emmenait avec lui deux ambassadeurs, l'ambassadeur du roi de Boghar et celui du roi de Balkh; ces envoyés se rendaient auprès de l'empereur de Russie. La caravane devait d'ailleurs recruter d'autres ambassadeurs sur sa route. A Ourgendj, à Sellizuri, le sultan, les frères du sultan tinrent à faire parvenir par leurs propres émissaires les réponses qu'exigeaient les lettres impériales confiées à Jenkinson.

Les difficultés, les privations, les souffrances furent-elles moindres au retour qu'elles ne l'avaient été dans la première traversée du désert? Il n'est guère permis de le croire. Jenkinson cependant n'en dit pas un mot. Se reprocherait-il d'avoir déjà trop insisté sur ce sujet? La chevauchée vaut bien cependant la peine qu'on la prenne au sérieux; mais il ne s'agit pas d'instruire la compagnie des dangers qu'ont courus ses employés, il faut surtout lui bien faire comprendre les risques auxquels seront exposées ses marchandises. Ce but atteint, le reste est peu de chose; on le gardera pour les récits du foyer. Le 22 avril 1559, la caravane retrouve sur les bords de la mer Caspienne la barque qu'un an auparavant elle y avait laissée. Elle retrouva la barque, mais non pas le câble, l'ancre, la chaloupe, la voile; tout cela depuis longtemps avait disparu. Les Anglais apportaient heureusement du chanvre et de la toile de coton sur leurs chameaux. Ils se hâtèrent de fabriquer avec leur chanvre un gréement complet et un câble, avec leur toile de coton une voile. Les jonques chinoises n'ont que des ancres de bois; Jenkinson essaie d'en confectionner une pour sa barque en prenant à terre une roue de charrette. Ainsi équipés, les Anglais étaient sur le point de dire adieu au rivage quand une autre barque chargée de Tartares vint aborder au point qu'ils s'apprêtaient eux-mêmes à quitter. Ce bateau avait deux ancres. Les voyageurs obtinrent qu'on leur en cédât une.

Jenkinson ne s'était pas chargé de conduire sur la mer Caspienne toute la caravane dont il avait pendant un mois et demi partagé la fortune. Il ne restait plus avec les Anglais que six ambassadeurs et vingt-cinq esclaves russes rendus à la liberté par la munificence du sultan d'Ourgendj. Le capitaine du *Primerose* se faisait fort de commander et de diriger la barque qui devait à son industrie une nouvelle voile et un nouveau gréement; les deux Johnson lui tiendraient lieu d'officiers mariniers; dans les vingt-cinq Russes il trouverait tout un équipage assez docile et assez vigoureux pour manier la rame au besoin. Quant aux ambassadeurs, ils avaient été confiés

à la foi de Jenkinson; il eût été de mauvais goût de leur réserver un autre rôle que celui de passagers.

La barque d'Astrakan s'éloigne enfin du golfe de Manguslav. Tantôt longeant la côte, tantôt n'hésitant pas à perdre la terre de vue, elle eut en peu de jours regagné la rive septentrionale de la mer Caspienne. Le 13 mai, le vent cesse tout à coup d'être favorable. Il faut laisser tomber l'ancre à trois lieues de terre. En ce moment s'élève une violente tempête, une tempête qui devait durer quarante-quatre heures. Le câble, récemment filé, n'était pas de force à soutenir cette épreuve. Il casse, l'ancre reste au fond, et la barque s'en va rapidement en dérive. Que faire en cette extrémité? On est parti de Manguslav sans chaloupe, on ne peut donc songer à gagner le rivage en abandonnant, comme on le faisait si souvent au XVIe siècle, le navire à son sort. Il faut trouver un port, à défaut de port une plage, ou se résigner à périr. Jenkinson fait hisser la voile, la barque gouverne droit à terre. Chacun à bord se croit déjà perdu. Mais le ciel, nous dit Jenkinson, ne pouvait pas abandonner en ce péril suprême des voyageurs qu'il avait si visiblement protégés depuis leur départ d'Astrakan. Une crique jusque-là cachée vient en effet de s'ouvrir aux yeux des marins ranimés par ce consolant aspect; la barque y pénètre, et les dernières lames déposent les naufragés sur le lit de vase que leur a préparé la Providence. C'était un répit, ce n'était pas le salut. Se laisser surprendre dans cette situation par les gens du pays eût été d'une extrême imprudence. La partie de la côte où la barque a été jetée n'obéit à aucun sultan. Ces nomades, « qui vivent en plein air comme des bêtes, » auraient probablement jugé les étrangers que leur adressait la tempête de bonne prise. Jenkinson n'est pas homme à laisser ses ambassadeurs servir d'esclaves et de jouet à des gardeurs de bestiaux. Il se hâte, dès que le vent est un peu calmé, de dégager ses plumes de la glu et de se mettre en mesure de reprendre à la première alarme son vol vers la haute mer. La misérable barque pouvait bien encore voler, puisqu'elle avait réussi à sauver sa voile; elle ne pouvait plus se poser que dans quelque nouvelle crique et sur quelque nouvelle fange. Pour retrouver la faculté de rester immobile au large, il lui fallait rentrer en possession de son ancre. Heureusement Jenkinson n'était pas de ces capitaines qui s'endorment dès que le navire a fait tête sur son câble. Il avait soigneusement, à son premier mouillage, relevé la terre au compas et pris certains amers. Il put ainsi draguer et repêcher le fer resté au fond. « Les Tartares, dit-il, furent fort étonnés de notre succès. »

De pareils succès ne sont pas à la portée du premier venu. Ni Plan de Carpin, ni Marco Polo n'auraient pu très probablement sortir avec cette facilité d'embarras; mais dans le capitaine du *Prime-*

rose, qu'il traverse les déserts ou les océans, nous retrouvons toujours le marin du XVIe siècle. Faire son point et prendre ses alignemens le préoccupe presque autant que la vente à bon prix de ses draps. Assaillie par une seconde tempête et poussée, malgré tous les efforts de son équipage, au large, la barque à qui Jenkinson vient de rendre si merveilleusement son ancre n'aurait-elle donc échappé au naufrage que pour aller donner sur la côte de Perse? C'était là ce que redoutaient le plus les ambassadeurs tartares, car les Persans ont, de tout temps, été les mortels ennemis des Turcomans. Le vent de nord-est soufflait avec violence; la mer, fouettée par la bise furieuse, menaçait à chaque instant d'engloutir le bateau. Quand le ciel s'éclaircit, le danger d'attérir en Perse au lieu d'attérir, comme on le voulait, en Russie, ne se trouva pas soudainement conjuré; personne n'eût osé dire de quel côté il fallait mettre le cap pour gagner Astrakan. Jenkinson prit son astrolabe, et observa soigneusement la distance du soleil au zénith. Quand il eut achevé son calcul, on le vit brusquement changer de route; quelques heures après, la barque mouillait à l'embouchure du Jaïc. Les Tartares étaient dans l'ivresse; jamais leur imagination n'avait rien rêvé de semblable. Jenkinson avait arboré sur son bateau la croix rouge de saint Georges « en l'honneur de la chrétienté; » cette croix, pour les envoyés des sultans de Balkh, de Boukhara, d'Ourgendj, de Sellizuri, devenait un talisman contre les tempêtes. Le 28 mai 1559, les voyageurs entraient dans le Volga; leur traversée n'avait pas duré vingt-cinq jours.

Le gouverneur d'Astrakan prit sur le champ ses dispositions pour faire escorter à Moscou les ambassadeurs qui venaient de si loin apporter les hommages de leurs sultans à son maître. Pendant ce temps, Jenkinson s'occupait de transborder, dans de petites barques, la charge du grand bateau, trop lourd et trop mal équipé pour que l'on pût songer à lui faire remonter le courant du Volga. Il fallut également se procurer un certain nombre de *strougs* pour y embarquer les cent strelitz dont le capitaine russe composa la troupe d'escorte. Tout ce convoi ne fut réuni que le 10 juin; le 28 juillet il atteignait Kazan. Six semaines avaient donc été employées au trajet qui n'avait demandé à la descente que trente et un jours. Les marchandises ne pouvaient continuer d'arrêter par les difficultés de leur transport des voyageurs que le tsar attendait avec impatience; on prit le parti de les débarquer à Mourom et de les acheminer de ce point par la voie de terre à Moscou.

Le 2 septembre 1559 vit enfin le terme de cette longue et périlleuse entreprise. En rentrant à Moscou, Jenkinson ne se retrouva pas sans une satisfaction secrète sous le sceptre rigoureux dont les bords de l'Oxus lui avaient plus d'une fois fait regretter la force et

la justice. Mieux encore et à plus juste titre que le capitaine du *Bonaventure*, le capitaine du *Primerose* nous peut réconcilier avec la Russie d'Ivan IV. L'empire des tsars ne se voit pas, en effet, du même œil quand on y arrive de Londres ou quand on y revient, après avoir passé une année dans la Boukharie. La compagnie moscovite possédait depuis quatre ans déjà trois comptoirs en Russie, et ces trois magasins jouissaient, par une faveur spéciale, de tous les priviléges attachés aux propriétés privées de la couronne. L'empereur, qui devait mériter un jour des boïars jaloux le surnom de tsar anglais, mettait ainsi au rang de ses plus intimes serviteurs les marchands dont l'active industrie l'avait en 1553 affranchi du joug impérieux de la hanse. Le 4 septembre, il recevait en audience solennelle Jenkinson. Les ambassadeurs turcomans et les esclaves russes étaient là pour témoigner de la fidélité et de l'intelligence déployées par cet étranger, qui eût volontiers ajouté de nouvelles provinces à l'empire où les produits des manufactures britanniques recevaient un si bon accueil. Jenkinson fut admis à présenter lui-même au tsar les six envoyés des sultans. L'empereur, avec une satisfaction visible, donna au capitaine du *Primerose* sa main à baiser. Il daigna ensuite accepter gracieusement la queue de vache blanche du Cathay et le tambour de Tartarie dont l'intrépide agent avait fait l'acquisition à Boghar.

Les palmes vertes et les perroquets de Christophe Colomb, les piéges à gibier et la navette de Sébastien Cabot n'en disaient guère plus que cette queue de yak et ce tambour apporté des plaines où se préparait déjà l'invasion des états de l'empereur Chin-Tsong. La désorganisation complète du centre de l'Asie semblait inviter les Russes à devancer les Mantchoux à Pékin; mais il eût fallu qu'il n'y eût pas une Pologne pour menacer Smolensk et Moscou, une Suède et une Tauride pour tendre la main à la Pologne. Décidé à rester l'héritier des Rurik, peu soucieux d'aller rendre à la terre mongole la visite que les hordes avaient faite naguère aux rives du Volga, Ivan Vasilévitch borna son ambition à ouvrir le chemin de la Chine par la mer Caspienne aux cuirs russes et aux draps anglais.

A l'issue de la réception qui couronnait si bien son dangereux voyage, Jenkinson, suivant l'hospitalière coutume, s'entendit convier, de la bouche du souverain, au somptueux banquet dont les grandes ambassades n'avaient jamais manqué, à la cour de Moscou, d'être l'occasion. Dans le cours du repas, Ivan Vasilévitch ne se fit pas faute d'adresser à ce petit Junkine, devenu en moins d'une année un personnage, maintes questions pleines de sens sur les nombreux pays que l'infatigable commis avait visités, et cette fois encore « il lui envoya des plats par un duc. » Le 17 février 1560, Anthony partait de Moscou pour aller rendre compte à la compa-

gnie, non plus de sa mission russe, mais de sa mission anglaise. Le 21 il arrivait à Vologda. Il y resta jusqu'à la débâcle. Quand la rivière fut libre, Jenkinson laissa au cours du fleuve le soin de le conduire doucement à Kholmogory, tête de pont et premier comptoir du commerce britannique dans les régions du nord. A Kholmogory, le grand voyageur dut attendre jusqu'aux premiers jours du mois d'août l'arrivée d'un navire qui le transporta sans encombre, — chose assez peu commune encore pour qu'on en fasse mention, — des bouches de la Dvina aux bouches de la Tamise.

Depuis la mort d'Henri VIII, les règnes en Angleterre duraient à peine le temps d'un voyage en Russie. Nous avons vu Chancelor remettre à la reine Marie les lettres destinées à Édouard VI; Anthony Jenkinson portait en 1560 à Élisabeth la réponse qu'exigeait la royale épître confiée en 1557 au *Primerose*. Mais cette fois, grâce à Dieu, les règnes éphémères étaient bien passés. Le ciel accordait enfin à la vieille Angleterre une reine de vingt-cinq ans qui allait occuper quarante-cinq ans le trône. L'adversité s'était chargée d'imprégner la jeune et sage princesse de l'esprit dont la majorité du royaume s'était peu à peu imbue. Cet esprit n'était-il qu'un esprit de révolte contre l'église de Rome? Ne fut-il pas aussi une sourde réaction contre les attentats de la conquête normande? La fille d'Anne de Boleyn et le peuple échappé au sceptre de Marie s'entendirent dès le premier jour. Ce sont ces ententes mystérieuses et tacites qui rendent à certains règnes la tâche si facile. La rigueur implacable d'Ivan IV, la sécheresse d'âme et la froide cruauté d'Élisabeth, ont pu provoquer de légitimes censures, de justes indignations; elles n'en ont pas moins laissé dans le cœur de deux puissans peuples une ardente sympathie et une éternelle reconnaissance. Les masses ne donnent pas constamment leur amour aux princes que la philosophie en jugerait le plus dignes; elles l'accordent souvent à un maître inflexible qui, fait à leur image, partage leurs passions et se montre, dans sa force, habile à les servir. Le cœur qui les comprend, le bras qui les élève, sont toujours, au jugement égoïste et brutal des nations, un cœur et un bras suffisamment équitables.

III.

Appelée à succéder à la reine Marie le 17 novembre 1558, la reine Élisabeth ne fut pas dès le premier jour libre de manifester ouvertement ses préférences. La cause du catholicisme avait pour elle les Guise et Philippe II, la majeure partie du clergé anglican et une assez grande portion de la noblesse. Il convenait à un règne nouveau de la ménager. Cependant, quand Jenkinson revint à

la fin de l'année 1560 de Russie, ce n'était pas l'Angleterre qu'il trouvait en proie aux divisions religieuses; l'Angleterre appartenait sans conteste à la réforme, l'Écosse et la France se débattaient entre la réforme et le catholicisme. Solidement affermie sur son trône, la reine n'avait plus à fonder l'unité de l'église dans ses états; elle s'employait activement à la saper partout où cette unité aurait été une force qui se fût naturellement tournée contre l'hérésie et le schisme. Suivant une déplorable et antique coutume, Élisabeth se croyait le droit de chercher sa sécurité dans les embarras de ses voisins. La prédication protestante se chargerait d'affaiblir le ressort des nations rivales; la reine d'Angleterre pourrait vaquer en paix au soin des intérêts qui réclamaient avec un redoublement d'énergie sa sollicitude.

Il était évident, après le séjour prolongé de Jenkinson à Boghar, après les difficultés de tout genre que ce hardi marchand avait dû surmonter pour s'y rendre, que de longtemps les caravanes chrétiennes ne seraient en mesure de se diriger vers le Cathay. Ne rencontreraient-elles pas un chemin plus facile, si elles se bornaient à tenter de gagner, à travers la Perse, les bords de l'Océan indien? Depuis l'année 1502, Shah-Ismaël avait fondé en Perse la dynastie des sophis. Bien qu'elle eût déjà perdu plus d'une province, bien qu'elle se vît encore menacée d'un nouveau morcellement par les Turcs, la Perse, sous cette dynastie qui ne régna pas sans gloire, n'en étendait pas moins sa puissance de la rive occidentale de la mer Caspienne au golfe Persique, du port de Bakou aux remparts d'Ormuz. C'était en gagnant Ormuz par mer et en chevauchant à travers la Perse jusqu'à Trébizonde que Marco-Polo était revenu de la Chine à Venise en l'année 1295; il ne semblait pas impossible de percer encore une fois les déserts, les massifs montagneux que le voyageur vénitien avait affrontés et décrits. L'essentiel était d'y être aidé par le successeur de Shah-Ismaël, par Shah-Tamasp, empereur des Persans depuis l'année 1523. La reine Élisabeth crut devoir écrire à la fois au tsar et au sophi :

« Grand et puissant prince, dit-elle à Ivan IV, il nous est doux de nous rappeler l'amitié que votre majesté a témoignée à notre personne et à nos sujets. Cette amitié a commencé, par la bonté de Dieu, sous le règne de notre très cher frère, d'heureuse mémoire, le roi Édouard VI; elle a été développée, nourrie, par votre merveilleuse humanité, accrue, augmentée par votre incroyable bienveillance; elle est aujourd'hui fermement établie par les nombreux gages de votre faveur. Nous ne doutons pas que, durant bien des siècles, elle ne se maintienne pour la gloire de Dieu et pour notre commune gloire, pour le bien de nos royaumes, pour la félicité de nos sujets. » Dans tout ce qui précède, nulle allusion, on le

voit, au règne des époux catholiques Philippe et Marie. Pour la fille d'Anne de Boleyn, le fils de Jeanne Seymour est un prédécesseur; la fille de Catherine d'Aragon semble n'avoir jamais existé. Élisabeth poursuit : « L'abondance de votre bénignité, écrit-elle au tsar, s'est surtout montrée dans la réception que vous avez faite à notre fidèle et aimé serviteur Anthony Jenkinson, le porteur de cette lettre. Nous vous en exprimons toute notre gratitude. Ce ne sera pas seulement pour nous un perpétuel et reconnaissant souvenir; nous voudrions pouvoir répondre à vos bienfaits par un bienfait pareil. Votre majesté, nous ne le mettons pas en doute, prendra en considération notre requête. A cet Anthony, aujourd'hui engagé à notre service, recommandé par nous, elle accordera certainement la faveur que, de son propre mouvement, elle lui octroya quand il n'était encore qu'une personne privée. Elle lui fera délivrer un passeport, des lettres de circulation, un sauf-conduit; Anthony pourra ainsi parcourir librement vos domaines avec ses marchandises et ses serviteurs. De la bonté dont nous avons déjà éprouvé les effets, nous attendons cependant plus encore. Votre majesté, — telle est notre prière et tel est notre espoir, — daignera recommander notre serviteur aux princes étrangers, notamment au grand-sophi, empereur de la Perse, dans les possessions desquels Anthony se propose de voyager. »

Shah-Tamasp n'était pas un aussi puissant souverain qu'Ivan Vasilévitch, il ne possédait pas cependant moins de titres. La chancellerie britannique trouvait là une occasion peu commune de déployer compendieusement son savoir. Elle n'eut garde de la laisser échapper. Ce fut au grand-sophi, empereur des Persans, des Mèdes, des Parthes, des Hircaniens, des Carmaniens, des Margiens, des peuples qui habitent de ce côté et au-delà du Tigre, de toutes les nations comprises entre la mer Caspienne et le golfe Persique, que la reine d'Angleterre, de France et d'Irlande, dans la troisième année de son règne, le 25 avril 1561, adressa son fidèle et bien-aimé Jenkinson. « Accordez-lui, mandait-elle au sophi, de bons passeports et des saufs-conduits à l'aide desquels il puisse, avec ses marchandises, parcourir vos domaines, vos juridictions, vos provinces, et y séjourner aussi longtemps qu'il lui conviendra. — De cette façon, ajoutait la reine, l'univers apprendra que ni la terre, ni les mers, ni les cieux, n'ont autant de pouvoir pour nous séparer que l'heureuse disposition de l'humanité et une bienveillance mutuelle n'en ont eu pour supprimer entre nous les distances. »

Jenkinson allait donc être, dans cette nouvelle campagne, le serviteur attitré de la reine; il n'avait pas cessé pour cela d'être avant tout le serviteur de la compagnie. Le bon ship le *Swallow* était

prêt à partir avec deux autres navires pour la Mer-Blanche. Jenkinson fit embarquer sur le *Swallow* 400 pièces de kersies, formant 80 ballots. Tel était le chargement qu'il se proposait d'importer en Perse. L'escadre quitta Gravesend le 14 mai 1561 ; le 14 juillet, elle mouillait dans la baie de Saint-Nicolas. Les vaisseaux de la compagnie venaient d'accomplir leur huitième voyage.

Jenkinson avait été particulièrement chargé d'inspecter les magasins de la compagnie. Pareil contrôle n'était pas, à cette grande distance de Londres, superflu. Le capitaine du *Swallow* ne s'arrêta cependant que douze jours à Kholmogory et quatre jours à Vologda. Le 20 août, il faisait son entrée à Moscou. Quelque hâte qu'on y mît, on ne pouvait guère se flatter de passer en moins de trois mois d'une capitale à l'autre. L'empereur fut informé sur-le-champ de l'arrivée de ce marchand anglais qui lui revenait accrédité par une nouvelle reine ; mais aucun étranger, ambassadeur ou autre, ne devait à cette heure être admis au Kremlin. Ivan était alors tout entier aux préparatifs de l'union qu'il se disposait à contracter avec une Circassienne musulmane. Veuf de la tsarine Anastasie, il avait vu l'offre de sa main repoussée par la sœur du roi de Pologne. Ne pouvant faire un mariage politique, le tsar prit le parti de ne consulter que ses inclinations et son goût : ses regards s'arrêtèrent sur la fille d'un prince tcherkesse dont la beauté eût séduit Assuérus. La tsarine Marie ne pouvait recevoir la couronne sans recevoir en même temps le baptême. Elle n'en eut pas moins des noces inquiètes et troublées. Pendant les trois jours que durèrent les fêtes de son mariage, les portes de la ville demeurèrent rigoureusement fermées et, à l'exception des seigneurs auxquels fut assignée une place dans le cortége, personne ne fut autorisé à circuler dans les rues. Craignait-on quelque sédition? Ne faisait-on que se conformer au cérémonial habituel? Jenkinson essaya vainement de se renseigner sur ce point. En tout cas, le 1er septembre 1561, les inquiétudes, s'il en exista, devaient avoir cessé, car l'empereur donna ce jour-là une grande fête à laquelle furent conviés les ambassadeurs et les étrangers de distinction. Jenkinson se trouvait être au nombre des invités. Le secrétaire du tsar, avant l'heure du repas, le fit appeler au palais impérial : « Je désire, lui dit-il, prendre connaissance des lettres que vous apportez. » Jenkinson n'était plus « le petit Junkine » d'autrefois. Mandataire de la compagnie, il se fût sans difficulté soumis à une exigence qu'avaient avant lui subie Chancelor et Killingworth; représentant de sa royale maîtresse, il refusa net. Les lettres d'Élisabeth ne pouvaient être remises qu'en mains propres à Ivan IV. Le secrétaire en jugeait autrement : « Si Jenkinson s'obstinait dans son refus, il devait renoncer à l'es-

poir d'être introduit en présence de l'empereur. » Jenkinson aima mieux s'abstenir de paraître à la fête et s'exposer à mécontenter le tsar que manquer à la dignité de sa mission.

Le lendemain, il apprenait « par un gentilhomme » que l'empereur avait daigné remarquer son absence. Sur-le-champ, il fait dresser une supplique. Dans cette supplique, Jenkinson expose le motif de sa venue; il fait aussi connaître à l'empereur la conduite de son secrétaire. « Je supplie sa grâce, disait-il, de vouloir bien recevoir les lettres de son altesse avec autant d'honneur et d'amitié que notre souveraine la reine Marie en a mis à recevoir les lettres confiées à Osip Népéi. Sinon, que l'empereur veuille bien me donner congé, car je ne remettrai mes lettres qu'en ses mains. » Quels doutes, quels ombrages se cachaient donc sous cette apparente question d'étiquette? Ivan IV avait-il appris, soit par les Anséates, soit par les Flamands de Philippe II, que dans la plupart des états où dominait l'influence de Rome on contestait encore à la reine d'Angleterre la légitimité de sa naissance et celle de son pouvoir? Appréhendait-il, s'il ne prenait le temps de faire examiner mûrement les lettres de créance qu'on lui annonçait, de se commettre, sans y avoir pris garde, avec quelque usurpation? Quoi qu'il en ait pu être, Jenkinson quand il se réclamait auprès d'Ivan IV du nom déjà connu de la reine Marie, obéissait à une inspiration heureuse. Les solutions de continuité n'entrent pas aisément dans l'esprit des princes qui font remonter l'origine de leur puissance à une longue suite non interrompue d'ancêtres. L'envoyé d'Élisabeth reçut l'ordre de se présenter devant le tsar. Le jour même, il était convié à un dîner de grand gala. Peu de temps après, encouragé par un favorable accueil, il osait demander s'il lui serait permis de traverser les domaines de l'empereur pour se rendre en Perse. La réponse trompa son attente. « Il ne fallait pas songer pour le moment à un pareil voyage. L'empereur avait l'intention d'envoyer par le Volga et la mer Caspienne une armée en Circassie. Les routes de ce côté deviendraient peu sûres. Si Jenkinson venait à périr, ce serait un déshonneur pour sa grâce. » Anthony était trop pénétrant pour ne pas reconnaître dans le motif qu'on lui alléguait une grossière défaite. Il dissimula néanmoins son désappointement et passa l'hiver de l'année 1561 à Moscou. La majeure partie des kersies qu'il avait emportés de Londres s'était facilement vendue en Russie; il n'avait plus rien à importer en Perse. Aussi, quand la saison fut venue de rentrer en Angleterre, s'empressa-t-il de solliciter ses passeports et « la faculté d'avoir des chevaux de poste pour son argent. » Le tout lui fut, sans la moindre difficulté, accordé.

Jenkinson achevait ses dernières dispositions de départ quand Osip Népéi vint chez lui. « Ne partez pas encore, lui dit-il, l'empe-

reur a été mal renseigné; la faute en est au secrétaire des étrangers, qui n'est pas mon ami. » Trois jours après, ce secrétaire avait complétement changé de langage : « Le plaisir de l'empereur n'était pas seulement que l'envoyé de la reine pût librement traverser ses domaines pour se rendre en Perse, l'empereur voulait aussi que des lettres de recommandation lui fussent remises pour les princes hircaniens, margiens et persans. » L'influence d'Osip Népéi triomphait, et Osip mettait son honneur à seconder l'ascendant britannique.

Les audiences de congé en Russie se donnaient à table. Le 15 mars 1562, on eût pu remarquer au nombre des convives d'Ivan IV deux ambassadeurs : l'envoyé de la reine Élisabeth et un envoyé du roi d'Hircanie. L'empereur ne se contenta pas de gratifier encore une fois Jenkinson d'une coupe d'hydromel; il voulut, après lui avoir fait remettre les lettres d'introduction promises, lui confier lui-même de vive voix « certaines choses d'importance. » Un instant suspendus, les événemens avaient repris leur cours; au mois de mars 1562, Ivan IV ne préparait plus l'envoi d'une armée en Circassie; il avait au contraire intérêt à maintenir la paix sur ses frontières méridionales, car ses possèssions baltiques se trouvaient sérieusement menacées.

Il suffit d'un coup d'œil jeté sur la carte pour s'expliquer les nombreuses convoitises qu'excitait l'héritage, dès cette époque ouvert, des chevaliers porte-glaives. Quel magnifique développement de cités crénelées, d'évêchés et de ports, présentait ce long littoral qu'ont fini par se partager la Russie et l'Allemagne! Après le territoire de la ville libre de Lubeck, après la Poméranie et la Prusse ducale, après Stettin, Stralsund, Dantzick et Kœnigsberg, si l'on continuait de se diriger à l'est, vers la baie au fond de laquelle débouche la Néva, on rencontrait d'abord la Courlande et Mittau, puis la Livonie et Riga, l'Esthonie et Revel, Narva enfin, marquant la limite occidentale de l'Ingrie : la Suède, le Danemark, la Pologne guettaient, comme la Russie, depuis longtemps cette proie; mais la Russie avait été la première à en emporter un lambeau. Alarmés des rapides progrès d'Ivan IV, les trois princes dont les conquêtes russes menaçaient de frustrer l'espoir, trouvèrent bon, en 1559, de s'entendre pour intervenir en faveur des chevaliers. Ivan dut accorder au grand-maître Kettler, une trève de six mois. La mort de Gustave Vasa, survenue le 29 septembre 1560, remit tout en question. Le successeur de Gustave, le roi Érik, couronné à Upsal le 29 juin 1561, inaugura son règne par la prise de Revel et par l'occupation du reste de l'Esthonie. Gothard Kettler venait d'opposer une résistance opiniâtre au tsar; il essaya de résister également au roi de Suède, mais la partie, cette fois, était

trop inégale. Gustave Vasa avait, en mourant, légué à son fils une armée régulière composée de 13,000 hommes de pied, de 1,400 cavaliers, et d'une garde allemande de 800 hommes. Ces troupes, pour la solidité, auraient difficilement trouvé des rivales en Europe.

Le bois et le fer ne faisaient pas défaut à la Suède affranchie. Le développement de la marine suédoise suivit de près l'extension de l'armée. Gustave Vasa n'eut besoin que d'appeler de Venise des constructeurs à son aide. En quelques années, les fiords suédois virent flotter plus de gros vaisseaux que n'en possédait alors aucune autre puissance. Quelle force les porte-glaives auraient-ils opposée à ce nouvel ennemi? Les bourgeois mêmes des villes se soulevaient contre eux. Kettler, dès le début, se sentit non-seulement compromis, mais livré. Il n'hésita pas. Pressé entre les troupes d'Érik et les légions d'Ivan, il chercha son salut dans une alliance intime avec les Jagellons. Déjà le grand-maître s'était lié par un pacte avec la Lithuanie. Il avait commencé par aliéner son indépendance pour un prêt de 600,000 florins; le 28 novembre 1561, il se reconnut définitivement, par le traité de Vilna, vassal et tributaire du roi de Pologne. Sigismond-Auguste le créa duc héréditaire de Courlande. Kettler eut la partie de la Livonie située sur la rive gauche de la Duna; la portion de cette province qui s'étendait à la droite du fleuve fut incorporée à la Lithuanie. Le dernier débris de l'ordre teutonique cessait d'exister. De cet ordre fameux, il ne restait plus que deux ducs, Albert de Brandebourg et Gothard Kettler, tous deux vassaux du roi dont les états touchaient aux états du tsar.

Un pareil arrangement ne pouvait manquer d'amener une rupture ouverte entre Sigismond-Auguste et Ivan IV. Tout l'avenir de la Russie était ce jour-là en jeu. Si la Russie se laissait refouler vers l'Orient quand le ciel lui envoyait, pour favoriser ses projets, la connivence inespérée de la Suède, il était facile de prévoir que ce ne serait pas le dernier avantage que les Polonais et les Lithuaniens obtiendraient sur la principauté de Moscou. L'heure était donc en 1562 solennelle, la crise, s'il en fut jamais, décisive. Ivan n'avait pas eu de peine à le comprendre, et, au moment même où il donnait audience à Jenkinson, ses troupes se rassemblaient déjà de toutes parts sur les frontières occidentales de la Russie. 300,000 hommes allaient investir Polotzk; Jenkinson pouvait en porter la nouvelle au sophi.

Le 27 avril 1562, l'intrépide voyageur sortait de Moscou et gagnait en poste Nijni-Novgorod. Là il trouvait l'ambassadeur qui avait dîné le 15 mars au Kremlin, et s'embarquait en sa compagnie sur le Volga. Le 10 juin, le Volga le déposait sur le rivage au bord duquel s'élève la ville des mendians et des mouches, la cité à demi

asiatique d'Astrakan. Le trajet de Moscou à la mer Caspienne s'était, la première fois, accompli en quatre-vingt-deux jours. Dans ce second voyage, où l'on préféra éviter les nombreux détours de la Moscova et de l'Oka, le même trajet n'avait demandé qu'un mois et demi. Il était donc à la rigueur possible de passer en quatre ou cinq mois de l'embouchure de la Tamise à l'embouchure du Volga; mais de cette embouchure au Cathay, quelque direction que l'on prît, il faudrait certainement, comme au temps de Marco-Polo, chevaucher pendant au moins une année. L'Inde était beaucoup plus rapprochée; c'était surtout à l'Inde qu'on se proposait d'arriver par la Perse.

Dès son arrivée au port d'Astrakan, l'ambassadeur du roi d'Hircanie trouva sa barque prête. Il ne jugea pas nécessaire d'attendre l'envoyé d'Ivan IV et d'Élisabeth. Pour le suivre sans trop de retard, ce dernier déployait toute son activité; ce ne fut néanmoins qu'au bout de trente-cinq jours qu'il put songer à se mettre en route. Le plus difficile avait été de se procurer un bateau convenable. Le bateau nolisé, il fallut l'équiper et y arrimer les marchandises que Jenkinson, avec l'assentiment des agens de la compagnie, avait, pour remplacer ses kersies vendus, tirées du magasin de Moscou. 50 mousquetaires, embarqués sur deux brigantins, accompagnèrent la barque de Jenkinson jusqu'au moment où elle eut dépassé certains endroits habituellement infestés de pirates; ils l'abandonnèrent ensuite à son sort. Le 19 juillet, Jenkinson voguait à pleines voiles, hors de vue de la terre, n'appréhendant plus aucun risque, ne pressentant devant lui nul écueil, quand tout à coup il tombe au milieu de bancs qui s'étendaient sur un long espace. Peu s'en fallut que l'ambassade ne disparût dans ce péril vulgaire. « Nous ne nous en tirâmes, écrit Jenkinson, que par miracle. »

Le 22 juillet, la barque n'avait pas encore atteint les côtes du Daghestan; elle se trouvait à 149 milles environ des bouches du Volga. Le vent était contraire et tendait à fraîchir. En pareille occurrence, un chétif bateau peut-il rien faire de mieux que de relâcher? Une grande et belle île que Jenkinson désigne dans son itinéraire sous le nom d'île Chatalet, semblait, avec le vent régnant, devoir offrir un excellent abri. Il fut malheureusement impossible d'arriver jusqu'à ce refuge. Jenkinson dut se résigner à laisser tomber l'ancre à 6 milles sous le vent par trois ou quatre brasses. On se trouvait à peu près en face de Manguslav, sur la rive opposée de la mer Caspienne. « Cette partie de la côte, nous apprend le vaillant agent de la compagnie moscovite, s'appelle Shascayl ou Coumyk. C'est un pays habité par des mahométans. Nous avions mouillé deux ancres; nous en perdîmes une et nous n'en possédions pas de rechange. Le vent et la mer augmentaient toujours, notre

barque faisait beaucoup d'eau; nous avions beau pomper continuellement, c'était à grand'peine que nous la maintenions à flot. Nous avions cependant jeté à la mer une bonne partie de nos marchandises. Notre chaloupe restée à la traîne cassa son amarre et fut emportée à la dérive. Si nous ne coulions pas sur place, nous devions nous aller perdre infailliblement sur la côte. Là nous serions tombés entre les mains de méchans infidèles qui attendaient, impatiens, notre naufrage. La tempête dura sept jours; ce furent sept jours de souffrances et d'angoisses. » La mer Caspienne n'est pas, comme on serait tenté de le croire, un lac toujours paisible, un réservoir intérieur d'où les ouragans se garderaient bien d'approcher. C'est au contraire une mer tempêteuse à l'excès, un océan qui compte 1,200 kilomètres du nord au sud, 300 de l'est à l'ouest, et dont la navigation était, au XVIe siècle, d'autant plus périlleuse qu'on l'affrontait avec des esquifs qui auraient dû à peine oser se hasarder sur des fleuves.

Enfin le 30 juillet le vent se calma en passant à l'ouest, et le temps s'embellit. Jenkinson leva l'ancre, déploya sa voile et fit route au sud. Le lendemain, il gouverna sur la terre. Il s'estimait alors à 150 milles de Chatalet, à 300 environ d'Astrakan. Le vent vint encore une fois l'arrêter dans sa marche; ce même vent le retint au mouillage jusqu'au 3 août. Le 4, un souffle de brise que le caprice du sort maintint jusqu'au soir favorable, suffit pour le conduire successivement de la côte de Shyrvansha au promontoire sur lequel s'élève aujourd'hui le poste fortifié de Petrowski, de ce cap aux premières terres du roi des Hircaniens et finalement à la ville de Derbent.

Jenkinson n'est pas seulement un marin, un marchand, un ambassadeur, un hydrographe. Nous avons de plus affaire à un lettré. Anthony ne se bornera pas à observer la latitude de Derbent, — latitude que par parenthèse il fixe à 41 degrés, tandis que la carte russe place cette ville sous le parallèle de 42° 5′, — il vous fera part de tout ce que lui ont appris, au sujet de la cité antique, les auteurs de l'antiquité. A l'exemple de Sébastien Cabot et des autres pilotes de quelque illustration, il paraît s'être complu dans la société peu fréquentée encore des Grecs et des Romains. « Derbent, nous dit-il, est une ancienne ville groupée, sur une colline, autour d'un vieux château. Bâtie de pierres de taille, à la façon de nos édifices, elle a des remparts très élevés et très épais. Elle fut fondée par Alexandre le Grand au temps où ce roi combattait les Perses et les Mèdes. Alexandre fit en même temps construire une muraille d'une hauteur et d'une épaisseur merveilleuses. Cette muraille s'étendait de Derbent jusqu'en Géorgie, c'est-à-dire jusqu'à la principale ville des Géorgiens, qui se nomme Tiflis. La muraille est aujour-

d'hui rasée ou en ruines; cependant on en retrouve facilement les fondations. Par cette construction, Alexandre s'était proposé d'empêcher les habitans du pays nouvellement conquis de s'enfuir et les ennemis de faire leurs invasions. La ville de Derbent est maintenant au pouvoir du sophi. »

Jenkinson n'avait relâché à Derbent que pour y renouveler sa provision d'eau douce. Il ne manqua pas cependant d'offrir au capitaine, gouverneur de la place pour le roi d'Hircanie, un présent convenable. Le capitaine en retour l'invita, ainsi que son équipage, à dîner. De Derbent il n'y avait plus grand chemin à faire pour atteindre le pied des derniers contre-forts du Caucase et pour se trouver en Asie. Jenkinson mit le cap au sud-est, puis bientôt au sud-sud-est. Quand il eut parcouru environ 80 milles, il reconnut, le 6 août 1562, la ville et le port d'Abcharon, séparés par un promontoire de la ville et du port de Bakou. Il y avait vingt et un jours qu'il voguait sur la mer Caspienne, cent et un jours qu'il avait quitté Moscou. Le métier de voyageur n'exigeait pas seulement alors de l'intrépidité; il demandait surtout une rare patience.

Le gouverneur d'Abcharon s'appelait Alcan-Moursi. « Il vint me trouver, raconte Jenkinson; je lui fis un présent, et il me donna une garde de quarante hommes pour veiller à ma sûreté : précaution nécessaire, car les voleurs sont nombreux dans ce pays. Nous avions déchargé notre barque et nous faisions bonne garde autour de nos marchandises. Le 12 août, des nouvelles arrivèrent du roi d'Hircanie; le gouverneur l'avait fait aviser de notre débarquement et de nos projets. Le roi donnait l'ordre que je l'allasse trouver le plus tôt possible. Quarante-cinq chameaux étaient prêts pour porter mes ballots; des chevaux l'étaient aussi pour m'emmener avec mes compagnons. Le 12 septembre 1562 nous nous mîmes en route. »

Le 18 septembre, la caravane arrive à Shamaki (Chemakha), dans la province à laquelle Jenkinson donne indifféremment le nom de royaume d'Hircanie ou de pays de Shirvan. « Le roi, dit Jenkinson, possède là une belle résidence. On me désigna mon logement, et je m'occupai sur-le-champ d'y mettre à l'abri mes marchandises. » Le lendemain, 19, le roi fit mander le voyageur anglais. Le monarque hircanien était alors campé sur de hautes montagnes éloignées de 20 milles environ de Shamaki. « Le séjour des palais, a dit le prophète, énerve; la tente rend le courage et la vigueur au guerrier. » Que faisait donc le roi Obdolokan — car tel était le nom du roi de l'Hircanie — sur le plateau élevé où il avait, depuis le commencement de l'été, fixé sa résidence? Un riche pavillon broché de soie et d'or était devenu son konak. Ce pavillon mesurait 16 brasses de long et 6 brasses de large. Sur le devant, coulait une belle fontaine d'eau claire. Le roi et sa noblesse ne connaissaient pas d'autre

breuvage. Obdolokan était de taille moyenne, de physionomie farouche. Il portait de somptueux vêtemens de soie et de draps d'or, tout parsemés de perles et de pierres fines. Sur sa tête reposait un haut bonnet pointu entouré d'une pièce de soie qui devait bien avoir au moins 20 yards de long. Sur le côté gauche se dressait un plumet maintenu dans une petite boîte d'or, dont les cloisons d'émail emprisonnaient les plus riches diamans de Golconde. Aux oreilles du souverain se montraient en outre accrochés deux longs pendans d'or à l'extrémité desquels brillaient deux magnifiques rubis. Le sol était garni d'épais tapis de laine. Sur ces tapis, on avait étendu un autre tapis carré brodé d'or et d'argent, qui occupait le centre de la tente. Là deux moelleux coussins servaient de siége et de trône au roi Obdolokan, assis, les jambes croisées, dans l'attitude familière aux divinités indiennes. La noblesse du royaume, également accroupie, entourait le monarque. Jenkinson fut introduit et, sur la main que lui tendit le prince, il appuya, se courbant jusqu'à terre, respectueusement ses lèvres. Obdolokan daigna l'inviter à s'asseoir. Il était naturel, en cette occasion, de se régler sur l'usage du pays. Jenkinson prit sans hésiter la posture des seigneurs et du prince; mais l'envoyé d'Élisabeth n'était pas évidemment habitué à débiter ainsi ses harangues. Le roi s'aperçut de son embarras et lui fit apporter un escabeau. L'heure du dîner approchait; les serviteurs s'occupèrent de mettre le couvert. On étendit les nappes, on apporta les plats; il y en avait cent quarante; « je les ai comptés, » affirme Jenkinson. Le repas terminé, on enleva les nappes, on en étendit d'autres et l'on servit sans retard le dessert: 150 plats contenant des fruits et maintes friandises se trouvèrent cette fois alignés à la suite l'un de l'autre. « Ainsi, dit Jenkinson, 290 plats passèrent, durant ce festin, sous nos yeux. A la fin du dîner, le roi me dit : « Sois le bienvenu ! » puis il donna l'ordre de puiser une coupe d'eau à la fontaine, en but une gorgée et m'offrit le reste. « Avez-vous, me demanda-t-il, d'aussi bonne eau dans votre pays? » Je répondis de façon à le satisfaire. Il me fit alors diverses questions touchant la religion et la géographie de nos contrées. » Ce qu'Obdolokan tenait surtout à connaître, c'était l'étendue respective des domaines de l'empereur d'Allemagne, du Grand-Turc et de l'empereur de Russie. « De ces trois princes, quel était le plus puissant? » Qu'il allât à Manguslav, à Sellizuri, à Ourgendj, à Boghar, qu'il relâchât à Derbent, prît terre à Abcharon ou visitât le pays de Shamaki, Jenkinson devait rencontrer la même préoccupation chez tous les Orientaux. Autour de cette question gravitait en effet la politique de la Perse et la politique du désert. Jenkinson nous donne ici la mesure de sa circonspection. Ce marin

était né pour être diplomate. « Je répondis, écrit-il à la compagnie, suivant ce qui me parut le plus convenable. » C'est fort bien; mais nous soupçonnons fort qu'il lui parut convenable d'exalter, au détriment de Soliman le Grand et de Ferdinand Ier, la puissance d'Ivan IV.

Obdolokan voulut ensuite savoir si son hôte avait l'intention de pousser plus avant son voyage, quel en était le but, quel en était l'objet. Jenkinson déclara qu'il était porteur de lettres de sa très excellente majesté la reine d'Angleterre pour le grand-sophi. La reine requérait, avec l'amitié de l'empereur de Perse, le droit de circulation pour ses sujets, un sauf-conduit pour leurs marchandises. Obdolokan approuva fort ce projet : non-seulement pour sa part il accorderait le passage réclamé à travers ses états, mais il fournirait de plus à Jenkinson une escorte. « La cour du sophi, ajouta-t-il, est à trente journées de marche de Shamaki. Le sophi habite, dans l'intérieur de la Perse, un château appelé Casbin. »

Le 24 septembre, l'envoyé d'Élisabeth fut de nouveau mandé au pavillon du roi. Obdolokan était encore au lit. « Son habitude, nous raconte Jenkinson, est de veiller la nuit, de festiner alors avec ses femmes, qui sont au nombre de 140, et de dormir ensuite une grande partie du jour. » Nous commençons à être édifiés sur les occupations du roi d'Hircanie. Ce ne fut qu'à trois heures de l'après-midi qu'Obdolokan sortit de sa couche; il en sortit pour se remettre à table. Pendant ce temps, Jenkinson, sur l'ordre du prince, prenait avec quelques gentilshommes de la cour sa part d'une brillante chasse au faucon; plusieurs grues tombèrent sous la serre des éperviers. A son retour au camp, dès qu'il approcha de l'entrée du pavillon royal, deux gentilshommes vinrent au-devant de lui. Chacun de ces gentilshommes portait sur le bras une robe, l'une de soie unie, l'autre de soie brochée d'or. Pour endosser ces nouveaux vêtemens, Jenkinson dut quitter sa pelisse de velours noir garnie de zibeline. Transformé par la munificence du roi en Persan, l'ambassadeur anglais passa dans la tente, fit humblement sa révérence au prince et lui baisa la main. Obdolokan était en ce moment de fort joyeuse humeur. A la fin du repas, il donna l'ordre d'apporter le sauf-conduit promis à Jenkinson, le lui remit et désigna son propre ambassadeur, l'ambassadeur revenu récemment de Russie, pour accompagner à Casbin l'ambassadeur anglais. La bienveillance d'Obdolokan n'était pas encore satisfaite. Jenkinson, avant son départ, reçut en présent un magnifique cheval qui lui fut amené tout harnaché. Quant aux marchandises dont se composait la pacotille fournie par le magasin de Moscou, elles traversèrent le pays d'Hircanie sans payer aucun droit. Le voyage commençait sous d'heureux auspices.

« L'Hircanie, nous apprend à cette occasion Jenkinson, s'appelle aujourd'hui le pays de Shirvan. Cette province eut jadis un grand renom. Elle renfermait des cités fortifiées et des villes ouvertes, de nombreux châteaux. Ses rois jouissaient alors d'un immense pouvoir; ils étaient en état de faire la guerre à la Perse. Aujourd'hui, tout est bien changé. Les cités et les villes, les châteaux même, sont tombés en ruines; le roi est sujet du sophi qui s'est emparé de ses domaines. La noblesse tout entière à été mise à mort; les murs des forteresses et des villes ont été rasés, et, à la grande terreur des Hircaniens, on a vu s'élever au centre de Shamaki une tour de pierres de taille ayant pour couronnement les têtes des gentilshommes exécutés par ordre du sophi. Du bord de la mer à la ville de Shamaki, on compte, en se réglant sur le pas des chameaux, sept journées de marche. Une autre ville, Arash (1), se trouve sur les confins de la Géorgie. Arash est la principale cité de l'Hircanie; elle en est aussi la cité la plus commerçante. C'est là que se fait la plus abondante récolte de soie grége. Les Turcs, les Syriens et d'autres étrangers viennent y trafiquer. Outre la soie, on trouve dans le royaume des noix de galle, du coton, de l'alun, toutes les espèces d'épices et de drogues apportées des Indes orientales; mais ces épices sont en petite quantité, car on n'est jamais sûr d'en avoir le débit. Non loin de Shamaki, on remarquait naguère un vieux château appelé Gulistan. Les anciens l'estimaient un des plus forts châteaux du monde. Alexandre le Grand l'assiégea longtemps avant de pouvoir s'en emparer. Le sophi l'a fait raser. Dans le voisinage, on rencontrait aussi un grand couvent de femmes, couvent connu au loin pour sa magnificence. La fille d'un roi y était enterrée. Cette princesse avait, dit-on, fait vœu de chasteté; son père voulut la contraindre à épouser un roi de Tartarie; elle préféra se donner la mort. Aujourd'hui les jeunes filles viennent une fois l'an aux lieux où on l'inhuma, pour y pleurer son tragique destin. En ce même pays existe une haute montagne; sur le sommet habitait un géant. Ce géant avait deux grandes cornes, les oreilles et les yeux d'un cheval, la queue d'une vache. Il gardait le passage de la montagne. Un saint homme gravit la colline, combattit le géant et le chargea de chaînes. Les Hircaniens professent une grande vénération pour le saint qui accomplit ce merveilleux exploit, mais il y a aujourd'hui de telles exhalaisons méphitiques sur la montagne, que personne n'en peut approcher. » Qu'a-t-on gagné dès lors à s'emparer du redouté géant? Le passage en est-il plus libre?

Après avoir pris congé d'Obdolokan, Jenkinson était retourné à Shamaki. Il y resta jusqu'au 6 octobre, occupé à se procurer des

(1) Arash est située par 40° 33′ de latitude nord, 45° 4′ de longitude est.

chameaux, des chevaux et tout ce qui était nécessaire pour son voyage. Parti de Shamaki le 6 octobre 1562, il arriva, quand il eut parcouru 60 milles environ, au village de Djavat (1). Le roi d'Hircanie possède en cet endroit une belle maison avec des vergers et des jardins remplis de fruits de toute espèce. Près de Djavat passe une grande rivière appelée Kour, qui prend sa source dans les montagnes de la Géorgie, traverse l'Hircanie et va se jeter dans la mer Caspienne, non loin d'Abcharon et de Bakou. A peine la caravane a-t-elle quitté Djavat, que le paysage change soudain d'aspect. La vallée que remontent lentement les chameaux est habitée par un peuple pasteur. Ce peuple, pendant la saison d'été, se tient sur les montagnes; en hiver seulement il descend dans la plaine. Jamais il n'a songé à bâtir villes ni habitations. Les femmes, les enfans, les bagages sont chargés sur des bœufs; toute la population se déplace avec ses richesses et avec ses bestiaux deux fois l'an. Il ne fallut pas moins de dix journées de marche pour sortir de cette longue vallée qui, malgré la fertilité dont elle eût pu faire preuve, restait abandonnée à une tribu sauvage. Le 16 octobre, Jenkinson atteint Ardébil. C'est dans la ville d'Ardébil que repose, après vingt et un ans de règne et de combats, le prédécesseur de Shah-Tamasp. Il y mourut en 1523. Ismaël ne fut pas seulement le fondateur de la dynastie des sophis, le destructeur de la dynastie du Mouton-Blanc. Son plus beau titre aux yeux de ses partisans est d'avoir été le roi des chiites. Tel est le nom que valut à Ismaël Ier l'inébranlable ferveur de sa foi religieuse. Le chiite convaincu a, par malheur, rencontré dans le sultan de Constantinople, dans Sélim Ier, un sonnite qui se croit également l'unique dépositaire des doctrines orthodoxes. Ce sonnite va faire une rude guerre au descendant du septième iman. On sait que les sonnites reconnaissent pour légitimes successeurs de Mahomet les trois premiers califes, Aboubekr, Omar et Osman; les chiites ne voient au contraire dans ces trois califes que des usurpateurs. Ali était le gendre de Mahomet; il avait épousé Fatime, sa fille chérie. C'était à lui, suivant les Persans, d'hériter de la puissance spirituelle et temporelle du prophète. Persécuté par la faction des Ommiades, assassiné à Koufa par un fanatique, Ali a emporté dans sa tombe la sainte et glorieuse auréole du martyre. En adoptant la doctrine des sonnites, les Turcs se sont faits les complices de ses meurtriers. Quelle réconciliation durable pourrait-il y avoir entre deux sectes séparées par de tels souvenirs? La nation qui pleure encore le trépas d'Ali et celle qui n'y voit qu'un acte de justice ne sauraient jamais, quoi qu'on fasse, unir sincèrement leurs mains et leurs prières.

(1) On pourra retrouver Djavat sur nos cartes modernes, à 34 milles environ dans le sud de Shamaki.

Peu s'en est fallu que Sélim Ier ne fît de Shah-Ismaël, de ce souverain resté si dévot à la mémoire d'Ali, un autre martyr. Sélim a envahi en 1514 l'Aderbidjan, et son artillerie, plus formidable encore que ses janissaires, a eu bientôt fait de disperser les armées persanes. Les victoires de Sélim ont brisé le cœur du sophi. Jenkinson a donc tout sujet d'espérer que Shah-Tamasp réserve un favorable accueil aux lettres du monarque qui, voisin comme lui, et comme lui ennemi naturel du Grand-Turc, pourrait si aisément l'aider à venger des injures accumulées depuis un demi-siècle.

L'ancien capitaine du *Primerose* n'est pas seulement parti de Londres et de Moscou pour faire la conquête du précieux privilége qu'Ivan IV et Élisabeth réclament de concert en faveur de la compagnie moscovite; il s'est également proposé de jalonner la route qu'auront à suivre un jour les caravanes en marche sur Ormuz. Les profits et pertes ne peuvent se calculer que sur une connaissance bien exacte des distances. Aussi Jenkinson a-t-il sans cesse recours à son astrolabe. « Ardébil, nous dit-il, est située par 38 degrés de latitude (1). C'est une ancienne ville de la province d'Aderavgan (2), où les princes de Perse sont généralement enterrés. Alexandre le Grand y avait établi sa cour quand il envahit la Perse. A quatre journées de marche, vers l'ouest, se trouve la ville de Tabris, appelée dans l'antiquité Tauris, — la plus grande ville des états du sophi. Le commerce de Tabris n'est plus cependant ce qu'il était jadis; il est même inférieur à celui d'autres villes persanes. » La déchéance de Tabris est encore un des tristes effets de l'invasion ottomane. Soliman le Grand n'a pas démenti le sang dont il sort. De 1523 à 1536, il a pris aux Persans Tabris, Bagdad et une partie de la Géorgie. Tabris a été mise à sac en 1532 et, depuis cette époque, le sophi a dû l'abandonner. Il a établi sa cour, à dix journées de marche de cette cité ruinée, dans la ville de Casbin. C'est vers Casbin que Jenkinson, continuant de descendre au sud, faisant à peu de chose près route au sud 35 degrés est, achemine en quittant Ardébil ses chameaux. A Casbin, il sera, si nous nous en rapportons à nos notions modernes, à 80 milles marins de Téhéran, à 240 d'Ispahan, à 660 d'Ormuz.

Le voyage d'Abcharon à Casbin est autrement facile que celui de Manguslav à Boghar. Il n'aura demandé en tout que vingt-sept jours de marche. Le 2 novembre 1562, la caravane anglaise s'arrête dans la ville où le grand-sophi tient sa cour. On lui assigne sur-le-champ un logement non loin du palais du roi. Deux jours se passent à peine, Shah-Tamasp ordonne au fils d'Obdolokan, au prince Shali-Moursi, de faire appeler et d'interroger Jenkinson. Au

(1) En réalité par 38° 20'.

(2) Aderavgan ou Aderbidjan, c'est toujours la province dont Tabris est la capitale.

nom du sophi, Shali-Moursi demande à Jenkinson comment il se porte et l'invite à dîner. Jenkinson trouve la table du prince presque aussi bien garnie que celle d'Obdolokan. Ce traitement splendide le dédommage un peu des longues fatigues et des privations du voyage. Ainsi fêté, comment Anthony pourrait-il douter davantage du succès? Dès le lendemain, il envoie son interprète déclarer sans plus de façon au secrétaire du sophi qu'il apporte des lettres de sa très gracieuse souveraine, « madame la reine du royaume d'Angleterre. » Il ne dit mot encore des lettres d'Ivan IV. « Les motifs de sa venue, a dû ajouter l'interprète, sont très clairement exposés dans ses lettres. Jenkinson désirerait, quand on le trouvera bon, être introduit devant sa majesté. » Le sophi fait répondre qu'il a en ce moment de fort grosses affaires. Que Jenkinson cependant se rassure, il ne tardera pas à être mandé au palais; il peut toujours préparer ses présens, s'il en a, comme on le suppose, apporté.

Quand les communications étaient peu rapides, les souverains avaient le temps de changer plus d'une fois d'idée, avant que tel ambassadeur dont leur contenance politique pouvait avoir encouragé l'envoi eût franchi la distance qui séparait les deux capitales. Le jour où Jenkinson s'embarquait sur le Volga en compagnie d'un envoyé du roi d'Hircanie, il dut croire le sophi résolu à chercher contre l'ennemi séculaire de la Perse des alliances jusque dans les cours de la chrétienté. Telle paraît avoir été en effet un instant l'intention de Shah-Tamasp. Ce prince avait donné asile au fils rebelle du Grand-Turc. Le 7 juillet 1561, Baïezid, vaincu par le vizir Mohammed Sokolli, se réfugia en Perse avec ses quatre fils et avec les débris de son armée. Shah-Tamasp l'entoura des plus grands honneurs. Le fils d'Ismaël jetait ainsi le défi au sultan. Oserait-il bien lutter contre la fortune d'un monarque qui commanda treize fois en personne ses armées, mit le siége devant Vienne, ravit la Morée aux Vénitiens, Rhodes aux hospitaliers, Belgrade aux Hongrois, et ne rencontra de rival digne de lui que Charles-Quint? La tâche était trop forte pour le fils d'Ismaël; il en désespéra. « Quatre jours avant que j'arrivasse à Casbin, nous raconte Jenkinson, y était arrivé l'ambassadeur du Grand-Turc. Il était envoyé à la cour du sophi pour y conclure une paix perpétuelle. Cet ambassadeur apportait en présent de l'or, de beaux chevaux richement harnachés, d'autres cadeaux dont la valeur se montait à 40,000 livres sterling. La paix fut conclue, et on la célébra par de grandes fêtes, des cavalcades, des solennités de toute sorte, sans négliger de la sanctionner par les plus forts sermens, prononcés au nom du Koran. Les deux souverains devaient vivre désormais comme des frères et s'unir contre tous les princes qui entreraient en guerre avec eux ou avec l'un d'eux. Pour montrer la sincérité de ses in-

tentions, le sophi donna l'ordre de mettre à mort le fils du Grand-Turc, sultan Bajazet. Ce Bajazet passait pour un vaillant prince. Il était venu chercher un asile à la cour du sophi et y résidait depuis quatre ans. Le Turc demandait qu'on lui remît son fils; le sophi se refusait à le livrer. Quand le prince eut été tué suivant le désir des Turcs, le sophi envoya sa tête au grand-seigneur. Ce père dénaturé la reçut comme la plus agréable offrande que son récent allié pût lui faire (1). »

Pendant que Jenkinson était à Shamaki, le sophi probablement hésitait encore, ou du moins tenait-il à jeter jusqu'à nouvel ordre un voile sur ses desseins. Jenkinson fut adroitement sondé dès cette époque par le roi de Shirvan, — c'est sous ce nom que l'envoyé de la reine d'Angleterre a pris l'habitude de nous désigner depuis quelque temps le roi d'Hircanie. « Les Anglais, lui demanda un jour Obdolokan, sont-ils les amis des Turcs? — Jamais, s'empressa de répondre Jenkinson, nous n'avons vécu en bonne intelligence avec eux. » Parole imprudente dont l'envoyé d'Élisabeth, mis par le rusé Hircanien hors de garde, eut plus tard sujet de se repentir! « Les Turcs, avait ajouté, croyant faire acte d'habileté profonde, le pauvre Jenkinson, ne nous laissent pas traverser leur pays pour pénétrer dans les possessions du sophi. Il y a une nation, peu éloignée de nous, qui vit au contraire dans une grande intimité avec les Turcs. Cette nation s'appelle les Vénitiens. C'est elle qui transporte dans les domaines du Grand-Turc nos marchandises et qui nous en rapporte en échange des soies gréges. Nous pensons que ces soies doivent venir de Perse. S'il plaisait au sophi et aux autres princes de ce royaume de laisser nos marchands commercer directement dans leurs provinces, s'ils voulaient bien nous accorder des passeports et des saufs-conduits, comme le Turc en a octroyé aux Vénitiens, la Perse serait approvisionnée de nos produits et aurait une issue facile pour les siens, quand bien même il ne viendrait jamais un Turc sur ses terres. »

Le roi d'Hircanie parut très bien comprendre ce raisonnement et s'en montra charmé. « Il allait, assura-t-il, en écrire au sophi. Le sophi s'empresserait sans doute de concéder un privilége qui ne devait pas offrir de moins sérieux avantages à ses sujets qu'aux sujets de la puissante reine d'Angleterre, de France et d'Irlande. » Mais, hélas! c'est surtout en Orient que la distance est grande de la coupe aux lèvres. Un ambassadeur qui venait de payer 400,000 pièces d'or la tête de Bajazet n'était pas un ambassadeur

(1) Réfugié en Perse le 7 juillet 1561, Bajazet aurait été mis à mort, s'il en faut croire les annales ottomanes, le 25 septembre de la même année. Le voyageur anglais nous fournit d'autres dates; les détails dans lesquels il entre ne seraient-ils pas de nature à faire pencher la balance de son côté?

que l'on pût se flatter de trouver en défaut. L'envoyé du sultan ne tarda pas à être au courant des desseins éventés par l'adroite astuce du roi d'Hircanie. Il prit sur-le-champ ses mesures pour les faire avorter. « La guerre, ne peut s'empêcher de remarquer avec quelque mélancolie Jenkinson, eût beaucoup avancé mes affaires. Les choses, pour notre malheur, tournèrent autrement. » Une amitié cimentée par le sang d'un fils et d'un hôte pouvait-elle en effet, tant que Shah-Tamasp et Soliman vivraient, songer à se démentir? Le 20 novembre 1562, Jenkinson est tout à coup mandé chez le sophi. Il s'y rend vers trois heures du soir. Arrivé à la porte du palais, les serviteurs du sophi ne lui laissent pas le temps de descendre de cheval. Avant même qu'il ait touché terre, ils lui ont mis aux pieds une paire des propres souliers de leur maître, de ces sortes de pantoufles qu'on appelle en persan des *basmaks* et que le souverain porte, quand il se lève la nuit, suivant sa coutume, pour prier. Les Persans n'auraient pas voulu laisser un giaour appuyer ses chaussures immondes sur le parvis sacré. « Singulières gens! fait observer avec indignation Jenkinson, qu'on voit estimer infidèles et païens tous ceux qui refusent de croire à la sainteté de leurs sales et faux prophètes. » Le calme habituel du grand voyageur en ce moment l'abandonne. Pardonnons-lui, car, en vérité, une cruelle déception l'attend. Pas un seul de ses compagnons ou de ses serviteurs n'est admis à pénétrer dans la cour où il vient de chausser les royales babouches. Les Persans ne font d'exception que pour son interprète. Les présens qu'il apporte ont été partagés en un certain nombre de lots. Chaque lot est confié à un serviteur persan. Toutes ces précautions injurieuses ne présagent rien de bon. Jenkinson, impatient, est enfin introduit devant sa majesté. Il s'avance « avec le respect qu'il juge, nous apprend-il, nécessaire de montrer, » puis il remet à la fois les lettres de la reine et le présent de la compagnie : le sophi les reçoit. « De quel pays des Francs arrive cet étranger? quelles sont les affaires qui l'amènent en Perse? » Jenkinson répond qu'il vient de la fameuse cité de Londres, capitale du noble royaume d'Angleterre. Il a été envoyé en Perse par sa très excellente et très gracieuse souveraine, Madame Élisabeth, reine dudit royaume. Il vient pour établir une amitié sincère entre les deux états, pour obtenir un libre passage en faveur des marchands anglais, afin qu'ils puissent apporter en Perse leurs produits, en exporter les produits persans, le tout à l'honneur des deux princes, à l'avantage de l'un et de l'autre royaume, au bénéfice des sujets de la reine et des sujets du sophi. « En quelle langue sont écrites les lettres qui vous ont été confiées? demande Shah-Tamasp. — Elles sont écrites en latin, en italien et en hébreu. — C'est très bien, dit le prince. Nous n'avons personne dans notre royaume qui comprenne une seule de

ces trois langues. — Il est impossible, réplique Jenkinson, qu'un si grand souverain ne trouve pas dans l'étendue de ses vastes domaines des gens de toutes les nations pour interpréter les lettres qu'il reçoit. » Sans insister, le sophi passe incontinent à un autre sujet. Il interroge Jenkinson sur la situation des divers états de l'Europe, sur la puissance de l'empereur d'Allemagne, du roi Philippe II, du Grand-Turc. « Quel est le plus puissant de ces trois monarques? » A cette dernière question, Jenkinson se recueille. Réflexion faite, il croit devoir répondre d'une façon évasive, « ne dépréciant pas trop le Grand-Turc, à cause de l'alliance récemment conclue. » Mais voici le sujet délicat qui approche.

Le sophi va subitement passer de la politique à la religion. « Jenkinson est-il un giaour, c'est-à-dire un mécréant, ou un serviteur de Mahomet? — Je ne suis ni un mécréant, ni un mahométan, répond Jenkinson; je suis un chrétien. » A ces mots le sophi s'est brusquement tourné du côté du roi de Géorgie. Chrétien lui-même, le roi de Géorgie a été récemment attaqué par le Grand-Turc et a dû chercher un asile auprès du shah de Perse. « Un chrétien, dit le roi, est celui qui croit en Jésus-Christ, qui affirme que Jésus est le fils de Dieu et le plus grand des prophètes. — Est-ce là ta croyance? demande à l'inébranlable Anglais le sophi. — Oui, c'est ma croyance. » Ni le cœur ni la voix de Jenkinson n'ont tremblé. L'envoyé d'Élisabeth, en cette occasion solennelle, ne voudrait pas plus renier son Dieu que sa reine. « Ah! tu es un infidèle! s'écrie le sophi. Eh bien, apprends que nous n'avons pas besoin ici de l'amitié des infidèles. » Et d'un geste impérieux, Shah-Tamasp fait comprendre au giaour qu'il peut se retirer. « Je fus bien aise, nous avoue Jenkinson, d'en être quitte à ce prix. Je fis ma révérence et m'en allai, accompagné d'autant de gentilshommes qu'il y en avait eu chargés de m'introduire. Derrière moi marchait un Persan portant un bassin plein de sable. Du pied du trône jusqu'à la porte de la cour extérieure il jeta de ce sable pour effacer la souillure de mes pas. »

S'il se proposait de rassurer les Turcs et de leur faire oublier ses velléités d'alliance avec la Russie, Shah-Tamasp, on en conviendra, n'avait pas laissé de jouer avec assez d'habileté son rôle. Il ne suffisait pas cependant d'avoir repoussé avec indignation la main impure des Francs, il fallait savoir quels étaient au fond leurs projets. Le sultan et le sophi avaient tous deux une revanche à prendre contre les Portugais qui se maintenaient obstinément à Diù et à Ormuz. Les galères expédiées de Suez avaient été détruites, les janissaires, jusque-là invincibles, exterminés. Les Portugais étaient un grand peuple. Pour le sophi il n'existait que deux sortes de giaours : Les Francs et les Russes. Les Francs étaient ce peuple

qui occupait Ormuz et avait ravi aux Persans le commerce des perles. Jenkinson se disait Anglais; l'Angleterre était probablement une province vassale du Portugal. Sur le terrain de la cosmographie le roi des chiites n'en eût guère remontré au Fils du Ciel. Comment espérer qu'au sein de ses montagnes il eût appris ce que Soliman, établi sur les bords du Bosphore, ne connaissait peut-être encore que d'une façon assez vague? Le premier soupçon qui vint à l'esprit de Shah-Tamasp, c'est que Jenkinson, sous son titre d'envoyé, cachait un espion, et que cet espion venait étudier les chemins par lesquels on pouvait arriver de la mer des Indes au cœur de la Perse. Shah-Tamasp se promit d'éclaircir les doutes qu'il avait conçus à ce sujet. Par ses ordres, l'envoyé de sa majesté britannique se vit entouré d'une foule de gentilshommes qui ne négligèrent rien pour effacer la fâcheuse impression qu'avait dû produire sur Jenkinson la scène du 20 novembre. On lui conseillait de ne pas perdre courage, on lui promettait qu'il serait toujours bien traité; le fils du roi d'Hircanie entre autres ne cessait d'affirmer à ce chrétien, dont il s'était fait le protecteur, qu'avec de la persévérance, en ayant soin de saisir pour renouveler sa requête une occasion favorable, il verrait changer complétement les dispositions du sophi. Par quelle voie comptait-il, une fois le privilége qu'il réclamait obtenu, s'en retourner dans son pays? Reprendrait-il le chemin qui l'avait amené ou préférerait-il la voie d'Ormuz et des vaisseaux portugais? Jenkinson flaira quelque piége. « Les Portugais, dit-il, ne sont pas nos amis. Tant qu'ils seront à Ormuz, je ne me soucie pas d'y aller. » Informé sur-le-champ de cette réponse, le sophi voit déjà Jenkinson sous un meilleur jour. Il juge cependant nécessaire, avant de prendre un parti, de se consulter avec sa noblesse.

Peut-on réellement entrer dans les vues de ce Franc? Il semble, en somme, avoir entrepris le voyage de Perse à bonne intention. Ne faudrait-il pas, tout au moins, le renvoyer avec des lettres et avec des présens? La plupart des membres du conseil ne furent pas de cet avis. La nouvelle de ce bon traitement serait, suivant eux, bientôt portée à la connaissance du Turc; le Turc assurément en prendrait ombrage et l'alliance récemment conclue pourrait s'en ressentir. Le sophi n'avait aucun intérêt à se lier d'amitié avec des mécréans dont les pays étaient si éloignés de la Perse. Il valait beaucoup mieux expédier le giaour avec ses lettres de créance au Grand-Turc. Le sophi, du coup, est fort ébranlé. Il n'attendait, dit-on à Jenkinson, que le départ d'une ambassade, dont l'envoi prochain était résolu, pour faire prendre sous bonne garde la route de Constantinople au giaour qui avait, par son imprudence, failli jeter un nuage sur les rapports du shah et du sultan. Prévenu par son fils de ce qui se tramait à Casbin, le roi d'Hircanie ne laissa

pas de juger le jeu périlleux. Toutes les relations entre la Russie et la Perse vont être, par ce procédé brutal, violemment interrompues. L'alliance de Soliman II n'est pas tellement solide qu'on ne puisse avoir quelque jour besoin des secours d'Ivan Vasilévitch. Jenkinson a été l'hôte d'Obdolokan; c'est sur la foi du prince, sous l'escorte de ses soldats, que ce Franc a poursuivi son chemin vers Casbin. S'il lui arrive malheur, le tsar ne s'en prendra peut-être pas à la Perse; il s'en prendra certainement à l'Hircanie. Le sophi, au dire de Jenkinson, faisait très grand cas du roi des Hircaniens. Au mérite d'être le plus vaillant de ses princes feudataires, Obdolokan joignait le mérite, non moins grand à ses yeux, d'être son parent. Shah-Tamasp pesa donc mûrement les observations qu'Obdolokan lui fit soumettre par son fils Shali-Moursi. Le résultat de ces réflexions aboutit enfin au parti le plus honnête à la fois et le plus prudent. Le 20 mars 1563, après quatre mois d'inquiétudes et d'angoisses, Jenkinson reçut un riche vêtement de draps d'or et fut congédié, « sans qu'on lui eût fait aucun mal. » Le 30 mars, il arrivait à la ville d'Ardébil, le 15 avril à Djavat, où le roi Obdolokan avait pour le moment fixé sa résidence; le 21, il se retrouvait au bord de la mer. Sa barque était prête; il y fit sur-le-champ charger ses marchandises, — car il ne revenait pas de Perse les mains vides, — et il n'attendit plus pour se mettre en route qu'un bon vent. La traversée d'Abcharon, à l'entrée du Volga, ne fut pas plus exempte d'épreuves et de vicissitudes que ne l'avait été, deux ans auparavant, le trajet de Manguslav à la bouche orientale de ce fleuve. La barque n'était pas moins chétive; le ciel se montra tout aussi capricieux. L'habileté nautique de Jenkinson triompha des difficultés de ce second retour, comme elle avait déjà eu raison des contre-temps du premier voyage. Le 30 mai, le port d'Astrakan s'ouvrait de nouveau à la voile anglaise; le 10 juin, Anthony refoulait le courant du Volga sous l'escorte de 100 mousquetaires; le 15 juillet, il touchait à Kazan; le 20 août 1563, à Moscou.

Ivan Vasilévitch avait bien employé le temps que Jenkinson venait de passer en Perse et sur la mer Caspienne. Le victorieux tsar était maître de Polotzk, une trêve tenait en suspens les armes de la Pologne, et les succès du fils inconstant de Gustave Vasa, de ce roi devenu par son ambition le plus utile et le plus inattendu des alliés d'Ivan IV, semblaient garantir à la Russie que cette trêve, acceptée à regret par Sigismond-Auguste, serait de quelque durée. Jenkinson arrive à propos. Que va-t-il annoncer au tsar? Que l'on fait en Perse peu de cas des recommandations des souverains chrétiens; que l'envoyé d'Élisabeth, le protégé d'Ivan Vasilévitch a failli prendre le chemin du Bosphore, adressé pieds et poings liés au Grand-Turc. Jenkinson n'est pas homme à insister sur des détails qui semble-

raient trahir le souvenir ému d'un danger personnel; il a mieux à faire. Il montre à Ivan IV, à ce roi fortuné qui après trente années de règne n'a pas cessé un instant de voir s'agrandir son empire, de nouvelles conquêtes à entreprendre, de nouveaux peuples à recueillir ou à subjuguer. Le roi de Géorgie ne se fie qu'à demi à la protection du monarque persan. Il a fait suivre secrètement l'agent d'Élisabeth à Shamaki. Un Arménien se présente en son nom; le roi lui a fait part de ses peines. « Il se trouve enfermé entre deux cruels tyrans, le Grand-Turc et le sophi. Il supplie Jenkinson par l'amour du Christ, puisque lui aussi est chrétien, de lui envoyer par cet Arménien quelques consolations, de lui faire savoir comment il pourrait s'aboucher avec l'empereur de Russie. L'empereur consentirait-il à le soutenir? Que Jenkinson expose à l'empereur sa situation. Le roi lui aurait écrit lui-même, s'il n'eût craint que son messager ne fût arrêté en route. » Jenkinson n'a pas hésité à se porter garant des dispositions du tsar. Peut-on douter qu'Ivan Vasilévitch ne s'empresse de venir en aide à un roi chrétien? Le roi de Géorgie ne sait par quel chemin faire passer en Russie son émissaire. Qu'il le dirige par le pays des Circassiens! Le prince de ce pays, dont Ivan IV a épousé la fille, favorisera certainement une démarche qui ne saurait être qu'agréable à son gendre. »

Deux jours après, Jenkinson envoie un des employés de la compagnie, Édouard Clerk, de Shamaki au plus grand marché de soie de toute la Perse, à Arash. D'Arash, Clerk trouvera facilement le moyen de gagner la Géorgie, s'il sait se glisser dans quelque caravane de marchands arméniens. Clerk part, mais il est reconnu en route et doit se tenir pour heureux de pouvoir revenir, sans être molesté, sur ses pas. Est-ce tout? Non! Jenkinson a encore une plus sérieuse ouverture à faire au tsar. Le roi d'Hircanie lui-même paraît bien chancelant dans sa fidélité. Il ne s'est pas contenté de faire à Jenkinson cadeau de deux vêtemens de soie et de le congédier avec la plus grande faveur, « il lui a confié maint secret pour qu'il en fît part de vive voix à l'empereur de Russie. » La Perse est un grand pays, divisé en plusieurs royaumes. Elle touche par le sud à l'Arabie et à l'Océan-Oriental, par le nord à la Tartarie et à la mer Caspienne, par l'est aux provinces de l'Inde, par l'ouest à la Chaldée, à la Syrie et aux autres pays des Turcs. Son immense étendue ne peut que favoriser l'invasion. Les Persans, il est vrai, sont fiers et courageux; ils s'estiment la première nation du monde, mais leur prince, âgé de cinquante ans, paraît peu à craindre. Effrayé des progrès du Grand-Turc, il se fie plus à ses montagnes qu'à ses cités et à ses châteaux. Il a fait raser ses forteresses, fondre son artillerie, afin que l'ennemi ne trouvât pas à s'établir sur son territoire. Shah-Tamasp est de taille moyenne et a cinq enfans. Il

croit à sa sainteté et prétend descendre du sang de Mahomet et de Mourça-Ali. Son pouvoir n'est cependant pas si bien affermi qu'il ne se croie obligé de retenir en prison l'aîné de ses fils, dont sa pusillanimité redoute l'activité et le courage. Tels sont les détails qu'apporte à Moscou Jenkinson. Par quel émissaire russe Ivan IV eût-il pu être aussi bien renseigné? Quel boïar, quel *kniaz* eût aussi chaleureusement pris ses intérêts? Si les Moscovites ont attendu trois cents ans pour étendre leur empire jusqu'à Tiflis, Erivan et Boghar, ce n'est pas assurément la faute de Jenkinson; les Russes ne peuvent s'en prendre qu'aux troubles qui suivirent le règne d'Ivan IV. « Je reconnais vos bons services, a dit l'empereur à ce fidèle Anglais. Je vous en remercie et je vous en récompenserai. Préparez-vous à entreprendre bientôt de nouveaux voyages et à vous occuper encore de mes affaires. »

Jenkinson passa tout l'hiver à Moscou, mais ce ne fut pas en Perse que le renvoya Ivan IV. Le tsar jugea plus utile de donner à la reine d'Angleterre l'occasion d'entendre d'une bouche dévouée et convaincue ce que valait réellement l'amitié à laquelle, en 1561, elle semblait vouloir attacher tant de prix. Ivan ne se laissait pas éblouir par une prospérité jusque-là sans exemple; il sentait instinctivement s'amasser autour de lui l'orage. Pour étayer son œuvre chancelante et encore mal assise, il devait naturellement chercher de tous côtés des appuis. Jenkinson part enfin de Moscou le 28 juin 1564; le 9 juillet, il s'embarque sur le *Swallow*. La traversée fut rude et périlleuse. Échappé aux dangers de la mer Caspienne, Jenkinson faillit, sur l'Océan du nord, perdre « son navire, ses marchandises et la vie. » Le 28 septembre, il arrivait à Londres.

Pendant qu'il s'y occupe des affaires d'Ivan IV, qui s'occupera dans les états du tsar des affaires de la compagnie? La compagnie n'a jamais manqué de serviteurs intrépides. Thomas Alcock, George Vrenne, Richard Cheinie se sont, au premier appel d'Henry Lane, embarqués sur la Moscova. Jenkinson leur a suffisamment indiqué le chemin; ils suivront ses traces et iront à leur tour cultiver les germes ingrats déposés sur la terre persane. Thomas Alcock n'est pas d'ailleurs un nouveau venu en Russie. Son nom nous apparaît, dès l'année 1558, au milieu des feuillets poudreux de la chronique d'Hakluyt. Thomas n'affronte pas alors la perfidie musulmane; c'est au courroux du roi de Pologne qu'il s'expose. Il a loué à Smolensk un Tartare qui a promis de le conduire par la Pologne à Dantzick. En route, on l'arrête et on lui met, pour le garder plus sûrement, les fers aux pieds. Après une longue détention, il comparaît, le jour de la Saint-George, « devant le maréchal. » Sigismond-Auguste tient à montrer son insigne bonté et sa misé-

ricorde. Le prisonnier est libre, mais qu'il parte sur-le-champ pour l'Angleterre et n'essaie pas de se rendre ailleurs. Alcock réclame avec énergie les effets qu'on lui a enlevés : son épée, ses bottes, un arc et des flèches achetés à Smolensk et qui lui ont coûté quatre marcs d'argent. Il réclame son traîneau, son feutre, son livre de comptes et surtout « le Jardin des saintes prières. » Le roi lui fait dire de remercier Dieu d'avoir gardé sa tête. A courir la Pologne, Alcock a pris le goût des voyages. Les prisons du roi Sigismond ne paraissent pas lui avoir laissé un trop mauvais souvenir. Le 20 octobre 1563, nous le rencontrons sur la route de Shamaki à Casbin. A son retour de Casbin, il s'arrête à Djavat. Le roi Obdolokan est resté le débiteur de la compagnie. Alcock pense que le moment est venu pour la compagnie d'être payé. Il dresse à cet effet une supplique et la présente « au roi devant ses ducs. » N'est-ce pas ainsi que les Anglais ont réglé leurs comptes avec Ivan IV? Mais le roi d'Hircanie est mal disposé. Parti en avant avec les marchandises George Wrenne a pu gagner sans encombre Shamaki. Il est à peine à Shamaki depuis trois jours qu'il apprend le fâcheux accident survenu à son compagnon. Alcock a été assailli et massacré sur la route. Comment se flatter qu'on parviendra jamais à établir un commerce dans ce pays barbare où l'on traite ainsi les marchands?

Les Anglais, on le sait, ne renoncent pas facilement à leurs desseins. Tout s'est expliqué : la mort d'Alcock n'a été qu'un malentendu. Le 26 avril 1566, Jenkinson n'est pas de retour à Moscou, mais Arthur Edwards est à Shamaki. « On raconte ici, écrit-il, que le roi Philippe a livré à Malte une grande bataille aux Turcs et leur a pris 70 ou 80 de leurs principaux capitaines. » Ce n'est pas encore la bataille de Lépante, c'en est déjà le jour avant-coureur. Les chevaliers de Malte ont vengé les hospitaliers de Rhodes; il faut désormais compter avec les chrétiens. La chrétienté, par malheur, n'est pas unanime, et, même après Lépante, le croissant ne cessera pas de régner en maître dans la Méditerranée. Qu'importe au Grand-Turc le mécontentement de l'Espagne, l'indignation de Rome, l'hostilité déclarée de Venise? Les ports syriens en seront-ils moins bien approvisionnés quand, au lieu de galions vénitiens, ils recevront de bons *ships* anglais? Ainsi donc, — amère et bizarre ironie du sort! — voilà ce que rapportent les plus glorieux triomphes : Le grand-maître de Malte et don Juan d'Autriche auront vaincu pour faciliter l'écoulement des draps que n'ont pas réussi à placer Jenkinson et Thomas Alcock.

E. Jurien de La Gravière.

LA

PRODUCTION HOUILLÈRE

EN ANGLETERRE ET EN FRANCE

II.

LA QUESTION DE L'EXPORTATION DES HOUILLES (1).

1. *Question des houilles.* — *Mission de M. de Ruolz en France et en Angleterre,* 3 vol. in-4°. Paris 1872-1875. Imprimerie nationale. — II. Rapport de la commission d'enquête sur l'état de l'industrie houillère en France. Paris 1874. — III. *Mineralische Kohle,* Bericht von J. Pechar und A. Peez (Rapports officiels autrichiens sur l'exposition de Vienne). Wien 1874.

I.

L'industrie houillère de la Grande-Bretagne est comme un arbre puissant dont les rameaux répandent de l'ombre sur toutes les contrées du globe. Sur sa riche moisson, les autres nations lèvent la dîme, car c'est juste le dixième de sa production houillère qu'elle expédie à l'étranger. « Partout où se montre une voile, où un *steamer* marque son sillage sur le flot bleu, dit M. Pechar, soyez sûr que la houille anglaise n'est pas loin. Elle va dans plus de huit cents ports; c'est dire qu'elle ne manque nulle part. C'est le pionnier du commerce anglais, l'éclaireur qui frappe à toutes les côtes, qui pénètre dans toutes les embouchures et remonte tous les fleuves. En triomphant jusqu'à ce jour de tous ses concurrens, elle a fourni

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

la meilleure preuve du bas prix relatif du combustible anglais, et en même temps celle de la puissance de l'industrie anglaise, dont les produits sont pour la plupart obtenus par le moyen du charbon. »

Ceux qui ont visité l'exposition universelle de Vienne et se sont arrêtés un instant devant les cartes de la circulation des houilles dans les divers pays ont dû remarquer les larges courans d'exportation qui partaient de la Grande-Bretagne pour envahir toutes les mers. Ces courans sillonnent la Manche, la Mer du Nord, couvrent la Baltique, bordent les côtes de la France et de l'Espagne, traversent le détroit de Gibraltar pour s'épanouir dans la Méditerranée, d'où ils pénètrent dans la Mer-Noire et, par le canal de Suez, dans la mer des Indes; de place en place, des dépôts de charbons marquent les étapes de la domination maritime de l'Angleterre. De cet ensemble, qui constitue le grand courant d'exportation oriental, se détache une branche occidentale dont les ramifications vont au Cap, à l'Amérique du Sud, aux Antilles, et même aux États-Unis, où la houille anglaise ose encore braver le combustible indigène.

Le charbon est par lui-même un objet d'échange suffisamment rémunérateur. Dès 1864, quand l'exportation houillère de la Grande-Bretagne ne dépassait pas encore 8 millions de tonnes, elle lui procurait des recettes qui se chiffraient par 250 millions de francs, dont 100 millions pour les charbonniers et 150 millions pour les armateurs, car la valeur du charbon augmente rapidement à mesure qu'il s'éloigne des lieux de production. La tonne de houille qui, sous vergues à Newcastle, revient à 12 francs, a doublé de prix à Bordeaux, où elle est vendue 25 francs; à Gênes, elle vaut déjà 35 francs, à Madras 50, à Changhaï 70 ou 80 francs. On le voit, une fois arrivée dans les ports d'outre-mer, la houille n'est plus la matière presque vile qu'on extrait avec insouciance et qu'on expédie sans ramasser les bribes; elle est devenue une marchandise de prix que l'on écoule avec un honnête bénéfice et qui supporte des frais de transport élevés. Il s'ensuit que les navires peuvent prendre un chargement de houille au même titre que le fret commercial ordinaire, c'est-à-dire simplement en vue du profit qu'en donnera la vente sur les marchés étrangers. Et où trouveraient-ils un fret aussi facile à obtenir, aussi peu embarrassant, aussi aisé à placer que la houille? Mais en outre elle est précieuse comme fret de sortie.

Le fret de sortie, c'est un lest utile, un lest qui rapporte au lieu de coûter. Le lest ordinaire coûte de 1 à 4 francs la tonne, selon le port de départ, sans compter qu'il faut encore payer le délestage à l'arrivée. La houille est payée plus cher sans doute, mais on la revend, et en définitive l'opération se résume par un bénéfice. Lesté de charbon, le navire anglais peut transporter à bas prix les mar-

chandises légères dont les fabriques de Manchester inondent les marchés du monde entier. Aussi le fret des produits manufacturés de la Grande-Bretagne est-il très peu élevé pour les ports qui consomment beaucoup de charbons anglais : la houille ouvre ainsi à l'industrie britannique l'accès des marchés étrangers et lui tient lieu d'une prime d'exportation. Les importations de l'Angleterre comprennent au contraire beaucoup de marchandises lourdes : grains, farine, pommes de terre, etc., qu'elle paie avec des objets fabriqués. La houille vient fort à propos compenser la différence de poids du chargement d'aller et du chargement de retour; elle complète le premier par un lest productif. En outre, elle permet au navire anglais d'abaisser le fret de retour, qui se trouve à moitié payé par le fret d'aller; en revenant de Bombay ou de Calcutta, il peut par exemple se contenter d'un fret de 60 francs par tonne, parce que, grâce au charbon, il a déjà encaissé 50 francs en arrivant, tandis qu'un navire parti sur lest est forcé d'élever le fret de retour à 110 francs, et ne trouve pas facilement à compléter sa cargaison. C'est ainsi qu'on peut dire que la houille est le nerf du commerce extérieur de la Grande-Bretagne.

Des 120 ou 130 millions de tonnes qu'elle extrait maintenant chaque année de ses mines, l'Angleterre exporte 12 ou 13 millions, dont la France et l'Allemagne reçoivent chacune 2 millions, la Russie et les états scandinaves également 2 millions, et les riverains de la Méditerranée 2 millions 1/2; le reste s'écoule en Asie et en Amérique. En ajoutant à cette exportation les 10 millions de tonnes expédiés en moyenne par le cabotage, on arrive à un total de 23 millions de tonnes qui sont embarqués chaque année dans les ports du royaume-uni, et qui ont fourni, à la moyenne de 400 tonnes par navire, le fret de sortie à près de 60,000 navires, dont un quart seulement forme la part des pavillons étrangers. Ces chiffres ont assez peu varié de 1871 à 1875.

Après l'Angleterre vient la Belgique comme pays exportateur : des 15 ou 16 millions de tonnes qu'elle a produits en 1872, elle a vendu le tiers (5 millions 1/2), qui a été presqu'en entier absorbé par la France, ce qui fait que cette exportation ne donne guère lieu à un mouvement maritime en rapport avec son chiffre. On sait d'ailleurs que la Belgique n'a presque plus de marine : elle ne possède plus, à l'heure qu'il est, que 51 navires à voiles et 38 navires à vapeur; dans le port d'Anvers domine le pavillon étranger. Les 4,650,000 tonnes de charbons et coke qu'elle nous a envoyées en 1872 par les canaux et les chemins de fer représentaient les deux tiers de notre importation et venaient à propos pour satisfaire les besoins rapidement croissans de la grande industrie, qui avait

marché trop vite pour que nos houillères pussent emboîter le pas. Cette année-là, la France a pu demander à la Belgique 1 million de tonnes de plus qu'en 1871, alors que l'Angleterre n'a augmenté le chiffre de ses envois que de 200,000 tonnes. Ce petit pays est donc pour nous un fournisseur sur lequel on peut toujours compter, comme nous sommes, nous, ses plus fidèles cliens. Les houillères belges sont en quelque sorte des succursales de nos charbonnages du Nord. Quand leur stock s'épuise trop vite par l'exportation, l'industrie belge s'adresse à l'Angleterre et à l'Allemagne; c'est ainsi qu'au lieu de 200,000 tonnes la Belgique a importé en 1873 660,000 tonnes de houille, pour combler le vide que les demandes de l'année précédente avaient fait dans ses magasins. Mais cette importation n'est toujours qu'une faible fraction de la consommation du pays.

Il n'en est pas de même pour la France. Tandis que, depuis près de quinze ans, sa production houillère est presque exactement égale à celle de sa voisine, elle n'exporte que 700,000 ou 800,000 tonnes, et se voit au contraire forcée d'importer environ 7 millions de tonnes de houille pour suffire à ses besoins. Il est intéressant de comparer sous ce rapport les principaux pays producteurs du globe. (Tous les chiffres du tableau suivant sont donnés en millions de tonnes métriques, en calculant la tonne anglaise à 1,016 kilogrammes.)

1872.	Angleterre.	États-Unis.	Allemagne.	France.	Belgique.
Production. . . .	125,5	42,8	42,3	15,7	15,6
Consommation. .	112,1	42,9	42,1	22,3	10,4
Exportation. . .	13,4	0,4	3,7	0,8	5,4
Importation. . .	0,0	0,5	3,5	7,4	0,2

Sur les 7,373,000 tonnes de houille que la France a réclamées de l'étranger en 1872, la Belgique a fourni environ 4 millions 1/2, l'Angleterre un peu plus de 2 millions, l'Allemagne 1/2 million seulement. De ces trois pays producteurs partent trois courans d'importation qui pénètrent à l'intérieur de notre territoire jusqu'à des distances plus ou moins grandes. Sur la carte qui a été publiée récemment par M. Levasseur, il est facile de suivre les ramifications et de constater les rencontres de ces courans. Celui qui vient du bassin de la Sarre s'étend sur la Lorraine et la Champagne, et ne dépasse pas Paris à l'ouest. Le courant belge, mêlé partout aux houilles du Nord et du Pas-de-Calais, se répand sur toute la France septentrionale, descend au sud-est jusqu'à la Champagne, et dépasse quelquefois la Loire au sud; il amène avec lui les charbons allemands du bassin de la Ruhr, dont le Gaz parisien commence à faire une grande consommation. Enfin le courant anglais s'étend sur tout notre littoral, en concurrence avec les houilles belges et

françaises dans la région du Nord, où il pénètre par les ports de la Manche, — seul ou presque seul sur nos côtes atlantiques, depuis la Bretagne jusqu'au Béarn.

M. de Ruolz à son tour a dressé une carte générale de la pénétration des houilles anglaises à l'intérieur de la France; on y trouve indiqués par des chiffres rouges, à côté de chaque ville qui reçoit des charbons anglais, les ports qui les lui expédient. On voit ainsi d'un coup d'œil comment ces utiles émissaires de la Grande-Bretagne s'insinuent dans nos ports et remontent les fleuves jusqu'aux points qui marquent le rayon de vente des mines indigènes. Ainsi pour Orléans les ports importateurs sont Nantes, Saint-Nazaire, La Rochelle; la houille anglaise qui remonte la Loire rencontre à Orléans les charbons de Saint-Étienne. Sur 120,000 tonnes qui arrivent à Nantes, 2,500 seulement sont de provenance française : ce sont des charbons de la Loire apportés par le chemin de fer; environ 50,000 tonnes de ces arrivages sont expédiées à l'intérieur. A Bordeaux, l'arrivage est de 200,000 tonnes, dont 4,000 seulement de provenance française, et 36,000 tonnes environ sont dirigées vers l'intérieur par les chemins de fer d'Orléans et du Midi, par la Garonne et le canal latéral, etc. On voit que, sur le littoral de l'Atlantique, la houille anglaise domine encore sans conteste; mais la *pénétration* à l'intérieur ne dépasse guère Tours, Poitiers, Angoulême, Périgueux, Toulouse : ce sont les points où le courant d'importation se trouve neutralisé par le contre-courant des petits bassins houillers du centre de la France.

Dans les ports du littoral de la Méditerranée, la proportion des arrivages anglais et français est renversée : on y rencontre encore le charbon de Cardiff et de Newcastle, malgré le long détour qu'il a dû faire par le détroit de Gibraltar, mais il ne sert qu'à l'alimentation de la marine à vapeur, et ne pénètre point à l'intérieur. Ainsi en 1867 Marseille recevait seulement 20,000 tonnes de charbons anglais contre 620,000 tonnes de houilles françaises des bassins d'Alais, de la Loire, de Graissessac, des Bouches-du-Rhône (1), et à Cette, sur 112,000 tonnes, la Grande-Bretagne en fournissait à peine 1,000.

Il n'en est pas moins vrai que depuis quelques années le total de notre importation se maintient aux environs de 7 millions de tonnes, c'est-à-dire qu'elle représente à peu près le tiers de notre consommation. C'est une proportion qui ne laisse pas d'être inquiétante lorsqu'on songe qu'il s'agit ici du « pain quotidien de l'industrie, » et que, par une raison ou une autre, les arrivages pourraient être subitement arrêtés : ce serait le chômage de toutes nos usines, car

(1) En 1872, le total des arrivages a été, à Marseille, de 811,000 tonnes, dont 100,000 ont été exportées ou réexportées.

nos houillères ne pourraient tout d'un coup combler un pareil déficit. Le danger serait bien moindre s'il y avait une sorte de balance entre les entrées et les sorties, si notre exportation était assez développée pour qu'elle pût au besoin, en se retournant vers l'intérieur, combler le vide qui résulterait d'un arrêt des importations; mais par malheur ce que nous exportons n'équivaut encore qu'à un dixième de notre importation. L'excès de cette dernière sur l'exportation est encore de 6 millions 1/2 de tonnes : c'est l'écart qui existe aujourd'hui entre la production houillère de la France et sa consommation. Il est vrai que depuis 1869, année où la consommation dépassait la production de 8 millions de tonnes, cet écart a sensiblement diminué, grâce à l'activité extraordinaire de quelques-uns de nos grands établissemens miniers. Il est vrai aussi que le rôle prépondérant qui est dévolu à la Belgique dans notre importation houillère a de quoi nous rassurer. Nous n'avons pas à craindre qu'elle nous ferme jamais ses mines; mais ce sont les 2 millions de tonnes que nous envoie l'Angleterre (2 millions 1/2 en 1873) qui pourraient venir à nous manquer. Il y a là un motif sérieux, non pas de chercher à chasser les charbons anglais de nos marchés, car l'importation est en elle-même une bonne chose, mais de développer la production de nos bassins afin de la rapprocher de la consommation nationale. L'excédant de nos extractions, qui ne pourra être consommé sur place ou dans le rayon de vente des charbonnages, servira d'aliment à la marine marchande en lui fournissant le fret de sortie dont l'absence la fait languir. C'est donc vers l'exportation que doivent se tourner tous nos efforts.

En 1872, d'après les documens fournis par les douanes, la France n'a exporté que 784,000 tonnes de charbon, y compris 240,000 tonnes de houilles étrangères réexportées par le Havre, Bordeaux, Nantes, Marseille, etc. Les 544,000 tonnes de houilles françaises qui ont été exportées en 1872 se distribuent comme il suit entre les divers pays de destination :

Allemagne, Belgique	243,000	tonnes.
Italie	165,000	—
Suisse	74,000	—
Turquie, Égypte	36,000	—
Espagne	6,800	—
Algérie	2,300	—
Autres pays	17,000	—

Plus de la moitié de ces envois a pris la voie de terre. Le chiffre de l'exportation *maritime* est relativement faible, car nos ports n'ont expédié, la même année, que 366,000 tonnes de charbon sur l'étranger; en y ajoutant 106,000 tonnes confiées au cabotage, on trouve 472,000 tonnes pour le total des charbons embarqués dans

les ports français (1). Même à la faible moyenne de 250 tonnes par navire, cela ne représente pas encore le chargement de 2,000 navires : c'est bien peu à côté des 60,000 navires qui prennent du charbon dans les ports anglais. Il est vrai que l'importation de plus de 2 millions de tonnes de houilles anglaises doit être comptée dans le mouvement charbonnier de nos ports; mais le pavillon français n'y figure que pour un quart. Cette abstention va si loin que, en 1872, sur 4,000 navires français qui revenaient d'Angleterre, 3,500 étaient repartis sur lest. Ils jaugeaient en moyenne 120 tonneaux. Pourquoi n'ont-ils point cherché à obtenir un chargement de houille? La cause principale de ce fâcheux état de choses paraît être la faible dimension de nos navires, qui nécessite un personnel trop nombreux et des frais généraux trop élevés. Ajoutons, pour compléter le contraste, que les navires partis pour l'étranger sur lest représentaient en Angleterre 13 pour 100, en France 33 pour 100 du tonnage général des sorties.

II.

N'est-il pas temps de chercher sérieusement les moyens de modifier cette situation? Est-il besoin de rappeler tous les services que l'exportation houillère, — cette émigration de force, — rend au commerce et à la marine de la Grande-Bretagne, — services qu'elle pourrait nous rendre également dans une mesure en rapport avec le tonnage des deux flottes? Nous avons déjà vu qu'en Angleterre le transport maritime et la vente des charbons procurent aux propriétaires des mines et aux armateurs des bénéfices qui en 1864 étaient évalués à 250 millions de francs. En 1873, les expéditions ayant augmenté de moitié et le prix du charbon s'étant élevé, ce chiffre a dû dépasser 450 millions. Puis la houille, en fournissant aux navires de commerce anglais un fret de sortie abondant et toujours assuré, leur permet non-seulement de transporter à bas prix les marchandises légères destinées à l'exportation, mais de réduire de moitié le tarif du fret de retour. Ce sont là des conditions qui rendent la lutte difficile pour les navires des autres nations : l'Anglais a, pour ainsi dire, en main tous les atouts.

Eh bien! ce contingent qu'elle apporte au commerce extérieur et ces facilités prodigieuses qu'elle procure à l'industrie pour l'écoulement de ses produits ne constituent peut-être pas le service le plus grand que l'exportation charbonnière rend à la Grande-Bretagne; elle est surtout d'une importance capitale pour le dévelop-

(1) En 1869, la quantité de houilles embarquées dans les ports français pour l'étranger ou pour le cabotage s'était élevée à 573,000 tonnes; il y a donc en 1872 une diminution de 101,000 tonnes.

pement de la marine. « Le commerce des houilles, dit à ce sujet un auteur anglais, est le véritable protecteur de notre navigation, et la flotte charbonnière de la Grande-Bretagne est le nerf de toute sa marine, car c'est la principale école de ses matelots. Toutes les autres branches de notre commerce maritime sont desservies par des hommes détachés de cette flotte; tout navire en disponibilité est certain de trouver du fret à Newcastle, et tout matelot sans travail est sûr d'y avoir de l'occupation. De là les efforts qu'a faits le gouvernement anglais pour encourager l'exportation, qui, sans affaiblir la force industrielle du pays, contribue si puissamment à sa prépondérance maritime et au transport à bon marché de ses produits fabriqués. »

Voilà certes trois fois plus de raisons qu'il n'en faudrait pour nous déterminer à disputer à la Grande-Bretagne une parcelle du monopole de l'exportation charbonnière. N'avons-nous pas vu les commissaires de la grande enquête terminer leur rapport par de mélancoliques réflexions sur la déchéance dont le commerce de l'Angleterre est menacé, si un jour l'épuisement progressif de ses houillères la force d'acheter du charbon au lieu d'en vendre? Pourquoi la France ne tenterait-elle pas de se tailler dès à présent sa part dans cette succession? Cela semble chimérique à première vue; mais les objections s'évanouissent une à une lorsqu'on les serre de près, comme le fait M. de Ruolz avec cette consciencieuse ténacité qui prend les problèmes corps à corps et ne se paie pas de mots. Commençons cependant par regarder la difficulté en face.

La nature n'a pas seulement doté la Grande-Bretagne d'un stock immense de houilles des meilleures qualités, elle a tout disposé pour faciliter l'exportation aussi bien que le mouvement des charbons à l'intérieur. Plusieurs bassins bordent la mer; tous sont à proximité d'un port. Pour les principales houillères, la distance moyenne qui sépare les puits du port le plus voisin n'est que d'une trentaine de kilomètres. Les mines du Northumberland ont des débouchés commodes dans dix ports, parmi lesquels Newcastle est le plus important. « Depuis Newcastle jusqu'à la mer, sur une longueur de 13 kilomètres, dit M. de Ruolz, la Tyne constitue, pour ainsi dire, un immense dock où l'on voit les navires de toutes les nations, soit échelonnés le long des quais, soit amarrés à des jetées ou débarcadères spéciaux, selon la nature de leur chargement, soit enfin ancrés sur plusieurs rangs en attendant leur tour. » Les houillères du Lancashire ont Liverpool, et quelques-unes ont des facilités toutes particulières de transport : dans celle du duc de Bridgewater, un canal pénètre jusqu'au débouché des galeries, et la houille peut immédiatement être chargée sur les bateaux qui la conduisent au port. Le pays de Galles a Swansea, Newport, Cardiff,

et trois ou quatre autres ports où il peut embarquer ses charbons pour les envoyer sur nos côtes. En France au contraire, les bassins houillers les mieux placés pour l'exportation se trouvent encore à 100 ou 200 kilomètres de la mer (1). Or, même avec un tarif kilométrique de 3 centimes par tonne, un parcours de 100 kilomètres augmente déjà de 25 pour 100 le prix de la tonne de houille.

Il faut d'ailleurs reconnaître que les Anglais ne négligent rien pour activer la circulation et l'exportation du produit qui forme un élément si essentiel de leur prospérité. La houille circule librement, sans être arrêtée par des droits d'octroi, et elle sort librement, malgré les protestations des économistes mal avisés qui voudraient la voir frappée d'un droit de sortie. Le matériel de transport est organisé de façon à suffire à tous les besoins; la plupart des chemins de fer ne se contentent pas de faire les charrois avec leur propre matériel, ils prêtent leurs rails et leurs locomotives pour traîner des wagons que les propriétaires des mines possèdent, ou que les acheteurs peuvent louer à des entrepreneurs particuliers.

Les ports sont outillés d'une manière supérieure. Dans nos ports, le chargement s'effectue d'ordinaire à bras d'hommes, par des couloires, ou bien les charbons sont transbordés dans les mines au moyen de palans. Cette manutention primitive non-seulement est très chère (à la Joliette elle coûte 2 francs 25 cent. la tonne), mais elle astreint les navires à trois ou quatre jours de *planche*, c'est-à-dire de stationnement à quai. En Angleterre, on a fait appel aux procédés mécaniques les plus puissans. Ainsi à Cardiff les charbons arrivent au niveau des quais sur des wagons de 5 à 7 tonnes; puis ces wagons sont enlevés par une pression hydraulique et versés dans les panneaux des navires, ou bien soulevés par des grues à vapeur qui transbordent de 40 à 60 tonnes par heure. A Newcastle et à Sunderland, où les wagons arrivent à un niveau beaucoup plus élevé que le pont du navire, on charge en quatre heures, au moyen de *drops*, un navire de 1,200 tonnes. A Grimsby et à Hartlepool, un navire, pour y prendre sa cargaison de 700 ou 800 tonnes, ne stationne guère plus longtemps qu'un wagon de 10 tonnes ne reste en gare pour y déposer son chargement et en recevoir un autre. En dehors de l'économie de temps et d'argent que procure ce puissant outillage, une fois les frais d'installation payés, il est évident qu'il épargne les dépenses qu'exige à chaque instant chez nous la nécessité d'allonger les quais, d'agrandir les bassins, etc., à mesure que s'accroît le mouvement d'un port. Puis les delais de livraison qui désespèrent nos capitaines sont inconnus en Angleterre. Dans un port anglais, entre la commande des char-

(1) Nord, 120 kilomètres; Pas-de-Calais, de 60 à 100 kilomètres; Graissessac, 95; Gard, de 180 à 200; Ahun, 320 kilomètres.

bons, faite par le télégraphe, et la livraison à bord, il ne s'écoule pas vingt-quatre heures. C'est que les compagnies des chemins de fer y comprennent la solidarité des intérêts et savent que rien ne se venge comme le temps perdu.

Ajoutez à cela que les navires sont beaucoup plus grands, et que les armateurs de la Grande-Bretagne emploient depuis longtemps un système de transport à vapeur qui par la célérité rachète le surcroît de dépense. Un *steamer* peut maintenant recevoir en quatre heures, à Newcastle, sa cargaison de 1,200 tonnes de charbon, arriver à Londres en trente-deux heures, décharger en dix heures à l'aide des engins hydrauliques, et revenir à Newcastle avec un lest d'eau qu'il embarque dans des caisses de tôle fixées dans la cale; il n'emploie donc que soixante-dix-huit heures pour l'aller et le retour. Un seul bateau à vapeur a pu faire ainsi cinquante-sept voyages en un an, livrant, avec un équipage de 21 hommes, 68,400 tonnes de charbon, quantité qui aurait exigé 16 bâtimens à voiles et 144 hommes d'équipage. Aussi ces *steamers* peuvent prendre chargement pour Londres à 6 francs la tonne, tandis que le fret par voiliers est de 8 francs (1).

Des facilités providentielles et une organisation supérieurement combinée permettent donc à l'Angleterre de dominer sur tous les marchés houillers, et si parfois, comme en 1873, son exportation semble rétrograder, elle ne tarde pas à ressaisir les cliens qui tendent à lui échapper.

La supériorité des conditions où se trouve placée l'Angleterre pour exporter du charbon est encore rendue plus sensible et plus frappante par le contraste avec les obstacles que nous avons à vaincre sous ce rapport. Non-seulement nos extractions sont toujours en deçà de la consommation nationale, dont elles ne fournissent que les deux tiers environ, mais les difficultés naturelles que rencontre l'exploitation de nos gisemens et l'énorme déchet qui résulte de la friabilité de nos houilles font que le prix de revient des charbons français est relativement élevé. Or cette élévation du prix de revient est loin d'être compensée par la supériorité du produit : on sait au contraire que nos charbons sont légèrement inférieurs aux charbons anglais (5 kilogrammes de ces derniers donnent le même effet utile que 6 kilogrammes des premiers).

Malgré ces difficultés très réelles, il suffit de songer à l'heureuse influence qu'un mouvement d'exportation un peu actif pourrait exercer sur la marine marchande, pour ne plus douter de la nécessité de provoquer ce mouvement à tout prix. On nous dira peut-être qu'il est plus urgent d'amener les extractions à suffire aux

(1) A Bordeaux, on commence à suivre cet exemple pour l'importation des charbons du pays de Galles.

besoins de l'industrie nationale, et que l'exportation viendra à son heure quand nous aurons d'abord réussi à chasser la houille anglaise de nos marchés pour la remplacer par des produits indigènes. C'est là un raisonnement qu'on entend faire très souvent; mais ceux qui le font méconnaissent les principes mêmes sur lesquels repose le mouvement des échanges. Ils oublient que la valeur ou l'utilité d'un objet dépend du lieu où il se trouve, et que les frais de transport font toujours partie intégrante du prix.

Au premier abord en effet ces termes d'exportation et d'importation, appliqués aux mêmes objets, semblent s'exclure et se contredire. Il paraît singulier de vouloir pousser la France dans la voie de l'exportation lorsqu'elle est loin de suffire à sa propre consommation, et qu'elle est obligée de demander à l'étranger le tiers des 23 millions de tonnes de charbon nécessaires à ses besoins actuels. « On n'exporte, répètent les bonnes gens, que ce qu'on a de trop. » Sans doute; cela est vrai généralement parlant; mais l'on suppose toujours qu'il s'agit de produits qui sont consommés sur place, ou pour lesquels les prix des transports à l'intérieur ne représentent qu'une faible fraction du prix de vente. Ceux-là, on les réservera de préférence à la consommation indigène. La même règle ne s'applique pas aussi simplement aux produits qui doivent faire un chemin plus ou moins long et qui n'ont pas assez de valeur pour supporter des frais de transport élevés. La question des frais de transport a évidemment une tout autre signification pour la houille, qui vaut 12 ou 15 francs la tonne sur le carreau de la mine, que pour le blé, qui vaut 300 francs la tonne de 10 quintaux. Un trajet de 300 kilomètres double déjà le prix du charbon. Il en résulte que pour la France du Nord les gisemens du Midi sont comme s'ils n'existaient pas : elle ne pourrait profiter de l'excédant de leur production. Voilà pourquoi, tandis que nos bassins du Sud produisent plus que ne consomme l'industrie du Midi, le reste de la France n'a pas assez de charbon, et se voit obligé d'en demander à nos voisins.

En Angleterre, où les centres manufacturiers se groupent autour des bassins houillers, l'industrie nationale trouve dans les mines du pays de quoi satisfaire à tous ses besoins : elle consomme 110 millions de tonnes sur les 125 millions que le royaume-uni produit maintenant chaque année, on exporte le surplus, et l'importation est nulle. Pour nous, la situation n'est plus la même. Nos bassins carbonifères, étant éparpillés sur toute l'étendue du territoire, se trouvent presque tous plus ou moins éloignés de leurs marchés, et le prix du transport à l'intérieur entre souvent pour moitié dans le prix du charbon. Il s'ensuit que certaines régions de la France sont, par la nature des choses, tributaires des mines de

houille anglaises, que la mer rapproche d'elles, et ne cesseront pas d'importer du charbon quand même l'extraction indigène viendrait à doubler; de même certains bassins français, s'ils produisaient davantage, ne pourraient jamais écouler tous leurs produits sur les marchés indigènes, et seraient forcés d'exporter le surplus. C'est ainsi que déjà, en 1867, il s'est organisé à Marseille une société en participation entre plusieurs compagnies houillères du Midi, qui a expédié dans les quatre premiers mois de son existence 200 navires avec un fret de 40,000 tonnes de charbon, et dans le total de l'exportation maritime de houilles françaises en 1872 (544,000 tonnes) Marseille entre pour 87,000 tonnes, Cette pour 50,000 tonnes, etc.

Tout dépend évidemment de la situation géographique des bassins. Le marché de chaque bassin houiller est circonscrit par les besoins de la consommation d'une zone qui s'étend jusqu'aux points où les frais de transport augmentent assez le prix de vente pour que ses produits soient battus par ceux de quelque autre bassin. Si le chiffre de la quantité susceptible d'être vendue dans ce rayon propre du bassin est inférieur à celui de sa production possible, il faut, ou qu'il laisse enfoui l'excédant de ses richesses minérales exploitables, ou bien, s'il est suffisamment rapproché de la mer, qu'il utilise cet excédant en l'exportant par le port le plus voisin.

Supposons, par exemple, que notre bassin du Gard possédât une richesse égale à celle du bassin de Northumberland, qui à lui seul produit 28 millions de tonnes par an, — 5 millions de plus que n'en consomme la France entière; croit-on que ce bassin pourrait tenter de chasser les houilles anglaises de notre littoral de l'Ouest, depuis Dieppe jusqu'à Bordeaux? Ce serait oublier que ses charbons, pour arriver à Nantes par exemple, seraient grevés d'un trajet de 807 kilomètres, c'est-à-dire, au tarif le plus bas des chemins de fer, de 36 francs par tonne de frais de transport, tandis que le fret des houilles anglaises, de Cardiff à Nantes, est de 11 ou 12 francs. Le bassin du Gard, quand même il produirait 28 millions de tonnes, ne pourrait donc pas dépasser à l'intérieur son rayon naturel, borné par la concurrence des bassins de la Loire, de Graissessac, de Carmaux, de l'Aveyron; il y placerait le million de tonnes qu'il y écoule aujourd'hui, et il exporterait tout le reste, en partie par terre sur la Suisse et l'Italie, et en grandes masses sur la Méditerranée. Les ingénieurs qui dirigent les compagnies houillères du Gard considèrent en effet le développement de leur exploitation comme entièrement subordonné au progrès de l'exportation maritime : ils visent les marchés de l'Italie, du Levant, même de l'Inde, et ne songent nullement à conquérir ceux de Saint-Malo, Nantes ou Bordeaux. La production réelle de ce bassin s'élevait en 1872 à 1,300,000 tonnes. Il a trouvé à placer dans son rayon de vente 1 million de tonnes en-

viron, et le reste, 304,000 tonnes, a été exporté (1); ce n'est qu'en étendant leurs débouchés à l'étranger que les mines du Gard espèrent pouvoir développer leurs extractions, qui dépassent déjà les besoins de leurs cliens français.

Il suffit d'un coup d'œil sur les cartes d'ensemble des bassins anglais et des bassins français pour se convaincre que les premiers peuvent suffire à la consommation intérieure, mais non les seconds, qui sont trop disséminés et en général trop éloignés des centres industriels. « Pour que, sur notre littoral du nord-ouest ou de l'ouest, nos charbons pussent remplacer les houilles anglaises, — disait M. de Ruolz en 1869, — il faudrait que le prix de ces dernières sur le carreau des mines, augmenté du fret moyen d'Angleterre en France (13 francs), égalât le prix de nos houilles au carreau, augmenté d'une moyenne de 30 francs de frais de transport; mais alors, sur toute la zone du littoral, depuis Dieppe jusqu'à Bayonne, on serait obligé de payer le charbon 50 francs! » On l'a payé ce prix-là en 1872, et cela n'a point empêché l'importation, car les charbonnages français ne se sont pas fait faute de profiter de la hausse pour élever aussi leurs prix de vente. Nos marchés, surtout ceux de la région du Nord, sont solidaires des marchés anglais et belges, et les prix ne tombent pas, tant que l'offre n'excède pas la demande (2). Selon toute probabilité, l'Angleterre gardera donc la clientèle de notre littoral atlantique, et si nos houillères doivent forcer leur production, c'est plutôt en vue de l'exportation maritime. Il est difficile de dire si le stock d'une exportation largement organisée nous eût servi, en 1872, à combattre efficacement la hausse sur les marchés français : on a bien vu que l'exportation anglaise n'a pas empêché la hausse en Angleterre; mais il est certain qu'en 1872

(1) 207,000 tonnes ont été expédiées par navires à vapeur, 58,000 par navires à fret, 39,000 par terre sur l'Italie (par Vintimille). Dans le chiffre total de ces expéditions, les agglomérés entraient pour moitié.

(2) Déjà en 1866 on avait vu une hausse subite, causée par une panique de la consommation, et suivie en 1867 d'une panique de la production et d'une baisse extraordinaire. Ces grandes variations des prix résultent souvent des conditions spéciales des charbons déposés en stocks. « Les manufacturiers, disait à ce propos en 1868 M. Amédée Burat, ne veulent pas faire d'approvisionnemens, parce que ces approvisionnemens absorbent les capitaux et donnent lieu à des déchets. Par les mêmes raisons, les exploitans veulent se débarrasser à tout prix des stocks en magasin, d'où il résulte que pour une production de 24 millions de tonnes, qui est celle des houillères de la France et de la Belgique, il suffira de moins de 1 million de tonnes de stock flottant et offert pour déterminer une baisse, tandis que, si le stock n'en donne que 200,000 ou 300,000, il y aura un mouvement inverse aussi prononcé, parce que les consommateurs effrayés demanderont simultanément trois ou quatre fois ce qu'il leur faudrait, dans la crainte de ne pas obtenir les quantités nécessaires. » Il en est des charbons comme des céréales : le seul remède est d'avoir des houillères nombreuses dont la production offre une certaine élasticité, et de favoriser la diffusion de leurs produits sur tous les points du territoire.

l'exportation française, si elle avait été plus forte, eût pu lutter dans des conditions de succès inespérées contre les charbons anglais dans la Baltique, la Méditerranée, la Mer-Noire, etc., grâce à l'écart qui existait alors entre les prix en faveur de nos houilles. Ainsi, à un certain moment, une tonne de gros charbon pour vapeur de Cardiff coûtait à Alexandrie 54 francs, tandis que le gros charbon qualité supérieure du Gard aurait pu être livré sur le même marché au prix de 45 francs. Malheureusement notre production n'était pas au niveau nécessaire pour profiter de cette conjoncture. Mais l'occasion peut revenir, et il faut nous hâter de nous mettre en mesure d'en tirer parti.

L'exportation houillère, en dehors des services qu'elle rendra en stimulant la production des mines, viendra puissamment en aide à la marine, au commerce extérieur et à l'industrie, dont elle permettra de transporter les produits à bas prix sur divers marchés de l'étranger. L'un des grands obstacles qui empêchent notre marine marchande de soutenir la concurrence anglaise, c'est précisément la rareté du fret de sortie, car, à part ses fers, ses vins et ses céréales, la France n'expédie guère que des produits manufacturés, marchandises légères pour la plupart. Les Anglais ont la houille : chargés de combustible, leurs navires vont au loin chercher du fret de retour. C'est ainsi qu'ils arrivent sur divers points de la Méditerranée et y prennent des marchandises qu'ils amènent dans nos ports, même à Marseille, à des prix auxquels les nôtres ne peuvent descendre, forcés qu'ils sont de compenser par le fret de retour l'absence du fret d'aller. Le navire anglais est certain de trouver à Newcastle ou à Cardiff du fret pour l'Inde à 40 ou 50 francs la tonne, et peut dès lors se contenter au retour d'un fret de 60 ou 70 francs, tandis que le navire français, parti sur lest, est forcé, pour couvrir les dépenses, d'élever le fret de retour à 100 ou 110 francs. « Aidés par l'exportation des houilles françaises, dit M. de Ruolz, nos navires pourraient porter du charbon à Alexandrie, à Beyrouth, à Constantinople, à Odessa, à Trébizonde, et prendre en retour les cotons d'Égypte, les sésames et les laines de Syrie, les huiles de Turquie et les blés de Crimée, à un fret qui serait insuffisant pour la marine anglaise. » Enfin l'exportation houillère acclimaterait sur les marchés de la Méditerranée et de la Mer-Noire les soieries de Lyon, les cotonnades de Rouen et de Mulhouse, les articles de fantaisie, etc., qui pourraient, à la faveur d'un prix de transport inférieur, disputer ces marchés aux produits britanniques (1).

Il ne faut pas s'étonner que la houille française, qui ne peut sou-

(1) Il est vrai que cette année, en Angleterre, les frets pour la Méditerranée sont très bas.

tenir la concurrence des charbons anglais dans un port de France, puisse néanmoins s'exporter par le même port pour aller lutter contre ces charbons sur les marchés d'outre-mer. C'est que l'écart dans les prix d'achat, qui empêche la concurrence sur les marchés trop rapprochés des lieux de production, se fait de moins en moins sentir à mesure que les parcours maritimes s'allongent : il est noyé dans le fret. Si la tonne de houille qui a été payée 13 francs à Cardiff et 20 francs à Marseille se vend à Changhaï environ 70 francs, l'écart de 7 francs ne porte que sur le bénéfice réalisé par les deux navires, qui est de 57 francs pour l'anglais et de 50 francs pour le français. Et lors même qu'on suppose, avec M. de Ruolz, pour les houilles françaises un prix de vente inférieur de 3 francs au prix de vente moyen des houilles anglaises, pour compenser une certaine infériorité de qualité et surtout pour lutter contre les préjugés établis, ce qui réduirait à 47 fr. le fret obtenu par le navire français, ce serait encore un résultat fort acceptable pour un fret de sortie, lequel, dans les conditions les moins favorables, est un lest productif au lieu d'un lest onéreux.

Mais il faut voir dans quelles limites ces vues théoriques peuvent trouver leur application en tenant compte des conditions naturelles de chacun de nos ports, de la distance des bassins houillers les plus voisins, de l'état des voies navigables et de celui des chemins de fer dans le périmètre du port, de ses relations avec l'étranger, etc. M. de Ruolz s'est livré, à cet égard, à une enquête minutieuse : il a examiné le détail des prix de revient, le coût des transports par canaux ou chemins de fer, les modifications possibles des tarifs, les moyens de diminuer les frais de manutention et autres frais accessoires, enfin la limite inférieure à laquelle pourrait descendre le fret maritime pour rester encore lucratif. En somme, il prouve par des chiffres qu'il nous serait possible d'arriver à exporter chaque année 2 millions de tonnes de charbons français, surtout en faisant entrer dans nos expéditions une forte proportion de briquettes. C'est en effet par l'agglomération que l'on parvient à opérer des mélanges où chaque variété de charbon apporte ses propriétés spéciales, de sorte que des menus de qualité médiocre peuvent donner des agglomérés supérieurs à de gros charbons de bonne qualité.

III.

Le port le mieux situé sur les côtes de l'Océan pour l'exportation charbonnière, c'est Dunkerque. Il est vrai que l'écart entre les prix des houilles françaises mises à bord à Dunkerque et ceux des houilles anglaises sous vergues à Cardiff, à Newcastle, à Leith, est assez élevé

(de 10 à 14 francs, selon les qualités) : on pourrait le diminuer par divers moyens, et notamment en abaissant le coût du transport par des tarifs d'exportation à prix réduits; cependant, même dans les conditions actuelles, on peut tenter d'expédier des charbons français comme lest vers les ports suffisamment éloignés. M. de Ruolz établit, par exemple, qu'en 1866 il est sorti de Dunkerque sur lest, en destination de la Russie, de la Suède, de la Norvége, etc., 210 navires jaugeant 42,000 tonneaux. Une grande partie de ces navires repartent sur lest après avoir apporté à Dunkerque des bois du Nord; beaucoup d'entre eux se rendent à Newcastle ou à Sunderland, où ils prennent des charbons de qualité inférieure, qu'ils trouvent à vendre couramment en rentrant dans leurs ports d'attache. Pourquoi ces navires n'embarquent-ils pas des charbons français? C'est que, malgré les frais de lestage, les droits de port de la Tyne, la perte de temps et d'argent qui résulte du détour, le crochet par Newcastle leur procure encore sur le fret un bénéfice de 3 ou 4 francs par tonne, à cause du bas prix des charbons anglais. Mais le détour par Newcastle n'est possible que par les vents d'est ou de nord-est, qui sont loin d'être les plus fréquens dans ces parages : quand les vents soufflent d'*aval* (du nord au sud en passant par l'ouest), les navires auraient tout intérêt à charger des houilles françaises. Un navire de 200 tonneaux, par exemple, réaliserait ainsi un fret de 1,500 francs, au lieu de payer 120 francs pour un lest improductif qu'il met deux jours à embarquer. Un calcul analogue peut se faire pour les navires qui partent sur lest en destination de l'Espagne et du Portugal, de l'Amérique du Sud, de la Cochinchine, etc. Un navire de 300 tonneaux qui part de Dunkerque pour Rio, par exemple, gagnerait, s'il prenait de la houille, 5,700 francs, tout en se contentant d'un fret de 19 francs par tonne, bénéfice qui lui permettrait de lutter à prix égal avec les navires anglais pour son voyage de retour. En partant lége, au contraire, il subit d'abord une perte de 240 francs que lui coûtent le lestage au départ et le délestage à l'arrivée, sans compter les frais résultant de quarante-huit heures de planche; ensuite, comme il n'a rien gagné à l'aller, il est obligé de se rattraper sur le fret de retour, ce qui fait qu'il ne trouve chargement qu'à défaut des navires anglais, et qu'il a beaucoup de mal à compléter sa cargaison.

En résumé, M. de Ruolz pense qu'au lieu de 7,000 tonnes de charbon que Dunkerque exportait en 1867, ce port pourrait aisément arriver à en exporter 200,000, que fourniraient les houillères du Nord et du Pas-de-Calais (3 pour 100 de leur production). C'est surtout au moyen des agglomérés que la lutte pourrait être tentée contre les charbons anglais, et c'est ce qu'a compris la compagnie d'Anzin, qui ne néglige rien pour développer la fabrication de

ce combustible perfectionné; mais il faudrait aussi suivre l'exemple des Anglais, établir des agences permanentes à l'étranger pour y faire accepter nos houilles.

On peut ajouter d'ailleurs qu'à Dunkerque même les charbons belges et français sont déjà préférés aux charbons anglais; l'importation est surtout motivée par les demandes du Gaz parisien. Calais pourrait à son tour exporter 30,000 tonnes de charbon français, Le Havre 80,000, Bordeaux 40,000, et ainsi de suite. En somme, les ports de l'Océan pourraient arriver avec le temps à une exportation de 500,000 tonnes, malgré la distance relativement considérable des bassins houillers afférens, qui grève chaque tonne de charbon d'un transport fort coûteux. Ainsi Bordeaux ne pourrait expédier à l'étranger que les houilles d'Ahun et celles d'Aubin, dont le transport jusqu'à Bordeaux et le transbordement reviennent à environ 11 francs, qu'il faut ajouter au prix d'achat (13 francs); mais ces mêmes charbons français pourraient aussi remplacer pour une bonne part les houilles anglaises dans la consommation locale de Bordeaux, qu'elles alimentent à peu près exclusivement, et dans les expéditions à l'intérieur; de ce côté, il y aurait à placer au moins 70,000 tonnes de charbons français. Somme toute, la concurrence à l'intérieur paraît actuellement possible, contre les houilles anglaises qui entrent par les ports de l'Océan, pour une quantité d'environ 200,000 tonnes.

Dans la zone de la Méditerranée, l'importation anglaise étant presque nulle, il n'y a pas de *pénétration* à combattre. La consommation locale de tous nos ports de cette zone est alimentée par les charbons du Gard, de l'Hérault et même de la Loire. Depuis l'ouverture des voies ferrées entre les mines et la mer, et depuis l'adoption des tarifs réduits sur nos chemins de fer, les houilles de la Grande-Bretagne ne sont plus apportées à Marseille que par des navires qui les ont prises comme lest à l'aventure et s'en défont à bas prix. L'industrie locale a été ainsi affranchie d'un tribut onéreux, car à l'époque où les charbons anglais étaient maîtres du marché de Marseille, ils s'y vendaient 60 francs, tandis qu'aujourd'hui ceux du Gard y coûtent de 25 à 35 francs. Presque toute la houille anglaise qui arrive à Marseille est réexportée pour l'alimentation de la navigation à vapeur, et surtout par les vapeurs étrangers : ce n'est pas une importation proprement dite au point de vue commercial. Dans la zone méditerranéenne, nous n'avons donc pas à nous occuper de la concurrence à l'intérieur; mais c'est là qu'il faudra développer l'exportation, et c'est Marseille qui doit en fournir les moyens.

La situation géographique de cette ville, sa position par rapport aux bassins houillers de la région du Midi, enfin l'impor-

tance, la nature et l'avenir de ses relations commerciales la désignent pour être notre principal port charbonnier et celui qui en recueillerait le plus d'avantages. « Situé dans une région qui produit peu d'articles d'exportation, dit M. de Ruolz, ce port ne trouve que difficilement des frets de sortie, surtout pour les points rapprochés; le Languedoc même, qui lui fournissait de grandes quantités de vins pour l'étranger, dirige aujourd'hui vers Bordeaux une partie de ses récoltes. C'est seulement à l'aide de la houille, et de la houille à bon marché, que Marseille pourra se procurer ce fret de sortie qui lui manque, donner un nouvel essor à ses industries locales, et doubler ou tripler peut-être le nombre de ses bateaux à vapeur. » Si Marseille avait du charbon comme lest partiel, les cotonnades de Rouen et les soieries de Lyon pourraient compléter les chargemens et s'exporter ainsi à bas prix, tout comme les marchandises légères des Anglais. Or en recourant aux diverses mesures que M. de Ruolz expose en détail, il serait possible d'arriver, pour Marseille seulement, à une exportation charbonnière d'un million de tonnes, et pour Cette, qui deviendrait le port auxiliaire, à 300,000 tonnes.

L'exportation par Marseille serait alimentée principalement par le bassin d'Alais (Gard), dont la production a atteint 1,700,000 tonnes. Les seules mines de la Grand'Combe espèrent arriver à une extraction d'un million de tonnes par an, et l'ensemble du bassin pourra aisément dépasser 2 millions de tonnes. Ce chiffre excède de beaucoup la consommation locale, bornée par la concurrence des bassins limitrophes, et il resterait un stock d'au moins 800,000 tonnes disponibles pour l'exportation. La fabrication des agglomérés, qui sont destinés à jouer un grand rôle dans l'exportation, a fait également de rapides progrès dans cette région. Les houilles de la Loire et les lignites des Bouches-du-Rhône pourraient aussi contribuer à l'exportation par Marseille. On sait que les lignites de Fuveau se rapprochent beaucoup de la houille : ce charbon est dur, brûle facilement avec une longue flamme, attaque peu les chaudières, conserve longtemps un feu doux, même sous la cendre, qualité précieuse pour les machines de mer; il n'encrasse pas les grilles et laisse peu de cendres : ces avantages compensent dans une certaine mesure la faible densité et le pouvoir calorifique inférieur des lignites. On peut d'ailleurs utiliser les lignites pour les mélanges, et surtout par l'agglomération.

Pour le moment, il existe encore un écart assez fort entre le prix des charbons anglais mis à bord à Newcastle et celui des charbons français sous vergues à Marseille, écart qui est en faveur du combustible anglais; mais la hausse des dernières années l'a déjà diminué, et l'on pourrait le réduire davantage par divers moyens que M. de Ruolz examine en détail. Il n'y a probablement pas lieu

de compter pour cela sur un abaissement du prix de revient, qui semble plutôt devoir s'élever, sauf peut-être pour les lignites, dont il reste encore à utiliser d'une manière plus complète les menus. D'un autre côté, le tarif différentiel adopté pour l'exportation par les compagnies houillères du Gard accorde déjà une réduction de 3 ou 4 francs, c'est-à-dire de 20 pour 100, sur le prix ordinaire au carreau, et il serait difficile d'aller plus loin. Mais on pourrait obtenir une diminution du prix de transport, abréger les délais de livraison, simplifier les manutentions et perfectionner l'outillage des ports de Marseille. En Angleterre, un navire en quête de charbon peut faire sa demande par le télégraphe, recevoir sa cargaison et la mettre à bord en vingt-quatre heures. De la Levade (Grand'-Combe) à Marseille-Joliette, la distance est de 191 kilomètres, et le délai légal de livraison par le chemin de fer de Lyon-Méditerranée est de cinq jours; mais la compagnie a stipulé, comme condition de son tarif d'exportation à prix réduit, un surcroît facultatif de délai qui est encore de cinq jours; avec les formalités aux docks, etc., il peut donc s'écouler entre la demande et la livraison à bord douze jours, soit, comparativement aux ports anglais, onze jours de perdus, — onze jours pendant lesquels les frais du stationnement à quai viennent grossir le total des frais de l'opération. En abrégeant ces délais onéreux, en réduisant un peu les tarifs des transports et en introduisant quelques améliorations dans les manutentions et les procédés d'embarquement, il serait certainement possible de rapprocher beaucoup les prix des charbons français qui partent de Marseille de ceux des charbons anglais expédiés de Newcastle ou de Cardiff. Le faible écart qui resterait encore serait racheté par une légère diminution du fret, sacrifice dont l'importance s'efface d'ailleurs à mesure que le trajet s'allonge et que le fret représente une somme plus considérable. Ainsi, pour vendre à Changhaï la tonne d'agglomérés du Gard au prix de 76 francs, qui est celui du charbon de Cardiff (gros pour vapeur), le navire français se contenterait d'un fret de 50 francs, tandis que l'anglais gagne 60 francs. N'oublions pas qu'il s'agit ici d'un fret de sortie, pour lequel les armateurs peuvent consentir à des conditions très inférieures à celles du fret commercial ordinaire.

En supposant que tous les conseils qu'il donne soient suivis, M. de Ruolz estime que nous pourrions supplanter dès à présent le quart, et peut-être bientôt la moitié de l'exportation anglaise dans la Méditerranée et la Mer-Noire, qui s'élève aujourd'hui à 2 millions de tonnes. En outre, une forte partie du lest embarqué à Marseille par les navires qui partent pour d'autres destinations devrait être remplacée par du charbon français. On arrive ainsi à une ex-

portation possible d'un million de tonnes, chiffre qui est confirmé par un autre calcul. Le nombre des navires partis de Marseille sur lest en destination de pays pouvant accepter des houilles françaises a été en 1867 de 1,440, représentant un tonnage de 350,000 tonneaux; on n'a pas compris dans cette catégorie les navires qui allaient en Angleterre, dans l'Inde, aux États-Unis, où la houille française ne trouverait pas d'acheteurs, ni ceux qui partaient pour les mers du Nord, qui restent réservées à Dunkerque. Sur ce nombre de 1,440 navires partis léges, et qui auraient pu prendre du charbon comme lest ou comme chargement complet, 1,410 avaient pour destination les ports de la Méditerranée. La quantité de lest embarqué chaque année à Marseille est en moyenne de 200,000 tonneaux, mais le lest ne représente qu'une partie du chargement complet; on peut admettre que ces navires auraient pu porter au moins 600,000 tonnes de charbon. En tenant compte de l'augmentation du mouvement maritime qui résulterait de la certitude d'un fret de sortie, le chiffre de 1 million de tonnes auquel M. de Ruolz évalue l'exportation possible de Marseille ne paraît pas trop élevé, surtout si l'on remarque que la dimension des navires et la proportion de la navigation à vapeur augmentent constamment, — deux circonstances éminemment favorables à l'exportation du charbon (1).

Marseille doit devenir le Newcastle français. Pourtant, si par la conquête des marchés de la Méditerranée l'exportation se développe rapidement, pour plus d'une raison Marseille seul ne pourra y suffire; il faudra donc un autre port situé sur le même littoral. On a songé à Aigues-Mortes, à Saint-Louis, à Cette; mais ce dernier port est le seul qui offre des chances sérieuses de succès. Vouloir créer soit à Aigues-Mortes, soit à Saint-Louis, de grands ports de commerce, serait une entreprise ruineuse. Il y a lieu de faire d'Aigues-Mortes un bon port de cabotage, de tirer parti du canal Saint-Louis après avoir amélioré le Rhône fluvial, et de créer à Saint-Louis une station d'échange entre les deux navigations (2); mais c'est Cette qui devra devenir le second port de commerce français dans la Méditerranée et l'auxiliaire de Marseille comme port charbonnier. Dès à présent, Cette occupe le second rang pour l'exportation houillère (3) et pour l'importation des minerais. Ces derniers sont amenés d'Algérie par de grands vapeurs qui pourraient prendre

(1) En 1874 et 1875, Marseille a exporté ou réexporté 231,700 et 175,500 tonnes de charbon.

(2) Terminé en 1871, le canal Saint-Louis, qui a coûté 20 millions, n'a encore été fréquenté que par de rares navires, et il ne deviendra vraiment utile que lorsqu'il existera des communications faciles par bateaux ou chemins de fer entre l'intérieur et le village de Saint-Louis. (Larue, *Manuel des voies navigables de la France.*)

(3) En 1872, ce port a expédié 50,000 tonnes de charbons français.

des charbons au lieu de repartir sur plein lest d'eau ou avec des chargemens incomplets; les navires qui apportent à Cette des douelles, des bois de construction, etc. sont dans le même cas. Cette pourrait donc aisément exporter en grande quantité les houilles du Gard et de Graissessac, pour lesquelles les distances ne sont que de 142 et de 95 kilomètres respectivement, et dans une certaine mesure aussi celles de l'Aveyron et de la Loire; mais ici encore il faudrait d'abord abaisser le prix de revient des charbons mis à bord. Il faudrait aussi améliorer le port, et jusqu'à ce jour de sourdes résistances ont paralysé les meilleures intentions.

Après avoir examiné tous les ports de notre littoral, depuis la frontière belge jusqu'à celle de l'Italie, au point de vue des ressources qu'ils offrent pour l'exportation maritime des charbons français, M. de Ruolz étudie dans le plus grand détail l'importation de houilles anglaises qui a lieu par chacun de ces ports, la pénétration de ces houilles à l'intérieur de la France et la concurrence qu'elles font sur nos propres marchés à nos charbons indigènes. La conclusion générale de cette étude consciencieuse et approfondie, c'est, comme nous l'avons déjà dit, que l'exportation maritime de la France pourrait sans difficulté être élevée à 2 millions de tonnes en développant la production des bassins les plus rapprochés de la mer, et notamment celle des bassins de la zone méditerranéenne, qui pourraient employer à l'exportation la presque totalité de l'accroissement éventuel de leur extraction. Au contraire, pour les bassins afférens aux ports de l'Océan, l'accroissement possible de la production dépasse de beaucoup le maximum de l'exportation qui serait utilement praticable par les mêmes ports. Ces bassins pourraient donc employer le surplus à chasser la houille anglaise des marchés du littoral. Mais ici l'on peut se demander si la France est réellement intéressée à repousser complétement le combustible anglais. C'est pour le moins douteux. « En effet, dit M. de Ruolz, dans une large partie de la zone océanienne, nos charbons ne pourraient lutter de prix avec ceux de l'Angleterre qu'au moyen d'une protection à outrance. Or, comme il faut avant tout à notre industrie de la houille à bon marché, quelle qu'en soit l'origine, il y a tout intérêt à favoriser l'entrée et la concurrence des houilles de la Grande-Bretagne sur la zone de notre littoral où la distance de nos bassins houillers rendrait, toutes conditions égales d'ailleurs, la lutte impossible (1). Il ne faudrait cependant pas arriver jusqu'à une inégalité de traitement qui constituerait une protection en sens in-

(1) A part même la question des prix de transport, il est difficile de faire concurrence aux charbons anglais pour le chauffage domestique, qui demande des sortes supérieures.

verse (1). » En somme, il ne paraît donc utile de remplacer dès à présent par le charbon indigène qu'environ un dixième de l'importation anglaise; l'excédant de la production servirait à développer l'exportation maritime, au grand profit de notre marine, et constituerait une réserve pour le cas où des circonstances imprévues arrêteraient les courans d'importation.

Pour développer l'exportation maritime des charbons français, il reste beaucoup à faire. M. de Ruolz signale les travaux à exécuter dans les ports, notamment à Dunkerque, à Marseille, à Cette, pour les mettre au niveau du rôle qu'ils sont appelés à remplir. A Dunkerque, nous sommes heureux de le dire, les travaux pour l'amélioration de la passe ont été poussés avec vigueur dans ces derniers temps; mais à Cette rien n'a été fait. — S'appuyant sur les succès déjà obtenus par la Société marseillaise, M. de Ruolz expose les services que rendrait la formation de syndicats pour l'exportation entre les mines situées dans le rayon du même port, au double point de vue de la puissance d'action et de l'économie des frais généraux, sans compter les facilités qui en résulteraient pour opérer des mélanges convenables des diverses qualités de houille, etc. Comme le rapporteur de la commission d'enquête de 1873, il insiste sur la nécessité d'une révision des tarifs des chemins de fer, qui sont trop élevés et présentent des inégalités choquantes: la base kilométrique du tarif légal de la quatrième classe de marchandises devrait être abaissée de 8, 5 et 4 à 6, 4 et 3 centimes pour faciliter la circulation des charbons. Lorsqu'on songe à l'importance qu'aurait pour le pays le bon marché de la houille sur notre littoral, on regrette que les compagnies ne consentent pas à transporter vers nos ports, au prix le plus strictement rémunérateur, cet aliment indispensable de tout grand commerce maritime, et qu'elles ne s'entendent pas pour l'adoption d'un tarif commun d'exportation à prix réduits.

Bien des lacunes restent aussi à combler dans les deux réseaux des voies navigables et des chemins de fer pour étendre les débouchés des bassins et pour rendre certaines concessions exploitables. M. de Ruolz discute longuement, et avec l'autorité que lui donnent ses hautes fonctions, les projets qui ont été mis en avant, et indique les voies nouvelles que réclame l'intérêt de nos bassins houillers. Certes l'unification de l'ensemble de notre réseau navigable en ferait l'instrument le plus économique et le plus complet du mouvement général des houilles; mais en attendant que cette gigantesque

(1) La houille anglaise obtient de Bordeaux à Périgueux un tarif kilométrique de 0 fr. 027, tandis que les charbons d'Aubin, pour se rendre à Bordeaux par Périgueux, paient 0 fr. 035 par kilomètre.

entreprise ait quelque chance d'être réalisée, il faut nous contenter d'améliorations de détail en combinant sagement les services des voies navigables et ceux des voies ferrées. En France, la concurrence des canaux peut encore heureusement exercer une pression sur les chemins de fer; en Angleterre, les compagnies des chemins de fer ont accaparé ou paralysé les voies fluviales, et le parlement a dû prendre des mesures pour les empêcher de tuer aussi la concurrence de la voie maritime en s'emparant de tous les ports.

La législation des mines, à son tour, a grand besoin d'être simplifiée et modifiée. M. de Ruolz signale les désidérata les plus pressans; le rapport de M. de Marcère, déposé au nom de la sous-commission spéciale de l'enquête de 1873, est également fort instructif. Entrer dans plus de détails à ce sujet nous conduirait trop loin; il suffira de mentionner deux ou trois points sur lesquels portent les réclamations. En France, le droit de vente par lots, comme celui de réunion et de groupement de concessions, est subordonné à l'autorisation du gouvernement. Il paraît que cette précaution est indispensable pour assurer une exploitation des richesses souterraines en rapport avec les besoins des consommateurs, et qu'il y a même lieu de l'étendre au droit de transmission en général (1). Rien de pareil en Angleterre : la nouvelle loi des mines, en vigueur depuis le 1er janvier 1873, est « conçue exclusivement, nous dit M. de Ruolz, au point de vue de la sécurité, du bien-être et de l'instruction des ouvriers, la propriété des mines étant en Angleterre une propriété libre, semblable à toutes les autres, et régie, comme elles, par le droit commun; les choses n'en paraissent pas marcher plus mal. »

Avant tout (comme le reconnaît aussi le rapport de M. de Marcère), il faut réviser l'article 11 de la loi de 1810, qui interdit de pratiquer des sondages, d'ouvrir des puits ou des galeries, même d'établir des magasins à moins de 100 mètres des habitations ou enclos murés. L'interprétation de cet article, d'après laquelle l'interdiction a été considérée comme applicable aux constructions élevées postérieurement à la concession, a donné lieu, dit M. de Ruolz, aux procès les plus étranges, à de véritables chantages envers certaines compagnies houillères, qui ont été forcées d'acheter à des prix exorbitans des terrains et des bâtisses de la plus mince valeur. Ces scandales se sont produits surtout dans le département

(1) Depuis que de grandes sociétés métallurgiques ont concentré entre leurs mains l'exploitation des principaux gisemens du centre de la France, il y a, dans le Cher, des usines qui ne peuvent plus se mettre en feu, faute d'une alimentation de houille assurée pour un certain temps, et le battage des grains a été également entravé par le manque de houille.

de la Loire, où le grand nombre de constructions que la présence même des mines a provoquées est devenu une entrave pour les travaux. On a vu des propriétaires bâtir partout où il y avait chance de destruction, puis réclamer des prix énormes pour des dégâts qu'ils avaient parfaitement prévus. En présence de ces abus, une révision de l'article 11 est depuis longtemps réclamée par toute l'industrie houillère. La commission de 1873 se borne à demander que, pour l'avenir, la distance de prohibition soit réduite à 40 mètres.

M. de Ruolz dénonce encore, comme une plaie de l'industrie, les droits d'octroi que la houille paie dans les grandes villes : 7 francs par tonne à Paris, 5 francs à Rouen, 3 fr. 50 cent. à Marseille et au Havre, et ainsi de suite. « A Nantes, ville industrielle et intelligente, il n'est perçu aucun droit sur les charbons. » Ce n'est pas la seule barrière qu'il faut abaisser, le seul obstacle qui reste à vaincre pour assurer à notre production houillère son libre essor. Les chiffres sont éloquens à cet égard : sur 612 concessions que l'on comptait en 1873, 277 n'étaient pas exploitées. Sur ce nombre, 87 sont épuisées ou stériles, 66 sont délaissées à cause du manque de débouchés ; d'autres restent improductives par suite de l'insuccès des travaux exécutés, ou faute de moyens de transport, ou par suite de difficultés financières, ou enfin par mauvaise volonté. Certes il y a là beaucoup à tenter pour amener un état de choses plus normal.

Un pays où manquent les routes, les débouchés, les consommateurs, peut longtemps ignorer ses ressources naturelles : témoin la Savoie. Il a fallu le percement du Mont-Cenis pour attirer l'attention sur les magnifiques gisemens d'anthracite de la Maurienne et de la Tarentaise. Ce bassin a une longueur de 80 kilomètres et une largeur de 15; il renferme plus de 100 couches dont l'épaisseur, malheureusement fort inégale, varie de $1^{m},5$ à 8 mètres, et dépasse parfois 25 mètres; « il le cède, disait dès 1863 un rapport de M. Lachat, à peu de bassins houillers, même parmi les plus riches de la France. » Au lieu de 10,000 tonnes, que l'extraction n'a pas encore dépassées, elle pourrait aisément s'élever à plusieurs centaines de mille tonnes. M. V. Barbier, dans son intéressant ouvrage sur *la Savoie industrielle*, a consacré plusieurs chapitres à cette question. La Savoie pourrait compter sur un mouvement d'exportation considérable. Déjà les anthracites de la Maurienne pénètrent dans les départemens de la Haute-Savoie, de l'Ain, de Saône-et-Loire, de la Loire; ils sont demandés à Turin, à Genève, à Lyon; ils pourront desservir tout le nord de l'Italie, où l'absence du combustible minéral, le haut prix des charbons anglais, le rapprochement des grandes villes, la fréquence des fours à chaux, à briques, à plâtre, leur assurent un débouché magnifique. Cependant l'ou-

verture du tunnel du Mont-Cenis (octobre 1871) n'a pas encore produit les heureux effets qu'on en attendait pour l'exportation des anthracites en Italie. On apprit d'abord que la gare de Modane était fermée aux expéditions du commerce local, et qu'on devait les faire de la gare de la Praz ou de celle de Saint-Michel; ensuite les compagnies refusaient d'appliquer aux anthracites de la Maurienne le tarif commun à prix réduit établi pour les expéditions des charbons de la Loire et de Saône-et-Loire. Il en résulte que ces derniers, malgré un parcours plus long, arrivent à Turin avec des frais de transport à peine supérieurs à ceux des anthracites, et la différence est trop faible pour permettre la lutte. Les compagnies y perdent le surcroît de trafic que leur promet cette exportation, qui se développerait à vue d'œil en favorisant la naissance de la grande industrie en Italie, et le pays voit s'en aller les charbons de la Loire, qui suffisent à peine aux besoins de la consommation française depuis qu'ils connaissent le chemin de Turin, tandis qu'il serait sage de les garder et d'envoyer à leur place les anthracites.

Quand il est question de la houille, l'exportation vraiment profitable aux intérêts généraux du pays, c'est celle qui se fait par mer. Nos charbons pourront nous reconquérir la Méditerranée, en faire, dans un certain sens, un lac français. Pourquoi laisser plus longtemps aux Anglais le monopole du grand commerce dans ces parages? En ces matières, il s'agit de vouloir. Mais il faut que l'opinion soit éclairée, que les idées justes fassent leur chemin. Ne nous lassons pas de redire ce qui peut et doit être tenté : à force de répéter qu'une chose peut se faire, qu'elle devrait se faire, on obtient qu'elle se fasse. Pour accroître notre production houillère et développer l'exportation maritime, il faut surtout donner du courage aux capitaux, qui sont encore trop timides en face d'une entreprise normale et qui autorise de légitimes espérances. Il faut aussi que les compagnies des chemins de fer comprennent combien il serait de leur intérêt de favoriser la circulation des houilles par des tarifs communs aussi bas que possible, c'est-à-dire strictement rémunérateurs. C'est dans les transports à bon marché qu'est l'avenir de notre exportation houillère, auquel est lié celui de notre commerce maritime; M. de Ruolz a le mérite d'avoir mis ces choses-là en pleine lumière, et il faut souhaiter que son ouvrage ait beaucoup de lecteurs qui consentent à le suivre jusqu'au bout de ses raisonnemens. Lorsqu'on se trouve devant des démonstrations aussi claires et des chiffres aussi éloquens, on ne peut que regretter que la vérité ait généralement besoin d'un temps si long pour se faire jour.

R. Radau.

LA QUESTION

DE LA MARINE MARCHANDE

LE CONGRÈS MARITIME DU 7 JUIN 1876.

Ce ne sera pas sans une certaine satisfaction que le commerce et l'industrie verront enfin venir le jour où les représentans du pays, laissant de côté, les uns leurs espérances, les autres leurs regrets politiques, se décideront à s'occuper de certaines questions dont la prompte solution intéresse au plus haut degré la prospérité de la France.

Au nombre des problèmes qui demandent sans nul retard à être portés devant nos honorables législateurs, figure celui qui a trait à notre marine marchande à voiles. Cette dernière, dit-on, s'étiole et meurt. Pour la relever, pour bien connaître le mal dont elle souffre, des études sérieuses sont nécessaires. Il ne s'agit en effet de rien moins, si l'on en croit un grand nombre d'armateurs, que de notre influence militaire et commerciale sur les mers, de la vie à rendre à nos ports et à nos chantiers déserts, de la possibilité de créer chez nous ces immenses entrepôts qui n'existent sur une grande échelle qu'en Angleterre sur les bords de la Mersey et de la Tamise, en Hollande, et en Belgique sur les rives brumeuses de l'Escaut. Et cependant, au point de vue de notre commerce général, le mal est-il aussi grand qu'on veut bien le dire? Non, assurément. N'y a-t-il donc qu'en France que la marine à voiles soit en décroissance? Elle diminue presque partout. En subventionnant les armateurs de cette catégorie de transports, aurons-nous, — et c'est là la chose essentielle, — les matières premières et les articles de consommation générale à meilleur marché que par le passé? Nous

n'osons l'espérer. Vouloir une marine à voiles marchande aussi florissante qu'elle l'était avant l'invention du bateau à vapeur, c'est demander l'impossible, et chercher à retourner vers un passé qui ne peut renaître. C'est demander à M. de Lesseps de combler son canal, à un capitaine de navire à vapeur de ne pas faire le voyage des Indes, aller et retour, en trois mois, c'est aspirer à revenir au temps où l'électricité, la vapeur et la liberté des échanges étaient choses complétement inconnues.

Si avec l'étendue des côtes que la France possède et la protection dont nos armateurs ont largement joui depuis un temps immémorial jusqu'en 1860, nous ne sommes pas la première nation maritime, c'est évidemment parce que nos goûts s'y opposent. Nous n'aimons pas plus en France la mer et la grande navigation que nous n'aimons l'émigration. Il serait en effet surprenant que nous eussions l'amour des courses lointaines, la nostalgie des ciels bleus et des forêts tropicales, lorsque nous n'avons ni les brumes de l'Angleterre, ni les misères de l'Irlande, ni les neiges de la Suède et de la Norvége, ni le sol désolé de quelques provinces de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne. Dans son mémoire du 7 juin 1876, le Congrès maritime de Paris ne dit pas autre chose : « Nos populations ne voyagent pas et n'émigrent pas; elles trouvent trop facilement à terre, sous notre ciel privilégié, les moyens d'existence que les peuples pauvres du Nord sont forcés de demander au métier de la mer, le seul qu'ils puissent exercer. La vie la plus dure, les privations de toutes sortes, ne coûtent pas à ces peuples, que les rigueurs de leur climat entraînent à chercher dans les latitudes tempérées et dans l'industrie des transports maritimes une existence moins pénible. Les Grecs, les Autrichiens, les Italiens eux-mêmes, doivent être également classés dans la catégorie des nations habituées à vivre de privations, qui naviguent dans des conditions plus économiques que les Français ou les Anglais, et nous disputeront toujours le fret à des prix plus bas que ceux que nos armateurs pourraient accepter... La situation géographique de la France, si enviable à tant d'égards, est encore cependant pour nous une cause d'infériorité. La France étant placée sur le chemin des navigateurs du nord de l'Europe, leurs navires viennent, sans déroutement et sans frais, enlever notre fret de sortie dans nos ports de l'Océan. Les armateurs français ne peuvent pas faire remonter leurs navires à Hambourg et à Liverpool, et revenir ensuite au Havre ou à Bordeaux pour compléter leur chargement... L'absence de toute réciprocité sérieuse avec les nations pauvres, sans commerce, ou dont les ports sont fermés pendant une partie de l'année, et qui n'ont d'autres industries que l'industrie des transports, est encore pour notre marine une cause d'infériorité positive... Il n'est au pouvoir d'aucun gou-

vernement de faire disparaître ou d'atténuer ces causes d'infériorité, et si l'on ne veut pas en tenir compte, mieux vaudrait faire cesser immédiatement toute illusion et toute espérance, et déclarer que la France ne croit avoir aucun intérêt à s'imposer le moindre sacrifice pour permettre à sa marine de lutter contre les marines étrangères. »

Telle est textuellement la pensée de l'école protectioniste. Les partisans de la doctrine contraire ne diffèrent pas essentiellement de langage; voici ce que dit la chambre de commerce de Marseille, dans sa séance du 16 mai 1876 : « Les souffrances de la marine française, notamment de la marine à voiles, proviennent principalement : du grand développement de la navigation à vapeur dans le monde entier, du grand nombre de navires à vapeur de grande portée qui ont été construits partout dans ces derniers temps, et qui, pourvus de machines consommant peu de charbon, ont pu accepter des frets très bas, même souvent plus bas que ceux qui étaient demandés par les navires à voiles, de l'excessive concurrence qui s'en est suivie, et qui a naturellement provoqué un abaissement considérable dans les prix du fret, de l'existence de lignes subventionnées par les diverses puissances, enfin du percement de l'isthme de Suez, qui a permis aux bateaux à vapeur depuis 1869 d'aller dans l'Inde et d'y faire une concurrence sérieuse aux navires à voiles; toutes causes générales, fatales, auxquelles il n'est au pouvoir de personne de remédier. »

De son côté, la chambre de commerce de Toulon et du Var, dans sa séance du 2 mai 1876, par l'organe d'un de ses membres, M. Cabissol, s'exprime ainsi : « Malgré sa vaste étendue de côtes, malgré l'intelligence de ses habitans, malgré l'habileté de ses marins, malgré les capitaux dont elle peut disposer et qu'elle jette à pleines mains à toutes les aventures, la France voit tous les jours sa marine marchande diminuer dans des proportions inouies. Elle, qui devrait être la seconde, au moins la troisième des puissances maritimes, est tombée de chute en chute au dernier rang, c'est-à-dire au niveau de l'Espagne et des nations qui n'ont pas de navires au long cours. Et cette chute est si rapide que, si nos législateurs ne se préoccupent au plus tôt de la situation, notre marine marchande n'existera plus, et le mal sera sans remède. »

L'opinion des armateurs réunis en congrès maritime le 7 juin à Paris ou à d'autres époques dans leurs chambres de commerce, soit que cette opinion émane des partisans de la protection, soit qu'elle soit formulée par les partisans de la liberté commerciale, semble donc être celle-ci : en raison du bien-être dont jouissent nos compatriotes sous un ciel tempéré, par d'autres causes fatales, la marine marchande est condamnée à l'infériorité; mais, comme une

nation telle que la France ne peut pas se passer de matelots, le gouvernement doit soutenir la marine qui existe, et en favoriser le développement par tous les moyens qui sont en son pouvoir. Avant de dire quels sont ces moyens, achevons l'énumération des causes qui, d'après l'opinion des armateurs, poussent notre marine vers la ruine.

La question de la marine marchande est loin d'être nouvelle. Depuis que Napoléon III a conclu avec une grande audace, la seule peut-être qui honorera son règne, un traité de commerce avec l'Angleterre, certains armateurs français n'ont cessé de demander l'abolition des charges qui pèsent sur leurs armemens. Protégés jusqu'en 1860 par les surtaxes qui frappaient les pavillons étrangers, beaucoup de gros négocians de nos ports de mer ont fait depuis cette époque tous leurs efforts pour prouver qu'ils se trouvent dans des conditions d'inégalité qui les empêchent de lutter avec leurs rivaux de l'étranger. Sauf quelques concessions de peu d'importance, les plaintes de ces armateurs, quoique incessantes, n'ont pas été écoutées. Le gouvernement n'a voulu voir dans leurs doléances que le regret d'avoir perdu une protection qui en réalité n'enrichissait qu'eux.

Dès 1865, M. Béhic étant alors ministre, une commission d'enquête fut créée; elle fut invitée à refondre le livre II du code de commerce, livre dont les principales dispositions remontent à Colbert, c'est-à-dire à deux siècles. Cette commission, dont M. Rouher faisait partie, — on ne sait pourquoi, — était composée presque exclusivement d'hommes considérables et très au courant de tout ce qui touche au commerce et à la marine. Malgré tant de capacités et de talens réunis, ce ne fut qu'en 1870 qu'on réussit à soumettre au conseil d'état un projet, dit-on, très bien conçu; mais en raison des tristes événemens de cette époque, ce plan a disparu ou est resté lettre morte. Le 15 octobre 1873, une nouvelle commission d'enquête fut créée. Elle se composait de trente-trois membres, qui se divisèrent en trois sous-commissions et qui tinrent en très peu de temps dix-huit séances générales. Du rapport présenté par M. Dupuy de Lôme, il est résulté ce qu'on appelle l'hypothèque maritime et une nouvelle loi sur la vente des navires. A part ces deux changemens, la question de la marine marchande est encore aujourd'hui dans la même situation où elle se trouvait en 1865, à l'époque où fut instituée la première commission d'enquête.

Le 7 juin de cette année, plus mécontens que jamais, les armateurs et les délégués de nos principales villes de France se sont réunis en congrès, à Paris, pour faire connaître au pays la décadence de leurs armemens et porter leurs vœux devant les chambres. Nous avons sous les yeux le résumé des séances de cette réunion,

ainsi que divers extraits du registre des délibérations de plusieurs chambres de commerce; ces documens, émaillés de chiffres et de tableaux, nous permettront de donner une idée de la situation véritable dans laquelle se trouve notre marine marchande, et de ce qu'exigent nos armateurs pour relever leurs pavillons.

C'est depuis 1866 que la France, qui occupait à cette époque le troisième rang dans la statistique générale des bâtimens voiliers, est descendue au sixième, comme le montre le tableau suivant :

PAVILLONS (1875).	NAVIRES A VOILES.		NAVIRES A VAPEUR.		TOTAL.	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
Anglais.....	19,709	5,543,567	3,152	2,088,026	22,861	7,631,593
Américain.....	7,312	2,387,876	578	493,097	7,890	2,880,973
Norvégien.....	4,718	1,360,663	117	34,598	4,835	1,395,261
Italien.....	4,469	1,222,382	111	61,630	4,580	1,284,012
Allemand.....	3,477	853,290	232	198,911	3,709	1,052,201
Français.....	3,877	751,854	301	202,109	4,178	953,963
Espagnol.....	2,888	551,201	216	103,627	3,104	654,828

De 1872 à 1875 seulement, notre marine à voiles a perdu 151,000 tonneaux (17 pour 100), tandis que la Norvége et l'Italie augmentaient leur tonnage de 27 et de 15 pour 100 (1). Dans le tonnage général en 1875, notre marine à vapeur figure au troisième rang. Que l'on se garde bien d'en tirer une conclusion qui console de l'infériorité de notre marine à voiles! Sur le chiffre de 202,109 tonneaux qui représente la marine à vapeur française, 129,376 sont subventionnés. Pour qu'ils existent, il faut que la France accorde à diverses compagnies un secours annuel de 25 millions de francs. Reste donc 72,723 tonneaux non-subventionnés; mais dans ce dernier chiffre figurent 18,347 tonneaux composés de bateaux remorqueurs, de chaloupes à vapeur, d'embarcations faisant le service des rades et des ports, ce qui réduit à 54,386 tonneaux l'effectif réel de la marine à vapeur française, effectif qui se soutient sans privilége et sans subvention de l'état.

Un reproche qui a été souvent adressé à nos armateurs est celui de n'avoir pas transformé entièrement leur marine à voiles en marine à vapeur. Ils auraient dû, dit-on de tous côtés, activer d'autant plus ce changement qu'en 1874 M. Dupuy de Lôme disait ceci dans son rapport de la commission d'enquête : « Presque chaque

(1) Tonnage des navires à voiles :

	1872.		1875.	
Angleterre.	5,468,000	tonneaux.	5,543,000	tonneaux.
États-Unis.	2,279,000	—	2,387,000	—
Norvége..	1,072,000	—	1,360,000	—
Italie.	1,058,000	—	1,222,000	—
Allemagne..	915,000	—	853,000	—
France.	902,000	—	751,000	—

année apporte au matériel nouveau des perfectionnemens qui le rendent de plus en plus propre aux transports économiques, soit par l'accroissement du nombre des tonneaux portés avec une même vitesse par une même puissance motrice, soit par des dispositions nouvelles de machines elles-mêmes, qui font qu'elles consomment à peine par cheval effectif la moitié du combustible primitivement nécessaire. Les navires à voiles présentent sans contredit des qualités spéciales qui les feront longtemps encore, et peut-être toujours, préférer pour certaines navigations, mais la nécessité du remplacement d'une grande partie des voiliers de commerce par des navires à vapeur n'en est pas moins incontestable. »

Malgré cette nécessité de transformation proclamée par M. Dupuy de Lôme, si l'on s'en réfère au tableau du tonnage des navires à voiles des différentes puissances maritimes, de 1872 à 1875, on remarque qu'à l'exception de la France, de l'Allemagne et de l'Autriche, les autres nations ont vu progresser le nombre de tonnes de jauge de leurs bateaux à voiles. La Norvége, l'Italie, l'Angleterre, les États-Unis, ont augmenté leurs voiliers dans de grandes proportions. Quant à la France, elle perdait dans ces dernières années 17 pour 100 de l'effectif de ses navires au long cours. Cette perte est-elle une des causes de la ruine de nos armateurs? Je ne le pense pas, car pour les armateurs étrangers l'abondance des transports n'est pas la richesse. Les chantiers de Glascow, les ports de Londres et de Liverpool regorgent littéralement de bateaux en bois et à vapeur, ne demandant aux quatre coins du monde que des marchandises à transporter à vil prix ou des acheteurs. Comme on l'a dit au congrès du 7 juin, l'offre à Liverpool et à Londres excède tellement la demande, que les cours des frets sont avilis, et qu'il n'y a aucun espoir de les voir se relever de longtemps.

Ce n'est donc pas seulement en France que le malaise dont se plaint la marine existe. Il est partout, et, chose digne de remarque, la Belgique, où règne une liberté commerciale illimitée, ne possède presque plus de marine marchande nationale. La prospérité générale de cet état, si actif et si industrieux, n'en est pas moins grande, et les denrées coloniales y sont à bien meilleur marché que chez nous : les Belges ne demandent pas autre chose. Ne venons-nous pas nous-mêmes de constater que notre pays est celui qui a le moins à souffrir de la stagnation commerciale dont on se plaint partout? Le premier semestre de 1875 donnait comme chiffre du commerce extérieur de la France 3,518 millions; or le premier semestre de 1876 a atteint la somme de 3,580, c'est-à-dire une différence en plus de 62 millions. Notre commerce avec l'étranger n'est donc pas si complétement en voie de déclin qu'on pourrait le croire en lisant la plupart des mémoires qui traitent aujourd'hui

de la question de la marine marchande. Il est donc démontré que la nation qui possède le plus de transports n'est pas celle qui fait les affaires les plus satisfaisantes; on en a la preuve dans le mouvement toujours ascendant de notre commerce extérieur. Quoi qu'il en soit, nous ne devons négliger aucun moyen pour augmenter cette précieuse progression, et si le développement de la marine marchande peut y ajouter quelque chose, gardons-nous de nous déclarer satisfaits des résultats obtenus sans son concours.

Les armateurs français, pour appuyer leurs demandes de réformes et de protection, font valoir, non sans raison, la part infime qui leur revient dans nos transports, et les sommes énormes que nous payons aux marines étrangères. C'est ainsi que, d'après des documens officiels, il est avéré que la part du pavillon français, qui était encore chez nous de 39 pour 100 en 1862, est descendue à 35 pour 100 dans la période de 1862 à 1869, et que depuis la loi de l'assimilation du pavillon elle est finalement réduite à 29 pour 100. Ce chiffre ne serait pas encore la véritable expression des transports laissés aux navires français, puisqu'il faut en défalquer 10 pour 100, représentant la part enlevée par les compagnies auxquelles l'état accorde une subvention. M. Dupuy de Lôme en effet a constaté, dans son lumineux rapport, que les compagnies postales subventionnées prenaient dans le mouvement maritime 1,023,252 tonnes sur 3,086,000, somme totale des marchandises transportées sous pavillon français.

Ce n'est pas sans un sentiment de tristesse qu'il nous faut reconnaître que la part laissée aux pavillons étrangers est de 71 pour 100. Nos regrets s'augmentent lorsque nous songeons à la somme énorme que la France paie pour ce motif à l'Angleterre et à d'autres nations. En estimant la tonne de marchandises au taux moyen de 35 francs, et en multipliant ce taux par 8,756,000, nombre des tonnes de marchandises chargées sur navires étrangers, d'après les états de douane de 1875, nous arrivons à un résultat de 306 millions de francs. Ce tribut, à quelque différence près, est annuel, et à tous les points de vue chacun doit désirer qu'il diminue.

Les partisans de la liberté illimitée répondent à ce qu'une pareille situation a de déplorable, en alléguant que notre pavillon n'a jamais transporté autant de marchandises que depuis l'époque où il a cessé d'être protégé, — que, si en effet, d'après le *Véritas*, l'effectif de notre marine à voiles, de 1870 à 1875, a subi une diminution de 140,000 tonneaux, la marine à vapeur s'est accrue pendant la même période de 105,000; enfin, que le mouvement de la navigation par navires français a augmenté, de 1870 à 1875, pour la navigation de long cours avec les colonies et possessions françaises et l'étranger, de 324,631 tonneaux, entrées et sorties réu-

nies, — de 616,000 tonneaux pour la navigation de concurrence de 1870 à 1874, — enfin de 1,054,818 tonneaux pour le mouvement général de la navigation de la France pendant la même période. Ces chiffres, il faut bien le reconnaître, n'indiqueraient pas une marine en voie complète d'anéantissement, si l'on pouvait perdre un seul instant de vue qu'une partie de ce beau résultat coûte au budget en subventions postales et annuelles, 25 millions de francs. Il était également impossible que nos armemens restassent absolument stationnaires, de 1860 jusqu'à nos jours, lorsque le marché extérieur français prenait chaque année un si grand développement.

Arrivons aux autres causes qui maintiennent forcément notre marine marchande à voiles dans un rang secondaire. Il y a d'abord un fait regrettable et que rien ne peut empêcher, c'est l'obligation pour nos constructeurs de navires de payer les bois plus cher que ne les paient les États-Unis d'Amérique, le Canada, la Norvége, les chantiers de la Baltique et de l'Italie. Une inégalité tout aussi fâcheuse se produit en France pour les fers, les tôles et les cornières, qui sont employés dans nos arsenaux maritimes. Nos principales usines métallurgiques se trouvent presque toutes établies au centre du pays; les tôles, par exemple, n'arrivent du Creusot dans les ports de Bordeaux, de Marseille, de la Seyne et du Havre qu'avec une surcharge de transport inconnue aux ateliers anglais. Il est vrai qu'il y a une loi qui permet l'entrée en franchise du matériel employé dans les constructions navales et dans les armemens; mais cette loi est entourée de telles difficultés dans l'exécution que c'est comme si elle n'existait pas, et nous continuons à payer plus cher tous les objets dont nous nous servons pour construire. D'autre part, la chambre de commerce de Toulon a fait remarquer avec beaucoup de raison que tous les bureaux de douane ne sont pas ouverts aux admissions en franchise. Celui de la Seyne, par exemple, où se trouve le plus grand chantier de construction de la France, n'a pas le droit de faire ces opérations, et ce n'est qu'à titre purement gracieux que les constructeurs qui y sont établis ont obtenu une autorisation temporaire. Saint-Tropez, Antibes, Agde, pour ne parler que des petits ports du Midi, sont dans le même cas, et ce qui rend surtout cette loi illusoire pour l'armateur, c'est l'obligation d'avoir fait *avant un an* l'emploi de ces objets ou de payer un double droit, d'où résulte l'impossibilité d'établir un dépôt où l'on pourrait avoir un bon matériel à sa disposition au fur et à mesure des besoins. Nous pouvons, il est vrai, acheter à bon marché les navires des étrangers; mais que deviendront alors nos chantiers, nos ouvriers, notre industrie navale? Il serait fort à craindre qu'on ne nous livrât que des rebuts remis à neuf.

S'il est très vrai qu'en France la main-d'œuvre est moins chère

qu'en Angleterre et qu'aux États-Unis, il est tout aussi vrai que nos arsenaux manquent d'un nombre suffisant d'ouvriers habiles, d'un outillage perfectionné et de machines-outils, qui permettent aux constructeurs d'économiser sur la main-d'œuvre. Or tout un outillage emporte-pièce, inconnu chez nous, existe dans les grands arsenaux de l'étranger. Qui pourrait croire qu'à Bordeaux on chercherait vainement une machine à scier les bois de membrure? C'est le primitif scieur de long qui remplace sur ce marché de premier ordre la scierie mécanique. Avec de telles défectuosités dans les instrumens de travail, une cherté de main-d'œuvre qui en est la conséquence naturelle, et les hauts prix du matériel en fer et en bois, comment pourrions-nous construire des bâtimens à voiles ou à vapeur à des prix aussi bas que ceux obtenus par nos concurrens? Comme le dit à ce propos M. J.-B. Pastureau-Labesse, ingénieur de la marine, dans un remarquable rapport qu'il vient d'adresser à la Société de géographie de Bordeaux, les chantiers français construisent les navires, alors que les chantiers américains et anglais les *manufacturent*.

Dans un numéro du *Mémorial du génie maritime*, recueil très compétent en matières maritimes et commerciales, nous avons vu la confirmation d'une remarque que nous avions faite depuis longtemps dans le cours de nos voyages, c'est que les bateaux français, à tonnage égal, ont des équipages plus nombreux que les bateaux de l'Angleterre et des États-Unis. Pour 100 tonneaux, les Américains par exemple arment leurs navires avec 2 hommes 5; en France, pour le même tonnage, nous armons avec 4 hommes 7. « J'ai vu aux États-Unis, dit M. Pastureau-Labesse, des navires de 600 tonneaux qui n'avaient que 7 hommes d'équipage. » Ces goëlettes, — *three masterschooners*, — manœuvrent, il est vrai, leurs voiles au moyen de petits treuils placés au bas de chaque mât. Ce genre de bateau offre de tels avantages que, sur 17,236 navires à voiles qui constituent la marine commerciale des États-Unis, il y a 11,489 goëlettes à deux et trois mâts. Ces bateaux, aux manœuvres faciles et économiques, ne sont presque pas d'usage chez nous, quoiqu'il en vienne fréquemment dans nos ports. Ajoutons qu'en Angleterre une moyenne d'équipage est de 2 hommes 9 pour 100 tonneaux. Cette différence d'armement est bien digne d'appeler l'attention de ceux qui s'occupent de résoudre la question de la marine marchande. Elle prouve que nos armateurs tiennent peu de compte des améliorations navales qui se produisent à l'étranger. Est-ce par économie, par habitude de protection ou par indifférence? Quoi qu'il en soit, ils ont tout intérêt à ne pas négliger de tels progrès. Qu'ils s'aident donc, s'ils veulent que le ciel, — c'est-à-dire le gouvernement, — leur vienne un jour en aide.

Les Anglais construisent beaucoup plus de navires en fer qu'ils n'en construisent en bois, et ce système, que nous ne pouvons adopter en raison de sa cherté, est encore une cause d'infériorité pour notre marine. Les avantages qu'offrent les bâtimens en fer sont considérables : facilité de construction, durée, force, contenance plus grande et réparations moins fréquentes. Un navire en métal de 700 tonneaux peut porter une centaine de tonneaux de plus qu'un bâtiment en bois de même capacité. C'est 15 pour 100 de profit pour le premier; les Anglais savent si bien cela, que sur 369,000 tonneaux construits en Angleterre pendant le cours de l'année 1868, 208,101, c'est-à-dire 56 pour 100, étaient la part des navires en fer.

On a fait également la remarque que les armateurs français qui font du cabotage une spécialité ne se servent jamais que de bâtimens à voiles. On sait à quels contre-temps incessans sont soumis ces petits bateaux, jouets des vents, des calmes, des marées, des visites de douane et d'équipages mal composés. Qui de nous n'a vu un de ces lourds cabotiers, les voiles flottantes et le pavillon collé au mât, attendre pendant de longues heures, à la sortie des ports, une brise propice pour prendre le large? Tant de délais forcés font qu'un navire à voiles dépense en temps perdu une somme qui dépasse celle qu'il lui faudrait pour naviguer au charbon. Demandez aux capitaines des bateaux à vapeur qui font à peu près tous les quinze jours, et sans perdre de vue les côtes, le trajet des Sables-d'Olonne à Cardiff *et vice versa*, si leurs armateurs auraient intérêt à remplacer la vapeur par la voile : ils vous répondront que la voile serait la ruine de leurs patrons ou plutôt de la Compagnie de la Vendée.

Les chambres de commerce françaises en général se plaignent, avec beaucoup de raison, de ce que les armateurs soient contraints de ne former leurs équipages qu'avec des matelots faisant partie de l'inscription maritime. Les Anglais prennent leurs hommes où ils veulent et où ils peuvent en rencontrer. Rien non plus ne les oblige à rapatrier leurs équipages; s'il leur plaît d'abandonner ces derniers dans un port quelconque, fût-ce aux antipodes, aucune loi ne peut les en empêcher. Ce n'est pas tout : si un armateur français désire, par exemple, n'engager ses matelots que pour la traversée de Marseille à Calcutta, et s'il trouve des hommes disposés à prendre cet engagement, le commissaire de l'inscription maritime s'y oppose ou exige que l'armateur soit tenu, dans ce cas, de faire revenir en France les hommes à ses frais. Avec une pareille contrainte, un négociant est souvent obligé de renoncer à l'entreprise commerciale qu'il avait en vue et de la laisser faire à des capitaines étrangers. Lorsque ceux-ci débarqueront à Calcutta, ils congédieront

leur équipage, si cela leur est avantageux, et en formeront un nouveau de matelots européens s'ils doivent retourner en Europe; s'ils veulent continuer à naviguer dans les mers de l'Inde, ils prendront des hommes de mer indigènes, des *lascars*, gens pauvres et peu rétribués. De plus, comme le fait remarquer la chambre commerciale de Toulon, si au départ de Marseille l'armateur français embarque, bien entendu sans le savoir, — car il n'a pas les moyens de s'éclairer, — un homme notoirement incapable ou malade, il est obligé de conserver à bord du navire un matelot qui n'est bon à rien. Pour le débarquer, il est tenu de lui payer ses gages jusqu'à son retour en France et de pourvoir aux frais de son rapatriement, frais toujours élevés, car ce retour s'effectue le plus souvent par bateau à vapeur. Si ce matelot est malade, quoiqu'il puisse être prouvé qu'il s'est embarqué dans cet état, l'armateur n'en est pas moins tenu de payer ses frais d'hôpital, toujours fort onéreux hors de France, de lui continuer sa paie, de pourvoir à son rapatriement, bienheureux si, à son arrivée, le matelot ne reste pas encore à la solde de l'armateur jusqu'à ce qu'il soit entièrement rétabli. Aussitôt en bonne santé, cet homme peut pourtant être enlevé à son capitaine, et appelé à venir tout de suite sur les bâtimens de l'état. Sous ce rapport, quelles sont les charges de l'armateur étranger? Il n'en a pas; si un capitaine a des hommes malades à son bord, il a le droit de les débarquer, et c'est le gouvernement national qui en prend soin. Les obligations imposées de nos jours aux armateurs français pouvaient se comprendre à l'époque où ils étaient protégés, mais avec l'égalité générale des pavillons elles sont une injustice qui contribue à la décadence de notre marine. Rappelons encore, à ce sujet, que nos armateurs ne peuvent employer de marins étrangers que dans une proportion minime, tandis que les autres industries peuvent prendre leurs ouvriers où il leur convient mieux; c'est d'autant plus choquant, à Marseille surtout, que les industries locales n'emploient guère que des ouvriers étrangers.

Nous n'en avons point fini avec les griefs de nos armateurs. En outre d'une patente de première classe que paient ces négocians, ils ont à payer un impôt spécial que ne paie pas le navire étranger, et qui est de 1 franc 07, centimes additionnels compris, par tonneau de jauge de bâtimens au long cours; d'où il résulte ce fait, peu encourageant pour les constructeurs de France, que l'armateur qui augmente son matériel voit augmenter sa patente dans une proportion sans limites. Il y a plus : au lieu d'encourager l'esprit d'association, qui a donné, principalement en Italie, un grand développement à la marine marchande, les lois qui nous régissent frappent d'un droit additionnel la taxe déjà perçue par tonne de jauge. Le droit est de 1 1/2 pour deux associés, 1 3/4 pour quatre,

1 5/6 pour six. Rien n'est plus mauvais pour notre cabotage que cette mesure, parce qu'elle est un grand obstacle à l'association des petits capitaux et qu'elle empêche plusieurs hommes intelligens, mais peu fortunés, de se créer une carrière en s'associant. Elle est également mauvaise, parce qu'elle vient aggraver la situation de nos armateurs au point de vue de la concurrence qu'il leur faut soutenir. Ainsi un négociant français qui, pour les besoins de son commerce, possède 50,000 tonneaux de jauge de navires à voiles, paie, en outre de sa patente d'armateur, un impôt de 50,000 francs s'il est seul, de près de 100,000 francs s'il est contraint de prendre des associés. En Norvége, les charges d'un armateur se réduisent au paiement dans son pays d'une patente de commerçant. On voit qu'en ceci encore la lutte que nous soutenons contre nos rivaux est loin d'être établie avec égalité. Les droits de quai aux États-Unis ne se paient qu'une fois par an. En France, ils se paient toutes les fois qu'un navire entre au port; c'est une charge écrasante pour ceux de nos navires qui viennent à intervalles très rapprochés faire dans nos rades des opérations de commerce, comme ceux qui à Marseille font le cabotage entre la France et l'Algérie ou l'Italie, et dans les ports du Nord avec les pays voisins. Ainsi un petit navire de 300 tonnes de jauge, faisant entre l'Italie et la France des voyages fréquens, arrive à payer comme droits de quai, avant la fin de l'année, une très forte somme, ce qui, pour un petit bâtiment et de pauvres frets, est une intolérable charge. « Pourquoi ne pas décréter que les droits de quai ne seront payés qu'une fois par an, comme aux États-Unis, en les augmentant légèrement au besoin, pour conserver à l'impôt le même rendement? (1) »

Nous arrivons au point difficile de la question, c'est-à-dire aux divers projets qui doivent arrêter la décadence de notre marine marchande, et conserver ainsi à l'état les hommes de mer dont il a besoin pour armer ses flottes en temps de guerre. A cet égard, l'école protectioniste comme l'école du libre-échange nous offrent un nombre infini de réformes et de modifications.

Occupons-nous d'abord des solutions proposées par le congrès de la marine marchande, le 7 juin 1876. Ce congrès, composé d'armateurs, de délégués des chambres de commerce et d'un représentant de la Société générale des transports maritimes à vapeur, demande à revenir au système de protection tempérée; mais il a en outre le tort de trop faire l'éloge des hautes barrières douanières dont les États-Unis ont entouré leurs frontières depuis la fin de la guerre civile. Ce que l'on sait déjà par l'exposition de Philadelphie du haut prix et de la médiocre qualité des produits essentiellement

(1) Extrait des registres des délibérations de la chambre de commerce de Toulon.

américains n'est pas d'accord avec ce qu'affirme le *Mémorial du congrès*, « que l'Europe, et notamment l'Angleterre, se voient menacées sur les divers marchés du monde de la concurrence des manufactures américaines, qui, à l'ombre de la protection, ont grandi et progressé au-delà de toute expression. »

La protection tempérée du congrès de Paris consiste dans le rétablissement des surtaxes sur le tiers-pavillon et des surtaxes d'entrepôt, ou dans une subvention qui serait accordée à titre de compensation à la marine, pour représenter l'équivalent de la protection accordée aux autres industries. A l'appui de sa demande, le congrès rappelle que, lorsque la réforme de 1860 s'est produite, l'existence des industries françaises a été garantie par des tarifs protecteurs. C'est ainsi que la métallurgie française, qui certes n'est pas dans une situation prospère, traverse sans secousse la crise qui met à de si rudes épreuves la même industrie dans les autres contrées de l'Europe. En mai dernier, lorsque l'industrie sucrière a demandé le relèvement des droits d'entrée sur les sucres, le gouvernement a frappé les sucres belges d'une surtaxe de 20 francs et les a exclus du bénéfice de l'admission temporaire. N'a-t-il pas tout récemment encore donné satisfaction aux fabricans de bougies en leur accordant le bénéfice de l'admission temporaire pour les huiles de palme venant des entrepôts, et cela au grand préjudice de nos propres marchés et de notre propre marine? Mais, ajoute le congrès, pour démontrer l'inconséquence des adversaires des intérêts maritimes, il n'y aurait qu'à ouvrir le livre du budget et à leur montrer que, tandis qu'ils disputent aux armateurs et aux constructeurs, c'est-à-dire aux représentans de l'industrie nationale par excellence, une allocation de 8 à 9 millions, l'état assiste, prime ou subventionne toutes les entreprises qui ne sont pas protégées par les tarifs (1). S'il ne faut en réalité qu'une allocation de 8 à 9 millions « pour ne pas compromettre l'avenir de notre marine militaire et avec elle la sécurité du pays, pour ne pas laisser tomber la France dans la dépendance de l'étranger, » nous ne doutons point que les chambres ne s'efforcent de faire droit aux réclamations des représentans des intérêts maritimes. Mais en matière de finances la bonne volonté ne suffit pas. Certes, avant nos désastres, charger notre budget de

(1) Tableau des subventions au budget de 1876 :

Subventions à l'industrie des transports par terre, — chemins de fer (sous forme d'annuités et garantie d'intérêt).	66,183,000 fr.
Subventions aux cinq compagnies postales.	25,271,380
— aux navires de la pêche.	2,200,000
— diverses à l'agriculture.	9,767,000
— aux théâtres.	1,503,000
Total.	104,924,380 fr.

9 millions n'eût pas été chose grave. Les temps sont changés, et les armateurs réunis à Paris en juin dernier eussent dû indiquer au gouvernement les moyens de trouver cette somme sans augmenter les impôts, déjà si écrasans.

M. Pastureau-Labesse, d'accord en cela avec M. Dupuy de Lôme, est partisan des allocations comme encouragement à la marine marchande; il croit que ce système ne serait pas de nature à soulever de grandes difficultés diplomatiques, puisque ces primes existent aujourd'hui dans la colonie anglaise du Canada. Le gouvernement français le sait, et n'a fait à ce sujet aucune réclamation au gouvernement anglais. Comme nous, M. Pastureau-Labesse croit qu'il faut épargner aux contribuables une nouvelle charge, et voici la combinaison fort simple qu'il propose pour trouver les millions qui nous manquent : faire payer aux étrangers un droit de phare, de feux fixes ou flottans et de balisage. En Angleterre, les docks, jetées, dragages, phares, etc., sont exécutés, ainsi que les autres travaux maritimes, par des corporations locales, ou même par de simples particuliers. Ces corporations, constituées par acte du Parlement, sont autorisées à percevoir certains droits calculés de manière à les rembourser de leurs dépenses, *capital, intérêts, frais d'entretien et d'administration.* C'est pour cette raison que les frais de port sont beaucoup plus élevés en Angleterre qu'en France. Les navires étrangers qui viennent chez nous ne paient pas de droits de port ou de phare, ou ne paient que des droits très faibles, — 20 centimes par tonne à Bordeaux, — et cela momentanément, alors que les navires français qui vont à l'étranger y paient des droits de port et de phare très élevés. Cet état de choses est d'autant plus choquant que les armateurs français, en tant que contribuables, fournissent leur contingent au budget des travaux publics. Ils se trouvent avoir ainsi payé de leur poche pour qu'on fournisse gratuitement l'usage de nos ports à leurs concurrens. En adoptant les mêmes principes, et en appliquant les mêmes tarifs que dans les ports anglais, il serait possible de faire entrer dans les caisses de l'état une somme annuelle de 24 millions. Comme un tiers environ de ces nouveaux droits devra être payé par les navires français, attendu que les charges doivent être les mêmes pour tous les pavillons, les allocations aux armateurs français pourraient être augmentées de manière à faire rentrer ces derniers dans leurs déboursés.

L'école libre-échangiste ne veut pas entendre parler, bien entendu, de subventions et de rétablissement de surtaxes. Elle croit avec raison qu'on ne pourrait revenir sur la réforme économique de 1860, pas plus que sur l'assimilation des pavillons, sans compromettre d'une manière très grave les intérêts généraux du pays.

Elle n'en demande pas moins : la transformation du matériel, l'amélioration des ports et de leur outillage, l'abaissement des tarifs des chemins de fer, la suppression des droits de quai et des charges qui pèsent spécialement sur les armateurs, et l'établissement d'une société de crédit maritime. Ce programme est long, quoique modéré; mais l'école libre-échangiste eût dû nous indiquer où l'état pouvait trouver l'argent nécessaire à la réalisation de ces réformes.

M. Lecesne, député de la Seine-Inférieure, a déposé de son côté une proposition de loi que nous ne pouvons que résumer : maintien de l'abolition des surtaxes des pavillons; maintien des surtaxes d'entrepôt; extension des franchises de pilotage; exercice de la visite tous les six mois seulement; abrogation de la loi du 30 janvier 1872 pour les droits de mutation sur ventes de navires et retour à la loi du 21 avril 1818; réduction du droit proportionnel de la patente des armateurs sur le navire; inscription au budget d'un crédit de deux millions par an, pendant dix années, pour favoriser la construction, qui ne jouirait plus de l'entrée en franchise des matières premières; création d'un fonds de crédit de 30 millions à ouvrir à la marine, par un contrat à passer entre l'état et une société de crédit, enfin inscription au budget d'un crédit de 8 millions par an, pendant dix années, pour venir en aide à la navigation maritime : chaque unité de tonnage recevrait, par mois de navigation, une prime variant de 50 centimes à 2 francs, selon l'âge du navire, lorsque ce tonnage ne s'appliquerait ni à la grande ni à la petite pêche, ni à une navigation subventionnée. La proposition de loi de l'honorable député de la Seine-Inférieure ne doit pas être du goût de M. le ministre des finances. Pour que ce projet soit accueilli avec faveur par les chambres, il faudra que son auteur fasse toucher du doigt les avantages qui devront en résulter, non-seulement pour la marine marchande, mais pour l'intérêt général. C'est ce dernier surtout que nous ne voudrions pas voir oublier.

Après cette étude sommaire de ce qu'on est convenu d'appeler « la question de la marine marchande, » il faut formuler notre conclusion. Nous la donnerons en peu de mots, en demandant : 1° égalité des impôts de la marine française avec les impôts des autres industries; 2° égalité des charges de la marine française avec les charges des marines étrangères; 3° liberté commerciale aussi absolue que possible dans nos ports de mer.

Pour obtenir la première, il faut que le droit proportionnel de la patente sur les navires soit aboli, afin qu'un négociant ne paie plus, en outre de sa patente d'armateur, un impôt de près de 100,000 fr. s'il prend des associés; — il faut qu'un capitaine au long cours ait la faculté de prendre ses matelots où il pourra en rencontrer, absolument comme un industriel choisit ses ouvriers, avec pouvoir de

les renvoyer s'ils ne lui conviennent pas, et qu'il ne soit plus tenu de les rapatrier si son intérêt l'oblige à changer d'équipage dans un port de mer étranger; il faut enfin qu'il ne soit pas contraint de supporter les frais d'hôpitaux de ses hommes malades, tant en France qu'en dehors de France, par la raison toute simple que ces hommes appartiennent en définitive à l'inscription maritime, c'est-à-dire à l'état. Voici comment agit l'Angleterre en pareille matière : Le gouvernement de la Grande-Bretagne charge les consuls de pourvoir à ce que les matelots de leur nationalité reçoivent les secours dont ils peuvent avoir besoin en cas de maladie ou d'infirmité temporaire. Les consuls français auraient les mêmes obligations; si un homme de mer rentrait malade en France, nos hôpitaux militaires devraient l'accueillir et le traiter de la même façon qu'ils reçoivent et soignent les matelots infirmes de nos escadres et les soldats fiévreux de notre infanterie de marine.

Pour égaliser les charges de la marine française avec les charges des marines étrangères, il faut que tous les bureaux de douane soient ouverts aux admissions en franchise du matériel employé dans les constructions navales et armemens, et que ces admissions ne soient plus temporaires; il faut que le fisc fasse abandon de l'impôt spécial de 1 fr. 7 cent. par tonneau de jauge qui frappe nos bâtimens au long cours, et que ne supporte aucun navire étranger; il faut enfin, pour combler le vide fait dans les recettes de l'état, en raison des modifications proposées, et pour égaliser les charges internationales, que tous les bâtimens de commerce, sans distinction de nationalité, entrant dans nos rades, paient des droits de port, de phare et de balisage. Ces droits seraient les mêmes que ceux qui sont imposés aux bâtimens français lorsqu'ils jettent l'ancre dans un port étranger.

Quant à la liberté absolue que nous réclamons, elle existerait en quelque sorte si l'administration de nos douanes maritimes simplifiait encore ses règlemens et réduisait les visites dont elle est trop prodigue, — si, à chaque voyage d'un voilier ou d'un bateau à vapeur, un droit de quai n'était pas exigé, — si le transit des marchandises étrangères se faisait facilement, sans formalités ennuyeuses, et de façon à engager nos voisins d'outre-mer et continentaux à user de nos voies ferrées pour atteindre les grands ports d'embarquement français, — enfin si les commissaires de la marine n'avaient plus autant à intervenir dans nos ports entre les armateurs et le personnel de leurs équipages, à l'exception, bien entendu, de ce qui touche à l'inscription maritime.

Un mot encore. La France, en conservant l'inscription maritime, exige en quelque sorte que les bâtimens de commerce soient comme

la pépinière du personnel de ses bâtimens de guerre. Il semble dès lors équitable que le pays reconnaisse d'une façon quelconque le service que la marine marchande lui rend en formant des marins. Le trésor n'est malheureusement pas assez riche pour payer les cent et quelques milliers d'hommes qui composent notre précieuse réserve maritime; mais il doit par quelques légers sacrifices s'efforcer de conserver cette réserve intacte. Grâce aux perfectionnemens qui se réalisent chaque jour dans la manœuvre de nos puissans vaisseaux de guerre, le personnel de l'inscription maritime est arrivé, il est vrai, à dépasser de beaucoup les effectifs nécessaires à tous nos armemens; cependant ce n'est pas nous qui demanderons jamais la réduction de ce personnel. Il suffit pour cela que notre mémoire reconnaissante nous rappelle l'héroïsme déployé par nos marins dans le courant de la dernière guerre.

La France veut encore avoir une flotte postale qui porte régulièrement à ses colonies et jusqu'au Japon une partie de son esprit, de son cœur et de ses produits; elle paie 25 millions pour cela, et c'est de l'argent parfaitement employé; mais les voiliers et les bateaux à vapeur non subventionnés n'ont-ils pas le droit de se plaindre de ce que cette flotte postale emploie de gros navires, prenne des marchandises, transporte des passagers et s'empare du monopole des transports lointains? Il y a là une inégalité qui choque les esprits les moins prévenus.

Ce qui aiderait incontestablement à relever notre marine marchande, à rendre la vie à nos ports, à faire refluer les richesses de la France de son centre aux extrémités, *et vice versa*, ce serait l'abaissement des tarifs des chemins de fer, autant pour les marchandises d'importation que pour celles d'exportation. Le tarif d'exportation octroyé au commerce par la plupart des compagnies de nos voies ferrées n'a jamais été accordé aux exportateurs par la puissante ligne Paris-Lyon-Méditerranée. Cette compagnie sait aussi bien que nous qu'il est plus économique d'expédier de Paris les marchandises à destination de l'Orient, *via* Le Havre et Liverpool, que de les envoyer directement de Paris à Marseille. Que l'on fasse pour le transport des marchandises ce que l'on fait pour les trains de plaisir et les trains de pèlerins, ce que l'on a fait pour le transport des lettres et la transmission des télégrammes, c'est-à-dire du bon marché, et les résultats que nous prévoyons dépasseront même nos espérances et relèveront bien des ruines.

EDMOND PLAUCHUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre 1876.

Les affaires du monde ne marchent pas décidément toutes seules, et surtout elles mettent le temps à s'éclaircir. Une fois de plus l'Europe en fait l'épreuve à cette heure.

Non certes l'Europe n'est pas dans une phase favorable; elle n'a point passé ces derniers jours, ces dernières semaines dans une de ces conditions faciles et heureuses où les nations se reposent à l'abri d'une paix désirée et assurée. Tout s'est réuni au contraire pour lui rappeler d'une façon plus impérieuse, plus irritante, la gravité de la situation où elle vit, les dangers qui l'entourent, les complications qui menacent incessamment de sortir de cette crise de l'Orient troublé par la guerre, par les insurrections et par les massacres. Et, qu'on le remarque bien, plus on avance, plus il y a un fait sensible : la difficulté la plus sérieuse est bien moins en Orient qu'en Occident, moins dans la nature même de la question que dans l'incohérence de toutes les politiques, dans le conflit inavoué et mal dissimulé de toutes les arrière-pensées, dans la singulière émulation de tout le monde à jouer avec le feu. Il faut être de bonne foi : évidemment, si on l'avait bien voulu, les insurrections de l'Herzégovine et de la Bosnie n'auraient pas eu l'importance qu'elles ont prise, la guerre de Serbie n'aurait pas éclaté, il n'y aurait eu aucun prétexte à cette explosion de barbarie en territoire bulgare, et l'on n'en serait pas aujourd'hui à se débattre dans cette obscurité où la paix semble toujours être au bout de quelque résolution mystérieuse venue on ne sait d'où, de Constantinople ou de Belgrade, de Livadia ou de Varzin. On dit qu'un chef de chancellerie qui a toute sorte de raisons de ne rien ignorer et qu'on interrogeait récemment sur l'état réel des choses aurait répondu tout net : « Croyez-le si vous voulez, je n'en sais pas plus que vous. » C'est bien possible, c'est le mot d'une situation où de grands gouvernemens semblent plus occupés à se surveiller qu'à s'entendre sérieusement sur un plan de conduite précis et efficace.

Depuis la première note du comte Andrassy, il y a de cela près d'un an, depuis le mémorandum de Berlin surtout, on en est là, on s'interroge. Aux entrevues des souverains succèdent les missions intimes du général de Manteuffel à Varsovie auprès de l'empereur Alexandre II, du comte Soumarokof, aide de camp du tsar, auprès de l'empereur François-Joseph d'Autriche. Projets d'armistice limité ou illimité, plans de réformes, propositions anglaises, contre-propositions turques, interprétations russes, menaces d'intervention s'enchevêtrent à l'infini, laissant toujours la parole à l'imprévu. Que sortira-t-il de ce travail confus poursuivi au bruit des armes, pendant que les hostilités, à peine interrompues un instant, ont recommencé sur la Morava, autour d'Alexinatz? Un moment, on a presque désespéré d'une solution favorable, que rendaient plus que jamais problématique les réponses évasives de Constantinople et les impatiences attribuées à la Russie; on se demandait déjà, non sans une certaine anxiété, ce qui allait arriver. Depuis peu de jours, tout a changé encore une fois; la Turquie a ravivé les espérances pacifiques en allant spontanément au-delà des vœux qu'on lui témoignait, en jetant dans le désarroi de la diplomatie européenne la proposition d'un armistice prolongé. On lui demandait six semaines, elle a offert six mois! Quel qu'ait été son mobile, elle a dans tous les cas montré de l'habileté en prenant l'initiative d'une proposition si bien faite pour répondre aux désirs pacifiques et aux intérêts du monde. Un armistice serait à coup sûr pour le moment ce qu'il y aurait de mieux; il permettrait aux passions et aux fanatismes de se calmer, aux gouvernemens de se reconnaître et de reprendre la direction des événemens, à la Porte elle-même de désintéresser l'Europe par les réformes qu'elle aurait eu le temps d'accomplir. Oui sans doute, le cabinet turc a eu l'art de mettre la raison de son côté en abandonnant à ceux qui voudront la prendre la responsabilité de complications nouvelles et plus étendues. C'est un gage sérieux pour la paix, rien n'est plus certain. Qu'on ne se hâte pas trop cependant de croire que tout est fini, c'est à peine un commencement. Il s'agit encore de savoir quelles conditions la Turquie met à cet armistice, si ces conditions seront acceptées par les Serbes, si elles auront la ratification de la Russie ou des autres puissances, si les insurgés de la Bosnie et de l'Herzégovine ne profiteront pas de l'occasion pour reprendre sous une autre forme les hostilités qui seraient censées suspendues par un acte régulier de diplomatie. En d'autres termes, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, c'est la question tout entière qui est impliquée dans une simple proposition d'armistice, et qui restera en suspens tant que l'Europe n'aura pas réussi à créer un accord de volontés assez énergique, assez décisif pour s'imposer à tout le monde, pour ramener à ses vraies proportions ce problème toujours fuyant de la situation de l'Orient.

C'est une question toujours redoutable assurément; l'Orient est depuis longtemps la partie vulnérable de l'Europe, et il faut bien que les gouvernemens, au lieu de se laisser entraîner à une politique de stériles rivalités ou de combinaisons chimériques, s'accoutument à se dire qu'un accord prévoyant maintenu entre eux peut seul arriver à créer une situation compatible avec tous les intérêts; il faut qu'ils aient toujours présent à la pensée que ce problème oriental, qui touche à tout et contient tout, n'est pas de ceux qui peuvent être résolus par des utopies ambitieuses, par des insurrections locales, par des démembremens ou par la suppression d'un peuple. Si c'était si facile d'en finir avec les Turcs, de se partager leurs dépouilles ou de mettre à leur place des confédérations slaves et chrétiennes, comme on le répète dans le monde russe et même depuis quelque temps dans les *meetings* d'Angleterre, croit-on que ces merveilleux projets ne seraient pas déjà exécutés? Tout ce qu'on dit n'a rien de nouveau, et, s'il y a une chose faite pour inspirer une certaine philosophie au sujet de ces agitations dont le dénoûment prochain devrait être la disparition violente de l'empire ottoman, c'est qu'il y a tout près d'un siècle la question d'Orient s'agitait exactement dans les mêmes termes à Tsarskoeselo entre deux personnages de quelque importance. « Convenez, disait le prince Potemkin à M. de Ségur, l'aimable ambassadeur de France, convenez que l'existence des musulmans est un véritable fléau pour l'humanité. Cependant, si trois ou quatre grandes puissances voulaient se concerter, rien ne serait plus facile que de rejeter ces féroces Turcs en Asie et de délivrer ainsi de cette peste l'Égypte, l'Archipel, la Grèce et toute l'Europe. N'est-il pas vrai qu'une telle entreprise serait à la fois juste, religieuse, morale et héroïque?.. — Mon cher prince, reprenait M. de Ségur, je ne vous répondrai pas sérieusement, car tout ceci n'est qu'un jeu de votre imagination. Vous êtes trop sage et trop éclairé pour ne pas sentir que, ne pouvant renverser un empire tel que l'empire ottoman sans le partager, nous froisserions tous les intérêts, nous détruirions tout à fait l'équilibre de l'Europe... Constantinople seul est un point qui suffirait pour diviser toutes ces puissances que vous voudriez faire agir de concert, et croyez-moi, votre plus cher allié, l'empereur Joseph, ne consentirait jamais à vous voir maître de la Turquie d'Europe... — A ces mots, le prince Potemkin s'écriait : — Vous avez raison, mais c'est notre faute à tous; nous savons trop constamment nous entendre pour faire le mal et jamais pour faire le bien de l'humanité. » Ce n'est peut-être pas flatteur pour la diplomatie; n'importe, c'est comme la clé invariable des affaires d'Orient. Tout ce qu'on a dit depuis et ce qu'on répète maintenant plus que jamais n'est que la reproduction variée de ce dialogue allant aboutir à un aveu d'impuissance ou à la menace d'une conflagration universelle.

Eh! sans doute, si on pouvait s'entendre pour en finir avec la domi-

nation musulmane par une expropriation sommaire, ce serait bien commode; mais on ne peut pas s'entendre de façon à satisfaire à la fois la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne, la France, l'Italie. On ne peut s'entendre ni sur Constantinople, ni sur bien d'autres points, et voilà pourquoi mieux vaudrait réunir tous les efforts dans la seule alliance possible, poursuivre les seuls progrès réalisables, au lieu de mêler toutes les politiques et de paraître travailler à préserver la paix universelle avec des procédés ou des arrière-pensées qui peuvent conduire à la guerre. Toutes les fois qu'elle se réveille, cette éternelle et terrible question d'Orient, c'est la même situation, la même résistance de la force des choses, le même conflit d'intérêts; c'est aussi presque le même jeu diplomatique, et ce qui arrive aujourd'hui a certainement plus d'une ressemblance avec cette crise de l'insurrection hellénique qui, pendant dix années, aux beaux jours de la restauration, occupa l'Europe, dont M. le vice-amiral Jurien de La Gravière évoque le souvenir avec une sorte d'émotion dans ses attachans récits d'une *Station du Levant* (1). Le vaillant amiral, on le sent bien, a un plaisir patriotique à retracer ces scènes d'autrefois où la marine française, relevée rapidement, trouvait l'occasion de se faire une si bonne renommée à côté de l'escadre anglaise de Codrington. Il se plaît à raconter cette campagne si bien menée jusqu'au bout par l'amiral de Rigny, l'avénement d'une élite nouvelle de notre marine, l'héroïque dévoûment du jeune Bisson se faisant sauter avec son navire pour n'être pas pris, cette généreuse expédition de Morée conduite par le général Maison.

Tout cela, c'est le passé avec le reflet lointain d'un temps plus heureux. Politiquement c'est, sous plus d'un rapport, comme une ébauche des événemens contemporains. Alors comme aujourd'hui la question d'Orient renaissait dans la flamme des incendies, dans les scènes sanglantes de la guerre et dans les massacres qui désolaient la Grèce. Pendant des années, l'Europe émue par degrés, mais toujours divisée, s'essayait vainement à une médiation entre les Turcs et les Hellènes insurgés. A cette époque comme maintenant, il s'agissait de savoir sous quelle forme s'organiserait cette médiation, dans quelle mesure on interviendrait, comment on ferait d'abord prévaloir un armistice que Grecs et Turcs violaient audacieusement en paraissant l'accepter. Ce que les uns proposaient les autres le repoussaient. L'Autriche déployait la plus habile et la plus souple opiniâtreté pour déjouer toute tentative d'intervention, pour rallier l'Angleterre à sa politique et surtout pour neutraliser la prépotence russe. Ce n'est qu'après six ans que la Russie, la France et l'Angleterre finissaient par signer à Londres, au mois de juillet 1827, un traité partiel de médiation auquel l'Autriche refusait de

(1) Voyez la *Revue* à partir du 15 décembre 1872.

s'associer, et de cette incohérence diplomatique que résultait-il? Les événemens éclataient en quelque sorte d'eux-mêmes, échappant à toute direction. Les escadres alliées, lancées dans les mers du Levant, allaient presque sans le vouloir et sans le savoir détruire la flotte ottomane et égyptienne dans ce brillant combat de Navarin qui était un succès des armes, mais qui dépassait la politique des cabinets, et que les Anglais ne tardaient pas à regretter en l'appelant un « malencontreux » accident. Bientôt la Russie, impatiente d'agir, « d'aller de l'avant, » comme on le disait, entrait directement en campagne contre les Turcs malgré l'Autriche, sous l'œil défiant de l'Angleterre, avec la complaisance inquiète de la France, et la Russie elle-même, après avoir passé victorieusement les Balkans, n'aurait pu aller plus loin sur la route de Constantinople sans provoquer l'entrée des escadres de l'Angleterre et de la France dans les Dardanelles. Elle s'était donné la satisfaction de battre les Turcs, elle se faisait l'illusion de les dominer après la victoire : c'était sa manière de résoudre la question d'Orient! Le ministre de la marine de France, M. de Chabrol, disait le vrai mot en écrivant à l'amiral de Rigny : « Nous avons voulu éviter la dissolution de l'empire ottoman, et il est possible que nous l'ayons précipitée. Les cabinets dans cette affaire, — et l'on n'est pas à le reconnaître, — ont été menés par l'opinion plus que par la réflexion et la sagesse; mais enfin l'affaire est engagée... Nous en sommes encore à réfléchir et à nous communiquer nos réflexions de Paris à Londres, de Londres à Saint-Pétersbourg. L'avenir de la Grèce ne donne pas moins d'inquiétude... »

Au fond, voilà le vrai sentiment, l'inquiétude mêlée d'un embarras croissant. Oui, c'était l'inquiétude d'une politique qui aboutissait sans doute à la résurrection de la Grèce, à un succès pour la Russie, mais qui en même temps, après sept ou huit années de pourparlers diplomatiques, ne faisait que démontrer une fois de plus l'inefficacité des solutions par la force, l'impossibilité d'en finir avec l'empire ottoman et le danger des malentendus, des rivalités, du décousu dans l'action européenne. Il s'agit aujourd'hui de savoir si l'on veut renouveler cette histoire dans des conditions qui ne sont pas très différentes, avec la probabilité des mêmes divisions, avec quelques chances de succès de moins et quelques chances de plus pour un conflit universel. Veut-on courir les yeux fermés au-devant d'un nouveau Navarin, de quelque brillant hors-d'œuvre qui ne terminerait rien? La Russie veut-elle recommencer devant l'Europe, sans provocation, par entraînement, la guerre de 1828, au risque d'être obligée de s'arrêter bientôt ou de mettre le feu au monde? C'est la question pour tous les gouvernemens. La Russie sans doute, plus que toute autre puissance en ce moment, est exposée, selon le mot de M. de Chabrol, à subir l'influence de l'opinion.

Elle a laissé le sentiment populaire s'engager dans cette aventure serbe et s'exalter pour la guerre sainte contre les Turcs. Elle a cru pouvoir accepter une sorte de complicité par l'intervention de ses volontaires, officiers et soldats, quittant par bandes, avec des congés réguliers, les rangs de l'armée pour aller combattre en Serbie. Elle a tout permis, de telle sorte que l'empereur Alexandre II, qui est évidemment aujourd'hui en Russie le représentant le plus sincère et le plus décidé de la paix, se trouve pressé par un mouvement qu'on a eu tout au moins l'imprudence de ne pas contenir, d'abandonner à lui-même; c'est la difficulté de la position du tsar.

Quelle que soit cependant la puissance de l'opinion même dans l'empire russe, « la réflexion et la sagesse » gardent sans nul doute leur autorité dans les conseils de Saint-Pétersbourg, à Livadia, où se trouve en ce moment la cour du tsar. Que pourrait gagner la Russie à se jeter dans la redoutable aventure où des passions aveugles se flattent peut-être encore de l'entraîner? En protégeant les populations slaves, elle n'a jamais voulu, elle ne veut pas favoriser la création de royautés nouvelles, d'états nouveaux. Elle a ses traditions sur ce point comme sur bien d'autres, et on peut se souvenir d'un mot de M. de Nesselrode au lendemain de cette guerre de 1828, qui ne laissait pas d'être, elle aussi, un coup de tête. M. de Nesselrode se tenait pour satisfait d'une victoire d'influence morale, d'une démonstration de puissance; il désavouait la pensée de « toute combinaison nouvelle qui, disait-il, nous aurait forcés soit à trop étendre nos domaines par des conquêtes, soit à substituer à l'empire ottoman des *états qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse...* » Ce que la Russie disait en 1829 dans le secret d'une dépêche tout intime, elle le pense encore aujourd'hui; elle n'aidera pas probablement à faire un royaume pour le prince Milan; — c'est bien assez de la Grèce, disait autrefois l'empereur Nicolas. La Russie se déciderait-elle à jouer la partie pour elle-même, à risquer l'aventure dans un intérêt d'ambition, et ne reculerait-elle plus désormais devant l'idée « d'étendre ses domaines par des conquêtes? » La difficulté serait bien plus grave. C'est alors que la question se poserait de nouveau comme M. de Ségur la posait il y a un siècle, comme elle s'est toujours posée dans les phases critiques des affaires d'Orient.

On a beau s'ingénier, l'alliance entre Saint-Pétersbourg et Berlin peut être aussi intime qu'on le voudra, l'Allemagne ne pourrait certainement se prêter à des combinaisons qui livreraient les bouches du Danube à la puissance russe. L'Autriche ne pourrait se résigner sans périr; elle s'attacherait plus que jamais à sa politique de préservation, et si la mission récente du comte Soumarokof à Vienne avait pour objet d'entraîner le cabinet austro-hongrois dans des interventions ou des occupations con-

duisant à un inconnu plein de périls, il n'est point douteux que la réponse de l'empereur François-Joseph, si cordiale qu'elle ait été, n'a pu qu'être décourageante; on n'a pas besoin d'avoir le secret des chancelleries pour en être sûr. Quant à l'Angleterre, elle n'en est plus à revenir de cette sorte d'emportement momentané d'opinion auquel elle s'était laissé aller sous l'impression des massacres de la Bulgarie. Elle a payé sa dette à l'humanité dans les *meetings*, elle revient à ses traditions, à ses intérêts. Le vieux lord John Russell lui-même et lord Stratford de Redcliffe refusent de suivre plus loin le mouvement contre la Turquie. Seul, M. Gladstone continue sa campagne, et, s'il a pour principal lieutenant M. Bright, l'ancien adversaire de la guerre de Crimée, il faut dire qu'il n'est pas suivi par bien d'autres libéraux, par lord Hartington lui-même, qui est le *leader* du parti whig dans la chambre des communes. Le ministère anglais, après avoir tenu tête avec sang-froid au mouvement suscité contre lui, se sent visiblement fortifié par ce retour d'opinion, qui lui rend la liberté de ses résolutions, et si lord Derby adresse des paroles sévères à la Porte au sujet des « horreurs » de la Bulgarie, il est bien clair qu'il reste fidèle aux traditions de la politique britannique. L'Angleterre n'a pas pris son parti des bouleversemens de l'Orient, de la disparition de l'empire ottoman, de sorte que de toutes parts encore une fois, les chimères de partages, d'interventions par la force, de solutions radicales, s'évanouissent devant la réalité, et que reste-t-il? Il reste justement la politique par laquelle on aurait dû commencer, et à laquelle on devrait toujours s'en tenir, la nécessité d'écarter tout ce qui jetterait l'Europe dans les convulsions de la guerre et de revenir aux solutions possibles, à la vérité des choses, à la situation pratique. Ce que « l'opinion » ne peut pas faire avec ses emportemens, « la réflexion et la sagesse » des gouvernemens mieux éclairés ont maintenant à le réaliser patiemment, résolûment.

La question pratique, elle serait après tout assez simple aujourd'hui, si on le voulait. Il y a deux points qui résument tout et peuvent conduire à une solution suffisante pour le moment. Il y a une première nécessité, l'armistice, dont personne ne conteste le principe, dont les conditions seules restent à fixer, Les cabinets européens, l'Angleterre en tête, avaient proposé à Constantinople un délai de six semaines comme un minimum indispensable pour des négociations efficaces. La Porte a déconcerté peut-être ceux qui comptaient sur un refus de sa part en répondant par la proposition d'un armistice de six mois, et en définitive les conditions qu'elle y met n'ont rien d'exorbitant, puisqu'elle se borne à demander que la situation militaire reste intacte, que les Serbes ne puissent pas profiter de la prolongation de la trêve pour grossir incessamment leur armée d'élémens étrangers, pour se créer en quelque sorte une armée étrangère avec les soldats d'une puissance

neutre. Que la Turquie voie son intérêt dans l'extension de la durée de l'armistice, qu'elle y trouve l'avantage de n'avoir pas à poursuivre une campagne d'hiver, de se donner le temps de calmer les passions musulmanes, d'entreprendre la réalisation de grandes réformes intérieures, rien n'est plus évident. C'est peut-être utile aux Turcs, c'est certainement aussi la condition la plus favorable pour une négociation sérieuse; mais faudrait-il donc repousser ce qui est favorable à la paix par cela seul que les Turcs y trouvent leur compte? C'est en vérité un jeu assez puéril de la part des Serbes d'avoir l'air de se rattacher au délai de six semaines mis en avant par les cabinets depuis qu'ils ont appris que les Turcs proposaient six mois, et il serait trop étrange que la diplomatie se prêtât aux calculs ou aux subterfuges imaginés par ceux qui ne voient dans la trêve qu'un moyen d'étendre, d'aggraver la guerre, de compromettre et d'entraîner l'Europe tout entière. La vérité est qu'en dehors de toute considération secondaire l'armistice de six mois est ce qu'il y a de préférable, parce que c'est plus sûrement le prélude et le gage d'une pacification définitive.

Voilà le premier fait. Il y a un second élément de la question, et sans aucun doute le plus grave, le plus difficile à dégager et à fixer, c'est le plan de réformation qui doit être le prix de l'intervention de l'Europe. L'Angleterre a proposé à Constantinople, avec l'appui des autres cabinets, ce qu'on est convenu d'appeler « l'autonomie administrative » pour l'Herzégovine, la Bosnie et la Bulgarie. La Porte, sans décliner précisément la proposition européenne, a répondu ici encore par un projet beaucoup plus vaste qui vient d'être publié, qui embrasse l'empire tout entier, qui tendrait à créer en Turquie une sorte de régime représentatif, une hiérarchie de conseils composés à la fois de chrétiens et de musulmans. Eh bien! franchement, c'est la Turquie qui est encore dans la vérité, qui se montre au moins plus rationnelle, en instituant comme un droit pour tous ce qu'on veut obtenir d'elle comme un privilége en faveur de quelques-uns. Ces réformes qu'on réclame pour l'Herzégovine, la Bosnie et la Bulgarie, pourquoi ne les demanderait-on pas en effet pour d'autres provinces telles que l'Épire, la Thessalie, peuplées de Grecs, pour qui le régime turc n'a point été moins dur jusqu'ici que pour les Slaves bulgares et bosniaques? Puisque l'Europe s'en mêle, elle doit vouloir mettre la paix partout, alléger les misères et les tyrannies pour tous, venir au secours des Grecs comme des Slaves. La Porte offre un moyen par son système, qui est bien moins une contradiction qu'une extension de celui qu'on a proposé. Reste toujours l'exécution. Ah! oui, c'est là justement la question, et c'est même l'unique question depuis qu'on voit se succéder à Constantinople des firmans, des *hatt*, des *iradé*, promettant périodiquement tous les bienfaits; mais c'est une raison de plus pour que l'Europe, cessant de s'égarer dans des combinaisons qui

ne peuvent que la mettre en guerre avec elle-même, concentre tous ses efforts dans une action persévérante pour assurer l'exécution fidèle des engagemens de la Turquie, pour faire de ces réformes nécessaires une réalité. On peut imaginer bien des solutions de la question d'Orient : celle-ci est encore la plus simple et même la seule possible, si on ne veut pas commencer par mettre l'Occident en combustion pour rétablir la paix, pour répandre la civilisation dans l'empire ottoman.

S'il y a une puissance impartiale et désintéressée dans ces brûlantes affaires, c'est assurément la France. Elle n'est point sans doute, elle ne peut pas rester étrangère ou indifférente à ces agitations de l'Orient, aux conflits, aux transformations d'équilibre qui pourraient en être la conséquence. Ce qui est vrai du moins, ce qui éclate à tous les yeux, c'est que la France ne peut songer aujourd'hui à poursuivre des desseins personnels, à chercher des occasions de démonstrations militaires; elle n'a qu'un rôle tout indiqué, qui peut n'être pas sans efficacité et qui est certainement honorable, c'est d'être partout une médiatrice utile, de concourir à tout ce qui doit maintenir la paix, de montrer sans affectation comme sans impatience que sa parole garde tout son poids dans toutes ces questions de sécurité et d'équilibre du monde. Même dans ces conditions soigneusement définies et maintenues, la politique extérieure de la France peut intervenir sérieusement, avec indépendance, dans l'intérêt universel, et surtout, pour pouvoir être pratiquée avec suite, elle a besoin de s'appuyer sur une situation intérieure exempte de troubles et de difficultés. Ce n'est point à coup sûr le pays par lui-même qui créera ces difficultés et qui peut gêner M. le ministre des affaires étrangères. Le pays n'a qu'une passion persévérante, celle de la paix avec tout le monde comme de l'ordre intérieur, et il l'a montré encore une fois par cette élection des maires qui vient de s'accomplir ces derniers jours. C'est la première application de la loi récente qui rend aux conseils municipaux le droit de choisir leurs magistrats; elle s'est faite dans le plus grand calme. Presque partout, au moins en immense majorité, les maires déjà en fonctions ont été confirmés. A ne considérer que l'intérêt supérieur et permanent du pays, on pourrait certainement se demander si l'expérience qui vient de se faire a démontré l'utilité de la dernière loi et si cette question de la nomination des maires est définitivement tranchée. Ceci reste peut-être un point réservé. Dans tous les cas, si on voulait chercher une signification politique, soit dans la confirmation des anciens maires, soit dans l'élection des maires nouveaux, on risquerait probablement de se livrer aux plus vains calculs.

Au fond, le pays n'a pas le goût des manifestations, et ce serait médiocrement répondre à ses instincts les plus profonds que de réveiller les questions irritantes, les conflits passionnés, dans les chambres qui

sont convoquées pour les derniers jours du mois. Cette session qui va se rouvrir est ce qu'on pourrait appeler la session du budget, elle devrait autant que possible rester affectée au budget, c'est-à-dire aux affaires pratiques de la France. La session des discours, des déclamations et des utopies, elle vient de se dérouler au milieu d'une certaine indifférence parisienne, dans ce « congrès ouvrier » qui a tenu ses assises pendant quelques jours et qui a fini par un banquet. C'est une succursale de parlement démocratique qui a fonctionné un moment dans une salle de la rue d'Arras. Assurément des réunions de ce genre pourraient être utiles et instructives, à la condition que de vrais ouvriers, des travailleurs sérieux, vinssent parler de ce qu'ils savent. Malheureusement le dernier congrès n'a été qu'un tumulte assourdissant de vaines déclamations sur le capital, sur les associations, sur les chambres syndicales, sur la représentation du prolétariat au parlement, et ce que les ouvriers ont apporté pour toute nouveauté, c'est un retour mal déguisé aux anciennes corporations. Ce qu'on démêle de plus clair dans ces esprits obscurs, c'est la prétention de faire du prolétariat une sorte de classe privilégiée, et ils ne voient pas que le vrai signe de leur émancipation c'est justement de n'être pas une classe, de se fondre désormais dans cette vaste, dans cette libérale et équitable société créée et transformée par la révolution de 1789, qu'ils semblent tout près de répudier aujourd'hui.

La vie publique varie selon les pays, ou, si l'on veut, elle a des manifestations différentes; au fond, elle se compose à peu près des mêmes élémens. Partout les gouvernemens ont des luttes à soutenir, des difficultés de tous les jours à dénouer; partout l'esprit de modération a la même peine à se dégager du conflit des opinions extrêmes, du tourbillon des passions politiques, locales ou personnelles qui s'agitent. L'Italie, qui a triomphé jusqu'ici de tant d'obstacles, de tant d'impossibilités apparentes, par cet esprit de modération, l'Italie a aujourd'hui une occasion de montrer qu'elle n'est point disposée à rompre avec cette tradition de libéralisme conservateur qui a fait sa force. Elle est sur le point d'avoir des élections générales; la dissolution de la chambre des députés est désormais un fait accompli. Le scrutin doit s'ouvrir le 5 et le 12 du mois prochain, et huit jours après le parlement renouvelé se réunira à Rome. Au premier abord, dans l'état précaire et obscur de l'Europe, le moment semblerait assez singulièrement choisi pour des élections. Si le cabinet de Rome a pris sur lui de tenter l'aventure, c'est qu'évidemment il croit n'avoir point à craindre des complications extérieures trop graves ou trop prochaines, c'est qu'il est persuadé que les affaires d'Orient lui laisseront le temps de trancher sans trouble la question parlementaire et ministérielle. Ce serait alors un bon signe de plus pour la paix. A vrai dire, cette considération mise de côté, la dissolution de la chambre italienne était prévue. Le ministère Depretis,

formé il y a quelques mois, n'avait pas une majorité suffisante, surtout assez sûre, pour pouvoir se promettre une existence facile avec le dernier parlement. Il se trouvait nécessairement conduit à l'alternative de mourir, comme il était né, par une coalition de circonstance, par une surprise de scrutin parlementaire, ou de demander à des élections générales une majorité moins incertaine. C'est maintenant au pays de trancher souverainement la question qui lui est soumise, en fortifiant le ministère qui existe ou en rendant la majorité aux opinions représentées par le cabinet qui est tombé il y a quelques mois.

Déjà la campagne est ouverte. Le président du conseil, M. Depretis, est allé exposer le programme de sa politique dans la petite ville du Piémont dont il a été tout le temps le député, à Stradella. Le chef reconnu de l'opposition modérée, M. Sella, de son côté, paraît établir le centre de ses opérations dans son collége de Biella. Un comité de la gauche vient de se former à Rome sous la présidence de M. Crispi pour soutenir les amis du cabinet. Des comités libéraux-conservateurs se forment à leur tour. La lutte semble devoir être animée plutôt qu'agitée. Elle ne profitera certainement à aucun des partis extrêmes, ni aux républicains, qui n'ont pas assez d'importance pour lever le drapeau de la république dans les élections, ni aux réactionnaires plus ou moins religieux ou cléricaux, qui ne peuvent guère compter sur le succès pour leur propre cause. Par le fait, la vraie lutte est entre les diverses fractions libérales qui ont été ou qui sont au pouvoir, et la meilleure chance du ministère est encore de s'entendre avec les hommes considérables comme M. Ricasoli, M. Peruzzi, M. Correnti, qui, sans s'identifier avec lui, ne l'ont pas combattu jusqu'ici, qui, après avoir appartenu à l'ancienne majorité, ont laissé tomber le dernier cabinet. C'est peut-être ce groupe toscan qui est appelé à trancher la question dans le parlement nouveau et qui, dans tous les cas, aura une influence sérieuse. Quel que soit le résultat du scrutin, la direction des affaires italiennes ne peut pas en être modifiée d'une manière sensible dans la pratique.

D'abord la politique extérieure restera la même, quoi qu'il arrive, cela n'est point douteux. Ce qu'a fait l'habile ministre qui a longtemps dirigé la diplomatie italienne, M. Visconti-Venosta, le nouveau ministre, M. Melegari, ne peut que le continuer, par cette raison bien simple que c'est désormais une sorte de tradition nationale, que ce n'est point une politique particulière à un cabinet. Quel que soit le ministère qui triomphe dans les élections, l'Italie n'a d'autre intérêt que de s'accréditer de plus en plus en Europe, d'étendre et d'affermir ses relations, de concourir au maintien de la paix sans se laisser entraîner dans des combinaisons et des aventures où elle risquerait probablement de perdre plus qu'elle ne pourrait jamais gagner. M. Melegari est un ministre très pacifique, qui n'a point hésité jusqu'ici toutes les fois qu'il a eu l'occasion de s'expliquer, et dans cette œuvre du maintien de la

paix, dans toutes ces complications orientales, l'Italie se retrouvera sûrement avec la France parce qu'elle a les mêmes intérêts. Au point de vue intérieur, le cabinet qui existe aujourd'hui peut tenir à se distinguer dans une certaine mesure de ceux qui l'ont précédé au pouvoir. En réalité il est, comme tous les autres, dévoué à la royauté constitutionnelle. Le président du conseil, M. Depretis, est un vieux Piémontais attaché au roi et aux traditions de la monarchie libérale; il a mis récemment un zèle chaleureux à le déclarer de nouveau dans son discours de Stradella, et le ministre de l'intérieur lui-même, M. Nicotera, n'a laissé depuis quelques mois passer aucune occasion de protester de sa fidélité monarchique, de décourager les fauteurs d'agitations qui auraient cru devoir compter sur lui. C'est presque avec des couleurs conservatrices que le cabinet se présente aux élections. Les réformes qu'il se propose de soumettre au parlement, s'il reste au pouvoir, sont plutôt de l'ordre économique, elles touchent à la perception de certains impôts, aux chemins de fer. Quant à la réforme électorale inscrite dans les programmes ministériels, M. Depretis n'en a parlé qu'avec une extrême mesure, sans dissimuler la gravité de la question, sans aller dans tous les cas jusqu'à promettre même de loin le suffrage universel. En un mot, c'est une hardiesse assez modérée, et pour juger exactement les partis au-delà des Alpes, il faut bien dire que, si le cabinet d'aujourd'hui ne semble pas disposé à trahir les intérêts conservateurs, ceux qui le combattent, qui l'ont précédé au pouvoir, ne sont pas moins libéraux que lui; ils seraient même plus libéraux sur bien des points. Entre eux, c'est plutôt une affaire de nuances et de conduite. Au fond, c'est toujours la politique de la monarchie constitutionnelle.

L'Italie se tient justement pour satisfaite de l'indépendance qu'elle a conquise avec Victor-Emmanuel et des institutions qui lui assurent, avec la paix intérieure, plus de liberté qu'aucun autre régime ne pourrait lui en donner. Ce qu'elle a de mieux à désirer aujourd'hui, c'est qu'on s'occupe de ses finances, de son organisation administrative, du développement de son commerce, de son industrie, de la transformation économique des régions trop négligées jusqu'ici, et parmi ces régions la première est toujours cette province de Sicile sur laquelle une enquête parlementaire a été ordonnée, qui vient d'être l'objet d'un rapport aussi substantiel qu'instructif de M. Bonfadini. Conditions économiques, régime de la propriété rurale et des industries, mœurs administratives, désordres invétérés, organisation du vagabondage et du brigandage, tout est décrit dans ce rapport de M. Bonfadini avec une sagacité lumineuse, d'un trait ferme et souvent pittoresque. Le gouvernement italien a certes de quoi s'occuper utilement en Sicile, et pour mener l'œuvre jusqu'au bout, malgré les progrès réels accomplis depuis quinze ans, il faudra encore l'activité persévérante de plus d'un parlement et de plus d'un ministère.

CH. DE MAZADE.

UN ROMAN NIHILISTE.

—

Que faire? par M. G. Tchernychefsky.

Le roman dont nous inscrivons le titre en haut de cette page ne serait pas une nouveauté pour les lecteurs de Saint-Pétersbourg ou de Moscou, puisqu'il ne compte pas moins aujourd'hui de douze ans de date bien sonnés, — en russe. Pour des lecteurs français, il peut avoir encore quelque attrait de curiosité, n'étant traduit que d'hier, j'ose à à peine dire dans notre langue, tant la phrase du traducteur est diffuse et sa grammaire fantaisiste. Est-ce, comme le disait Mérimée, « que la concision et la richesse de la langue russe défient les plus habiles traducteurs, » ou bien encore qu'une langue littéraire toute neuve se prêterait mal à la familiarité du roman, comme des Russes l'ont prétendu? Nous ne résoudrons pas l'alternative, mais nous craignons en vérité que le traducteur ne soit pas ici le seul coupable et qu'il ait quelque droit d'excuser, sur les défauts de l'original, peut-être les faiblesses, et certainement les longueurs de sa traduction. Au surplus, il n'importe guère : en Russie, la littérature est une arme, la poésie même est œuvre de combat, à plus forte raison le roman. Et c'est pourquoi ce roman au titre énigmatique, *Que faire?* s'il n'offre qu'un médiocre intérêt comme œuvre d'art, du moins comme expression du radicalisme russe mérite bien d'être connu.

On sait que pas un pays des deux mondes n'est plus fécond que la Russie, non pas même la nouvelle Amérique, en sectes religieuses ou philosophiques, les unes bizarres jusqu'à l'extravagance, les autres repoussantes jusqu'au dégoût. Les *tourneurs* de Russie ne le cèdent pas aux *trembleurs* d'Amérique, ils l'emporteraient plutôt, et les *coureurs* de Sopelki le disputent aux *perfectionnistes* d'Oneïda. Aussi bien il se fait des échanges, et tels Russes de l'un ou l'autre sexe qui désespèrent de la liberté sur le sol natal vont essayer du libre amour et de la vie naturelle aux bords du lac Érié. La vie naturelle, c'est le communisme hardiment poussé jusqu'à ses dernières conséquences, et je n'ai pas besoin d'expliquer ce que c'est que le libre amour. A la vérité, les sectes russes, recrutées pour la plupart au sein du peuple des campagnes, ne font pas sonner, comme les sectes américaines, le partage égal des biens et ce qu'on appelle aujourd'hui « l'émancipation de la femme; » le fait est cependant qu'elles y aboutissent, et que la femme russe, partout ailleurs si profondément abaissée sous la tyrannie du *moujik*, devient libre, souvent même maîtresse dans cette sphère spirituelle. Voici maintenant le phénomène curieux qui se produit : quand cet instinct de communisme et de rénovation sociale se rencontre chez des hommes que l'éducation a dégrossis et que l'instruction a façonnés aux idées de la science et de

la philosophie moderne, chez des hommes qui ne sauraient plus croire avec le paysan que, quand il tonne, c'est que le prophète Élie roule à travers l'espace dans son char de feu, l'illuminisme s'éteint, les voiles du mysticisme s'écartent, l'enthousiasme religieux tombe, il ne reste plus qu'une négation pure et simple, et d'un seul mot le *nihilisme*. Nul n'ignore quel progrès le *nihilisme* a fait dans ces dernières années : les cheveux ras, le chapeau rond et les lunettes bleues des dames nihilistes ont accompli leur tour du monde.

C'est à cette école qu'appartient ou plutôt qu'appartenait M. Tchernychefsky. Il passait, à l'époque où parut son roman, pour le chef du radicalisme russe. Aussi le succès fut-il grand, presque aussi grand que le succès du roman de M. Tourguénef, *Pères et Enfans*. Non pas certes qu'il puisse venir à la pensée d'établir une comparaison entre les deux œuvres; mais enfin c'étaient des nihilistes ou plus exactement un nihiliste que M. Tourguénef avait mis en scène, et contre la caricature calomnieuse, disait-on, qu'il en avait tracée dans son Basarof, M. Tchernychefsky ne s'était proposé rien moins que de rétablir la sincérité d'un portrait. Avec cela, la situation particulière de l'auteur ajoutait au roman une sorte d'intérêt tragique. Victime comme tant d'autres, le poète Michaïlof par exemple, de cette ardeur de réaction violente qui signale dans l'histoire de la Russie contemporaine les années 1862 et 1863, impliqué dans un procès politique qui se dénoua par une condamnation à quatorze ans de travaux forcés et à la déportation en Sibérie, c'était dans sa prison que M. Tchernychefsky avait employé ses derniers jours de loisir à son œuvre de propagande. Innocent d'ailleurs ou coupable, il n'était pas certainement d'un caractère méprisable d'avoir pu prendre un tel empire sur soi que d'oublier le sort qui l'attendait, et d'écrire dans un cachot de forteresse un roman où manquent bien des qualités, mais où l'on chercherait vainement quelque trace d'indignation ou quelque marque de désespoir. On a raconté qu'il en avait même écrit deux, et qu'un ami, trop prompt à la crainte, sous le coup d'une visite domiciliaire, aurait brûlé le manuscrit du second. Il suffit de celui qui nous est parvenu pour se faire une idée du genre et de l'auteur.

En 1852, vivait dans une belle maison de la rue Gorokhovaïa, sur la cour, au cinquième étage, une famille dont le chef était Pavel Constantinitch Rosalsky, régisseur de la maison, employé d'un ministère et prêteur sur gages, un pauvre homme, bien humble et bien plat devant son propriétaire, devant ses chefs, mais surtout devant Maria Alexievna, sa femme, la forte tête du ménage. Ils avaient deux enfans, une fille, Véra, et un garçon qu'on appelait Fédia. Une cuisinière, qui changeait quelquefois, mais invariablement nommée Matroevna, attestait par sa présence qu'à Saint-Pétersbourg comme ailleurs l'usure conduit à une honnête aisance. Véra, par malheur, était belle, et sur la beauté de sa

fille la mère fondant l'espoir de ses vieux jours ne prétendait pas moins que de la faire épouser par un bel officier, Michaël Ivanitch Storechnikof, le fils de la propriétaire. Cette idée lui était venue certain soir que le bel officier s'était avisé de transmettre lui-même à Pavel Constantinitch un ordre de Mme Storechnikof. Véra, sans le vouloir, avait plu, c'était une maîtresse qui pouvait faire honneur; Michaël Ivanitch était donc revenu, mais pour voir ses tentatives misérablement échouer contre l'ambition bien résolue de la mère et devant l'indignation de la jeune fille. Deux traits ici sont admirablement observés. Le roman réaliste a parfois de ces bonnes fortunes, et, des bas-fonds où il se complaît, de loin en loin il ramène quelque vérité psychologique précieuse. Il y a quelque trente ans, un roman français nous eût montré Storechnikof ou bien converti brusquement comme par un coup de théâtre au respect de l'innocence et à la loi de l'honneur, ou bien au contraire plus âpre au désir, et, pour satisfaire sa passion, prêt à toute violence et à toute perfidie; le roman russe nous le montre acceptant sans hésiter l'idée du mariage et, puisqu'il n'est que le mariage pour arriver à posséder Véra, réglant sur cette idée sa conduite à venir. Là est en effet le vrai, là est la réalité, parce que la violence et la perfidie ne sont guère que des moyens de mélodrame, et quant à ces illuminations subites qui transformeraient si merveilleusement les cœurs, elles n'apparaissent que sur le chemin de Damas. Autre exemple de naïveté dans la dépravation : quand Maria Alexievna s'aperçoit que la résistance de Véra, plus sûrement que tout calcul, a réduit Storechnikof à merci, quelle réflexion croyez-vous que fasse l'excellente mère? « Elle est certainement encore plus rusée que moi! s'écrie-t-elle, oh! c'est une fine mouche. » Je ne dis pas que tout cela ne soit au fond franchement odieux, je dis seulement qu'étant admise la situation, l'auteur a vu juste. Storechnikof entre donc dans la maison du sous-chef de bureau comme prétendant en titre; il y prend le thé tous les soirs. On peut concevoir aisément toute l'horreur que son hypocrisie de renard pris au piége inspire à l'infortunée Véra.

Cependant le père de famille s'étant mis en quête, pour faire préparer son fils Fédia au collége, d'un bon maître « à bon marché, » son choix est tombé sur un étudiant en médecine du nom de Lopoukhof. Nous l'appellerions un singulier personnage s'il en fut, mais l'auteur nous assure qu'il existe en Russie plus de Lopoukhof qu'on ne croit. Certes, ce n'est pas lui qui, comme le Basarof de Tourguénef, s'éprendrait d'une aristocrate jusqu'à en mourir : il est cuirassé contre l'amour et cuirassé du raisonnement le plus victorieux et du syllogisme le plus russe que je connaisse : « Je n'ai jamais, dit-il, rencontré de femme qui n'eût au fond du cœur le regret d'être femme et le désir d'être homme, comme les pauvres ont le désir d'être riches. Or qui peut se plaire à voir les pauvres? Et qui pourrait par conséquent se plaire à voir les femmes? » Aussi ne jette-t-il sur Véra qu'un regard indifférent, dédaigneux, à peine com-

patissant, quand il a fait connaissance du triste fiancé. Véra, de son côté, semble ne pas l'apercevoir. C'est le babil indiscret du jeune Fédia qui rompt la glace : « Et je lui ai dit, ma bonne sœur, que vous êtes une beauté chez nous, et lui m'a répondu : — Qu'est-ce que ça me fait? — Et moi, ma bonne sœur, je lui ai dit : — Mais tout le monde aime les beautés. — Et il a repris : — Tous les imbéciles les aiment. — Et moi j'ai dit : — Et vous, est-ce que vous ne les aimez pas? — Et il m'a répondu : — Je n'ai pas le temps. — Et moi, je lui ai dit, ma bonne sœur : — Ainsi vous ne voulez pas faire la connaissance de Vérotchka? — J'ai beaucoup de connaissances sans elle, m'a-t-il répondu. » Il y arrive cependant, le philosophe; il découvre dans la jeune fille une victime de la tyrannie maternelle, il fait vœu de la délivrer, il cherche avec elle un moyen. Véra sait chanter; ne pourrait-on pas en faire une actrice? Elle sait le français et l'allemand, Lopoukhof d'ailleurs a complété son instruction en lui donnant à lire l'*Essence de la religion* de Feuerbach et la *Destinée sociale* de Victor Considérant; ne pourrait-on pas lui trouver une place d'institutrice, de gouvernante? Ils parlent d'ailleurs de ces projets si froidement, leur entretien est si glacial, et l'un l'autre ils se reprennent avec une ironie si méprisante toutes les fois que la conversation menace de s'égarer au-delà des considérations d'intérêt, qu'ils déjouent la perspicacité de Maria Alexievna elle-même. « Quel jeune homme sage, positif, noble, dirais-je! Quelles règles prudentes il inspire à Vérotchka! » Cependant les démarches de Lopoukhof échouent. C'est un obstacle aujourd'hui, demain c'en est un autre. Véra se sent défaillir; pour se soustraire au mariage qui la menace, elle ne voit plus que le suicide; elle va « *s'aphyxier,* comme dit le traducteur, à la manière des jeunes filles de Paris, » quand Lopoukhof reparaît comme un sauveur, et, poussant le dévoûment jusqu'au bout, lui propose de l'enlever et de l'épouser. Ici la déclaration la plus étrange et la scène d'amour la plus singulière, Véra faisant ses conditions, stipulant « une chambre neutre, » réservant son indépendance, et Lopoukhof se demandant : « Comment ferai-je pour éteindre en elle ce sentiment nuisible de la reconnaissance qui lui serait à charge? » — Vous calculez de bien loin, ô Lopoukhof, vos scrupules font voir trop de délicatesse; laissez faire au temps, et vous vous étonnerez vous-même avec quelle facilité votre élève rejettera le fardeau de reconnaissance.

Ils se marient donc et commencent à vivre ensemble à la manière de « deux familles qui prendraient par économie un appartement commun. » Le lecteur se souviendra peut-être qu'il a vu l'hiver dernier cette même situation sur la scène, et dans le cocher des *Danichef* un fort bon modèle de cette folie de renoncement qu'en vérité nous serons bientôt tentés de prendre pour un trait du caractère russe. Lopoukhof donne des leçons et tient des écritures, Véra monte une espèce d'atelier coopératif de modes et de couture, tout enfin irait au mieux dans le meilleur

des mondes, si Kirsanof n'apparaissait. Kirsanof est un second Lopoukhof. « Les uns trouvaient que celui-ci était le plus beau, les autres que c'était celui-là. » Lopoukhof avait un nez grec et Kirsanof un nez aquilin, Lopoukhof avait des yeux bruns, Kirsanof avait des yeux bleus, mais ce nez et ces yeux mis à part, l'un et l'autre étaient le portrait également ressemblant des hommes de l'avenir. Pourquoi donc Véra s'éprend-elle tout à coup de Kirsanof comme s'il y avait quelque chose en lui qui ne fût en Lopoukhof? Le romancier n'a pas bien éclairci le mystère; toujours est-il que bientôt, après quelques visites, l'astre de Lopoukhof pâlit. Véra résiste, elle essaie d'échapper à la domination du sentiment nouveau qui l'envahit, elle demande secours, par une inspiration monstrueuse, à l'amour de son mari, pour la première fois. Elle cède enfin et part en laissant derrière elle une lettre ainsi conçue : « Mon cher ami, je ne me suis jamais sentie si fortement attachée à toi qu'en ce moment; si je pouvais mourir pour toi! Oh! que je serais heureuse de mourir pour toi! Mais je ne puis pas vivre sans lui. Je t'offense, je te tue, mon cher ami; je ne le voudrais pas, mais j'agis malgré moi! Pardonne-moi! pardonne-moi! » Ne nous récrions pas; les duchesses de Balzac ont écrit de ce style. Quant à Lopoukhof, s'il prêche la brebis égarée, ce n'est pas espérance de la ramener au bercail, il ne veut que constater qu'elle ne se trompe pas une seconde fois sur la sincérité du sentiment qui l'entraîne, et, ce dernier devoir accompli, prétextant un voyage, il va se brûler la cervelle sur un pont de Moscou. *Que faire?* Nous avons la moitié de la réponse.

On pourrait croire ici le roman terminé, on peut mettre du moins un signet au volume, c'est maintenant la thèse qui commence. Non pas que le long récit de ces très simples événemens ne soit entrecoupé déjà de longues déclamations nihilistes. « M. Tchernychefsky, dit le traducteur, n'est pas de ceux qui écrivent simplement pour le plaisir de noircir du papier. » Toujours est-il que dans cette première partie, si l'on tient compte et de l'intention et des circonstances, de la malheureuse habitude aussi que nous avons contractée de voir la thèse et le philosophisme s'étaler à l'aise dans le roman comme dans leur domaine d'élection, on trouve à signaler quelques qualités toutes russes, particulièrement remarquables à ce titre dans une littérature d'emprunt.

« La gloire, disait un jour M. de Balzac, à qui en parlez-vous? je l'ai connue, je l'ai vue! Je voyageais en Russie avec quelques amis. La nuit vient, nous allons demander l'hospitalité à un château. A notre arrivée, la châtelaine et ses dames de compagnie s'empressent; une de ces dernières quitte dès le premier moment le salon pour aller nous chercher des rafraîchissemens. Cependant la conversation s'engage, et celle de ces dames qui était sortie rentre; elle entend tout d'abord ces paroles : « Eh bien, monsieur de Balzac, vous pensez donc?.. » De surprise et de joie elle fait un mouvement, elle laisse tomber le plateau de ses mains,

et tout se brise. » Si l'aventure n'est pas vraie, elle méritait de l'être. En effet, si j'en crois la renommée, tous les défauts que nous reprochons à Balzac étaient devenus là-bas autant de qualités. Encore aujourd'hui, il paraît qu'en Russie l'auteur français à la mode est l'héritier de la pire manière de Balzac, M. Émile Zola; on le traduit en russe, et si l'on traduisait dans notre langue les romans de M. Glèbe Ouspensky par exemple, la ressemblance serait frappante. Contentons-nous de M. Tchernychefsky. C'est la même prétention d'analyse, la même précision du détail, si repoussant qu'il puisse être, la même vigueur brutale de trait, le même relief, la même lumière crue. Le portrait de Maria Alexievna ne déparerait pas la galerie des *Rougon Macquart*. Il y a plus, et chez les réalistes russes vous retrouverez cette saveur étrange de mysticisme, si prononcée déjà chez Balzac. Comptez qu'il n'y a pas moins de quatre songes dans le roman de M. Tchernychefsky, quatre songes, et Véra, la femme émancipée, « l'une des premières femmes dont la vie se soit arrangée, » ne prend de résolution qu'à la suite d'un songe. C'est après un songe qu'elle quitte la maison maternelle, après un songe qu'elle devient la femme de son mari. Grâces soient rendues au traducteur d'avoir supprimé le quatrième songe. Par la plus singulière contradiction, serait-ce donc décidément en tout pays le sort du réalisme que de tourner au mysticisme?

Deux choses, il est vrai, sans parler de la forme, qui ne doit pas laisser d'avoir son prix, relèvent le réalisme russe. Il est sincère d'abord, il est ce qu'on appelle *vécu*, on sent que le roman a copié le vif, et que la fable n'en est inventée que pour fournir, que pour servir de cadre aux types qui s'y meuvent. Quand parurent les premiers romans de M. Tourguénef, n'y prétendit-on pas retrouver les personnages de la société pétersbourgeoise d'alors? En second lieu, l'ironie, l'ironie méprisante que les Russes manient comme personne, une forme de l'ironie qui ne ressemble ni à l'*humour* anglais, ni surtout à la raillerie française. Ce qu'elle a de caractéristique, c'est une persistance à ramener tous les actes de l'humaine nature à quelque motif d'intérêt odieux ou ridicule; c'est encore l'aisance hautaine et familière avec laquelle elle se soutient pendant des pages entières, un chapitre, quelquefois un volume. Bien des raisons sans doute ont dû favoriser en Russie ce penchant naturel : entre les plus puissantes, sous un gouvernement longtemps et cruellement despotique, la nécessité de se contraindre et d'envelopper la pensée d'une obscurité calculée; plus puissante encore peut-être dans une société fondée sur le *tchine*, où c'est un proverbe usuel que de souhaiter à quelqu'un la santé et le grade de général, la sourde irritation et le secret orgueil d'hommes qui se sentent ou qui se croient supérieurs à la situation où le hasard d'une hiérarchie de titres administratifs les a fait naître et les enchaîne. Sous les dehors d'une bienveillance et d'une affabilité qui ne sont en somme que le signe des

éducations aristocratiques, l'orgueil moscovite se cache, plus âpre et plus entier que l'orgueil anglais lui-même.

A ce point de vue, peu de documens sont plus curieux que le roman de M. Tchernychefsky. L'auteur avait débuté dans la littérature par une sorte de manifeste réaliste sur les *Rapports esthétiques de l'art et de la réalité*. Vous diriez, à l'entendre parler, le dernier mot de la critique. « Pour ce qui est, dit-il au lecteur, pour ce qui est des ouvrages célèbres de tes auteurs de prédilection, tu peux, pour l'exécution, mettre ce roman à leur niveau, tu peux même le placer au-dessus, car il y a ici plus d'art que dans les ouvrages précités, tu peux en être sûr. » Ce n'est encore là qu'un simple avis au public; le ton s'élève et devient plus méprisant quand l'auteur consent à faire connaître au lecteur ignorant la suprême exigence de l'art;... mais ceci nous ramène au roman.

Lopoukhof et Véra nous paraissent déjà des personnages assez bizarres, pour ne pas dire extraordinaires. Erreur; l'auteur a rencontré des Lopoukhof et des Véra par « centaines. » — « Il les considère comme des gens ordinaires : eux-mêmes se considèrent comme tels, » et nous allons promptement apercevoir s'ils ont raison. Le voilà ce grand secret, cette découverte surprenante; introduisons dans l'intrigue, — d'ailleurs sans qu'il ait aucun motif d'y venir faire figure, — un troisième personnage, celui-là vraiment extraordinaire, et mesurons les autres à sa taille. Il s'appelle Rakhmétof, il représente l'idéal du nihiliste de l'avenir. « Puisque nous demandons que les hommes jouissent complétement de la vie, nous devons prouver par notre exemple que nous le demandons non pas pour satisfaire nos passions personnelles, mais pour l'homme en général. » Sans doute ce raisonnement n'est point si sot : mais Rakhmétof en tire de singulières conséquences. « Lorsqu'on servait des fruits, il mangeait des pommes, parce que la plèbe en mange, il ne mangeait jamais d'abricots... il mangeait des oranges à Saint-Pétersbourg, en province jamais, parce qu'à Saint-Pétersbourg la plèbe en mange, ce qui n'a pas lieu en province. » De temps en temps il remonte le Volga, tirant la corde le long des chemins de halage, « parce que la force est un moyen de se faire estimer de la plèbe. » Il n'emploie guère à ses affaires qu'une petite part de son temps, le reste est pour s'ingérer des affaires des autres, pour imposer sa connaissance aux gens qui ne la souhaitent pas ou même qui la repoussent. Il passe la nuit sur un feutre garni de « petits clous qui ressortaient d'un pouce de longueur. » Est-ce bien le nihiliste de l'avenir, ce Rakhmétof? ou si ce n'est pas plutôt quelque ascète et quelque extatique des siècles depuis longtemps passés? Le mysticisme reparaît toujours, toujours remonte à la surface, et décidément le nihilisme est bien moins une doctrine qu'une secte.

On imagine bien qu'un tel homme, chargé d'adoucir à Véra la nouvelle du suicide et de la mort de Lopoukhof, ne saurait manquer d'excellentes raisons pour lui prouver que tout remords serait une sottise

et toute résolution extrême, comme de renoncer à Kirsanof, une erreur de jugement. Le conseil est pour plaire; Véra n'hésite pas davantage, elle épouse Kirsanof. Elle recommence encore une fois la vie, et tandis que Kirsanof, médecin-professeur, presque célèbre déjà, continue de soigner les malades et d'accroître sa réputation naissante, elle fonde un atelier, deux ateliers, trois ateliers de couture, et tient boutique sur la perspective Nevsky, à l'enseigne du *Bon-Travail, magasin de nouveautés*. Quand elle a des loisirs, elle rejoint Kirsanof à l'hôpital, et, sous la direction conjugale, étudie passionnément la médecine.

Mais voici bien une autre affaire. Lopoukhof n'est pas mort : on a retrouvé dans la rivière une casquette percée d'une balle; ce n'était qu'un ingénieux artifice, un moyen délicat de tourner la loi russe, qui ne permet le divorce que dans des cas bien rares, à prix d'or, et que le ménage Lopoukhof aurait vainement suppliée de briser les liens qui l'unissaient. Lopoukhof a quitté la Russie; d'Allemagne en Amérique, d'Amérique en Angleterre, il a parcouru le monde; puis, quelques années écoulées, il revient à Saint-Pétersbourg, sous le nom de Charles Beaumont, pour y traiter, comme représentant d'une maison anglaise, de l'achat d'une fabrique. C'est encore un type curieux de traitant russe que le directeur de cette fabrique. Sous-capitaine de cavalerie démissionnaire, Polosof a si bien trafiqué de quelques roubles qui lui restaient, qu'il est devenu trois ou quatre fois millionnaire. Gonflé de son importance, devenu fournisseur attitré du gouvernement, il a commis la maladresse de ne pas plier à temps devant un homme en place. Depuis, ses « fournitures de vivres et de cuirs de bottes » ont été systématiquement mises au rebut, tantôt sous un prétexte et tantôt sous un autre, aujourd'hui parce qu'on a trouvé dans sa fourniture « quelques négligences, » demain parce qu'on y constate de « mauvaises intentions. » Les jours pénibles sont venus, et des débris de sa splendeur il n'a conservé qu'une fabrique de stéarine, dont il est le directeur et le principal intéressé. Comme l'affaire soulève des difficultés nombreuses et délicates, Lopoukhof ou Charles Beaumont, obligé d'entrer en relations quotidiennes, intimes bientôt, avec son vendeur, fait chez lui la connaissance de Mlle Polosof. On devine la conclusion et que Lopoukhof épouse Mlle Polosof.

Il y a un épilogue : puisqu'il est maintenant remarié, Lopoukhof n'a plus de motifs de ne pas renouer les relations d'autrefois avec son ami Kirsanof. Il confie son désir à sa nouvelle épouse, et c'est elle qui se charge d'aller annoncer à Véra la grande nouvelle : « Lopoukhof est ressuscité. » Le ménage Kirsanof ne se sent pas de joie, tout est bien qui finit bien, les deux ménages feront désormais vie commune, ils habiteront le même appartement, il y aura comme toujours des « chambres neutres » et des « chambres non neutres. » *Que faire?* disait le titre du roman; voilà, nous apprend le traducteur, la solution qu'a trouvée la

« nouvelle société russe. » En tout cas, solution bien étrange, plus qu'étrange en vérité, si l'on considère quel soin méticuleux a pris l'auteur d'accumuler toutes les circonstances qui pouvaient ajouter au cynisme de ses personnages et à l'odieux de leur situation : Kirsanof, l'unique ami de Lopoukhof, Véra, tirée par Lopoukhof de la plus honteuse famille et sauvée du plus triste mariage, Lopoukhof, dévoué jusqu'au sacrifice, et ce surprenant accord qui termine le roman !

Et maintenant remarquez bien que l'auteur, M. Tchernychefsky, n'est rien moins qu'un romancier. Je ne veux pas dire seulement par là qu'à peine de loin en loin dans son livre rencontre-t-on quelque ombre des qualités du romancier, mais je voudrais avertir le lecteur que c'est ici l'œuvre d'un économiste. Le grand ouvrage de M. Tchernychefsky, celui qui le plaça naguère à la tête du radicalisme russe, ce n'est pas un roman, c'est l'*Économie politique jugée par la science,* critique et réfutation des *Principes d'économie politique* de Stuart Mill. Le roman n'a été pour lui qu'un moyen, qu'une tentative pour convertir à ses idées économiques un plus grand nombre d'adeptes, pour mettre la bonne nouvelle à portée d'un public plus vaste, et c'est là l'intérêt d'une rapsodie que comme œuvre d'art le lecteur est à même de juger. Que ce roman mal conçu, mal exécuté, ait eu d'ailleurs un succès éclatant en Russie, s'il est mauvais, il ne nous importe guère, et ce n'est pas affaire à la critique d'accepter et de discuter le succès par cela seul qu'il est le succès. Ce n'est pas tout que de réussir et il faut encore mériter son succès; mais enfin, tel quel, ce roman a passé, passe encore pour une sorte d'évangile du nihilisme russe. Et s'il était nécessaire d'excuser la longue analyse que nous avons essayé d'en faire, il nous suffirait de rappeler que dans un récent et substantiel ouvrage, un des hommes d'Allemagne qui connaissent le mieux, le plus intimement, la Russie contemporaine, et qui la connaissent d'original, n'a pas consacré moins de vingt pages à l'exposition des idées de M. Tchernychefsky (1). C'est plus de place qu'il n'a donné, plus d'honneur qu'il n'a fait à aucun autre écrivain de la Russie moderne.

Est-ce à dire que vraiment le *nihilisme* ait tant d'importance en Russie, que le nombre de ses prosélytes y soit considérable, et que la diffusion enfin de semblables doctrines y doive inspirer une telle crainte ou du moins une telle préoccupation de l'avenir? Oui et non; il faut distinguer. Dans nos sociétés occidentales, il serait permis de ne pas accorder plus d'attention au *nihilisme* que nous n'en accordons au *fouriérisme* par exemple. Non pas qu'à tel moment donné, si les circonstances et la mauvaise fortune s'y prêtent, de dangereux esprits ne puissent essayer de faire passer ces théories dans la pratique, mais parce qu'en somme chez nous les habitudes historiques et le tempérament national

(1) Cœlestin, *Russland seit Aufhebung der Leibeigenschaft,* Laybach 1875.

ne sauraient souscrire cette abdication de la personne qui serait dans les écoles communistes le premier pas vers la sagesse. Sans doute, comme ces théories, sous un voile de générosité, ne s'adressent en fait qu'aux plus grossiers appétits de la nature humaine, elles exercent une puissance de séduction singulière sur ces natures brutales dont le fonds est une inépuisable avidité de jouir, mais au premier essai d'application elles succombent et se condamnent elles-mêmes, parce qu'en échange d'un leurre de volupté, la première loi qu'elles imposent au misérable qu'elles ont tenté, précisément est la seule chose dont il soit incapable, le renoncement à soi-même. On le voit bien, quand on repasse en esprit l'histoire des sectes américaines, l'histoire des Mormons par exemple, dont le nombre semble aller diminuant de jour en jour, pauvres gens qui, cédant à l'appât du rien faire et de la polygamie, gémissent sous un joug si pesant, que tous les observateurs s'accordent à reconnaître que la mort de Brigham Young sera le signal de la dissolution de la communauté. Ajoutez comme un autre symptôme la répulsion presque universelle que ces sectes inspirent, et refaites sur la carte les étapes de leur exode pour vous convaincre qu'elles ne doivent guère d'exister encore qu'à l'immensité des déserts américains.

Il n'en est pas de même en Russie. Là quatre siècles d'esclavage ont façonné quelque quarante millions de serfs à l'abdication du vouloir, et d'ici longtemps encore n'offrent d'objet à leurs désirs que la satisfaction des appétits matériels. De plus, on dirait qu'il y a dans la nature du paysan russe un fonds de communisme, et ainsi, tandis que les aberrations du communisme occidental sont en quelque manière du domaine du rêve et de l'imagination pure, au contraire, dans les déclamations du *nihilisme* russe, on est tenté de voir la formule quasi scientifique des aspirations séculaires d'une race. Et le mal qu'on peut qualifier ici d'insignifiant est peut-être en Russie très grave. Évidemment nous ne saurions avoir la prétention de résoudre de semblables problèmes; mais ne semble-t-il pas que Montesquieu soupçonnât quelque chose de ces questions auxquelles est suspendu l'avenir de la Russie quand il laissait tomber ce mot terrible : « Voyez, je vous prie, avec quelle industrie le gouvernement moscovite cherche à sortir du despotisme, qui lui est plus pesant qu'aux peuples mêmes. On a cassé les grands corps de troupes, on a diminué les peines des crimes, on a établi des tribunaux, on a commencé à connaître les lois, on a instruit les peuples; *mais il y a des causes particulières qui le ramèneront peut-être au malheur qu'il voulait fuir.* »

FERDINAND BRUNETIÈRE.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

DIX-SEPTIÈME VOLUME

TROISIÈME PÉRIODE. — XLVIe ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1876

Livraison du 1er Septembre.

La Crise présidentielle aux États-Unis. — I. — L'Administration du général Grant, par M. CUCHEVAL-CLARIGNY. 5
La Science moderne et la philosophie des causes finales. — II. — La Cause première, par M. Étienne VACHEROT, de l'Institut de France. 38
Mon oncle Barbassou, troisième partie, par M. Mario UCHARD. 71
Le Socialisme contemporain en Allemagne. — I. — Les Théoriciens, par M. Émile de LAVELEYE. 121
Les Aventures d'un pionnier américain. — *Gabriel Conroy*, de M. Bret Harte, par M. Th. BENTZON. 150
L'Évolution historique des peuples, essai de synthèse sociologique, par M. Adolphe d'ASSIER. 180
Le Monument de Henri Regnault, par M. G. VALBERT. 211
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 222
Essais et Notices. — La Charité a Naples, par M. Othenin d'HAUSSONVILLE. 233

Livraison du 15 Septembre.

Mon oncle Barbassou, dernière partie, par M. Mario UCHARD. 241
La Crise présidentielle aux États-Unis. — II. — Les Candidats a la présidence, par M. CUCHEVAL-CLARIGNY. 278
Le Japon contemporain. — I. — Les récens progrès, la situation économique et financière, par M. George BOUSQUET. 311
Les derniers Vikings et les premiers rois du nord, d'après de nouvelles publications, par M. Émile MONTÉGUT. 342

Le comte de Cavour, étude de politique nationale et parlementaire d'après des documens nouveaux. — V. — La crise de l'Italie après Villafranca, Cavour et la cession de la Savoie, par M. Charles de MAZADE. . . . 387
L'Enseignement de l'agriculture en France et l'Institut agronomique, par M. BÉRARD-VARAGNAC. 417
La Vie de province en Grèce. — II. — La Locride des Ozoles, par M. Paul d'ESTOURNELLES de CONSTANT. 449
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 470

Livraison du 1er Octobre.

L'Enfance a Paris. — I. — La criminalité, l'abandon, par M. Othenin d'HAUSSONVILLE. 481
Cousin et cousine, par M. Henry JAMES. 512
Les Marins du XVIe siècle. — IV. — Anthony Jenkinson chez les Moscovites et les Tartares, par M. le vice-amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE. . . 554
Le Socialisme moderne. — L'École saint-simonienne, Bazard et Enfantin, par M. Paul JANET, de l'Institut de France. 587
Le Japon contemporain. — II. — Les relations extérieures, la situation politique et sociale, par M. George BOUSQUET. 619
Le Procès de Galilée, d'après les manuscrits du Vatican, par M. A. MÉZIÈRES, de l'Académie Française. 645
La Production houillère en Angleterre et en France. — I. — La question de l'épuisement des houillères et la hausse des prix, par M. R. RADAU. 664
M. Gladstone et la question bulgare, par M. G. VALBERT. 695
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 707
Essais et Notices. — Un déchiffreur d'énigmes, George Smith, par M. Eugène-Melchior de VOGÜÉ. 718

Livraison du 15 Octobre.

La Difficulté de la situation politique de la France, par M. É. VACHEROT, de l'Institut de France. 721
Donna Grazia, étude de mœurs napolitaines, par M. MARC-MONNIER. . . . 754
Le Centenaire américain et l'exposition de Philadelphie, par M. L. SIMONIN. 795
Le Roman de mœurs en Angleterre, *Daniel Deronda*, de George Eliot, par M. Th. BENTZON. 826
Les Marins du XVIe siècle. — V. — Anthony Jenkinson chez les Turcomans et a la cour du sophi, par M. le vice-amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE. . 855
La Production houillère en Angleterre et en France. — II. — La Question de l'exportation des houilles, par M. R. RADAU. 895
Les Plaintes de la marine marchande, le congrès maritime du 7 juin 1876, par M. Edmond PLAUCHUT. 920
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 937
Essais et Notices. — Un roman nihiliste, *Que faire?* de M. Tchernychefsky, par M. F. BRUNETIÈRE. 949

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cie, rue St-Benoît.